

# **Black Lives Matter**

**Keeanga-Yamahtta Taylor**

VISIT...

LANZAROTE  
*Caliente*.COM

Keeanga-  
Yamahtta  
Taylor

# BLACK LIVES MATTER

Le renouveau  
de la révolte noire  
américaine

agone / contre-feux

KEEANGA-YAMAHTTA TAYLOR

# **Black Lives Matter**

Le renouveau  
de la révolte noire américaine

*Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Celia Izoard*

**AGONIE**

La traductrice remercie Matthew Tobin pour son aide précieuse.

Aux parents, frères, sœurs, conjoints et amis de toutes les  
victimes de la police et d'autres formes de violences d'État  
qui continuent à lutter pour un monde juste.

Découvrez à quoi un peuple est prêt à se soumettre en  
silence et vous aurez découvert la mesure exacte  
d'injustice et de mal qui lui sera infligée, et cela  
continuera jusqu'à ce qu'on y oppose résistance par des  
paroles, des coups, ou bien les deux. La limite des tyrans  
n'est prescrite que par l'endurance de ceux qu'ils  
oppriment.

Frederick Douglass, discours à Canandaigua (New York),  
1857

# Introduction : le réveil noir dans l'Amérique d'Obama

Je ne suis pas triste que les noirs américains se révoltent ; c'était non seulement inévitable mais éminemment désirable. Sans cette belle effervescence, les faux-fuyants et les attermoissements du passé auraient continué indéfiniment. Les noirs ont claqué la porte sur un passé de passivité accablante. Les années de la Reconstruction mises à part, ils n'ont jamais, au cours de leur longue histoire sur le sol des États-Unis, lutté pour leur liberté avec autant de créativité et de courage. Nous vivons de belles années d'émergence ; elles sont douloureuses mais inévitables [...]. Dans ces circonstances éprouvantes, la révolution noire est bien plus qu'une lutte pour les droits des noirs. Elle oblige les États-Unis à affronter ses travers inextricables : racisme, pauvreté, militarisme et matérialisme. Elle fait apparaître au grand jour ces maux profondément enracinés dans toute la structure sociale. Elle révèle des travers non pas superficiels, mais systémiques, et montre que le véritable enjeu que nous devons affronter est la reconstruction radicale de la société. [...] Les dissidents d'aujourd'hui disent à la majorité complaisante que continuer à éluder ses responsabilités sociales dans un monde instable, c'est s'exposer au désastre et à la mort. L'Amérique n'a pas encore changé parce qu'un grand nombre de gens pensent qu'elle n'a pas à changer, mais c'est là l'illusion des damnés. L'Amérique doit changer parce que vingt-trois millions de citoyens noirs ne peuvent plus se complaire passivement dans un passé misérable. Ils ont quitté la vallée du désespoir ; la lutte leur a donné du courage. Avec leurs alliés blancs, ils secoueront les murs des prisons jusqu'à ce qu'ils tombent. L'Amérique doit changer.



Martin Luther King écrit ces mots quelques semaines avant son assassinat, au moment où cette révolte noire « éminemment désirable » explose dans les rues des États-Unis et démasque le triomphalisme mensonger du rêve américain. Dans ce qu'on considère comme une « société d'abondance », le chômage, le travail précaire, le mal-logement et les violences policières maintiennent la grande majorité des Afro-Américains dans ce que Malcolm X a un jour qualifié de « cauchemar américain ». De fait, au cours des années 1960, le fardeau continu de leurs conditions d'existence allait pousser plus d'un demi-million d'Afro-Américains – presque aussi nombreux que les soldats envoyés au Vietnam – à se soulever au « pays de la liberté ».

Il est rarement utile de comparer les époques ; il est encore plus inutile de contempler le passé pour se dire que rien n'a changé. Mais les paroles de Martin Luther King tracent des continuités douloureuses entre présent et passé et rappellent que dans certains cas, le passé n'est pas encore derrière nous. Pendant dix mois, entre l'été et l'automne 2014 et entre l'hiver et le printemps 2015, les États-Unis ont été secoués par de grandes vagues de manifestations menées par des Afro-Américains et des Afro-Américaines en réponse au meurtre par la police d'un jeune noir, Michael Brown. Dans la canicule du mois d'août, les habitants de Ferguson (Missouri) se sont révoltés, révélant au monde la violence raciste de la police aux États-Unis. Huit mois plus tard, à une soixantaine de kilomètres de la capitale, la ville de Baltimore explosait de rage suite au meurtre par la police du jeune Freddie Gray.

La description de Martin Luther King pourrait facilement s'appliquer à l'apparition de ce mouvement contestataire. Ce qui a commencé comme une lutte locale portée par de simples habitantes et habitants noirs de Ferguson qui, pendant plus de cent jours, ont « claqué la porte sur une passivité accablante » en demandant justice pour Brown, est devenu un mouvement national contre les violences policières et les meurtres quotidiens d'Afro-Américains non armés. On peut affirmer sans exagérer qu'un véritable permis de tuer a été délivré aux hommes et aux femmes en bleu qui patrouillent dans les rues des États-Unis – et qu'ils n'hésitent pas à en faire usage. Le plus

souvent, les violences policières, y compris le meurtre ou la tentative de meurtre, visent des Afro-Américains. Prenons l'exemple de Philadelphie : le berceau de la démocratie états-unienne<sup>1</sup> abrite l'un des services de police les plus violents du pays. Après avoir enquêté sur son fonctionnement de 2007 à 2013, le département de la Justice concluait que 80 % des individus tués par balle par la police de Philadelphie étaient des Afro-Américains, qui représentent pourtant moins de la moitié de la population de la ville. Surtout, bien que la police transgresse la déontologie et ses propres règlements en tirant sur des individus non armés, les policiers ne sont quasiment jamais sanctionnés – et encore plus rarement inculpés, emprisonnés ou condamnés. À Philadelphie, sur 382 tirs par balles de la police, on a considéré que seuls 88 officiers avaient violé la réglementation. Dans 73 % de ces cas, ils n'ont été ni suspendus ni révoqués<sup>2</sup>.

Il devrait aller de soi que, s'agissant de la justice pénale états-unienne, les meurtres et les violences perpétrés par la police ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Peut-on s'étonner qu'un nouveau mouvement ait pris pour slogan l'expression « *Black lives matter* » quand il est si clair que, pour la police, les vies des noirs n'ont aucune importance ? Mais pour comprendre le contrôle policier intensif qui vise la population noire, il faut le replacer dans le contexte plus large et plus ancien de la « guerre contre la drogue » et des effets de l'incarcération de masse. Les États-Unis représentent actuellement 5 % de la population mondiale, mais 25 % de la population carcérale mondiale. Plus d'un million d'Afro-Américains sont en prison, et leur taux d'incarcération est six fois plus élevé que celui des blancs. La surincarcération systématique des personnes noires, et des hommes noirs en particulier, a créé un amalgame entre race, risque et délinquance qui sert à légitimer la surveillance policière des communautés noires – et ses conséquences. Or, comme l'a montré Michelle Alexander, l'emprisonnement des hommes noirs débouche sur leur stigmatisation sociale et leur marginalisation économique, ne laissant guère d'autre choix à la majorité d'entre eux que de s'adonner à la délinquance pour survivre<sup>3</sup>. Sachant que les probabilités d'embauche d'un homme blanc avec un casier judiciaire sont égales à celles d'un noir *sans* casier, quelles perspectives d'emploi légal s'offrent aux hommes noirs après une détention provisoire ou une

peine de prison ferme ? L'ensemble du système de justice pénale s'exerce aux dépens des communautés afro-américaines – et de la société tout entière.

Cette crise dépasse le problème des taux élevés d'incarcération ; car ce qui permet à la police de tuer des personnes noires sans risquer d'être punie, c'est la perpétuation de stéréotypes profondément ancrés, comme l'idée que les Afro-Américains seraient particulièrement dangereux, insensibles à la douleur et à la souffrance, irresponsables et insouciantes, dépourvus d'empathie, de solidarité et d'humanité. Quand Darren Wilson, le policier de Ferguson, raconte au grand jury sa rencontre avec Mike Brown, il semble décrire une altercation avec un monstre et non avec un jeune de 18 ans. Wilson et Brown étaient de même taille ; pourtant, le policier prétend avoir été secoué comme une poupée de chiffon ; à l'écouter, un coup de poing au visage de la part de Brown lui aurait été fatal. Wilson décrit ensuite Brown comme un « démon » qui pousse des « grognements » avant de s'en prendre sans raison à un policier qui lui a déjà tiré dessus une fois et est obligé de recommencer<sup>4</sup>. Wilson attribue une force surnaturelle à Brown, qui aurait couru à travers une pluie de balles, ne laissant d'autre choix au policier que de continuer à tirer<sup>5</sup>. C'est une histoire invraisemblable qui repose entièrement sur la négation de l'humanité de Brown.

Aujourd'hui, on présente souvent les États-Unis comme une société devenue « indifférente à la race » (*colorblind*) ou « post-raciale », dans laquelle la race a pu constituer jadis un obstacle à une vie accomplie, mais n'a désormais plus d'importance. La discrimination raciale, entérinée par les lois dans le Sud et par les usages et la politique générale dans le Nord pendant la majeure partie du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, était la cause des écarts entre noirs et blancs en matière d'emploi, de pauvreté, de logement et d'accès à l'éducation. Mais au lendemain des luttes de libération noire des années 1960, la disparition de toute référence à la race dans les textes de loi et l'évolution des mentalités étaient censées avoir levé tout obstacle à l'avènement d'une ère nouvelle de réussite et d'accomplissement pour les noirs. Le fait qu'une famille afro-américaine ait pu occuper la Maison-Blanche, édifice construit par des esclaves en 1795, est un exemple éloquent de la transformation des mentalités et des réalités raciales aux États-Unis.

Au-delà de la présidence de Barack Obama, des milliers d'élus, une strate de dirigeants d'entreprises, un grand nombre de personnalités en vue de Hollywood et des sportifs multimillionnaires noirs composent le paysage « post-racial » de l'Amérique. La réussite d'un nombre relativement limité d'Afro-Américains est censée démontrer que la nation, désormais indifférente à la race, a rompu avec son passé raciste. Désormais, quand les individus sont maltraités du fait de leur race, on considère ces actes comme un manquement à la bonne conduite et une transgression morale, et non « plus [comme] un phénomène endémique, entériné par la législation et la coutume », déclarait Obama dans un discours<sup>6</sup> commémorant le cinquantième anniversaire du *Voting Rights Act*<sup>III</sup>.

Voilà précisément pourquoi le spectacle des violences et des crimes policiers impunis s'est métamorphosé en crise politique. Après tout, les États-Unis ne se contentent pas de se féliciter d'abriter une société indifférente à la race ; ils s'appuient ouvertement sur cette supposée absence de racisme pour faire valoir leurs traditions démocratiques et leur légitimité à se comporter en gendarmes du globe. L'État fédéral et les dirigeants républicains et démocrates en ont fait un prétexte pour démanteler les programmes d'aide sociale et des pans entiers du secteur public, niant le rôle central de la discrimination dans les difficultés des noirs américains. En d'autres termes, alors qu'une des principales revendications du mouvement des droits civiques des années 1960 consistait à demander à l'État fédéral d'intervenir contre la discrimination et de prendre des mesures concrètes pour améliorer la vie des Afro-Américains, la promotion d'une nation indifférente à la race ou post-raciale a produit l'effet contraire : elle sert à justifier le démantèlement de la capacité de l'État à combattre les discriminations.

C'est très précisément ce qu'a fait la Cour suprême avec le droit de vote, considérant en substance que le racisme ne constitue plus un obstacle au vote, comme c'était explicitement le cas à l'époque de Jim Crow<sup>IV</sup>. « Notre pays a changé, en cinquante ans : le Congrès doit se mettre à jour<sup>7</sup> », a déclaré le juge en chef du pays, John Roberts, en sabrant le *Voting Rights Act*<sup>V</sup>. Certes, le pays a changé, mais le seul passage du temps ne garantit pas que ces changements aient été

positifs. Une société juste n'est pas un stade naturel de l'évolution des États-Unis : elle ne peut être que le résultat de luttes.

Si ces attaques ont des conséquences sur la population noire, elles servent aussi de cheval de Troie à une offensive bien plus large contre les classes populaires dans leur ensemble, blancs et Hispaniques inclus. Bien sûr, le démantèlement de l'État providence a un impact démesuré sur les Afro-Américains, mais dans un pays où les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres ne cessent de se creuser, les budgets d'austérité et les offensives politiques contre la redistribution desservent l'ensemble des citoyens ordinaires. Cela montre, contre toute attente, que même les personnes blanches des milieux modestes ont intérêt à dénoncer le racisme de la société états-unienne : cela leur permettrait de revendiquer avec les non-blancs un système de protection sociale élargi et robuste visant à redistribuer la richesse et les ressources des plus aisés aux classes populaires. À l'inverse, on comprend pourquoi les élites économiques ont un tel intérêt à se prévaloir de l'indifférence à la race et à perpétuer le mythe de la méritocratie états-unienne.

La visibilité actuelle des abus récurrents de la police, notamment les récents passages à tabac, mutilations et meurtres de noirs, a ébranlé l'idée d'une nation états-unienne indifférente à la race et, de ce fait, réaffirmé la nécessité de renforcer la capacité régulatrice de l'État et les mesures de lutte contre la discrimination. Forcément, ces abus interrogent aussi sur la nature d'un système social qui permet à la police d'agresser et de tuer impunément autant d'Afro-Américains. C'est pourquoi le problème chronique des violences policières revêt une dimension aussi explosive, et plus encore dans ce moment historique particulier où le racisme est censé avoir été dépassé et où le pouvoir politique noir aurait atteint son zénith. Certes, ce sont un Président, un procureur général et un préfet de police de Philadelphie afro-américains qui ont mené le débat national sur la réforme de la police. Mais dans le flot d'annonces quasi quotidiennes de violences et de meurtres policiers, cette démonstration inédite de puissance politique noire semble avoir eu très peu d'effet sur les vies des populations noires ordinaires qui, elles, n'en disposent pas du tout.

## Deux sociétés noires, séparées et inégales

Comment expliquer que puissent apparaître simultanément, d'un côté, un Président noir, une classe politique noire en croissance exponentielle, une élite économique noire, modeste mais significative et, de l'autre côté, un mouvement social dont le slogan le plus connu rappelle et exige que « les vies des noirs comptent » (« *Black lives matter* »)<sup>vi</sup> ? On cite des exemples de noirs ayant accédé à des fonctions d'autorité pour célébrer la grandeur des États-Unis, dont Barack Obama s'est fait l'écho en déclarant : « Aussi longtemps que je vivrai, je n'oublierai jamais que mon histoire n'est possible dans aucun autre pays sur cette terre<sup>8</sup>. » En même temps, la pauvreté, la surincarcération et la mortalité prématurée qui touchent les noirs sont considérées comme le produit de leur insolence et de leur manque de responsabilité individuelle. En réalité, ces différences de vécu sont structurées par de profondes différences de classes entre Afro-Américains : elles ont permis à un petit nombre de s'élever tandis que la grande majorité croupit dans un désespoir alimenté par les inégalités économiques qui traversent toute la société états-unienne. Comme dans le reste du monde, les réformes néo-libérales – réductions de dépenses sociales et allègements fiscaux pour les grandes entreprises et les riches – ont produit des niveaux d'inégalité sociale d'une ampleur inégalée depuis les années 1920 au moins. Comme l'a montré le mouvement Occupy de 2011, les 1 % les plus riches de la population contrôlent 40 % des richesses. Entre 1978 et 2013, les revenus des dirigeants d'entreprises, indexés sur l'inflation, ont augmenté de 937 %, contre une maigre hausse de 10 % pour un salarié moyen au cours de la même période<sup>9</sup>. Comme toujours, l'Amérique noire a été touchée de façon disproportionnée par la pauvreté et l'accroissement des inégalités sociales.

Le fossé entre riches et pauvres est encore plus prononcé chez les ménages noirs que chez les blancs. Les foyers blancs les plus riches possèdent 74 fois plus qu'une famille moyenne blanche. Mais l'écart chez les Afro-Américains est stupéfiant : les familles les plus riches possèdent 200 fois plus que le foyer moyen noir. Les Afro-Américains représentent 1,4 % des 1 % d'Américains les plus riches – et sur 14 millions de foyers noirs, seuls 16 000 font partie de ces 1 %.

Chacun de ces foyers dispose d'un patrimoine net de 1,2 million de dollars, contre 6 000 dollars pour la famille noire moyenne<sup>10</sup>. Les différences de classes entre Afro-Américains ont toujours existé, mais les législations racistes les maintenaient auparavant souvent entre eux au sein d'une même communauté noire. Aujourd'hui, l'absence de barrières formelles à la réussite économique et politique a accru la différenciation entre Afro-Américains et mis à mal l'idée de « communauté ».

L'élite noire est pourtant loin de s'être totalement affranchie du racisme. De fait, elle reste beaucoup moins importante numériquement que l'élite blanche, a plus de dettes et moins de patrimoine global net que les riches blancs. Néanmoins, ses membres vivent les inégalités raciales très différemment des Afro-Américains pauvres et prolétaires, et tirent des conclusions différentes sur leur signification. Un sondage du Pew Research Center montrait ainsi en 2007 que 40 % des Afro-Américains considèrent qu'« il y a une telle diversité au sein de leur communauté qu'on ne peut plus considérer les noirs comme une seule et même race »<sup>11</sup>. De plus, 61 % des Afro-Américains jugent que « les valeurs des noirs de la classe moyenne et celles des noirs pauvres se sont éloignées ». Les noirs les plus diplômés ont plus souvent tendance à dire que « l'écart de valeurs » au sein de la population noire s'est creusé au cours de la dernière décennie. Enfin, les Afro-Américains à faibles revenus semblent dire que « les noirs situés tout en bas du spectre socio-économique ont une perception plus nette » des différences de valeurs et d'identité qui existent entre les noirs<sup>12</sup>.

Les élites noires, en particulier, interprètent leur propre réussite comme une validation des fondements politiques et économiques de la société états-unienne et une démonstration de la responsabilité personnelle de ceux qui n'ont pas réussi. Rendre les noirs responsables des inégalités qu'ils subissent n'est certes pas une nouveauté, mais les mouvements sociaux des années 1960 avaient diffusé des critiques structurelles pénétrantes sur la pauvreté et l'exclusion des noirs, héritages d'une société qui, pour une bonne partie de son existence, a tiré sa richesse de l'oppression et de l'exploitation des Afro-Américains. Dans *Black Power*, le révolutionnaire noir Stokely

Carmichael et le sociologue Charles Hamilton ont forgé le concept de « racisme institutionnel »<sup>13</sup>. C'était un terme visionnaire, dans la mesure où il a anticipé sur le basculement vers le concept d'indifférence à la race et l'idée qu'il n'y a de racisme que là où l'intention est indéniable. Le racisme institutionnel, ou structurel, peut être défini comme l'ensemble des politiques, des dispositifs, des pratiques des institutions publiques et privées qui se traduisent par des taux de pauvreté, d'expulsions, de criminalisation, de maladie et de mortalité plus élevés chez les Afro-Américains. Surtout : c'est le *résultat* qui compte, et non les intentions des individus impliqués. Le concept de racisme institutionnel reste le meilleur outil pour comprendre comment les noirs peuvent subir de telles privations dans un pays aussi riche que les États-Unis. Il est essentiel pour répondre aux accusations qui rendent les Afro-Américains largement responsables de leur sort.

Le débat sur la nature des inégalités subies par la population noire n'est pas anodin ; il revêt de profondes implications politiques quant à la nature de la société. Le fait de considérer la culture noire comme la source de ces inégalités n'est pas le produit d'une haine des Afro-Américains. Elle a pour fonction d'expliquer l'expérience des noirs comme quelque chose d'extérieur au récit américain sur la mobilité sociale sans entraves, la poursuite du bonheur et l'égalité entre tous : c'est une manière d'exonérer le système tout en impliquant la responsabilité des Afro-Américains dans leurs propres souffrances. Alors même que toute étude sérieuse de l'histoire de la population noire aux États-Unis suffit à contredire l'idée d'une exception états-unienne.

Après la fin de l'esclavage, les explications les plus courantes de la pauvreté et de la marginalisation des noirs ont emprunté tantôt à la biologie, tantôt à la culture, sans que la libre entreprise et la démocratie américaine telles qu'elles existaient ne soient jamais sérieusement mises en cause. Dans les années 1960, le mouvement des droits civiques et la révolte du Black Power montrèrent que le racisme institutionnel était la principale explication de ces inégalités, et non la culture ou les mœurs des familles noires. Cette interprétation fut confortée en 1968 par le rapport d'une commission, rédigé à partir des



conclusions d'une enquête fédérale sur les causes des « troubles à l'ordre public ». Le rapport Kerner affirmait tout bonnement que le « racisme blanc » était responsable de la pauvreté noire <sup>vii</sup> : « La société blanche l'a créé, les institutions blanches le maintiennent et la société blanche le justifie <sup>14</sup>. » La complicité de l'État dans l'asservissement de la population noire donnait à celle-ci le droit légitime d'exiger qu'il intervienne pour défaire ce qu'il avait clairement contribué à créer. Mais cette exigence ne pouvait se concrétiser que tant que le mouvement tenait la rue. À mesure qu'il reflétait et que les deux partis intensifiaient leur offensive sur l'État providence, la litanie de la « culture de la pauvreté » et de la « responsabilité individuelle » est redevenue l'explication courante de la misère des noirs.

Aujourd'hui, les divers problèmes qui touchent les communautés noires sont donc généralement imputés à leurs habitants. « Cessons de nous chercher des excuses », a prêché le Président Obama devant un parterre d'étudiants afro-américains, comme si les taux élevés de chômage et de pauvreté que subissent les Afro-Américains étaient des « excuses ». Ces admonestations ne sont pas uniquement le fait de l'élite noire : 53 % des Afro-Américains considèrent que les noirs qui ne s'en sortent pas sont les principaux responsables de leur situation, tandis que seuls 30 % considèrent que la discrimination en est la cause <sup>15</sup>. L'idée que ces inégalités seraient le fruit d'un relâchement, dans la population noire, de l'éthique du travail et de la capacité à se prendre en charge a été renforcée par la visibilité de l'élite noire. Dans ce contexte, l'élection de Barack Obama a été saluée comme le summum de la réussite pour une population noire qui semblait de ce fait invitée à renoncer à toutes ses doléances.

## **Le réveil noir dans l'Amérique d'Obama**

Il y a, cependant, des ruptures périodiques dans le fil du récit qui fait du triomphe de l'Amérique sur le racisme l'une des principales caractéristiques de cette société. En 1955, en pleine Guerre froide, le meurtre d'Emmett Till fait voler en éclats le discours de la supériorité morale et démocratique de la société états-unienne. Le mouvement

Black Freedom <sup>viii</sup> des années 1960, qui éclate au moment même où les États-Unis livrent une guerre au Vietnam (soi-disant au nom de la liberté), fait apparaître au grand jour à quel point le pays dans son ensemble est profondément raciste et réfractaire aux revendications d'égalité et de libération noires. Plus récemment, en 1992, les émeutes de Los Angeles relancent le débat sur la persistance des inégalités raciales. En 2005, la réponse honteuse de l'administration Bush à l'ouragan Katrina submerge momentanément les brillantes auto-congratulations des dirigeants états-uniens à une période où le pays se trouve, à nouveau, empêtré dans la guerre et l'occupation militaire au nom de la liberté et de la démocratie, cette fois respectivement en Irak et en Afghanistan.

S'il est presque toujours impossible de dire quand et où surgira un mouvement, le fait que dans de telles conditions un mouvement finira tôt ou tard par éclater relève, lui, de la certitude. Aujourd'hui, la naissance d'un nouveau mouvement contre le racisme et la police révèle une fois de plus l'illusion d'une société américaine « indifférente à la race » ou « post-raciale ». Aux cris de « *Hands up, don't shoot* » (« Les mains en l'air, ne tirez pas »), « *I can't breathe* » (« J'étouffe ») et « *Black lives matter* », des dizaines de milliers de citoyens ordinaires se mobilisent pour mettre un terme à une violence policière et des meurtres d'Afro-Américains quotidiens. Chaque semaine, les réseaux sociaux sont inondés d'histoires de violences policières subies par des citoyens ordinaires ou de meurtres de jeunes noirs presque toujours désarmés. L'apparition de ces moyens de communication a presque rendu simultanées la survenue d'un incident et l'information du public. Là où les grands médias ont, comme d'habitude, sous-estimé voire ignoré les plaintes du public contre la corruption et les abus de la police, la prolifération des smartphones a donné à tout un chacun la possibilité d'enregistrer ces incidents et de les diffuser très largement sur diverses plateformes virtuelles.

Si, historiquement, les émeutes ont presque toujours été déclenchées par des épisodes de violences policières, celles-ci n'ont jamais constitué que la partie émergée de l'iceberg. Et cela n'a pas changé. L'apparition d'un mouvement contestataire noir sous la présidence d'Obama peut surprendre, et pourtant, à cause de la

réticence de cette administration à se mobiliser sur ne serait-ce qu'un seul des problèmes de fond auxquels est confrontée la population noire, sa situation a empiré sous les mandats d'Obama. Séduits par ses promesses d'espoir et de changement, et par sa déclaration selon laquelle « oui, on peut » arrêter la guerre en Irak, les Afro-Américains se sont mobilisés de façon historique pour le soutenir en 2008 et en 2012. Surtout, ils espéraient se libérer de l'indifférence ahurissante dont l'administration Bush avait fait preuve vis-à-vis des souffrances des noirs, pleinement illustrée par la catastrophe de l'ouragan Katrina. Mais les Afro-Américains ont, à tous points de vue, subi sous la présidence d'Obama la même indifférence et la même discrimination active ; dans certains cas, elles ont même empiré. Le chômage des noirs s'est maintenu à des taux à deux chiffres, et même les diplômés noirs de l'université ont deux fois plus de chances de se retrouver au chômage que les diplômés blancs. En 2014, 12 % d'entre eux, contre 4,9 % des diplômés blancs, étaient sans emploi<sup>16</sup>. En d'autres termes, même ceux qui « ne se sont pas cherché d'excuses », sont allés à la fac et – comme disait Bill Clinton – « ont respecté les règles » réussissent toujours significativement moins bien que leurs camarades blancs.

Si experts et politiciens ont salué d'une seule voix ce qu'ils ont décrit comme un rétablissement économique après la grande récession de 2008, pour les Afro-Américains, le long hiver de la crise continue de sévir – ce que démontre clairement le fait que 27 % d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté<sup>17</sup>. Ce taux de pauvreté national peut dissimuler une misère plus profonde encore dans certaines régions du pays, en particulier dans les États du Sud ou dans le Midwest, où le taux de pauvreté dans la population noire atteint 46 % dans le Minnesota, 39 % dans le Wisconsin et 34 % dans le Michigan. Depuis l'investiture d'Obama, le revenu médian des noirs a plongé de 10,9 %, pour atteindre 33 500 dollars par an, contre une diminution de 3,6 % chez les blancs, pour un revenu médian de 58 000 dollars<sup>18</sup>. La pauvreté entraîne une série d'autres problèmes sociaux : 26 % des foyers noirs sont en situation d'« insécurité alimentaire » – euphémisme officiel pour désigner la faim ; 30 % des enfants n'ont pas assez à manger ; 25 % des femmes n'ont pas de couverture santé ; 65 % des cas de sida nouvellement diagnostiqués concernent des femmes noires. Dans les grandes villes, ces dernières ont autant de

chances d'être expulsées de leur logement que les hommes d'être incarcérés : à Milwaukee (Wisconsin), où elles ne représentent que 9 % de la population, 30 % des personnes expulsées sont des femmes noires<sup>19</sup>. Les effets en cascade du racisme et de la pauvreté s'abattent sans relâche sur les vies des Afro-Américains pauvres ou prolétaires.

La pauvreté est loin d'être la seule facette des écarts de richesse croissants entre Afro-Américains et blancs. Au cours des vingt-cinq dernières années, les inégalités de patrimoine par foyer ont triplé : aujourd'hui, le patrimoine médian des ménages blancs (par opposition au revenu) est de 91 405 dollars, contre 6 446 dollars pour les foyers afro-américains<sup>20</sup>.

L'indicateur le plus éloquent du statut des femmes noires aux États-Unis est peut-être la différence entre le patrimoine des femmes célibataires noires et celui des blanches. Selon une enquête de 2010, le patrimoine médian des femmes blanches célibataires est de 41 500 dollars, à comparer à celui, surréaliste, des femmes noires célibataires : 100 dollars<sup>21</sup>. En 2008, l'effondrement historique du marché immobilier américain a détruit une bonne part du patrimoine des Afro-Américains. Au plus fort du boom des prêts hypothécaires immobiliers, au milieu des années 2000, près de la moitié des prêts accordés aux acheteurs noirs étaient des contrats *subprime*. Actuellement, d'après le Center for Responsible Lending, près de 25 % des foyers ayant acheté leur maison au cours de cette période sont menacés d'une saisie<sup>22</sup>. Les médias l'ont largement fait savoir : la crise a fait perdre aux Afro-Américains près de 10 milliards de dollars de patrimoine immobilier, plus de 240 000 d'entre eux ayant perdu leur maison<sup>23</sup>. À Détroit, par exemple, ville qui affichait les taux de propriétaires noirs les plus élevés du pays, plus d'un tiers des familles noires ayant souscrit un emprunt entre 2004 et 2008 ont été expropriées suite aux saisies hypothécaires<sup>24</sup>. Les emprunts qu'elles avaient contractés étaient des « bombes à retardement » qui ont fini par exploser, faisant partir en fumée les maigres richesses accumulées<sup>25</sup>.

Barack Obama a été élu président précisément à un moment où la population noire du pays était particulièrement en détresse. Il a pourtant fait bien peu de choses. De fait, pendant sa campagne de

2012, il avait rassuré la nation (du moins les électeurs blancs) par ces mots : « Je ne suis pas le président de l'Amérique noire. Je suis le président des États-Unis d'Amérique <sup>26</sup>. » Non seulement Obama s'est montré réticent à lancer ou à défendre des dispositifs spécifiques pour les noirs, mais il a également joué un rôle délétère en légitimant le discours sur la « culture de la pauvreté ». À une époque où l'ensemble du monde occidental désignait la corruption de Wall Street et la spéculation frauduleuse sur les marchés financiers comme les causes de la crise, Obama, lui, ne trouvait rien de mieux que de montrer du doigt les pères noirs, le « cousin Pookie <sup>ix</sup> », les habitudes alimentaires des familles noires qui regardent trop d'émissions sportives sur la chaîne ESPN <sup>x</sup> et ne lisent pas d'histoires à leurs enfants le soir – faute d'avoir des emplois stables et un rythme de vie structuré <sup>27</sup>.

## **« Les mains en l'air, ne tirez pas ! »**

Le meurtre de Mike Brown, venu s'ajouter à une liste toujours plus longue de victimes noires non armées, a mis à mal la logique selon laquelle ceux qui feraient « les bons choix », quels qu'ils soient, pourraient échapper aux problèmes structurels de l'Amérique noire. Après tout, Mike Brown ne faisait que marcher dans la rue. Eric Garner se tenait debout au coin d'une rue. Rekia Boyd se trouvait dans un parc avec ses amis. Trayvon Martin marchait, un sachet de bonbons et une canette de thé glacé à la main. Sean Bell fêtait son enterrement de vie de garçon juste avant son mariage prévu le lendemain. Amadou Diallo sortait de son travail <sup>xi</sup>. Leur mort, comme tant d'autres meurtres avant eux, démontre que le simple fait d'être noir peut vous rendre suspect – voire vous faire tuer. Quand la police est impliquée, rien n'est plus dangereux que d'être noir. En août 2014, à Ferguson (Missouri), l'épuisement, la tristesse, la frustration et la colère des habitants face à un racisme déshumanisant ont fini par déborder. Mais l'avalanche de soutien et de solidarité qui a suivi a largement dépassé Ferguson. Les dizaines de milliers de personnes qui sont descendues dans la rue pendant l'été et l'automne et qui ont affronté le froid glacé de l'hiver puisaient leur énergie dans l'accablement abyssal des Afro-Américains, las de rendre hommage aux personnes noires – jeunes et vieilles, hommes et femmes,

transgenres, queers et hétéros – tuées par la police.

La révolte de Ferguson et les mobilisations nationales ont aggravé la crise politique, fait voler en éclats les pétitions de principe « post-raciales » et incité d'autres personnes à se soulever contre une épidémie de plus en plus grave de harcèlement, de violences, de corruption et de meurtres policiers qui menace la vie et l'humanité d'un nombre incalculable d'Afro-Américains dans chaque ville et dans chaque banlieue. On peut mesurer la profondeur de la crise politique au degré d'attention que lui ont accordé les dirigeants politiques, qui se sont évertués à défendre la légitimité des forces de l'ordre et des lois. Si l'intervention du révérend Al Sharpton <sup>xii</sup> était prévisible, l'arrivée d'Eric Holder à Ferguson a surpris. Le procureur général a fait le déplacement pour déclarer que des agents fédéraux mèneraient une enquête impartiale. Certains élus ont annoncé sur Twitter leur présence aux funérailles de Brown ; le Président Obama a été obligé de faire des déclarations publiques où il a reconnu l'existence de ce qu'il a appelé un « manque de confiance » entre « la communauté » et la police <sup>28</sup>.

Le spectre de la crise a aussi été entretenu, tout simplement, par l'incapacité totale des policiers à arrêter de tuer des Afro-Américains. Juste avant le meurtre de Brown, à Staten Island (New York), Eric Garner, qui ne portait pas d'arme et vaquait à ses occupations, est abordé par la police : il meurt étouffé après avoir dit à onze reprises, en suffoquant : « J'étouffe. » (« *I can't breathe.* ») Deux jours après la mort de Brown, des policiers de Los Angeles tuent par balles un autre jeune noir, Ezell Ford. Des mois plus tard, le rapport d'autopsie confirmera qu'il a reçu plusieurs balles, dont une dans le dos, alors qu'il était allongé par terre <sup>29</sup>. Dans une banlieue de Dayton (Ohio), la police abat John Crawford III, Afro-Américain de 22 ans qui téléphonait avec son portable tout en tenant un faux pistolet à air comprimé dans un magasin Walmart. Au moment où le pays attendait de savoir si un grand jury allait inculper l'officier Darren Wilson pour la mort de Mike Brown, des policiers de Cleveland tuent Tanisha Anderson, Afro-Américaine de 37 ans, en restant assis sur elle jusqu'à ce qu'elle cesse de bouger <sup>30</sup>. La semaine suivante, la police de Cleveland récidive en tuant Tamir Rice, 12 ans, moins de deux

secondes après avoir fait irruption dans le parc où le petit garçon jouait seul. Pire encore, les deux policiers resteront sans rien faire, refusant de le secourir alors qu'il se vide de son sang. Quand sa sœur de 14 ans tente de lui venir en aide, les agents l'immobilisent au sol<sup>31</sup>. Peu de temps auparavant, un audit mettait en lumière un mépris systématique de la loi au sein de la police de Cleveland : les officiers « font usage de la force de façon systématique, injustifiée et disproportionnée, en violation de la Constitution », conclut-il, et « la hiérarchie tolère ces comportements et, dans certains cas, les encourage ». Le rapport pointait notamment « un usage injustifié et excessif de la force létale » et « un usage excessif de la force contre des personnes souffrant de problèmes mentaux ou en état de crise<sup>32</sup> ».

Si on connaît aujourd'hui les noms de ces victimes, c'est grâce à l'apparition d'un mouvement qui affirme que les vies des noirs comptent. En un an seulement, il a eu un impact indéniable. On peut le mesurer au fait que certaines municipalités obligent désormais les policiers à porter des caméras-piétons, ou qu'une poignée d'agents ont été révoqués suite à des violences jusque-là considérées comme normales. On peut le mesurer à l'inculpation pour meurtre de quelques policiers qui, sinon, seraient restés impunis. Mais son effet le plus marquant est peut-être la manière dont les discours sur la délinquance, la police et la race ont évolué.

Les événements de Ferguson ont amené Obama, qui avait passé le plus clair de son mandat à rendre les Afro-Américains responsables de leurs maux, à se concentrer sur ce qu'il a appelé le « système d'injustice pénale » dans un discours consacré à la délinquance et la prison. À l'été 2015, lors d'une apparition à la convention nationale de la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP), il fait une allocution inspirée sur la réforme de la justice pénale. Pointant les écarts très importants entre les peines prononcées contre les noirs, les blancs et les Hispaniques, il plaide alors pour le recouvrement du droit de vote des anciens détenus et avance que les 80 milliards de dollars dépensés chaque année pour entretenir les prisons du pays pourraient servir à payer les frais d'inscription de toutes les universités publiques. Ce basculement dans le discours d'Obama est bienvenu, mais n'aurait été possible en aucune manière

sans les révoltes de Ferguson ou de Baltimore, ou sans la mobilisation obstinée qui a pris corps entre-temps. En d'autres termes, ce mouvement radical composé de simples citoyens et citoyennes afro-américains a contraint l'État fédéral et son dirigeant, la personnalité politique la plus puissante du monde, à reconnaître l'existence d'une guerre contre les vies des noirs. Tout l'enjeu, bien sûr, sera de passer de la reconnaissance de l'humanité des noirs à la transformation des institutions qui l'ont rabaissée.

## **L'avenir de la politique noire**

Au cours des cinquante dernières années, le changement le plus significatif pour la condition afro-américaine a été l'émergence d'une élite noire, adossée à une nouvelle classe politique noire, qui se sont chargées de réduire les dépenses publiques et d'administrer des budgets dérisoires sur le dos des électeurs afro-américains. On voit aujourd'hui une classe d'« entrepreneurs des droits civiques » promouvoir et superviser la tendance générale à la privatisation, arguant de l'efficacité supérieure du secteur privé pour la livraison de services publics. De nombreux administrateurs afro-américains défendent aujourd'hui une privatisation accrue des ressources publiques en matière d'éducation, de logement et de santé. Les programmes de rénovation urbaine s'engagent souvent à reloger les noirs aux revenus modestes au lieu de les refouler à l'extérieur des communautés urbaines – mais après avoir manqué à leurs promesses, les élus noirs manifestent la même propension que leurs homologues blancs à puiser dans les stéréotypes raciaux pour masquer leur propre incompétence et les conséquences désastreuses de leurs politiques, invoquant tour à tour l'infériorité culturelle, l'instabilité des familles ou la délinquance des noirs. Le fossé se creuse entre l'élite politique et économique noire et ceux qui, par leur condition sociale, deviennent des « individus jetables », pour reprendre une expression notamment utilisée par l'historienne Martha Biondi. Pour Biondi, c'est la condition de ceux qui subissent « non seulement le chômage structurel et le pipeline école-prison<sup>xiii</sup>, mais aussi [les] taux élevés de morts par fusillade dans un contexte où les armes à feu côtoient le désespoir au sein d'une lutte quotidienne pour la virilité et la survie. Cette identité



jetable est également illustrée par l'apparente acceptation sociale des taux élevés de morts prématurées chez les jeunes afro-américains et hispaniques 33. »

Ces tensions relativement inédites entre classes populaires noires et élite politique noire posent de nouvelles questions quant au mouvement actuel contre les abus policiers et, plus fondamentalement, quant à l'avenir du mouvement noir : dans quel camp les différents acteurs se positionneront-ils ? À quoi ressemblera la libération noire ? Surtout, en quoi le mouvement actuel se rattache-t-il aux luttes passées et à leur héritage ?

S'il a quelques traits communs avec les luttes des années 1960, le mouvement actuel n'en est pas l'imitation. Les questions soulevées par le mouvement des droits civiques semblent avoir reçu des réponses, mais en y regardant de près, ces droits que bon nombre regardaient comme des acquis ont été soumis à une guerre d'usure. Les audits sur les services de police du pays montrent que leurs agents transgressent régulièrement la Constitution dans leurs rapports avec des Afro-Américains. La droite mobilise des candidats d'un conservatisme effréné qui semblent vouloir retourner à l'époque d'avant la révolution des droits des années 1960, tandis que le droit de vote – attribut élémentaire d'une société prétendument libre – accuse durement les effets de la politique d'indifférence à la race, vu les difficultés des électeurs noirs à accéder aux urnes. On estime à 5,8 millions le nombre de citoyens états-uniens privés du droit de vote suite à des condamnations passées, parmi lesquels on compte plus de 2 millions d'anciens détenus afro-américains 34. Comme d'autres, ces atteintes aux droits les plus élémentaires des citoyens restent sans suite.

Black Lives Matter n'est pas une simple répétition du mouvement des droits civiques. En général, quand plus de six personnes noires se regroupent quelque part pour revendiquer quelque chose, les médias y voient immédiatement un « nouveau mouvement des droits civiques ». Mais cela élude la réelle nouveauté des défis auxquels fait face le mouvement actuel – tout en masquant les questions non résolues de la période précédente. En bien des manières, Black Lives Matter, aujourd'hui embryonnaire, est déjà confronté à des questions qui se sont posées au mouvement Black Power<sup>xiv</sup> dans les années 1960 et

1970. Par exemple : les conditions créées par le racisme institutionnel peuvent-elles être transformées dans le cadre du système capitaliste ? Il est sans doute possible d'agir sur le logement, les salaires, l'accès à des emplois et à une éducation de meilleure qualité, mais peut-on le faire pour le plus grand nombre et non seulement pour quelques-uns ? À l'époque, de multiples composantes du mouvement croyaient y parvenir de diverses manières : certains plaçaient leurs espoirs dans la politique électorale ; d'autres saisissaient l'Equal Employment Opportunity Commission (EEOC)<sup>xv</sup>. Pour d'autres, le mouvement devait porter ces réformes dans le cadre d'un combat plus large contre le capitalisme et d'une lutte pour une redistribution socialiste des richesses et des ressources. Cet intense débat sur les moyens d'accéder à la libération noire a été interrompu par une brutale répression d'État, associée à des mécanismes de cooptation et à des aménagements du système. Le déclin qui en a résulté a étouffé ces questions sans pour autant les résoudre. Les inégalités croissantes qui frappent la population noire – alors même qu'un Afro-Américain a été élu à la plus haute fonction du pays – font resurgir ces questions pour une nouvelle génération de radicaux noirs qui ont grandi à une époque d'austérité économique et de faillite politique.

Ce livre explore les raisons pour lesquelles le mouvement réuni sous la bannière « *Black Lives Matter* » a fait son apparition dans un pays dirigé pour la toute première fois par un président noir. Les violences policières ne sont pas un phénomène nouveau ; elles existent sous une forme ou une autre depuis l'abolition de l'esclavage. Pourquoi ces abus ont-ils provoqué un basculement précisément à l'ère d'Obama ? Comment resituer cela dans un contexte historique plus large, marqué par le caractère explosif des luttes noires américaines et par le déni constant de l'oppression des Afro-Américains ?

Le chapitre 1 analyse les notions d'« exception américaine » et de « culture de la pauvreté », deux concepts qui se renforcent mutuellement et permettent d'expliquer la persistance de la pauvreté des noirs tout en détournant l'attention de facteurs systémiques propres à l'histoire des États-Unis, colonie de peuplement qui a fait de l'esclavage son principal mode de production.

Le chapitre 2 s'intéresse aux origines du concept d'indifférence à la

race (*colorblindness*) en tant qu'outil idéologique, initialement mobilisé par les conservateurs sous Nixon pour contrer l'influence grandissante du concept de « racisme institutionnel », de plus en plus accepté comme explication des inégalités raciales. L'une des principales contributions du mouvement des droits civiques et du Black Power avait été de replacer les origines de l'oppression des noirs dans l'histoire matérielle et institutionnelle des États-Unis. Cette entreprise a culminé avec la publication du rapport de la commission Kerner<sup>xvi</sup>, qui expliquait la ségrégation et la pauvreté noire par le « racisme blanc ». Le risque de violences et de révolte a endigué les tentatives des conservateurs pour faire reculer l'État providence – pendant un temps. Au lieu de s'attaquer frontalement à l'insurrection noire, ils ont mis en avant le lexique et la logique de l'indifférence à la race de façon à distinguer le racisme intentionnel des effets du racisme latent. Cela a permis, au moment du reflux du mouvement des droits civiques, de restreindre la portée du concept de « race ». L'indifférence à la race est aussi devenue un prétexte pour revenir sur les acquis des années 1960 : si la conquête de ces droits était liée à la reconnaissance du fait que le racisme, dans les institutions publiques comme privées, avait porté préjudice aux Afro-Américains, alors il était légitime d'y remédier ; au contraire, l'absence de terminologie raciale dans les textes de loi devenait la preuve que le problème avait été résolu et que l'on pouvait diminuer le degré d'intervention de l'État. Une fois la race reléguée à l'arrière-plan, on s'est remis à attribuer les difficultés des Afro-Américains à des problèmes de culture et de moralité.

Le chapitre 3 analyse l'ascension de l'élite politique noire et les divergences d'intérêts politiques entre Afro-Américains dans l'ère post-droits civiques. J'envisage cette évolution comme le résultat de pressions venues à la fois d'en haut et d'en bas – elle est donc traversée par d'intenses contradictions. Les populations noires des villes ont revendiqué l'« autonomie » pour mettre fin à la domination des appareils politiques blancs corrompus ; il y avait en même temps un consensus sur le fait qu'une gestion noire des quartiers noirs pouvait permettre de calmer les villes les plus explosives. Des politiciens noirs ont récupéré la direction de municipalités en faillite dotées de faibles assiettes fiscales et se sont retrouvés en position de gérer des crises économiques urbaines au détriment de leurs électeurs

noirs. Du fait de ces situations ingérables et de l'absence de véritables solutions, ces élus ont eu tôt fait de blâmer les habitants noirs pour s'exonérer de leurs responsabilités. Ils ont ainsi efficacement relayé les discours visant à rendre les noirs responsables des problèmes de leurs quartiers. Plus le mouvement a reflué, plus la classe politique noire est devenue conservatrice – et plus les Afro-Américains modestes ont perdu leurs illusions sur ces « visages noirs aux cimes du pouvoir ».

Le chapitre 4 analyse l'histoire de la « justice à deux vitesses » aux États-Unis. L'action de la police a toujours été marquée par le racisme et les abus, même après les efforts de professionnalisation considérables menés dans le sillage des révoltes des années 1960. Les pratiques racistes perdurent au sein de la police, encore démultipliées par les pressions visant à faire baisser la délinquance pour faciliter la rénovation urbaine. Les villes sont de plus en plus coupées en deux avec, d'un côté, de jeunes cadres dynamiques, blancs pour la plupart, et, de l'autre, des personnes de couleur dont le niveau et la qualité de vie se dégradent et qui sont harcelées par la police le long des frontières racialement ségréguées qui délimitent les contours de la gentrification. Si les habitants et les habitantes des quartiers noirs ont de nombreuses raisons de se révolter, c'est la violence policière qui suscite le plus d'explosions de rage dans la mesure où elle est emblématique de la citoyenneté incomplète des Afro-Américains.

Au chapitre 5, je resitue les origines de l'actuel mouvement contre les violences policières dans les attentes suscitées par les campagnes d'Obama, puis dans le silence qu'il a ensuite observé face aux problèmes aigus des Afro-Américains, tout en reprenant à son compte les pires stéréotypes sur leur culture et leur irresponsabilité supposées. La mobilisation de la jeunesse noire n'a pas surgi de nulle part ; elle participe du même mouvement de radicalisation qui a donné lieu au mouvement Occupy et qui s'est cristallisé autour du meurtre de Trayvon Martin.

Le chapitre 6 s'intéresse au mouvement actuel, des manifestations de Ferguson à la constitution de Black Lives Matter, qui a réveillé le conflit de classe chez les Afro-Américains tout en proposant une alternative politique fondée sur la dénonciation de l'oppression noire et sa réinterprétation en tant que phénomène systémique. Il se

demande ensuite comment passer d'une mobilisation ayant favorisé la prise de conscience de la terreur policière sur les communautés noires à un mouvement suffisamment robuste pour transformer cette réalité.

Enfin, au chapitre 7, j'examine la relation entre le mouvement contre les violences policières et les conditions d'émergence d'un mouvement anticapitaliste plus large visant à transformer non seulement l'institution policière, mais l'ensemble des États-Unis.

---

I. La Reconstruction (1865-1877) est la période de l'histoire des États-Unis qui succède à la guerre de Sécession. C'est celle de la réintégration progressive des États confédérés au sein de l'Union et de l'abolition de l'esclavage, que les esclavagistes du Sud contournent cependant par les « Codes noirs » (lire ⇒, p. ⇒). [ndt]

II. Pour avoir accueilli la Convention de Philadelphie de 1787, au cours de laquelle fut rédigée la Constitution. [nde]

III. Le Voting Rights Act est une loi fédérale votée en août 1965 sous l'administration Johnson. Elle interdit aux États toute législation réglementant le processus électoral d'une manière qui pourrait discriminer une minorité, raciale ou linguistique. Victoire du mouvement des droits civiques, cette loi met fin aux taxes, tests d'alphabétisation (corrigés de manière arbitraire), et autres dispositions qui empêchaient presque systématiquement les citoyennes et citoyens noirs d'accéder aux urnes dans les États du Sud. [ndt]

IV. Nom utilisé communément pour désigner les lois et règlements divers adoptés par les États du Sud après la Reconstruction, et qui mettent en place la ségrégation. On attribue son origine à la chanson *Jump Jim Crow*, écrite par le chanteur Thomas « Daddy » Rice vers 1830. Rice se noircissait le visage pour mettre en scène, dans un spectacle de chant et de danse, un esclave dans le Sud profond. [ndt]

v. En 2013, une décision de la Cour suprême (*Shelby County v. Holder*) a rendu obsolète la partie du Voting Rights Act de 1965 qui obligeait les États ayant historiquement pratiqué la discrimination à obtenir une autorisation du département de la Justice avant d'engager toute réforme de la procédure électorale, contraignant ces États à démontrer que les nouvelles dispositions n'avaient pas d'effets discriminatoires. Suite à cette décision, une dizaine d'États se sont empressés de modifier l'organisation des scrutins, restreignant par exemple le type de documents d'identité acceptés au moment du vote ou les horaires d'ouverture des bureaux de vote, rendant leur accès plus difficile pour certaines parties de la population. [ndt]

vi. Le titre de cette section fait référence à l'expression *separate but equal* (« séparés mais égaux »), formule consacrée du droit constitutionnel états-unien pour désigner la doctrine ségrégationniste fondée sur l'arrêt de la Cour suprême *Plessy v. Ferguson*, rendu en 1896 et qui autorise les États à pratiquer la ségrégation raciale tant que les services et conditions offerts sont, au moins en théorie, de qualité égale. [ndt]

vii. Lire ⇒, p. ⇒. [nde]

viii. Période du mouvement pour les droits civiques qui débute en 1955 avec le boycott des bus de Montgomery (Alabama) à la suite de l'arrestation de Rosa Parks, s'intensifie avec les *sit-ins* du campus de Greensboro (Caroline du Nord) en 1960 et les *Freedom Rides* à partir de 1961 (lire ⇒ la note ⇒, p. ⇒) et se clôt avec la Marche sur Washington de 1963 (lire ⇒ la note ⇒, p. ⇒), les trois Marches de Selma à Montgomery en 1965 (lire ⇒ la note ⇒, p. ⇒) et le vote du Civil Rights Act (1964) et du Voting Rights Act (1965). [ndt]

ix. Personnage imaginaire de petit délinquant des ghettos noirs. « Il faut dire au cousin Pookie qui squatte le canapé d'aller voter », déclarait par exemple Obama lors de sa campagne de 2014. [ndt]

X. Entertainment Sport Programming Network, chaîne spécialisée dans le sport. [nde]

XI. Eric Garner a été abattu le 17 juillet 2014 à New York, Rekia Boyd le 21 mars 2012 à Chicago par un policier qui n'était pas en service, Sean Bell le 25 novembre 2006 à New York, Amadou Diallo le 4 février 1999 à New York. [nde]

XII. Né à Brooklyn en 1954, Al Sharpton, pasteur baptiste, fait ses premiers pas de militant des droits civiques dans les années 1970, aux côtés de Jesse Jackson. Personnalité aussi médiatique que controversée, notamment pour des déclarations antisémites lors des émeutes raciales qui, en 1991, opposent des résidents juifs à des résidents noirs du quartier pauvre de Crown Heights (Brooklyn) ; candidat démocrate malheureux à différentes élections sénatoriales entre 1988 et 1994 et à l'investiture de son parti en 2004, il a ses entrées à la Maison-Blanche sous les deux mandats d'Obama et passe alors pour un conseiller officieux du président. Très représentatif du versant institutionnalisé du mouvement des droits civiques, il dirige le National Action Network (NAN), une ONG de promotion de l'égalité raciale qu'il a fondée en 1991 et qui compte Walmart et McDonald's parmi ses bailleurs de fonds. [nde]

XIII. *School-to-prison pipeline* : expression désignant l'application croissante de politiques sécuritaires dans les établissements scolaires aux États-Unis, démultipliant les chances que les élèves fassent l'objet de sanctions judiciaires et passent directement de l'école à la prison. [ndt]

XIV. Mot d'ordre lancé en 1966 par Stokely Carmichael, du Student Non-Violent Coordinating Committee (SNCC), qui sert aussi à désigner un ensemble d'organisations noires plus radicales que le mouvement des droits civiques, actives dans les années 1960 et 1970 et comprenant notamment, outre le SNCC, les Black Panthers, les Black Muslims et le Congress for Racial Equality (CORE). [ndt]

xv. Agence fédérale créée en 1965 pour faire appliquer la loi interdisant la discrimination au travail. [ndt]

xvi. Lire ⇒, p. ⇒. [nde]



# I. Une culture raciste

La pauvreté des noirs n'est pas la pauvreté des blancs. Leurs causes et leurs remèdes se confondent souvent. Mais il y a des différences – profondes, corrosives, obstinées – dont les origines sont douloureusement reliées à la communauté, la famille et la nature de l'individu.

Ce ne sont pas des différences raciales. Elles ne sont que le produit de violences anciennes, d'injustices passées et des préjugés actuels. [...] Pour le noir, ce sont des rappels constants de son oppression. Pour le blanc, ce sont des rappels constants de ses fautes.

On ne saurait [...] trouver de réponse satisfaisante dans l'expérience des autres minorités américaines, qui ont fait des efforts courageux et souvent couronnés de succès pour sortir de la pauvreté et de l'injustice.

Comme ces dernières, le noir devra compter principalement sur ses propres efforts. Mais il ne réussira pas tout seul. Car ces minorités n'avaient pas un héritage vieux de plusieurs siècles à surmonter, elles n'avaient pas une tradition culturelle pervertie et malmenée par des années interminables de haine et de désespoir, pas plus qu'elles n'ont été exclues en raison de leur race ou de leur couleur – un sentiment dont aucun autre préjugé à l'œuvre dans notre société ne peut égaler la sombre intensité.

Ces différences ne peuvent pas non plus être envisagées comme des handicaps isolés. Elles forment un maillage continu. Elles sont la cause les unes des autres. Elles résultent les unes des autres. Elles se renforcent mutuellement.

Président LYNDON B. JOHNSON,  
discours de remise des diplômes  
à l'université Howard (Washington),  
4 juin 1965

J'ai appris qu'il y avait un dicton populaire dans les fraternités de Morehouse : « Les excuses sont les outils dont se sert l'incompétent pour construire des ponts qui ne mènent nulle part et des monuments à la gloire du néant. » Il y en a assez des excuses. Non pas parce que le triste héritage de l'esclavage et de la ségrégation aurait complètement disparu ; ce n'est pas le cas. Non pas parce que le racisme et la discrimination n'existeraient plus ; ils sont toujours là, on le sait. C'est juste que dans le monde actuel ultra-connecté et ultra-compétitif, avec ces millions de jeunes Chinois, Indiens, Brésiliens – dont beaucoup ont démarré dans la vie avec beaucoup moins que vous – qui entrent à vos côtés sur le marché mondial du travail, personne ne vous donnera rien que vous n'ayez pas gagné. Tout le monde se fiche que votre enfance ait été dure, ou que vous ayez été discriminé. Plus encore, souvenez-vous que quoique vous ayez enduré, c'est peu en comparaison de ce qu'ont subi les générations qui vous précèdent – et elles l'ont surmonté. Et si elles l'ont surmonté, vous en êtes capables, vous aussi.

Président BARACK OBAMA,  
discours de remise des diplômes  
à l'université de Morehouse I (Atlanta, Géorgie),  
20 mai 2013

Le jour même où les services de police de Ferguson rendent enfin public le nom de Darren Wilson, l'officier responsable de la mort de Mike Brown, le chef de la police Thomas Jackson fait circuler une vidéo de mauvaise qualité dans laquelle Brown semble être en train de dérober des cigarillos dans une petite épicerie. Comme l'avouera Jackson par la suite, Darren Wilson ne savait pas que Brown était soupçonné d'avoir volé quelque chose. Mais la vidéo fait son chemin. De victime des forces de l'ordre, Brown devient un suspect noir dont la mort est probablement justifiée.

Le fait que Mike Brown soit présenté comme un délinquant potentiel ne déroute pas ses défenseurs, mais pour les grands médias et les élites politiques qui viennent de tremper un orteil dans les eaux de la justice sociale, sa possible implication dans un délit quelques minutes avant sa mort jette un doute sur son innocence. Dans une enquête caricaturale, le *New York Times* révèle qu'il aimait le rap et

fumait parfois du cannabis – activités somme toute assez courantes pour un jeune, quelle que soit sa couleur de peau, ce qui n'empêche pas le *Times* d'écrire que Mike Brown « n'était pas un ange ». Quelques mois plus tard, Nicholas Kristof, chroniqueur du même journal, tweete que Tamir Rice, 12 ans, tué par la police de Cleveland, serait une meilleure icône pour le mouvement : son décès est « moins ambigu [sic] et plus à même de convaincre de l'existence d'un problème 1 ». Cette tentative de distinguer les « bonnes » et les « mauvaises » victimes de la violence d'État fait écho à d'interminables débats sur la nature des inégalités raciales aux États-Unis. Brown a-t-il réellement été victime d'une police raciste et trop zélée, ou simplement de son propre comportement, notamment de son attitude de défiance envers la police ? Brown méritait-il empathie, humanité et en dernière instance, justice ?

On tente constamment de relier les effets des inégalités que sont, par exemple, la pauvreté et les taux d'incarcération à la culture, la structure familiale et la psychologie des noirs américains. Même avant l'émancipation des esclaves, les causes de l'inégalité faisaient l'objet de débats incessants. L'idée de l'infériorité biologique et culturelle des Afro-Américains est aussi vieille que la nation. Sans elle, comment l'élite économique et politique des États-Unis (et l'élite coloniale avant elle) aurait-elle pu justifier la réduction en esclavage des Africains, au moment même où elle s'érigait en championne des droits de l'homme, de la fin de la monarchie et inscrivait la liberté, la démocratie et la poursuite du bonheur au fronton de la nouvelle république ? Thomas Jefferson, père fondateur de la démocratie états-unienne, en offre un témoignage grinçant quand il défend l'idée que les noirs émancipés aillent coloniser d'autres territoires. À propos de son esclave noir, il écrit :

Son imagination est sauvage et extravagante, elle s'échappe sans cesse face à la moindre contrainte de la raison et du goût, et laisse, au cours de son vagabondage, un fil de pensée aussi incohérent et excentrique qu'un météore dans sa course à travers le ciel. [...] Dans l'ensemble, s'il faut lui reconnaître la première place parmi ceux de sa couleur qui se sont présentés au jugement public, quand on le compare aux écrivains de la race avec laquelle il a vécu [...], on est contraint de l'inscrire tout en bas de la colonne. [...]

[Ce] n'est pas [la] condition [des noirs], mais la nature, qui a produit cette

distinction. Reste à voir si les observations à venir confirmeront ou non la conjecture selon laquelle la nature s'est montrée moins généreuse avec eux dans les dons de l'esprit 2.

Ce racisme patent gommait la contradiction entre liberté et esclavage et faisait de ce dernier la condition légitime, sinon naturelle, des Afro-Américains. Bien entendu, ceci n'était pas motivé par une haine aveugle mais par l'entreprise lucrative du travail forcé. L'historienne Barbara Fields nous rappelle que la « principale raison d'être de l'esclavage » était après tout « la production de coton, de sucre, de riz et de tabac » et non la « production de la suprématie blanche » 3. La quête permanente d'une main-d'œuvre docile et bon marché n'ayant évidemment pas disparu avec la fin de l'esclavage, les préjugés bien ancrés sur l'infériorité des noirs sont perpétués avec ferveur. Au <sup>xx</sup>e siècle, des conceptions asymétriques des races permettent non seulement de justifier l'inégalité des rapports salariaux mais plus généralement d'expliquer l'étrange contradiction entre le sort de la grande majorité des Afro-Américains et le récit dominant faisant des États-Unis un lieu d'opportunités illimitées, de liberté et de démocratie. Cela s'oppose à l'idée que la race serait un facteur explicatif autonome, n'entretenant qu'une relation accessoire à d'autres processus à l'œuvre dans notre société.

Sur un plan idéologique, la notion de « race » est constamment réactivée. Barbara Fields explique le caractère central de l'idéologie dans notre compréhension du monde environnant :

Il faut comprendre l'idéologie comme le vocabulaire descriptif de l'existence quotidienne, grâce auquel les individus se font une idée générale de la réalité sociale dans laquelle ils vivent et qu'ils créent quotidiennement. C'est le langage de la conscience qui correspond à la manière particulière dont les individus interagissent avec leurs semblables. C'est l'interprétation par la pensée des rapports sociaux par lesquels ils créent et recréent sans cesse leur être collectif, dans la diversité des formes qu'il peut endosser : famille, clan, tribu, nation, classe, parti, entreprise, église, armée, club, etc. En tant que telles, les idéologies ne sont pas des illusions mais bien des réalités, aussi réelles que les rapports sociaux qu'elles représentent. [...] Une idéologie doit être constamment créée et vérifiée dans la vie sociale ; faute de cela, elle meurt, quand bien même elle semblerait solidement incarnée dans une forme permettant sa transmission 4.

Ainsi, les explications des inégalités raciales qui rendent les personnes

noires responsables de leur oppression transforment les causes matérielles en causes subjectives. Le problème n'est plus la discrimination au travail ou la ségrégation urbaine : c'est l'irresponsabilité des noirs, leurs mœurs inadaptées, leur mauvais comportement en général. Le véritable enjeu de cette transformation n'est pas la « race » ou même la « suprématie blanche », mais la nécessité de donner un sens à la pauvreté et aux inégalités et de les justifier en dégageant l'État et le capital de toute culpabilité. La race permet d'asseoir l'idée selon laquelle les noirs seraient inférieurs du fait de leur culture ou de leur biologie. N'est-il pas étrange de laisser entendre que les noirs américains, dont les origines, en tant que descendants d'esclaves, remontent aux deux premiers siècles des colonies américaines, auraient une culture séparée et distincte de celle des autres habitants des États-Unis ? Au plan politique, la théorie de l'infériorité des noirs sert de fil conducteur aux mesures d'austérité budgétaire tout en alimentant – au moins au niveau de l'idéologie – le mythe du « rêve américain ». Car le sort de la population noire contredit ce que nous croyons savoir des États-Unis – « pays où coulent le lait et le miel » et où le travail permet de réaliser ses rêves. Or cette mythologie joue un rôle décisif : c'est en s'appuyant sur elle que le gouvernement états-unien s'autorise à intervenir militairement et économiquement sur toute la planète. Repensons aux paroles prononcées par le Président Obama en septembre 2014, quand il a ouvert un nouveau front de guerre contre l'État islamique au Moyen-Orient : « Amérique ! Nos bienfaits innombrables nous imposent un fardeau continu. Mais en tant qu'Américains, nous assumons notre responsabilité de leaders. De l'Europe à l'Asie, des contrées reculées de l'Afrique aux capitales moyen-orientales ravagées par les guerres, nous incarnons la liberté, la justice, la dignité. Voici les valeurs qui ont guidé notre nation depuis sa fondation<sup>5</sup>. » Déclaration totalement absurde – mais elle explique peut-être pourquoi les dirigeants politiques et économiques des États-Unis ont tellement besoin de se raccrocher à l'idée d'une infériorité noire pour justifier les inégalités.

Enfin, les idéologies ne fonctionnent pas si elles sont seulement imposées d'en haut. Il faut qu'elles fassent consensus, y compris chez les opprimés. De nombreux Afro-Américains acceptent certains aspects de l'idéologie raciste, tout en en rejetant d'autres, en fonction de leur

expérience personnelle du racisme. À diverses époques, les Afro-Américains ont souscrit à l'idée que la « culture » et la « responsabilité individuelle » étaient tout aussi importantes pour comprendre l'oppression noire que le racisme et la discrimination. Inversement, les luttes pour la libération noire ont beaucoup œuvré à démonter les interprétations rendant les noirs responsables de leur oppression – notamment dans les années 1960 et 1970. Le mouvement Black Lives Matter a les moyens de faire bouger à nouveau les lignes, même si la politique de la « culture de la pauvreté » continue à dominer et que les inégalités subies par la population noire dans la société états-unienne restent bien réelles.

## **La dégringolade culturelle**

Comment l'idée d'une « culture noire » déficiente peut-elle être si répandue alors même que les causes matérielles de l'inégalité sont si clairement établies ? Ce paradoxe s'explique en partie par la façon dont le système politique, les élus et les grands médias – tantôt de concert, tantôt indépendamment les uns des autres – travaillent à renforcer cette interprétation « de bon sens » de la réalité. Pour expliquer au reste du monde les problèmes de l'Amérique noire, les politiciens de tous bords en appellent solennellement à la « culture », la « responsabilité » et la « moralité ». Le représentant à la Chambre Paul Ryan a saisi l'occasion du cinquantième anniversaire du programme « Guerre contre la pauvreté » mis en place par Lyndon Johnson<sup>III</sup> pour revenir sur ce qu'il considère comme un échec : « Il y a une dégringolade culturelle, en particulier dans nos centres-villes, où les hommes ne travaillent pas et où des générations entières ne songent même pas à travailler ou à apprendre la valeur et la culture du travail ; nous devons résoudre un vrai problème de culture. » Paul Ryan n'a pas explicitement évoqué la race, mais l'allusion est transparente : c'est un artifice rhétorique bien connu, non seulement parce que les conservateurs blancs comme Ryan n'hésitent pas à l'utiliser, mais aussi parce que les libéraux eux-mêmes ont banalisé et légitimé ce même langage.

Par exemple, quand Rahm Emanuel, leader démocrate et maire de

Chicago, a lancé une campagne pour lutter contre les fusillades, il s'est concentré sur ce qu'il appelle les « 4 P : police, prévention, punition et parentalité<sup>6</sup> ». Emanuel se contente d'annoncer les préceptes habituels sur la délinquance juvénile : il faut renforcer le rôle des parents et peut-être mettre en place des programmes de prévention, mais en cas d'échec, on peut toujours compter sur la police et la répression. À d'autres occasions, Rahm Emanuel s'est montré plus direct, lâchant : « Ce n'est pas un problème de délinquance, c'est un problème de valeurs<sup>7</sup> . » Barack Obama a lui aussi relié la violence armée chez les jeunes de Chicago à un problème de valeurs et de comportement : « Nous devons proposer des figures d'autorité plus fortes que celle du chef de gang du quartier<sup>8</sup>. » Ainsi, la délinquance et la pauvreté dans les villes ne résulteraient pas des inégalités mais d'un manque de discipline. Grâce à de meilleures valeurs et à de meilleures figures d'autorité, les jeunes noirs pourraient changer la culture qui est à l'origine de leur comportement problématique et violent, seul véritable obstacle à une vie réussie et épanouie. Le maire de Chicago a pourtant résumé clairement ce qui sépare les conditions de vie privilégiées de ses propres enfants et celles des enfants de couleur de Chicago quand, de retour d'un séjour fastueux en Amérique du Sud, il a expliqué à un journaliste : « Chaque année, on essaie de faire découvrir aux enfants une nouvelle partie du monde. Comment un enfant pourrait-il souhaiter autre chose que [...] de grandir dans la famille Emanuel<sup>9</sup> ? »

Le milieu politique n'est pas la seule sphère où l'on rend les enfants noirs pauvres responsables de leurs malheurs. Les grands médias relaient largement ces idées – dans le registre le plus anodin ou le plus sérieux. Par exemple, les médias ont allégrement monté en épingle les facéties du footballeur professionnel Marshawn Lynch, qui a refusé de répondre aux journalistes pendant le Superbowl de 2015. La presse n'a quasiment parlé que de cela pendant la semaine précédant le match, avant de s'intéresser aux propos d'un autre footballeur afro-américain, Larry Foote, qui a reproché à Lynch d'envoyer le « mauvais message » aux jeunes des « milieux urbains ».

Le principal message de Lynch à ces jeunes, fulmine-t-il, c'est : « L'autorité, on s'en fiche. Je m'en fous, mettez-moi une amende. Je m'en bas les c... Je ne respecte pas vos règles. » [...] Dans le vrai monde, ça ne marche pas comme ça. [...] Comment

garder un boulot ? Ces jeunes des centres-villes, ils n'écourent pas leurs profs. Ils n'écourent pas les policiers, les proviseurs. Et ils sont incapables de garder un boulot parce qu'ils disent : « J'emmerde l'autorité 10. »

En d'autres termes, si les jeunes noirs sont plus touchés par les violences policières et le chômage, c'est parce qu'ils ne respectent pas l'autorité – et parce que Marshawn Lynch ne donne pas le bon exemple.

Dans une veine bien plus sérieuse, Jonathan Chait, du *New Yorker*, et Ta-Nehisi Coates, de *The Atlantic*, s'interrogent dans une série de chroniques sur l'existence de la « culture de la pauvreté ». Selon Chait, l'absence de « réussite économique » chez certains Afro-Américains est directement liée à l'absence de « normes culturelles de la classe moyenne ». Cela revient à confirmer l'existence d'une culture noire de la pauvreté :

Les individus sont les produits de leur environnement, lequel peut être modifié par les politiques publiques. Certaines des initiatives les plus efficaces contre la pauvreté, comme la Harlem Children's Zone ou les écoles KIPP iv, répondent à la nécessité d'inculquer aux enfants des zones de grande pauvreté les normes de la classe moyenne 11.

En toute désinvolture, Jonathan Chait fait reposer la réussite des Afro-Américains sur des programmes de privatisation, telles les *charter schools* et autres *empowerment zones* v, qui sont loin d'avoir fait leurs preuves contre la pauvreté. Cet argument éculé ne résiste pas à une analyse de la grande récession de 2008, au cours de laquelle « les foyers afro-américains ont été dépouillés de la moitié de leur richesse globale », véritable plongeon économique dont ils ne se sont pas remis 12. Les « normes de la classe moyenne », telles que l'accès à la propriété, n'ont pas empêché le patrimoine des ménages noirs de s'évaporer après que les banques les ont plumés en les incitant à souscrire des prêts *subprime*. Pas plus que les « normes de la classe moyenne » n'expliquent pourquoi le chômage des diplômés noirs de l'université est plus de deux fois supérieur à celui des diplômés blancs 13. Ta-Nehisi Coates oppose à Chait un argument qui parvient rarement à se frayer un chemin jusqu'aux grands médias :

Rien ne prouve que les noirs soient moins responsables, moins moraux ou moins intègres vis-à-vis de l'Amérique ou d'eux-mêmes. Mais il est plus qu'établi que



l'Amérique se montre irresponsable, immorale et sans scrupules dans ses rapports avec les noirs et avec elle-même. Inciter les Afro-Américains à devenir surhumains est un très bon conseil si votre but est de créer des individus extraordinaires. C'est un conseil lamentable si votre but est de créer une société équitable. Les luttes pour la libération noire ne visent pas à élever une race d'individus hyper-moraux et surhumains. Elles visent à ce que tous obtiennent le droit de vivre comme les humains normaux qu'ils sont 14.

## **L'exception américaine**

Tandis que le reste du monde est soumis à la division de classe et aux périls de la « jalousie de classe », les États-Unis, dit la légende nationale, sont un endroit où n'importe qui peut réussir. Jadis, le dirigeant colonial John Winthrop vi avait, dans une formule célèbre, décrit le pays comme « la cité sur la montagne » – « tous les peuples nous regardent », disait-il vii 15. La nuit de son élection à la présidence en 2008, Barack Obama a déclaré : « Si quelqu'un doute encore que l'Amérique est un lieu où tout est possible, se demande si le rêve de nos fondateurs est toujours vivant ou se questionne encore sur le pouvoir de notre démocratie, il a la réponse ce soir 16. » L'ex-secrétaire d'État Madeleine Albright a qualifié les États-Unis de « nation indispensable 17 », tandis que des années plus tôt, Ronald Reagan exposait une vision chiffrée du rêve américain :

La moitié de toutes les activités économiques de l'histoire de l'humanité a été réalisée dans cette république. Nos richesses ont été distribuées à notre peuple plus largement que dans aucune autre société connue de l'humanité. Les Américains travaillent moins et bénéficient d'un niveau de vie plus élevé que n'importe quel autre peuple sur terre. 95 % des familles du pays mangent à leur faim tous les jours – et une partie des 5 % restants sont au régime ! 99 % disposent d'un réfrigérateur, 92 % possèdent un téléviseur et un téléphone. 120 millions de voitures circulent sur nos routes et nos autoroutes – et elles y sont toutes en même temps quand vous essayez de rentrer chez vous le soir. Mais n'est-ce pas là la preuve du matérialisme dont on nous accuse ? Le fait est que nous avons aussi plus d'églises, de bibliothèques, que nous soutenons plus d'orchestres symphoniques, de compagnies d'opéra, de théâtres associatifs et que nous publions plus de livres que toutes les autres nations du monde réunies. [...] Nous ne pouvons pas, et nous ne devons pas, échapper à notre destinée. La direction du monde libre nous a été confiée il y a deux siècles dans cette petite salle de Philadelphie. [...] Nous sommes aujourd'hui, réellement, l'espoir ultime de l'homme sur terre 18.

L'exception américaine fonctionne comme une mythologie complaisante, qui s'emploie très énergiquement à lisser la contradiction entre ce que professe cette société et sa réalité. Quand les individus ne réussissent pas et ne reçoivent pas leur part de l'abondance que la bonté américaine a apparemment créée, leurs échecs ou défauts personnels servent d'explication.

Mais il y a au cœur de cette contradiction quelque chose de plus pernicieux qu'une simple fable morale sur les travailleurs et les fainéants. La longue liste d'attributs fièrement énumérée par Reagan repose sur l'effacement ou la réécriture de trois éléments centraux de l'histoire des États-Unis : le génocide, l'esclavage et l'exploitation massive de vagues successives de travailleurs immigrés. C'est cette « cruelle réalité » qui a rendu possibles les « idéaux flamboyants » de l'exception et de la démocratie américaines<sup>19</sup>. Fondation concomitante de l'esclavage et de la liberté au moment de la création de la nation ; génocide des Indiens qui a rendu possible cette « institution particulière<sup>viii</sup> » ; théorie raciste de la « destinée manifeste<sup>ix</sup> » ; loi d'exclusion des Chinois<sup>x</sup> ; codification de la subordination des citoyens noirs pendant un siècle après la fin de l'esclavage – autant de sinistres rappels des millions de cadavres sur lesquels a été érigée l'arrogance américaine. La race et le racisme ne sont pas des exceptions : elles ont été le ciment des États-Unis.

C'est l'historien James Adams qui popularisa le concept de « rêve américain » dans un livre de 1931 intitulé *The Epic of America* :

Mais il y a aussi eu le rêve américain, le rêve d'un pays où chaque homme aurait une vie plus belle, plus riche et plus pleine, et des opportunités à la mesure de ses capacités ou de ses accomplissements. Les classes supérieures européennes ont du mal à en saisir le sens exact, et nous sommes hélas trop nombreux aujourd'hui à le considérer avec lassitude et scepticisme. Ce n'est pas seulement un rêve de voitures motorisées et de hauts salaires, mais celui d'un ordre social dans lequel chaque homme et chaque femme peuvent donner la pleine mesure de leurs capacités innées et être reconnus par les autres pour ce qu'ils sont, indépendamment des contingences de leur naissance ou de leur statut<sup>20</sup>.

Ce puissant idéal a attiré des immigrés dans le pays et incité des populations à partir vers d'autres régions des États-Unis. Mais il est pétri de contradictions qui sont notamment apparues dans les

années 1930, quand les échecs de l'économie états-unienne ont créé une précarité et une pauvreté généralisées, indépendamment de la volonté ou de l'éthique de travail de ceux qui en étaient victimes. La révolution russe de 1917 projetait alors son ombre gigantesque, et le spectre de l'agitation radicale et révolutionnaire hantait l'Europe. Dans ce contexte, il était urgent de reconstruire la mythologie des États-Unis en tant que nation particulière, épargnée par les tensions et les dynamiques de classe. La législation du New Deal et la réorganisation du capital y pourvoient. Comme le montre Hal Draper à propos des années 1930, « les libéraux du New Deal se sont mis en devoir de sauver le capitalisme, à une époque de crise et de désespoir profonds, par l'étatisation – c'est-à-dire en augmentant l'intervention de l'État dans une économie contrôlée par le haut 21 ».

Roosevelt se considérait effectivement comme le « sauveur » du libre-échange. Pendant sa deuxième campagne présidentielle, il déclare : « C'est cette administration qui a sauvé le système du profit privé et de la libre entreprise après qu'il a été mis au bord de la faillite par ces mêmes dirigeants qui essaient maintenant de vous faire peur. Le combat contre les monopoles privés est une lutte pour, et non contre, les entreprises américaines. C'est un combat pour la préservation de l'entreprise individuelle et de la liberté économique 22. » À une époque où la révolution était perçue comme une perspective non pas idéaliste mais bien réelle, il était essentiel d'introduire de nouvelles réglementations pour rééquilibrer le système. Mais « préserver » le système n'impliquait pas seulement des changements au niveau institutionnel, c'était aussi un affrontement politique pour la propriété collective, qui mobilisait socialistes et communistes, contre l'entreprise privée, la sève du système capitaliste. L'économie politique états-unienne connut deux grands virages dans ce sens. L'adoption du modèle keynésien et la stimulation de la consommation des ménages ont permis de renforcer la confiance dans la stabilité de l'économie. Ensuite, le développement d'un système de protection sociale financé par l'État – sécurité sociale, aides aux mères, logements publics – a créé un niveau au-dessous duquel la grande majorité des ménages modestes ne pouvaient pas tomber. Associés à l'entrée des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale, ces deux éléments redressent l'économie du pays et ouvrent la voie à

la plus longue période d'expansion économique de son histoire.

Cette robuste économie d'après-guerre renforce l'armature idéologique du rêve américain. Des subventions publiques massives – distribuées de façon à dissimuler le rôle de l'État dans l'essor de la classe moyenne – perpétuent la mythologie de la mobilité sociale par le travail et la persévérance<sup>23</sup>. C'est particulièrement le cas dans l'immobilier. Le lobby du logement individuel et ses partisans au Congrès dénoncent les subventions publiques au logement comme une forme de socialisme rampant. De ce fait, l'État fédéral ne subventionne pas l'accès à la propriété par des aides directes mais par des réductions de taux d'intérêt et des emprunts garantis par l'État permettant aux banques de prêter avec largesse. Cela lui permet non seulement de reconstruire l'économie – et sur des bases plus solides que le capitalisme dérégulé de la période précédente –, mais aussi de renforcer et de donner un nouveau souffle à l'idée de l'exception américaine et d'une vie d'abondance. « La suburbanisation des États-Unis ne s'est pas faite uniquement par la construction d'infrastructures », analyse David Harvey dans « Le droit à la ville » :

Comme le Paris du Second Empire, elle est passée par une transformation radicale des styles de vie et la diffusion de nouveaux produits – logements, réfrigérateurs, air conditionné, achat de deux voitures par foyer, hausse colossale de la consommation de pétrole. Elle a également modifié le paysage politique : les programmes d'accession à la propriété pour les classes moyennes entraîneront un déclin de l'action communautaire au profit d'une défense des valeurs de la propriété et des identités individualisées ainsi que l'orientation du vote banlieusard vers un républicanisme conservateur. Les propriétaires accablés de dettes [...] étaient moins susceptibles de faire grève<sup>24</sup>.

Mais les Afro-Américains ne récoltent pas les fruits de ces nouveaux dispositifs. Dans son célèbre essai consacré à l'époque où « la discrimination positive favorisait les blancs<sup>25</sup> », le politologue Ira Katznelson analyse la distribution inéquitable de la prospérité d'après-guerre, notamment le fait que les Afro-Américains furent initialement exclus de la sécurité sociale et d'autres aides du New Deal. En matière d'accession à la propriété, par exemple, les hypothèques ne sont garanties par l'État fédéral que si les bénéficiaires achètent des logements neufs de banlieue – auxquels la plupart des Afro-Américains n'ont pas accès. De ce fait, pendant que les pouvoirs fédéraux

subventionnent le développement des banlieues, les espaces urbains centraux sont délaissés<sup>26</sup>. Profitant des terrains et des impôts fonciers bon marché, les entreprises commencent à délocaliser leurs sites et des industries entières en périphérie ; et la désaffection urbaine s'intensifie au point de priver les villes de ces mêmes emplois qui y avaient initialement attiré les habitants par millions<sup>27</sup>. Pendant ce temps, les lobbys de l'immobilier et leurs soutiens politiques font en sorte d'exclure les locataires et les propriétaires noirs du développement de l'économie suburbaine<sup>28</sup>.

## La Guerre froide

Le contexte de l'après-guerre introduit une nouvelle dynamique dans les « relations raciales » aux États-Unis. La Seconde Guerre mondiale a créé un monde bipolaire dont les États-Unis et l'Union soviétique sont les « superpuissances », rivalisant pour exercer leur influence et leur pouvoir sur le reste de la planète. Elle a également provoqué une onde de choc dans les colonies du vieil ordre mondial. Face au soulèvement des territoires colonisés contre les puissances européennes, les superpuissances lancent des appels aux nouveaux pays indépendants. De ce fait, la discrimination à l'encontre des noirs américains devient une question internationale<sup>29</sup>. Comment les États-Unis peuvent-ils prétendre incarner « la cité sur la montagne » ou la nation démocratique par excellence quand les citoyens noirs y sont si maltraités ?

Après-guerre, l'émigration depuis les États du Sud reprend de plus belle, le boom économique offrant aux travailleurs noirs une possibilité d'échapper à l'emprise de Jim Crow. De retour du front, 125 000 soldats afro-américains regagnent les villes du Nord – où sévira la plus grave crise du logement de l'histoire des États-Unis. Le fait de devoir jouer des coudes pour travailler ou se loger n'est pas nouveau, mais une combativité nouvelle chez les Afro-Américains crée une tension palpable. Un officier de l'armée américaine affirme que ce sont « d'abord les nègres, puis les Japs et enfin les nazis – et dans cet ordre<sup>30</sup> ! » qui menacent la nation. Un GI noir du Tennessee s'interroge : « Je voudrais bien savoir comment les blancs s'imaginent

que nous allons nous battre pour défendre le fascisme que nous subissons à chaque moment de nos vies. On nous apprend à tuer et nous allons tuer. Reste à savoir *qui* 31. » Les violences racistes se poursuivent, en particulier quand les noirs tentent de repousser les frontières de la ségrégation. Si la « résistance massive xi » des blancs du Sud pour défendre Jim Crow est bien connue, rappelons que cette tentative de gouvernement par l'émeute raciste ne se limita pas à un phénomène régional. À Chicago et à Détroit, notamment, des milliers de Blancs se regroupent pour terroriser des Afro-Américains qui tentent de s'installer dans des quartiers blancs 32. Au Nord comme au Sud, les policiers blancs se rallient à ces attaques ou, comme souvent auparavant, regardent passivement des blancs jeter des pierres sur des maisons, allumer des incendies, détruire des voitures, briser des fenêtres, tout en menaçant d'abattre les noirs qui s'interposeraient.

Progressivement, le champ de bataille idéologique de la Guerre froide oblige les élites politiques et économiques du Nord à se positionner plus formellement contre les discriminations et à rétablir l'ordre. Cela devient plus particulièrement nécessaire quand les Afro-Américains commencent à se mobiliser et tentent d'attirer l'attention de la communauté internationale, bien conscients de la vulnérabilité des États-Unis en matière de politique raciale, étant données leurs exhortations retentissantes à la démocratie et à la liberté. Le génocide des Juifs par les nazis dans les années 1930 et 1940 a profondément discrédité le racisme et l'eugénisme ; d'autant que les autorités états-uniennes ont fait de la Seconde Guerre mondiale une bataille de la démocratie contre la tyrannie. Elles se montrent donc de plus en plus sensibles au regard des autres nations sur le traitement des Afro-Américains. Les émeutes et les menaces physiques contre les noirs mettent à mal leur position géopolitique. L'essor du militantisme noir, alimenté par la situation politique à l'intérieur des États-Unis autant que par le soulèvement général des peuples de couleur contre le colonialisme, condamne l'État à un affrontement avec la population noire. Certes, les Afro-Américains se sont mobilisés contre l'injustice raciale bien avant l'ère des droits civiques, mais ces événements concomitants vont donner à leurs revendications une visibilité nouvelle. Tous ces facteurs pousseront les États-Unis à légiférer pour formaliser l'égalité raciale et conforteront les Afro-Américains dans la

nécessité de lutter non seulement pour l'égalité formelle mais aussi pour la justice sociale et raciale.

L'engagement des États-Unis pour l'égalité formelle dans le contexte de la Guerre froide vise certes à réhabiliter leur position sur les questions raciales, mais il sert aussi à renforcer son libre-échangeisme et son système de gouvernance. L'État fédéral et ses alliés du monde de la finance veulent montrer au monde entier que les États-Unis font grand cas de leur population noire, afin de pouvoir présenter en même temps le capitalisme et l'entreprise privée comme les expressions ultimes de la liberté. Aussi ces champions de l'Amérique entretiennent-ils la fiction de la « culture de la pauvreté » pour justifier l'inégalité persistante entre les noirs et le reste du pays, ce qui devient d'autant plus crucial que les États-Unis se projettent plus que jamais en empire économique et politique. Dans la pensée libérale de la Guerre froide, les problèmes raciaux existent de façon extérieure ou contingente à l'économie politique états-unienne et, surtout, ils peuvent être résolus depuis l'intérieur du système par des changements législatifs et « l'égalité des chances ». Les principes d'opportunité, d'âpreté au travail, de résilience et de mobilité peuvent être favorablement comparés à une société soviétique appauvrie par la planification économique, les camps de prisonniers et les restrictions de liberté. Le Président Johnson décrit ainsi la rivalité Est-Ouest comme un « combat » entre deux « philosophies » :

Je ne veux pas entendre que nous ne sommes pas capables de dépasser en production, en travail et en raison n'importe quel système communiste dans le monde. Parce qu'essayer de prétendre le contraire, c'est dire que les esclaves peuvent faire mieux que les hommes libres, ce que je ne crois pas. Je préfère mille fois avoir un vice-président directeur général... qu'un commissaire 33 !

La promotion du capitalisme états-unien dans le contexte tendu de la Guerre froide a plusieurs effets. Les élus des deux partis continuent de diaboliser la protection sociale, taxée de socialiste, de communiste et d'affront à la libre entreprise, en écho aux acteurs du privé qui ont intérêt à voir l'État fédéral se délester de ses fonctions au profit du privé, comme l'écrit Alexander von Hoffmann :

À partir des années 1930, investisseurs immobiliers, promoteurs et entrepreneurs du BTP contestent toute aide directe de l'État visant à favoriser l'acquisition de

logements par des ménages modestes. Ils crient au complot socialiste, et dénoncent un cadeau à une fraction de la population qui ne le mérite pas. Rapidement, il devient évident, si cela ne l'était déjà, que l'intérêt privé, tout autant que l'idéologie, motive la haine des dirigeants du privé pour le logement public 34.

Selon l'historien Landon Storrs, l'anticommunisme – le « péril rouge » – a un impact plus profond encore sur les politiques publiques, permettant d'expurger « les agents jugés déloyaux vis-à-vis de l'État fédéral ». Entre 1947 et 1956, « plus de cinq millions d'agents fédéraux subissent une enquête de loyauté » et au moins 25 000 l'humiliation d'une « investigation complète » par le FBI 35. Environ 2 700 agents fédéraux sont révoqués et 12 000 démissionnent.

Selon Landon Storrs, les plus durement touchés sont « un ensemble hétérogène de gauchistes habités par le désir de construire un État providence étendu combinant planification centralisée et démocratie directe ». Cette purge aura des conséquences indélébiles : « Le pouvoir de ces gauchistes avait toujours été contesté, mais leur expertise, leur engagement et leurs réseaux leur permettaient de rayonner au-delà de leur nombre. Avant que les enquêtes de loyauté ne poussent ces personnes à l'extérieur de l'État ou bien vers le centre du spectre politique, le potentiel de changement porté par le New Deal était bien plus considérable qu'on le conçoit généralement 36. » Bien sûr, le maccarthysme ne se contente pas d'attaquer les agents fédéraux favorables aux largesses des politiques publiques ; il s'abat sur l'ensemble de la gauche. L'État s'en prend tout particulièrement aux militants et aux intellectuels engagés contre le racisme ; et toute campagne antiraciste est immédiatement étiquetée comme activité subversive. « La purge des communistes et des radicaux des syndicats entre 1947 et 1950, écrit Manning Marable, est la principale raison du déclin de l'engagement de l'AFL-CIO <sup>xii</sup> contre la ségrégation raciale 37. » Plus généralement, l'anticommunisme et la complicité de libéraux blancs et noirs dans ses chasses aux sorcières « [ont] retardé le mouvement noir d'au moins une décennie 38 ».

Les vives controverses sur le choix des bénéficiaires des aides publiques contribuent également à façonner les catégories politiques de « méritants » et de « non méritants ». Ces préoccupations coïncident



avec l'essor des approches culturalistes pour expliquer le fait que certains passent à côté du rêve américain. Ce contexte politique, de même que l'influence de plus en plus profonde des sciences sociales envisagées comme arbitre « objectif » dans leur description des mécanismes sociaux (et dont le développement est subventionné, entre autres, par la Fondation Ford), contribuent à dresser une vision simpliste de la pauvreté des noirs, largement détachée des obstacles structurels que sont la ségrégation des quartiers, les violences policières, la discrimination en matière de logement ou de travail et le sous-financement systématique des écoles publiques dans les quartiers noirs. On évoque aussi les difficultés d'« intégration » des migrants du Sud. Tout cela contribue à la diffusion d'une lecture générale de la pauvreté aux États-Unis 39.

En 1959, Oscar Lewis, anthropologue libéral, réunit les traits psychologiques et comportementaux des pauvres des pays sous-développés sous l'expression de « culture de la pauvreté », concept visant à « comprendre ce qu'ils ont de commun avec les classes inférieures du monde entier 40 ». « Il me semble, écrit Lewis, que la culture de la pauvreté a des caractéristiques universelles qui transcendent les frontières régionales, rurales et urbaines, et même nationales. » Il parvient à identifier cette culture dans les « villages mexicains » comme chez les « noirs des classes inférieures aux États-Unis » 41. La résignation, la dépendance, la focalisation sur le moment présent, le manque de contrôle sur ses impulsions, une faible structure narcissique, la confusion sexuelle, l'incapacité à reporter les gratifications <sup>xiii</sup> et soixante-trois autres caractéristiques en constitueraient le socle 42. Autant de descriptions très largement psychologiques, malléables et difficilement imputables aux individus indépendamment d'un contexte économique plus large. Lewis n'est pourtant pas un conservateur – c'est un libéral de gauche qui relie cette « culture de la pauvreté » à des « sociétés capitalistes divisées en classes et hautement individualisées ». Cependant, comme le note Alice O'Connor, Oscar Lewis fournit très peu d'exemples directs ou d'analyses permettant de rattacher concrètement les schémas comportementaux et culturels à la structure de l'économie politique telle qu'elle est vécue par les pauvres. Sous sa forme première, la « culture de la pauvreté » voulait marquer une prise de distance avec

le « racisme biologique » enraciné dans l'eugénisme et adopté par le régime nazi. À la différence de la biologie, la culture peut être transformée. Mais en fin de compte, conclut Alice O'Connor, « en faisant porter l'analyse exclusivement sur le comportement et la psychologie, le concept de culture de la pauvreté court-circuite son potentiel contestataire et tourne le dos à la critique du capitalisme qu'il portait implicitement 43 ».

## Localiser l'origine

En dépit de son ingéniosité théorique, la « culture de la pauvreté » analysée par Oscar Lewis ne prend pas la mesure du terrorisme racial auquel est confrontée la population noire, au Nord comme au Sud. Le mouvement contre la violence raciste institutionnalisée qui apparaît dans les États du Sud révèle au monde – et, plus important encore, au reste des États-Unis – le régime de tyrannie raciale sous lequel vivent les Afro-Américains. La marche sur Washington de 1963<sup>xiv</sup> donne à voir au pays entier l'ampleur du mouvement, mettant en évidence de nombreux aspects de la discrimination raciale et donnant des contours clairs et définis aux contraintes imposées aux Afro-Américains. La manifestation révèle aussi que le mouvement conçoit la liberté comme quelque chose de plus large que l'abrogation des lois scélérates du Sud.

Dans son discours désormais légendaire, « *I have a Dream* », Martin Luther King analyse le rapport entre injustices économiques et injustices raciales :

Il y a des gens qui demandent aux militants des droits civiques : « Quand serez-vous enfin satisfaits ? » Nous ne serons jamais satisfaits aussi longtemps que le noir sera victime des horreurs indicibles des violences policières. Nous ne pourrons être satisfaits aussi longtemps que nos corps, lourds de la fatigue des voyages, ne trouveront pas un abri dans les motels des grandes routes ou les hôtels des villes. Nous ne pourrons être satisfaits aussi longtemps que la liberté de mouvement du noir se limitera à passer d'un petit ghetto à un ghetto plus grand. Nous ne pourrons être satisfaits aussi longtemps que nos enfants, même devenus grands, ne seront pas traités en adultes et verront leur dignité bafouée par les panneaux « Réservé aux blancs ». Nous ne pourrons être satisfaits aussi longtemps qu'un noir du Mississippi ne pourra pas voter et qu'un noir de New York croira qu'il n'a aucune raison de

voter. Non, nous ne sommes pas satisfaits et ne le serons jamais, tant que « la justice ne jaillira pas comme l'eau, et la vertu comme un torrent intarissable » 44.

Dans ce passage, Martin Luther King relie également la discrimination raciale dans le Sud de Jim Crow à la ségrégation informelle mais tout aussi pernicieuse qui sévit dans le Nord. Dans les deux cas, il attribue clairement les difficultés de la population noire aux pratiques des institutions publiques et privées. D'autres l'ont fait avant lui, bien sûr, mais l'échelle, l'enjeu et la portée politique de la marche de 1963 propulsent ces arguments sur la scène nationale.

Dès les années 1930, et certainement pendant toute la période d'après-guerre, la population noire se mobilise pour revendiquer « de meilleurs emplois, la fin des violences policières, l'accès à des logements neufs, une représentation au gouvernement et des études supérieures pour ses enfants 45 ». Malcolm X trouve « ridicule » que les militants des droits civiques se rendent dans le Sud pour lutter contre Jim Crow alors que le Nord abrite « assez de rats et de cafards pour occuper tous les militants de la liberté 46 ». Dans un discours prononcé lors de la fondation de l'Organization of Afro-American Unity, un an avant sa mort, Malcolm décrit l'économie politique de la pauvreté noire dans le Nord :

Aucun peuple aux États-Unis n'est exploité de façon plus vicieuse que la communauté afro-américaine. En fait, il n'existe aucune exploitation plus vicieuse sur cette terre. Personne n'est exploité aussi profondément que vous et moi, parce que dans la plupart des pays, quand les gens sont exploités, ils le savent. Dans ce pays, vous et moi sommes exploités parfois sans même le savoir. Nous payons des loyers deux fois plus chers pour des logements pourris infestés de rats et grouillants de cafards.

C'est la vérité. Cela nous coûte plus cher de vivre à Harlem que cela leur coûte de vivre à Park Avenue. Savez-vous que les loyers sont plus chers dans la Park Avenue de Harlem que dans la Park Avenue du centre-ville ? Et en plus, à Harlem, on cohabite avec la terre entière : cafards, rats, chats, chiens ; on voit même débouler des inconnus déguisés en propriétaires. Pour manger, pour s'habiller, pour s'assurer, l'Afro-Américain paie plus que tout le monde. C'est comme ça. Vous et moi payons plus cher notre assurance que le blanc du Bronx ou d'ailleurs. Nous payons plus cher notre nourriture. Vivre aux États-Unis nous coûte plus cher qu'à n'importe qui d'autre et pourtant c'est nous qui travaillons le plus.

Dans quel genre de pays sommes-nous ? Pourquoi devrions-nous faire le sale boulot pour les salaires les plus bas ? Pourquoi devrions-nous trimer plus que les

autres pour les salaires les plus bas ? Pourquoi devrions-nous payer plus cher pour la nourriture la plus infecte et les logements les plus vétustes 47 ?

L'influence et la popularité de Malcolm X chez les noirs du Nord permettent d'interpréter la pauvreté et les difficultés des Afro-Américains non plus comme des problèmes de comportement mais comme les effets du racisme blanc.

Le Civil Rights Act de 1964 et le Voting Rights Act de 1965 ont raison des derniers vestiges de la discrimination légale dans le Sud. C'est une victoire étonnante, inimaginable dix ans plus tôt. Cette conquête, arrachée par de simples militants – hommes, femmes et enfants – du mouvement des droits civiques, fait totalement basculer l'ordre social et politique des États du Sud. Mais l'encre des nouveaux textes de loi est à peine sèche que leurs limites apparaissent. La fin de la ségrégation légale et de la privation du droit de vote xv dans le Sud ne garantissait pas nécessairement aux Afro-Américains la possibilité d'accéder librement à l'emploi, au logement ou à l'éducation, que ce soit dans le public ou dans le privé. Du reste, il en va de même dans le Nord. Dans le Sud, les cibles du mouvement des droits civiques sont claires ; au Nord, les ressorts de la discrimination, notamment en matière d'éducation, d'emploi et de logement, sont légaux et de ce fait beaucoup plus difficiles à détruire. Ainsi, à Chicago et à New York, les écoles des quartiers noirs sont tellement surpeuplées que les cours sont organisés par roulements – et ce en toute légalité.

Cinq jours après la promulgation du Voting Rights Act, la révolte de Watts éclate dans le quartier South Central de Los Angeles. Le cri de « Selma xvi » se fait entendre au-dessus du vacarme de la rébellion 49. Le mouvement des droits civiques a précipité la radicalisation de tous les Afro-Américains. L'été précédent, en 1964, des émeutes plus modestes ont éclaté à New York, Philadelphie, Rochester et dans d'autres villes, mais la révolte de Watts est d'une tout autre ampleur. Pendant six jours, environ 10 000 Afro-Américains affrontent la police au cours d'une rébellion inédite contre les effets de la discrimination raciale, notamment les violences policières et l'accès au logement. On dénombre 34 tués et des centaines de blessés, 4 000 arrestations et 10 millions de dollars de dégâts 50.

Les incendies de Los Angeles témoignent d'une radicalisation de la population noire, provoquée par le décalage entre la prospérité triomphante des États-Unis, supposée démontrer les vertus de la libre entreprise, et la misère indigne dans laquelle vivent les Afro-Américains. Après le vote des lois sur les droits civiques, il devient impossible de mettre leurs souffrances sur le compte du seul racisme du Sud.

Dans les années 1960, le mouvement Black Freedom contribue à l'extension de l'État providence et à son élargissement aux Afro-Américains. Alors que ces derniers ont été largement exclus du New Deal, les programmes de Johnson – « War on Poverty » et « Great Society » – sont en grande partie des réponses au mouvement noir. En 1964, à la chambre du Commerce, Johnson rappelle à ses partisans ce qui risque d'arriver s'ils ne soutiennent pas les politiques de protection sociale :

N'oubliez pas que si nous ne faisons rien pour en finir avec ces ennemis ancestraux que sont l'ignorance, l'illettrisme, la pauvreté et la maladie, et si nous les laissons s'accumuler [...] si nous ne menons pas une révolution pacifique pour nous débarrasser de ces choses alors que les deux tiers des masses sont des jeunes qui revendiquent, défilent, se mobilisent et manifestent pour avoir de quoi manger, s'habiller, s'éduquer et se soigner – [alors] un changement violent est inévitable <sup>51</sup>.

Reflets de l'hostilité qui, en période de Guerre froide, prévaut contre l'étatisation totale, les programmes sociaux de Johnson se concentrent sur les partenariats public-privé et l'« égalité des chances », par opposition à une politique de redistribution économique. Néanmoins, le mouvement noir cristallise le débat public autour de la politique sociale et des actions nécessaires pour remédier à l'ascension du Black Power – et fait resurgir les débats sur les causes de la pauvreté des noirs.

Daniel Patrick Moynihan, conseiller du Président, publie un rapport controversé dans lequel il attribue les problèmes de la population noire à « un composé de pathologies ». Le rapport Moynihan prétend expliquer les problèmes des communautés noires en s'appuyant sur un travail d'enquête et de recherche. Il ne s'agit en fait que d'un recyclage sophistiqué de stéréotypes, paré d'une aura de scientificité, qui situe l'origine des problèmes sociaux dans les

comportements supposés des familles noires pauvres. « La désagrégation du tissu social noir, prétend Moynihan, s'explique principalement par la désagrégation de la famille noire <sup>52</sup>. » Selon lui, elle a pour origine l'esclavage, qui a déstructuré les familles : émasculés par les femmes, les hommes ont démissionné en tant que chefs de famille, induisant des comportements antisociaux qui dépassent largement les frontières du foyer. Avec beaucoup de désinvolture, il soutient qu'« il est probable qu'une majorité des atteintes aux personnes telles que les meurtres, les viols et les agressions sont commises par des noirs », tout en concédant à la phrase suivante que cette affirmation n'est pas « totalement établie ». Pour Moynihan, les problèmes de la population noire découlent du fait que les mères célibataires sont chefs de famille.

Il est important de noter que Moynihan, recruté par l'administration Johnson, est un libéral. Parce qu'il situe les « causes premières » des pathologies sociales des noirs dans la structure familiale, laquelle peut être compensée par l'action de l'État et la promotion de l'égalité des chances, il considère ses idées comme progressistes. C'est pourtant là que les pensées libérales et conservatrices convergent : dans le fait d'envisager que les problèmes des Afro-Américains sont produits par les communautés noires et non de façon systémique par la société états-unienne. Peu disert sur les manifestations contemporaines du racisme, Moynihan met l'accent sur le passé de l'esclavage pour expliquer les nombreux problèmes causés par la pauvreté écrasante à laquelle la majorité des familles noires tente de survivre. Mais la révolte noire oppose d'autres explications à cette pauvreté structurelle.

À partir de 1964, chaque été est ponctué par de retentissantes explosions de colère de la population noire des villes. La nation est sous le choc. Chacune de ces convulsions ébranle le triomphalisme du rêve américain. Les manifestations façonnent une interprétation dissidente des inégalités raciales. Dans *Ghetto noir*, le psychologue noir Kenneth Clark arrache la rébellion de Harlem au « composé pathologique » de Moynihan. Clark sera plus tard accusé d'avoir mis en avant ses propres théories sur la « pathologie noire », mais ses descriptions des émeutes de Harlem illustrent très bien la dynamique

qui sous-tend les soulèvements noirs des années 1960 :

Au cours de l'été 1964, des mouvements violents de protestation eurent lieu dans les ghettos de plusieurs villes américaines. En aucun cas il ne s'est agi d'une mobilisation efficace. Partout on assista au déchaînement d'une révolte spontanée et imprévue. La rébellion de Harlem ne fut pas celle de la populace car la populace est une force désorientée qui s'acharne à des destructions inintelligibles. Ce fut plutôt une poussée extraordinaire de défi pour le défi. Les manifestants les plus virulents n'appartenaient pas aux plus basses couches de la société noire ; ce n'étaient pas des pillards ou des délinquants mais des gens qui ne se résignent plus au ghetto, veulent s'élever et exigent une vie meilleure que celle de leurs parents. [...] Même ceux qui jetaient des bouteilles et des briques du haut des toits n'étaient pas en proie à une fureur désordonnée. Ils paraissaient au contraire s'ingénier délibérément à provoquer les policiers pour les amener à se conduire en barbares car, pour les noirs, ce sont effectivement des barbares. [...] C'était le calme dans le chaos, l'action concertée dans la folie. Les noirs agissaient comme si rien ne pouvait leur arriver qui ne leur soit déjà arrivé, comme s'ils n'avaient rien à perdre. Ils dominaient leur fureur ; durant cette crise de désespoir social, ils semblaient dire : « Nous en avons assez. Il ne vous reste plus que vos armes. Vous ne pouvez plus rien faire d'autre que nous tuer. » Apparemment dirigée contre la loi, cette révolte s'attaquait en réalité à l'illégalité dont les noirs sont victimes. Avec l'énergie du désespoir, ils affirmaient leur désir d'être traités en êtres humains et ils poussaient cette affirmation jusqu'à réclamer la mort. Ils tenaient à offrir une cible visible et à être compris. Plutôt que de rester ignorés, ils acceptaient le trépas comme seul moyen d'établir un contact avec le reste de la société. 53.

Cette idée d'une réparation de la psyché des hommes noirs à travers la lutte contre le racisme est prolongée par l'apparition d'organisations politiques noires sur toutes les thématiques possibles. Mais les hommes noirs ne sont pas les seuls à être « réparés » par l'action ; les femmes noires sont aussi en première ligne d'une grande partie des luttes décisives des années 1960. Des syndicats de locataires à la défense des droits à la protection sociale, en passant par les mobilisations des fonctionnaires noirs pour la reconnaissance des syndicats, les simples citoyens et citoyennes afro-américains s'organisent pour définir et pour combattre l'injustice raciale 54.

Pour ne pas se laisser devancer par la révolte montante et les « troubles à l'ordre public », l'administration de Lyndon Johnson produit des lois à la chaîne. La solution la plus simple est d'élargir le système de protection sociale 55. Même si d'intenses débats ont pointé les limites de cet État providence, le programme « Great Society » de Johnson met en place des bons alimentaires, des aides à la formation

professionnelle, au logement et d'autres formes d'assistance qui contribuent indirectement à définir les inégalités raciales comme un problème avant tout économique. La focalisation sur les inégalités structurelles légitime les revendications de la population noire à bénéficier plus largement de la prospérité et de l'extension du système de protection sociale. Comme d'innombrables femmes au chômage, Theresa Vasta raconte qu'elle n'a « pas le temps de jouer » : « Mes enfants ont faim et mon aînée ne va pas à l'école parce que je n'ai pas de quoi l'y envoyer. [...] Je suis née aux États-Unis. Je pense mériter d'être bien traitée. D'être traitée justement, en fait 56. »

L'extension de l'État providence, les mesures de discrimination positive et la création de l'Equal Employment Opportunity Commission à la fin des années 1960 renforcent l'idée que la population noire a droit à sa part de la prospérité. Au fil de la décennie, toutes ces luttes – du mouvement de protestation dans le Sud à l'explosion des rébellions urbaines d'un bout à l'autre du pays – modifient la vision de la pauvreté des noirs, comme le souligne le Président Johnson dans son célèbre discours de remise des diplômes à la Howard University :

Le noir américain, faisant preuve d'une retenue remarquable, a manifesté pacifiquement, défilé, est allé dans les cours de justice et au Parlement pour réclamer une justice qui lui a été longtemps refusée. C'est la voix du noir qui a appelé à l'action. Mais il faut reconnaître à l'Amérique qu'une fois alertés, les cours de justice et le Congrès, le Président et la plupart des citoyens ont agi en alliés du progrès. [...] Mais la liberté ne suffit pas. On n'efface pas les cicatrices des siècles en disant : vous êtes maintenant libres d'aller où vous voulez, de faire ce que vous voulez et de choisir vos dirigeants. On ne libère pas une personne qui, pendant des années, a été entravée dans les chaînes, en la mettant sur la ligne de départ d'une course et en lui disant : « Tu es libre de concourir contre tous les autres », tout en continuant à penser avoir agi en toute justice. [...] Ouvrir les portes de la réussite ne suffit pas. Il faut aussi donner à tous les moyens d'y entrer. [...] Nous ne recherchons pas seulement la liberté, mais aussi l'accès à la réussite. Nous ne recherchons pas seulement l'équité des lois, mais la capacité humaine, pas seulement l'égalité en tant que droit et en tant que théorie, mais l'égalité en tant que fait et en tant que résultat 57.

Les expressions « la liberté ne suffit pas » et « l'égalité en tant que résultat » renvoient à une inégalité structurelle et affirment la nécessité d'une action directe de l'État pour remédier à une misère



créée par des siècles de discrimination.

Les centaines de milliers d'Afro-Américains et d'Afro-Américaines qui rejoignent le mouvement tirent des conclusions plus radicales encore sur la nature de l'oppression aux États-Unis, tandis que des centaines de milliers d'autres affichent leur soutien aux révoltes. Les luttes rompent l'isolement et l'enfermement de la vie dans les ghettos et renversent l'interprétation dominante rendant les habitants noirs responsables des maux de leurs quartiers. Les médias noirs relatent des injustices et les luttes qui s'y opposent, consolidant ces dernières et permettant à la population noire de tisser une lecture commune de son oppression, tout en offrant aux blancs une autre vision des choses. D'après un sondage Harris réalisé après des émeutes massives à Détroit et à Newark à l'été 1967, 40 % des blancs considèrent que les principales causes de la rébellion sont « la façon dont les noirs ont été traités dans les taudis et les ghettos des grandes villes » et « l'incapacité de la société blanche à honorer les promesses faites à la population noire »<sup>58</sup>. Un grand nombre de personnes, dont Martin Luther King, commencent à relier l'oppression à une critique plus large du capitalisme.

Dans le parcours de King, c'est la confrontation directe avec la ségrégation résidentielle des ghettos du Nord qui l'amène à faire ces liens. À l'été 1967, lors d'un regroupement de la Southern Christian Leadership Conference, il met en cause le système économique dans son ensemble :

Pour répondre à la question : « Où allons-nous maintenant ? », nous devons d'abord reconnaître honnêtement où nous en sommes aujourd'hui. Quand la Constitution a été rédigée, une étrange formule considérait que le noir valait 60 % d'une personne <sup>xvii</sup> en ce qui concernait l'impôt et la représentation. Aujourd'hui, il semble qu'une autre formule curieuse a établi qu'il vaut 50 % d'une personne. Le noir goûte à peu près moitié moins que le blanc aux bonnes choses de la vie, et deux fois plus que lui aux mauvaises choses. Ainsi, la moitié vit dans des logements insalubres. Il touche deux fois moins que le blanc. Il y a deux fois plus de chômage chez les noirs. La mortalité infantile est deux fois plus importante que chez les blancs et les noirs meurent proportionnellement deux fois plus que les blancs au Vietnam <sup>59</sup>.

Le Black Panther Party for Self-Defense va plus loin en affichant son intention de débarrasser les États-Unis de l'économie capitaliste au profit du socialisme. Les Black Panthers sont loin d'être un

groupuscule marginal : J. Edgar Hoover, directeur du FBI, les considère comme « la plus grande menace intérieure » à la sécurité des États-Unis. Créées à Oakland (Californie) en réponse aux violences policières, les Panthères relient ces violences au maillage d'oppression et d'exploitation dont est prisonnière la population noire du pays. Les causes de l'oppression des noirs sont matérielles ; surtout, elles sont le fruit du capitalisme, comme l'affirme clairement le leader Huey Newton :

Le Black Panther Party est un groupe nationaliste révolutionnaire et nous considérons qu'il y a une contradiction majeure dans ce pays entre le capitalisme et nos intérêts. Nous constatons que ce pays s'est beaucoup enrichi par l'esclavage et que l'esclavage est une forme extrême de capitalisme. Nous avons deux maux à combattre, le capitalisme et le racisme. Nous devons détruire à la fois le racisme et le capitalisme <sup>60</sup>.

Les Panthères ne sont pas un parti de masse, mais leur audience dépasse de très loin le nombre de leurs militants. À son apogée, le parti écoule chaque semaine le nombre impressionnant de 139 000 exemplaires du *Black Panther* <sup>61</sup>. Le lecteur trouve dans ce journal des articles sur les violences policières commises dans les villes du pays. Il peut aussi y lire le programme en dix points des Panthères, une liste de revendications expliquant les finalités et les objectifs du parti, où la pauvreté et l'oppression des noirs sont rattachées à l'exploitation capitaliste et à l'économie politique américaine. Le parti ne craint pas de rappeler l'État à ses responsabilités, en exigeant qu'il fournisse du travail, des logements et des écoles à la population noire, dont la misère résulte du capitalisme américain.

Les Panthères sont souvent au centre des débats dans les médias grand public. En 1969, *Ebony*, hebdomadaire le plus lu de l'Amérique noire, publie un article rédigé par Huey Newton depuis sa cellule, dans lequel il reformule le programme des Panthères et analyse en détail la relation entre exploitation capitaliste et racisme : « C'est seulement par le remplacement du capitalisme par le socialisme que les noirs, tous les noirs, pourront pratiquer l'autodétermination et conquérir leur liberté. » Ce sont pas là les gloses d'une gauche marginale : c'est la plus célèbre des organisations noires révolutionnaires qui explique en ces termes à un public noir bien plus large les ressorts de son oppression. Très influencées par Malcolm X,

les Panthères relient la détresse de l'Amérique noire au capitalisme et à l'impérialisme. Le racisme est indissociable des problèmes économiques chroniques des communautés noires ; en fait, les problèmes économiques de l'Amérique noire restent incompréhensibles si on ne prend pas en compte le racisme. Les noirs sont précaires, chômeurs, mal logés et sous-éduqués *parce qu'ils* sont noirs.

Pendant cette période, les luttes noires font pencher la politique nationale vers la gauche, comme le montrent le renforcement de l'État providence et le nombre croissant de personnalités publiques prenant position contre le racisme. Les luttes noires renforcent aussi une polarisation politique déjà très forte. Si les racistes et les conservateurs existent et dominent le paysage politique depuis très longtemps, le mouvement les place sur la défensive. La classe politique se divise. Certains libéraux sont tentés par une lecture plus structurelle des inégalités raciales, tandis que les conservateurs se cramponnent aux stéréotypes sur les familles noires. Plus les habitants des ghettos se révoltent, plus le regard des politiciens conservateurs se durcit vis-à-vis de ceux qui vivent dans ces quartiers.

On peut mesurer l'impact positif du mouvement à l'évolution de l'opinion publique sur les programmes sociaux. À la fin des années 1960, la réaction aux émeutes est nuancée et ne se limite pas au « retour de bâton conservateur » sur lequel historiens et personnalités politiques ont insisté. Il est certain que les soulèvements suscitent de l'hostilité, dont témoigne cet éditorial du libéral *New York Times*, écrit quelques semaines après les événements de Détroit : « Ces émeutes, loin de faire monter une clameur en faveur de progrès sociaux permettant d'éradiquer la pauvreté, ont largement produit l'effet inverse et ont augmenté la nécessité de la force publique et des sanctions pénales<sup>62</sup>. » Mais cette vision est contredite par plusieurs sondages, réalisés dix jours plus tard, qui montrent qu'un grand nombre de gens soutiennent la mise en place de programmes sociaux supplémentaires pour résorber la pauvreté, que beaucoup rendent responsable de cette flambée de violence. D'après une enquête réalisée par le *Washington Post* auprès d'Afro-Américains, les noirs associent les émeutes à la dégradation de leurs conditions de vie. 70 % d'entre eux

« attribuent la cause des émeutes aux problèmes de logement » ; 59 % connaissent une personne dont le logement est infesté de rats. Dans un autre sondage réalisé auprès d'Afro-Américains et de blancs, une forte majorité dit soutenir les programmes de lutte contre la pauvreté. Le *Washington Post* titre en une : « Les races sont d'accord pour l'abolition des ghettos et la nécessité d'un programme comme la Works Projects Administration<sup>xviii</sup>. » 69 % des États-Uniens sont favorables à un programme fédéral de création d'emplois. 65 % veulent démanteler les ghettos ; 60 % soutiendraient un programme fédéral de lutte contre les rats et 57 % le financement de colonies de vacances pour les jeunes noirs<sup>63</sup>.

D'une certaine manière, ces résultats préfigurent les conclusions d'une enquête fédérale consacrée aux soulèvements noirs. À l'été 1967, Johnson constitue la commission Kerner – du nom du gouverneur de l'Illinois, Otto Kerner –, qui interroge des habitants noirs de chaque ville ayant connu des soulèvements au cours des trois années précédentes. Ses conclusions se révèlent très embarrassantes pour l'administration Johnson. L'introduction du rapport établit clairement les responsabilités des affrontements urbains :

Nous avons visité les villes émeutières et entendu de nombreux témoins. [...] Notre conclusion est simple : notre pays est en train de se fissurer en deux sociétés, l'une noire, l'autre blanche, séparées et inégales. La ségrégation et la pauvreté ont créé [...] un environnement délétère, totalement inconnu de la plupart des Américains blancs. Ce que les Américains blancs n'ont jamais totalement compris – mais que les noirs ne peuvent pas oublier – est le fait que la société blanche est profondément responsable de l'existence du ghetto. Les institutions blanches l'ont créé et le maintiennent, et la société blanche le justifie. Les conditions sociales et économiques des villes émeutières sont présentées par les noirs – qu'ils vivent ou non dans le quartier où l'émeute a eu lieu – comme défavorisant clairement les noirs par rapport aux blancs<sup>64</sup>.

D'après le rapport, les trois principales doléances exprimées dans les quartiers noirs sont les violences policières, la précarité et le chômage, et l'insalubrité des logements.

Le rapport met Johnson hors de lui : son administration a déjà déboursé 10 millions de dollars, et il en faudrait encore des centaines de millions pour répondre convenablement à la « crise urbaine » ? Malgré la déconvenue de Johnson, qui refuse ne serait-ce que de

mentionner le rapport la semaine suivant sa publication, ce texte devient le rapport gouvernemental le plus largement diffusé de l'histoire avec plus de 2 millions d'exemplaires vendus au public. La commission Kerner, comme la plupart des organes libéraux de la fin des années 1960, s'est appuyée à la fois sur une critique structurelle et une approche culturaliste des problèmes des familles noires. Mais en définitive, le rapport préconise un refinancement massif des programmes d'aide sociale existants pour remédier à la ségrégation et à la pauvreté.

## Conclusion

Un mouvement concerté continue d'expliquer la pauvreté des Afro-Américains par leur culture et leur structure familiale. Comme toujours, ces explications sont portées à la fois par des conservateurs et des libéraux. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi. Malgré des divergences significatives, leur imagination politique épouse les contours de la société existante, ce qui les rend incapables d'envisager autre chose que ce qui existe. Combattre à l'échelle du pays ce racisme systémique et institutionnel totalement destructeur aurait deux conséquences immédiates, toutes deux aussi inacceptables pour les libéraux que pour les conservateurs.

Premièrement, cela reviendrait à saper radicalement les efforts constants des États-Unis pour se poser en autorité morale du monde. S'attaquer au racisme institutionnel n'est pas la même chose que de révoquer un policier raciste ou de punir des individus pour une transgression de ce type. Ce n'est pas non plus la même chose que d'expliquer la persistance des discriminations raciales par l'esclavage ou l'histoire. Cela nécessiterait un recensement général des diverses manières dont ces discriminations conditionnent et façonnent les vies quotidiennes des Afro-Américains, et tout particulièrement des pauvres et des prolétaires. Deuxièmement, cela impliquerait une redistribution massive de la richesse et des ressources afin de réparer les dégâts qui continuent à s'accumuler.

La classe politique préfère donc se raccrocher à des interprétations

culturalistes pour expliquer des conditions de vie effrayantes dans des lieux aussi variés que les quartiers ouest de Baltimore, la ville d'Oakland, les quartiers nord de Philadelphie et Overtown, à Miami – des interprétations qui n'exigent pas grand-chose de leur part. Réduire des crises sociales et économiques à des questions de culture et de moralité, c'est dire que les politiques et les financements ne suffiront jamais : ne faut-il pas surtout que les individus se transforment eux-mêmes ? C'est pour cette raison que les quartiers noirs se retrouvent avec des policiers et non des politiques publiques – des prisons et non des écoles. Ainsi, dans les débats qui font rage sur l'avenir de l'enseignement public, les partisans de la privatisation nient toute incidence de la pauvreté sur les compétences scolaires <sup>65</sup>. Si les enfants noirs ne s'intéressent pas aux études, c'est parce que la réussite scolaire reviendrait à leurs yeux à singer les blancs. (Le Président des États-Unis a un jour avancé cet argument pour expliquer l'échec scolaire chez les noirs <sup>66</sup>.) Il ne reste qu'à tout miser sur la philanthropie et l'autorité parentale pour inciter les jeunes noirs à entrer dans le droit chemin sans avoir à débloquer de l'argent et des moyens. L'initiative lancée par Obama My Brother's Keeper <sup>xix</sup> s'adresse spécifiquement aux adolescents et aux jeunes de couleur dont les difficultés dépassent, prétend-il, les capacités d'action du gouvernement. Elle repose sur les dons des entreprises, les figures d'autorité et la volonté individuelle. En introduisant cette mesure, Obama s'est empressé de préciser : « My Brother's Keeper n'est pas un nouveau grand programme d'action gouvernementale [...], mais un effort visant spécifiquement les garçons et les jeunes hommes de couleur qui vivent des choses très dures. Et dans cet effort, l'État ne peut pas être le seul – ni même le principal – acteur <sup>67</sup>. »

Les représentations communes et largement consensuelles des noirs comme des tricheurs et des bons à rien justifient les disparités socio-économiques entre les Afro-Américains et le reste de la population et dédouanent les systèmes économique et politique de toute responsabilité réelle. Ce problème ne touche pas que les Afro-Américains. Les mêmes discours servent à dissimuler les inégalités globales et systémiques qui traversent le capitalisme états-unien. Alors même qu'il y a de plus en plus de blancs pauvres, leur pauvreté est perçue comme différente de la pauvreté noire dite

« générationnelle » xx. Le nombre croissant de détenus blancs est soigneusement distingué de celui des noirs, lequel est supposé être le prolongement de leur irresponsabilité. Dans le rapport du département de la Justice sur la police de Ferguson, publié en mars 2015, « plusieurs » fonctionnaires ont expliqué aux enquêteurs que si les noirs reçoivent un nombre disproportionné de convocations au tribunal et de contraventions, c'est dû à leur « manque de responsabilité individuelle » 68. Rendre la « délinquance noire » pathologique tout en passant sous silence la « délinquance blanche » crée une barrière entre deux catégories qui pourraient dénoncer solidairement les excès du système pénal. C'est l'autre conséquence de la « culture de la pauvreté » et de la naturalisation des inégalités subies par les noirs : elles creusent les clivages entre des groupes qui auraient tout intérêt à unir leurs forces. On finit par voir les maux de la population noire comme un phénomène naturel et non comme une mise en accusation du système lui-même, tandis que les difficultés des blancs modestes sont invisibilisées. Par exemple, la majorité des pauvres aux États-Unis sont blancs, mais on symbolise la pauvreté par un visage noir. Il est important de montrer que les femmes et les hommes noirs sont sur-représentés chez les pauvres, mais ignorer la pauvreté des blancs contribue à brouiller les origines systémiques du phénomène d'ensemble. Non seulement le fait d'incriminer la culture noire décourage toute tentative de comprendre les causes systémiques des inégalités qu'ils subissent, mais cette explication a aussi été largement assimilée par les Afro-Américains eux-mêmes. C'est en partie parce qu'ils ont intériorisé ce discours dominant qui les rend responsables de leur propre oppression qu'un nouveau mouvement noir a mis tant de temps à apparaître, malgré la persistance des violences policières.

Malgré tout, il y a des raisons d'espérer. Ce chapitre s'est efforcé de mettre en évidence la plasticité des représentations politiques et les conditions permettant de les combattre et de les transformer. Dans les années 1930, le regard du public a changé quand il a été démontré que les responsables de l'effondrement de l'économie étaient les banquiers – et non la personnalité des ouvriers. Les liens entre le capitalisme, la corruption et les maux de la classe ouvrière ont été encore plus clairement mis au jour par les communistes et les

socialistes, qui ont associé les problèmes des travailleurs à un système économique et non à la malchance. L'élite politique et économique a répondu en enterrant la gauche et ses critiques du capitalisme – tout en affûtant et en popularisant les théories culturalistes pour justifier la pauvreté au « pays de l'abondance ». Mais cet état des choses n'est pas gravé dans le marbre. Les mouvements politiques des années 1960, précipités par le soulèvement noir, ont radicalement changé la vision de la pauvreté des noirs en la rattachant au racisme institutionnel – et, pour certains, au capitalisme.

---

I. Morehouse College est une université privée et réservée aux hommes qui, pour des raisons historiques, accueille surtout des Afro-Américains : elle est fondée en 1867 pour permettre aux noirs d'accéder aux études supérieures alors que la ségrégation les empêchait de fréquenter les universités blanches du Sud. [nde]

II. Référence au livre de l'Exode (33 : 3) où Dieu dit à Moïse et aux juifs d'Égypte : « Gagnez un pays où ruissellent lait et miel. » [ndt]

III. Annoncé lors de son discours sur l'état de l'Union le 8 janvier 1964, ce programme comporte un ensemble de mesures législatives concernant entre autres l'éducation et la sécurité sociale. [nde]

IV. Acronyme de *Knowledge is Power Program* : « Le savoir, c'est le pouvoir. » Les écoles Kipp sont des *charter schools*, des écoles privées organisées en associations à but non lucratif, laïques, gratuites et ouvertes à tous, largement subventionnées par des deniers publics, mais dont la gestion et les programmes d'enseignement sont privés – elles sont donc exemplaires du désinvestissement de l'État. Les *charter schools* sont aussi soutenues par des bailleurs de fonds privés ; par exemple, les écoles Kipp sont largement financées par la Fondation Bill Gates. Quant à l'organisme (privé) Harlem Children's Zone, il a pour objectif la lutte contre la pauvreté dans le quartier de



Harlem à New York au travers de *charter schools*, de programmes de santé publique, d'ateliers de formation pour les parents d'enfants en bas âge, etc. [nde]

V. Les *empowerment zones* sont mises en place par le département du Logement et du Développement urbain. Entre autres dispositifs, les charges des entreprises y sont très largement réduites. [nde]

VI. John Winthrop (1588-1649), puritain anglais, rejoint en 1630 la colonie de la baie du Massachusetts, fondée une dizaine d'années auparavant par les colons débarqués du *Mayflower*. Il en devient le gouverneur. [nde]

VII. Le prêche de Winthrop, prononcé durant sa traversée de l'Atlantique, fait référence au « Sermon sur la montagne » (Évangile selon Matthieu, 5:14) : « Vous êtes la lumière du monde. Une ville située sur une montagne ne peut pas être cachée. » [ndt]

VIII. Euphémisme de Thomas Jefferson, rédacteur de la Déclaration d'indépendance et troisième président des États-Unis, pour désigner l'esclavage. [ndt]

IX. Idée selon laquelle les États-Unis avaient une vocation providentielle à annexer l'ensemble des territoires du continent pour répandre la démocratie et la civilisation. L'expression apparaît pour la première fois en 1845 dans la *Democratic Review*, sous la plume du journaliste John O'Sullivan, pour justifier l'annexion du Texas. [ndt]

X. Loi fédérale votée en mai 1882 interdisant l'immigration des Chinois. [ndt]

XI. La « résistance massive » désigne une stratégie par laquelle, après l'arrêt *Brown v. Board of Education* rendu en 1954 par la Cour suprême qui déclare inconstitutionnelle la ségrégation dans les écoles publiques, le sénateur démocrate de Virginie Harry F. Byrd

Senior tente, avec d'autres hommes politiques conservateurs du Sud, d'empêcher la déségrégation par diverses lois adoptées au niveau des États. [nde]

XII. L'American Federation of Labor – Congress of Industrial Organizations (Fédération américaine du travail – Congrès des organisations industrielles) est issue du regroupement en 1955 de l'AFL et du CIO, les deux plus importantes organisations syndicales du pays. [nde]

XIII. La capacité à « reporter les gratifications », ou à la « gratification différée », est une notion de psychologie par laquelle on désigne l'aptitude des individus à ne pas céder à la satisfaction immédiate du désir. [nde]

XIV. La « Marche sur Washington pour l'emploi et la liberté » rassemble 200 000 à 300 000 personnes, afro-américaines dans leur écrasante majorité, le 28 août 1963. Elle s'achève au pied du Lincoln Memorial, où Martin Luther King prononce le discours « *I Have a Dream* ». [nde]

XV. En tant que citoyens des États-Unis, les noirs avaient officiellement le droit de vote depuis 1870, mais jusqu'au Voting Rights Act de 1965, certains États, notamment dans le Sud, les privaient de l'exercer en conditionnant l'inscription sur les listes électorales au paiement d'une taxe et à un test d'alphabétisation. Les noirs qui tentaient malgré tout de s'inscrire étaient harcelés et subissaient de violentes représailles 48. [ndt]

XVI. En référence aux trois Marches de Selma à Montgomery (Alabama), en 1965, organisées suite à l'assassinat par la police d'un militant noir pour le droit de vote. Les deux premières (7 et 9 mars) se heurtent à une forte répression policière ; seule la dernière (25 mars) atteint vraiment Montgomery. Le texte du Voting Rights Act est présenté au Congrès entre la deuxième et la troisième marche ; la loi est votée en août. [nde]

XVII. Référence au « compromis des trois-cinquièmes » établi au moment de la rédaction de la Constitution de 1787 pour déterminer le nombre de sièges que devaient obtenir les États du Sud à la Chambre des représentants. Le nombre de sièges étant calculé en fonction du nombre d'habitants des États, les délégués du Sud esclavagiste souhaitaient, pour obtenir le maximum de sièges à la Chambre, que les esclaves noirs soient comptabilisés à part entière, bien qu'ils n'aient pas le droit de vote. Les délégués des États du Nord s'opposaient à cette mesure cynique qui aurait permis au Sud de dominer la Chambre. Le compromis consista à prendre en compte l'ensemble des résidents blancs et à ne comptabiliser que les trois cinquièmes de la population noire, tout en excluant les Indiens du comptage. Les noirs privés de droit de vote comptaient donc pour « 60 % d'un citoyen », ce qui fut du reste insuffisant pour empêcher les États du Sud de dominer le Congrès jusqu'en 1861. Le compromis fut abrogé par le XIV<sup>e</sup> amendement de 1868. [ndt]

XVIII. Agence créée en 1935 dans le cadre du New Deal pour résorber le chômage par la réalisation de travaux publics (ponts, routes, écoles, gares, etc.). [ndt]

XIX. Référence à l'histoire d'Abel et Caïn dans la Genèse (4 : 1-16) : après avoir tué son frère Abel, Caïn répond à Dieu qui lui demande où il se trouve (Genèse, 4 : 9) : « Je ne sais pas. Suis-je le gardien de mon frère ? » (« *Am I my brother's keeper ?* »). [ndt]

XX. Concept popularisé par la chercheuse Ruby Payne dans son best-seller *Understanding Poverty* (1995), la pauvreté « générationnelle » est définie comme une situation installée depuis au moins deux générations et qui détermine profondément les croyances, les comportements et les modes de vie, par opposition à la pauvreté « situationnelle » correspondant à un manque de ressources causé par des circonstances extérieures et récentes. Éditrice et femme d'affaires, Ruby Payne a fondé l'entreprise Aha ! Process qui propose des formations pour aider les individus à « désapprendre » la culture de la pauvreté au profit de celle de la classe moyenne. [ndt]

## II. Des droits civiques à l'indifférence à la race

Si le problème du <sup>xx</sup>e siècle a été, selon la formule célèbre de W. E. B. Dubois, celui de « la ligne de démarcation de la race », alors le problème du <sup>xxi</sup>e siècle est celui de l'indifférence à la race, le refus de reconnaître les causes et les effets de la stratification raciale.

NAOMI MURAKAWA, *The First Civil Right : How Liberals Built Prison America*, 2014

Dans *Black Reconstruction in America*, W. E. B. Dubois décrivait la période de la Reconstruction comme « une courte éclaircie » pour la population noire avant que son issue désastreuse ne la fasse « régresser vers l'esclavage <sup>1</sup> ». Le reflux du Black Power pendant les années 1970 n'a pas fait retourner les noirs à un état de néo-esclavage, mais les espoirs et les attentes suscités par le mouvement des années 1960 ont été largement trahis.

Dès la fin des années 1970, on ne parle plus guère de racisme institutionnel ou des causes systémiques de l'oppression des noirs, et encore moins du type de mouvement susceptible de les combattre. Pendant sa campagne pour la primaire des républicains en 1976, Ronald Reagan tente de séduire l'électorat raciste en se plaignant d'une « petite frappe » imaginaire qui accumule des bons alimentaires pour s'acheter du filet mignon. Il invente aussi le célèbre personnage de la *Welfare Queen* (« Princesse CAF »), qui « utilise quatre-vingts noms, trente adresses et quinze numéros de téléphone différents pour récupérer des bons alimentaires, des pensions de retraite, des pensions de l'armée pour des maris défunts imaginaires, en plus des aides sociales. Elle gagne 150 000 dollars par an sans payer d'impôts <sup>2</sup> ». Ce ne sont rien de plus que les clichés racistes habituels, destinés à appâter l'électorat conservateur blanc en mettant en scène des noirs

tricheurs et fainéants payés à ne rien faire. Mais la « révolution noire » des années 1960 est passée par là, et les politiciens ne peuvent plus arborer aussi tranquillement leurs blasons racistes : si la « petite frappe » et la *Welfare Queen* sont implicitement des noirs, Reagan et les siens ne peuvent pas se permettre de le dire tout haut. Même avec son langage codé, le conservatisme de Reagan est alors considéré comme l'extrême droite du paysage politique – il faudra attendre la fin de la décennie pour qu'elle devienne dominante. Cela montre que le mouvement noir des années 1960 a réussi à bannir les manifestations extérieures d'hostilité raciste, même si la race occupe encore la scène politique de façon implicite. Reagan est finalement battu de peu aux primaires par Gerald Ford, mais l'orientation de la politique institutionnelle est claire, et pas seulement à droite : le parti démocrate, de son côté, se hâte de couper les ponts avec le mouvement des droits civiques. Lors d'un meeting de campagne de Jimmy Carter dans l'Indiana, le candidat aux primaires démocrates observe :

Je n'ai rien contre le fait qu'une communauté, qu'elle soit polonaise, tchécoslovaque, québécoise ou noire, essaie de préserver la pureté ethnique de son quartier. [...] Mais je ne pense pas que l'État devrait délibérément briser une communauté à orientation ethnique afin d'y injecter des personnes d'une autre race. [...] Je ne veux pas dire par là qu'il faut maintenir par quelque intervention étatique que ce soit la pureté ethnique des quartiers. Ce que je dis, c'est que l'État ne devrait pas se fixer comme priorité l'intrusion de groupes étrangers dans un quartier, à la seule fin de cette intrusion elle-même 113.

Le pays entrait dans la période post-droits civiques de l'indifférence à la race. Celle-ci n'avait rien de commun avec la déracialisation tant attendue des structures législatives états-uniennes opérée une décennie plus tôt : en 1968, le rapport Kerner, en décrivant en détail les discriminations raciales opérées par des institutions publiques et privées, avait fourni aux Afro-Américains un point d'appui leur permettant de demander une intervention fédérale.

L'indifférence à la race est au contraire utilisée par les politiciens pour démanteler l'État providence, permettant au Congrès et aux tribunaux de soutenir que, les lois n'étant pas racistes, les Afro-Américains ne peuvent dénoncer des injustices raciales. Tout le monde n'est pas convaincu, étant donné que le mouvement noir vient juste de

mettre le pays sens dessus dessous pour exiger la fin du racisme. Mais le cadre idéologique de l'indifférence à la race permet à certaines franges de la classe politique de dissocier le sort des noirs de ces mêmes conditions matérielles que les militants se sont donné tant de mal à dénoncer. Depuis la ratification des lois sur les droits civiques, tout se passe comme si l'État s'était refait une virginité et que les Afro-Américains s'étaient vu offrir un nouveau départ. Dix ans seulement se sont écoulés depuis le discours de Lyndon Johnson déclarant que « la liberté ne suffit pas » à établir l'égalité raciale ; désormais, les candidats à la présidence soutiennent que la liberté formelle suffit amplement.

C'est loin d'être le cas. Après plusieurs décennies de désinvestissement, les Afro-Américains se retrouvent sans débouchés professionnels, dans des logements insalubres ou délabrés, avec des écoles sous-financées et en butte à une série d'autres problèmes auxquels seuls des investissements massifs peuvent remédier. En effaçant le racisme, l'idéologie post-raciale a aussi jeté un voile sur sa comparse : la crise économique du début des années 1970. Au moment précis où le mouvement noir demande d'énormes investissements dans les infrastructures pour revitaliser les territoires urbains enclavés, le boom économique de l'après-guerre s'essouffle. Cela s'accompagne d'une offensive idéologique d'envergure sur les dépenses publiques nécessaires pour remédier à leur profonde relégation économique. La théorie de l'indifférence à la race contribue à justifier cette réduction de dépenses publiques en la présentant comme une conséquence de la déliquescence morale et de la hausse de la criminalité dans les quartiers déshérités des centres-villes. George Romney, membre du cabinet de Nixon, parle de « la crise d'une population à problèmes », s'appuyant sur la théorie de la culture de la pauvreté que le mouvement avait clouée au pilori dans les années 1960. L'objectif est de rétablir l'ordre tout en neutralisant les demandes incessantes que la population noire adresse à l'État. Certes, des offensives politiques de ce type ont été menées de façon ininterrompue pendant les années 1960, portées par une droite qui se durcit face aux droits civiques et aux lois de protection sociale. Mais à l'époque, la puissance du mouvement, au Sud comme au Nord, exerçait une pression considérable sur l'État fédéral, l'obligeant à

multiplier les concessions.

La fin de la longue période de prospérité d'après-guerre et l'essoufflement du mouvement noir donnent enfin à la droite l'occasion de rectifier le tir. La politique états-unienne était restée profondément polarisée pendant une bonne partie des années 1960, mais l'effervescence militante avait réussi à contrecarrer les tentatives de la droite pour démobiliser le mouvement. Les stéréotypes raciaux implicites à la « culture de la pauvreté » avaient été mis en échec par les revendications du mouvement noir pour une citoyenneté pleine et entière et la fin des discriminations raciales : on pouvait difficilement défendre l'idée que des gens qui risquaient leur vie pour le droit de vote étaient « culturellement déficients ». Le mouvement noir avait non seulement mis en péril le *statu quo* racial, mais aussi servi de catalyseur à bien d'autres mobilisations contre l'oppression. Du mouvement contre la guerre aux luttes féministes, il avait ouvert la voie à une remise en cause générale de la démocratie états-unienne et du capitalisme. Cette fécondité en a fait la cible privilégiée de la contre-offensive à venir. Lancée par les milieux d'affaires, elle touchera non seulement la population noire mais tous les bénéficiaires de l'extension de la protection sociale.

À lui seul, cet objectif suffit à galvaniser la droite et l'ensemble de la classe politique. C'est une chose d'accepter la nécessité politique d'intégrer une portion des Afro-Américains au fonctionnement social – accès aux emplois de la classe moyenne, à la propriété, aux études supérieures et à la représentation politique. Mais il est beaucoup moins acceptable de continuer à satisfaire les revendications du mouvement noir quand elles mettent en péril les fondements du capitalisme, en particulier l'image des États-Unis comme le pays de l'« égalité des chances » et non de l'« égalité des résultats » 4. La bataille des années 1960 a légitimé les revendications noires ; il faut maintenant briser cette légitimité. En 1981, Lee Atwater, stratège du parti républicain, explique comment procéder et quel rôle peut jouer l'idéologie de l'indifférence à la race :

En 1954, on a commencé par parler des nègres, des nègres, des nègres. Mais à partir de 1968, on ne pouvait plus dire « nègre » – ça nous attirait des ennuis, ça nous retombait dessus. Alors on s'est mis à parler de transports scolaires déségrégués, etc.,

de droits des États, de tous ces machins, on est devenus totalement abstraits. Maintenant, on parle de baisses fiscales, on ne parle plus que d'économie, même si, indirectement, les noirs trinquent plus que les blancs... « Il faut réduire ceci » est bien plus abstrait encore que les transports déségrégatifs [...] et sacrément plus abstrait que de parler des nègres 5.

Il est important de voir que cette offensive visait non seulement à discipliner les Afro-Américains insurgés mais aussi à rétablir l'ordre dans une société où les manifestations, les grèves illégales, les émeutes et la révolte étaient devenues des moyens légitimes, y compris pour le monde ouvrier blanc, de faire pression sur l'État et d'obliger des forces politiques hostiles à consentir des réformes. Ce chapitre analyse la restauration idéologique et politique de l'ordre mise en place pour réhabiliter l'ensemble du système.

## **Comprendre le « retour de bâton conservateur »**

La victoire de Nixon en 1968 signale que la vague de radicalisme qui déferle sur les États-Unis n'est pas du goût de tout le monde. Nixon s'appuie sur l'anxiété de nombreux ouvriers blancs qui s'irritent des réformes exigées par les noirs. Mais surtout, il incarne la colère d'une classe dirigeante désireuse de reprendre le pays en main – ce qui suppose de faire taire la rue et de supprimer des dispositifs et des postes dans le secteur public.

Pour réaffirmer leur pouvoir, les républicains commencent par rassembler les tendances de leur parti, profondément divisé pendant les années 1960 entre la droite dure de Barry Goldwater IV, les élites guindées des milieux d'affaires du Nord-Est et une aile libérale pro-droits civiques. Il faut y ajouter l'aile « dixiecrate »<sup>v</sup>, ségrégationniste, d'un parti démocrate pulvérisé par le tumulte des mobilisations et la guerre du Vietnam. Cela donne au parti républicain une ouverture pour se ré-instituer en tant que bastion politique des conservateurs et intégrer la fraction raciste du Sud, désormais orpheline de son parti.

Pour les républicains, l'intégration des « dixiecrates » est le pivot d'une stratégie plus large, appelée « stratégie du Sud », consistant



principalement à rallier des démocrates blancs, en particulier pauvres et issus des classes ouvrières, sur des bases racistes. Cette stratégie du Sud repose sur deux hypothèses : l'implosion du parti démocrate dans le Sud ; et la capacité des républicains à tirer parti du racisme et du ressentiment des ouvriers blancs, qu'ils supposent enragés par les acquis du militantisme noir. Nixon désigne tous ces électeurs potentiels par le terme de « majorité silencieuse », sous-entendant que ceux qui se mobilisent pour les droits civiques et contre la guerre du Vietnam ne sont qu'une minorité bruyante. En 1969, Kevin Phillips, conseiller de Nixon, publie un livre consacré à « la majorité républicaine émergente » qui défend l'idée qu'on gagne une élection en misant sur le ressentiment des individus<sup>6</sup>. C'est exactement la stratégie que Nixon adopte une fois élu : transformer les inquiétudes des blancs de milieux modestes, préoccupés par leur précarité économique croissante, en ressentiment contre les noirs. H. R. Haldeman, chef de cabinet du Président, le relate très exactement dans le journal où il consigne le quotidien de la Maison-Blanche. Nixon, écrit-il, « a insisté sur la nécessité de regarder en face le fait que les noirs sont le principal problème. La clé est de mettre en place un système qui le prenne en compte sans en avoir l'air<sup>7</sup>. »

Il y a une once de vérité dans ce constat : tout au long des années 1960, le mouvement noir a été au cœur des mouvements sociaux, comme l'a constaté Martin Luther King quelques mois avant son assassinat : « Dans ce contexte critique, la révolution noire est bien plus qu'une lutte pour les droits des noirs. Elle oblige les États-Unis à affronter ses travers, indissociablement liés : racisme, pauvreté, militarisme et matérialisme. Elle fait apparaître au grand jour ces maux profondément enracinés dans toute la structure sociale<sup>8</sup>. » De l'opposition à la guerre du Vietnam au réveil du mouvement féministe, de nouveaux fronts se sont ouverts. Le mouvement de libération gay s'est constitué à l'été 1969 après une émeute à New York ; à la fin des années 1960 et au début des années 1970, une vague de grèves a eu des répercussions décisives sur la politique états-unienne. Nixon a donc recours à une stratégie éprouvée : diviser pour régner.

Mais sa mise en œuvre prendra du temps. Au lendemain de sa victoire, le pays est profondément polarisé. Le dernier soubresaut des

révoltes urbaines a eu lieu au printemps 1968, après l'assassinat de King – mais au début des années 1970, les dirigeants du pays ont tout lieu de croire qu'elles vont se poursuivre. Le risque de violences, qui a été le moteur des politiques sociales pendant la plus grande partie de la décennie, reste bien palpable ; les affrontements entre les communautés non blanches et la police suffisent à tempérer le désir de Nixon de réduire les budgets sociaux. En 1974, Joseph Alito, maire de San Francisco, rappelle à ses collègues : « Il y a une émotion dans les villes qui peut provoquer autant de troubles qu'en 1967, 1968, 1969... Ce serait une grave erreur d'ignorer les risques de soulèvement<sup>9</sup>. » Nixon décrit dans ses discours un pays au bord de l'implosion – et joue sur le ressentiment et l'inquiétude des classes populaires blanches, attisant l'hostilité des ouvriers blancs les plus âgés envers les étudiants, les noirs, les jeunes travailleurs et les radicaux qui occupent les rues et les campus. Avec la hausse de la délinquance, des impôts et de l'inflation, la longue expansion économique de l'après-guerre touche à sa fin. En toile de fond, la guerre du Vietnam, qui semble interminable, est sur le point de s'étendre<sup>vi</sup>. Nixon surfe sur l'insécurité ambiante et mène une offensive pour mettre ce sentiment général d'inquiétude sur le compte des libéraux et des revendications croissantes des noirs.

De fait, les révoltes noires ne transforment pas seulement la législation : elles ont un effet direct sur l'économie. Les salaires réels des ouvriers sont alors rongés par l'inflation (résultant de la guerre du Vietnam) et les conditions de travail se dégradent. L'automatisation de plusieurs industries se traduit par des licenciements et une augmentation de la charge de travail pour ceux qui restent. À Détroit, les travailleurs noirs de l'automobile appellent « négromatisation<sup>vii</sup> » ce processus par lequel un ouvrier noir est tenu d'être aussi productif que trois ouvriers blancs. Les cadences sont infernales, les conséquences mortelles et les profits mirobolants. Selon un rapport, « si en 1946, quelque 550 000 ouvriers de l'automobile avaient produit un peu plus de 3 millions de véhicules, en 1970, on en comptait plus de 8 millions produits par 750 000 ouvriers<sup>x</sup>. » La négromatisation, indiquent Dan Georgakas et Marvin Surkin dans *Détroit : pas d'accord pour crever*, est la cause directe de la mort de 16 000 ouvriers de l'automobile par an<sup>xi</sup>. En 1973, un rapport

dénombrer « 63 000 cas de maladies invalidantes et environ 1 700 000 cas de perte ou d'altération de l'audition ».

Les ouvriers se mobilisent autour de revendications salariales pour compenser les effets de l'inflation et l'augmentation drastique de la production. Noirs et blancs se réunissent sur les mêmes piquets. Le militantisme sur les lieux de travail s'étend au secteur public, alors même que les grèves y sont illégales. Après la signature par le Président Kennedy, en 1960, d'un décret présidentiel autorisant les employés fédéraux à se syndiquer – mais toujours pas à faire grève –, les effectifs syndicaux passent de 400 000 à la fin des années 1950 à 4 millions au milieu des années 1970. Cela ouvre un large accès à des emplois stables et de qualité, les fonctionnaires étant mieux protégés par les lois anti-discrimination que les cols blancs du privé. Cependant, faute d'avoir le droit de grève, les employés fédéraux comptent surtout sur les aides sociales pour compléter leurs salaires nets. Dès les années 1960, les fonctionnaires lancent pourtant des grèves sauvages pour augmenter leurs salaires et travailler dans des conditions plus dignes. Les salaires misérables qui sont la règle dans la collecte des déchets, la petite enfance, l'enseignement et le secteur postal suscitent des actions inédites et illégales sur les lieux de travail. Les éboueurs de Memphis, qui luttent pour créer un syndicat, et à qui Martin Luther King s'adresse la veille de son assassinat<sup>viii</sup>, en sont l'exemple le plus connu. Les Afro-Américains, après avoir été des centaines de milliers à participer aux mouvements sociaux des années 1960, ne laissent plus leur militantisme aux portes de leurs lieux de travail, et les luttes menées autour des conditions de vie dans leurs quartiers alimentent leurs luttes de travailleurs. En 1960, il y avait eu 36 grèves dans le secteur public ; en 1970, on en compte 412. Dans le Sud, infirmières et éboueurs afro-américains font grève pour faire reconnaître leurs syndicats et leurs droits de négociation collective<sup>12</sup>.

La mobilisation la plus intense de cette période est la grève illégale de plus de 200 000 employés postaux en mars 1970. Pendant deux semaines, dans plus de trente villes, travailleurs et travailleuses suspendent le tri et la distribution du courrier et tiennent des piquets pour demander des augmentations de salaires. La grève démarre à

New York, où la paie des employés postaux d'échelon supérieur après vingt-et-un ans de carrière reste inférieure à la moyenne du coût de la vie en ville. En 1968, le Président Johnson soumet au Congrès une proposition modeste de hausse de salaire pour les employés postaux. Les parlementaires refusent, puis concèdent en 1970 une maigre augmentation de 4 %, tout en augmentant leurs propres salaires de 41 % la semaine suivante. La grève qui s'ensuivra sera la mobilisation professionnelle la plus massive jamais menée par des employés fédéraux. Nixon doit mobiliser la Garde nationale pour trier et distribuer le courrier, mais ce travail étant difficile et qualifié, des soldats sans formation ne peuvent l'exécuter aisément. La discipline est manifestement rompue : sur les 26 000 soldats appelés pour mater la grève, seuls 16 000 se déplacent<sup>13</sup>. En deux semaines, la main-d'œuvre postale, en grande majorité noire, obtient une augmentation de 14 % et le droit inédit de négocier collectivement ses salaires. Le secrétaire du Travail de Nixon commente, maussade : « Il n'y a qu'une seule chose qui soit pire qu'une grève illégale, c'est une grève illégale qui gagne<sup>14</sup>. » Pour le *Time Magazine*, « l'autorité de l'État a été contestée et la santé des affaires, des institutions et des personnes, mise en danger<sup>15</sup> ».

La grève postale de 1970 est le paroxysme de la vague de mobilisations professionnelles qui déferle de 1967 à 1974. On dénombre sur cette période 5 200 grèves par an environ, contre une moyenne de 4 000 par an à la décennie précédente. Le nombre de jours de travail perdus pour cause de grève est lui aussi en augmentation : de 1967 à 1971, il s'élève à 49,5 millions en moyenne, avec un pic à 66,4 millions en 1970 – c'est la plus importante perte due à des mouvements professionnels depuis 1946<sup>16</sup>. Nulle coïncidence si la grève des services postaux a lieu pendant la phase la plus virulente de l'insurrection noire – elle concerne pourtant l'ensemble des travailleurs, et pas seulement les noirs. Et c'est bien là la véritable menace. Lee Sustar, journaliste spécialiste du monde du travail, analyse :

Plusieurs comités noirs, comme la Société des employés postaux afro-américains, deviennent des pôles d'agitation au sein de luttes ouvrières impliquant nécessairement des travailleurs blancs. Représentant près de 20 % des 700 000 employés des postes, travailleuses et travailleurs noirs jouent un rôle clé dans la

grève sauvage de 1970. Elle est particulièrement suivie dans les villes où la concentration de postiers noirs est importante. Lancé contre les directions syndicales, le débrayage illégal n'est cassé que par l'envoi par le Président Nixon de la garde nationale. Cette grève, taxée d'« anarchie ouvrière » par le *Wall Street Journal*, est probablement, de tous les conflits sociaux de l'histoire des États-Unis, celle à laquelle ont pris part le plus grand nombre de travailleuses et de travailleurs noirs 17.

Ces derniers ont certes joué un rôle de premier plan dans cette grève, mais elle n'aurait jamais gagné si des millions d'employés blancs ne s'étaient pas mobilisés. Ce fait bouscule l'image de la classe ouvrière blanche, souvent présentée comme une masse monolithique, partisane zélée des idées de la « majorité silencieuse ». Il contredit le récit simpliste d'un retour de bâton raciste opposant la population blanche modeste aux luttes des noirs. Ce qui ne veut pas dire pour autant que le racisme n'est pas alors monnaie courante dans le monde ouvrier blanc, dont une grande partie nourrit un véritable ressentiment et considère qu'on a fait trop de concessions aux noirs au détriment des familles blanches.

Le virage à droite impulsé par Nixon et les républicains, cependant, ne s'opère pas de façon linéaire ; il est contrarié par une dynamique raciale et économique en pleine évolution et par les effets concrets de la « révolution noire » sur le pays entier, qui, s'ils suscitent voire amplifient rancœurs et inquiétudes, bousculent l'hostilité envers la population noire, largement fondée sur des stéréotypes racistes. Les revendications d'intégration des noirs, notamment celle de l'accès aux bénéfices supposés de la pleine citoyenneté états-unienne, malmènent, ou du moins questionnent, l'idée selon laquelle les noirs sont des parasites et des fainéants.

D'après Barbara Ehrenreich, les enquêtes menées entre 1965 et 1968 font état d'une augmentation du nombre de gens qui se disent « souvent dérangés par la manière dont les noirs sont traités ». Le nombre de blancs prêts à voter pour un candidat noir à la présidentielle passe brusquement de 38 % en 1958 à 59 % en 1965 puis à 70 % en 1970 18. Les citoyens sont en majorité favorables à la discrimination positive, contre la peine de mort et pour la déségrégation des quartiers – une tendance globalement plus importante au début des années 1970 qu'elle ne le sera quelques

années plus tard. Loin de confirmer l'existence d'un fossé infranchissable entre blancs et noirs, cela démontre l'impact considérable des mouvements des années 1960. Ehrenreich poursuit :

S'il y a réellement eu une révolte des cols bleus américains à la fin des années 1960 et 1970, elle ne correspond pas à la vague traditionaliste et droitière véhiculée par les médias. À la fin des années 1960 se produit la plus importante vague de grèves depuis l'après-guerre et ce regain de militantisme s'étend dès le début des années 1970 aux ouvriers de l'automobile, du caoutchouc, de la métallurgie, aux routiers, aux employés municipaux, au personnel hospitalier, aux agriculteurs, aux équipages de remorqueurs, aux employés des pompes funèbres et de la poste. Malgré tous les discours sur un retour de bâton raciste, travailleuses et travailleurs blancs et noirs manifestent, tiennent des piquets de grève, s'organisent ensemble dans un esprit de solidarité de classe jamais vu depuis les années 1930. La « majorité silencieuse » de Nixon hurle à pleins poumons – et ne vocifère pas des insultes racistes, mais le slogan historique des grévistes : « Ne franchissez pas le piquet ! » 19

La popularisation des idées de gauche pendant les années 1960 explique en partie pourquoi Nixon a dû ensuite s'appuyer sur l'indifférence à la race et tout un langage implicite pour masquer, ou du moins déguiser, ses tentatives de revenir sur certains aspects de l'État providence mis en place par Johnson. Si la majorité blanche avait été aussi raciste que le prétend la fable du « retour de bâton conservateur », en quoi cette stratégie de codage aurait-elle été nécessaire ? Aucune directive nationale ne proscrivait l'usage d'insultes racistes dans les déclarations publiques des élus ; pas plus qu'on ne peut dire que les démonstrations publiques de racisme étaient passées de mode. Bien plutôt, le mouvement noir avait rendu de tels comportements totalement inacceptables, notamment en démontrant, un demi-siècle avant l'apparition du slogan, que les vies des noirs comptent. Seules la puissance et la faiblesse du mouvement ont joué un rôle déterminant dans la disparition ou la persistance des positions racistes. À la fin des années 1960 et au début des années 1970, le mouvement les avait rendues impopulaires – cela commencerait à changer à la fin de la décennie.

En outre, Nixon ne pouvait se permettre de s'en prendre ouvertement à l'État providence de Johnson étant donné que la « guerre contre la pauvreté » bénéficiait aussi aux blancs d'origine modeste. Cela le conduisit à adopter une stratégie ensuite reprise par Reagan et Clinton : utiliser des codes et des sous-entendus racistes

pour incriminer des programmes bénéficiant aussi à des blancs pauvres ou prolétaires, tout en sapant la solidarité potentielle entre ceux et celles qui ont le plus à gagner à s'allier et le plus à perdre à rester divisés. Ainsi fonctionnerait la politique de la race dans la nouvelle ère « post-raciale ».

## Rétablir l'ordre

En 1969, le magazine *Life* consacre une série d'articles à la révolution. On peut lire sur l'une de ses couvertures : « La révolution : Quelles en sont les causes ? Comment démarre-t-elle ? Peut-elle se produire ici ? »

Ce ton peut paraître conspirationniste aujourd'hui, mais à la fin des années 1960, il s'agissait de questions graves pour l'élite économique et politique qu'on appelle maintenant les « 1 % ». Loin de se limiter à une récrimination anticommuniste, elles témoignent d'une véritable inquiétude face à l'essor de la gauche. De même, le *Wall Street Journal* se demande ouvertement si les fortes mobilisations étudiantes outre-Atlantique menacent aussi les États-Unis :

Dans un monde moderne réduit à la taille d'un village par les communications ultrarapides, on peut mobiliser un mouvement international autour d'une idée aussi séduisante [la révolution]. La question reste ouverte de savoir s'il est possible de fomentier une révolution mondiale suffisamment puissante pour détruire les équilibres de pouvoir et l'ordre existants. Mais c'est très certainement la question qui trotte dans la tête de bien des gens quand ils voient à l'œuvre, sur leurs téléviseurs, les forces du chaos 20.

Le spectre de la radicalisation va de pair avec une inquiétude grandissante sur l'état de l'économie. Elle ne porte pas au premier chef sur la santé économique de l'habitant moyen des États-Unis ; bien plutôt, « les capitalistes du début des années 1970 se sentent menacés par la transformation de l'économie mondiale, le déclin de l'hégémonie américaine et les effets et les répercussions des mobilisations politiques dans le pays 21 ».

Après avoir assisté en tant qu'observateurs à une série de séminaires de cadres de l'industrie en 1974 et en 1975, un journaliste du *New York Times* et un doctorant constatent « un sentiment de

vulnérabilité et une inquiétude sur les implications à long terme des politiques sociales et économiques actuelles ». Dans leur grande enquête *Ethics and Profits : The Crisis in Confidence in American Business*, Leonard Silk et David Vogel interrogent 360 cadres dirigeants anonymes des plus grandes entreprises du pays sur leur vision de la santé des affaires et de la libre entreprise. Ils font état d'une large palette de sentiments allant de l'inquiétude au mépris vis-à-vis de la grande masse de la société. « Le système capitaliste américain vit ses heures les plus noires, note un dirigeant. Si nous n'agissons pas maintenant, nous assisterons à notre propre perte. Et ça deviendra une social-démocratie de plus<sup>22</sup>. » Un autre se plaint du rôle du Congrès et fait valoir que les grandes entreprises devraient gouverner le pays : « C'est à nous de décider ce qui doit être fait, et non à un parlementaire patenté prêt à toutes les compromissions pour être réélu<sup>23</sup>. » Ils se demandent si la démocratie est allée trop loin aux États-Unis : « Est-ce qu'on peut encore se permettre le principe "un homme, une voix" ? Dans tous les pays capitalistes, ce principe a ôté tout pouvoir au monde de l'entreprise depuis la Seconde Guerre mondiale<sup>24</sup>. » Certains espèrent un électrochoc qui sortira le public de sa dépendance aux dépenses sociales : « La récession rétablira un sain respect des valeurs civiques, comme l'a fait la Dépression. [...] Ce serait mieux si on laissait la récession s'abattre de façon plus dure, pour qu'on retrouve la sobriété [...]. Il nous faut une récession brutale<sup>25</sup>. »

Ces propos révèlent une certaine anxiété, mais montrent aussi jusqu'où certains capitalistes sont prêts à aller pour revigorer leurs profits. Ils n'ont manifestement pas totalement confiance dans la capacité des politiciens états-uniens à diriger l'économie. Le défi de Nixon consistera donc à restaurer la confiance et les profits en mettant un terme à l'instabilité sociale et politique qui a marqué toute la décennie. Puisque le mouvement noir avait été le centre névralgique des mouvements sociaux, pouvait-on obtenir le même effet d'entraînement en s'attaquant à lui ? Cela prendra la forme d'une stratégie plurielle, impliquant à la fois la répression physique du mouvement par l'usage et le renforcement de la domination policière ; une offensive idéologique présentant les Afro-Américains pauvres et prolétaires comme « non méritants », fainéants et violents ; et enfin la



création d'une petite bourgeoisie noire stable, capable de discipliner, au plan politique, les Afro-Américains plus pauvres, tout en réhabilitant l'idée que tout le monde peut réussir aux États-Unis.

## **Liberté et choix**

Le premier trimestre du mandat de Nixon peut être considéré comme une période de transition entre l'ère des droits civiques et celle des nouveaux paradigmes politiques de la société post-raciale et de l'indifférence à la race. Si la nouvelle administration hésite à démanteler totalement les programmes de Johnson de peur de rallumer les révoltes urbaines, elle est également limitée par le contrôle des démocrates sur le Congrès. Aussi Nixon choisit-il de clore l'ère des droits civiques, non par le conflit, mais en modifiant les termes du débat. Là où le mouvement noir, à force de mobilisations et de théories, avait réussi à définir le racisme comme systémique et institutionnel, les représentants de Nixon s'efforcent de le réduire aux intentions d'acteurs individuels tout en expliquant les inégalités de parcours par le concept de « liberté de choix ». Nixon s'engage explicitement à lutter contre le « racisme intentionnel », qu'il distingue des inégalités de réussite résultant d'une discrimination institutionnelle plus difficile à mettre en évidence. Ainsi, Nixon et ses partisans parlent de la division entre riches et pauvres en termes de « discrimination économique », mais ils la justifient, évoquant notamment le droit des propriétaires à défendre la valeur de leur bien en limitant l'incursion des pauvres dans leurs quartiers (dans le contexte d'un débat permanent sur l'implantation de logements sociaux). Mais Nixon s'attèle à des questions plus vastes. En 1971, dans une déclaration peu connue sur le logement, il explicite la logique du paradigme d'indifférence à la race qui succède à l'ère des droits civiques :

Le but de cette administration est de construire une société libre et ouverte. J'emploie les mots « libre » et « ouverte » dans un sens précis. [...] La liberté comporte deux éléments principaux : le droit de choisir et la capacité de choisir. [...] De la même manière, une société « ouverte » est une société où les choix sont ouverts et dans laquelle l'individu jouit d'une mobilité suffisante pour s'en saisir. Une société ouverte n'a pas besoin d'être homogène, ni totalement déségrégée.

Plusieurs communautés peuvent y coexister. Dans une société ouverte, c'est la mobilité qui compte. Le droit et la capacité de chaque individu à décider pour lui-même où et comment il veut vivre, qu'il évolue dans une enclave ethnique ou dans une société plus large – ou, comme beaucoup, dans les deux à la fois. Notre diversité culturelle nous enrichit ; la mobilité est ce qui nous permet d'en profiter. Au lieu de prendre les décisions à la place des autres, nous voulons que chacun ait à la fois le droit et la capacité de choisir pour lui-même – et la mobilité qui lui permette de s'élever <sup>26</sup>.

La déclaration se termine par une tentative de distinction entre discrimination économique et raciale : « L'essentiel est que tous les citoyens puissent choisir entre des alternatives résidentielles raisonnables à la mesure de leurs moyens, et que la non-discrimination raciale s'applique scrupuleusement et fermement. Nous n'imposerons pas la mixité économique à une juridiction locale existante ; nous n'appuierons aucune mesure économique qui équivaldrait à une forme de discrimination raciale <sup>27</sup>. »

On retrouve dans cette déclaration tous les traits distinctifs de l'indifférence à la race : de l'absence de langage raciste, on est censé conclure à l'absence de biais racistes. Du début à la fin, ce discours ignore les effets du passé récent en matière de discriminations – en particulier dans le domaine de l'immobilier. Il élude la manière dont les mécanismes de discrimination en matière d'habitat – qui n'ont été interdits par la loi que trois ans auparavant – ont façonné la géographie métropolitaine contemporaine. Il ne prend pas en compte le fait que les discriminations passées et présentes ont drastiquement limité les choix économiques des Afro-Américains, évacuant délibérément toute dimension contextuelle et historique et suggérant que les configurations urbaines sont le fruit de la « liberté », de « choix » et de considérations culturelles, et non de pratiques d'exclusion et de racisme. L'insistance de Nixon sur la « mobilité » et la « capacité de choix » passe sous silence la levée de boucliers déclenchée par le Fair Housing Act de 1968<sup>ix</sup> – qui continue de soulever des débats enflammés. Mais ce virage rhétorique et politique permet de satisfaire les demandes des dirigeants d'entreprises. Trois ans après le vote du Fair Housing Act, au moment du discours de Nixon, la National Association of Real Estate Boards, principal regroupement d'agents immobilier du pays, s'opposait toujours à cette mesure dénoncée comme de la « mixité forcée » <sup>28</sup>. Cette expression

significative s'inscrit dans une tentative plus large de changer les termes des débats politiques, bien au-delà de la seule question du logement. En dissociant la situation contemporaine d'une longue histoire de discrimination raciale soutenue par les politiques publiques et mise en œuvre par l'ensemble des entreprises états-uniennes, Nixon se positionne plus largement sur les inégalités entre les noirs et le reste de la société. Dans son monde, une société « libre et ouverte » est plus que suffisante. La seule contrainte pesant sur la « mobilité de s'élever » est les « mauvais choix », qui peuvent plonger les individus dans une vie de misère ou de délinquance.

## **Les politiques sécuritaires de Nixon**

Si, depuis l'administration Truman, la thématique sécuritaire de « la loi et l'ordre » (*law and order*) n'a jamais cessé de jouer un rôle dans l'action présidentielle<sup>29</sup>, le mouvement des droits civiques puis les révoltes urbaines modifient le contexte et les enjeux de l'interprétation de la délinquance, du maintien de l'ordre et de l'incarcération. Ces idées font l'objet d'une analyse plus détaillée au chapitre 4, mais il importe de comprendre ici le ralliement de Johnson et Nixon aux mots d'ordre sécuritaires, utilisés pour mater l'insurrection des Afro-Américains et instrumentaliser leurs revendications de justice afin de renforcer la police et les prisons.

Pour ce faire, Nixon mobilise un thème classique des conservateurs, consistant à réduire les luttes pour les droits civiques et les revendications afro-américaines à des comportements délinquants. Dans une interview de 1966, il indique que le mépris croissant pour l'État de droit « descend en ligne directe de la doctrine pernicieuse attribuant à chaque citoyen le droit fondamental de décider par lui-même à quelles lois il doit obéir et quand il peut leur désobéir<sup>30</sup> ». Nixon, brandissant les chiffres en hausse de la délinquance et l'idée que les États-Unis sont en train de sombrer dans le chaos, s'empare de cette logique pour justifier une extension considérable des pouvoirs et des moyens de la justice pénale.

L'Omnibus Crime Control and Safe Streets Act est voté en 1968,

quelques semaines après le meurtre de Martin Luther King, qui déclenche des centaines d'émeutes dans tout le pays. Cette loi couronne les efforts menés par Nixon pendant des années pour professionnaliser la police, affaiblie par le manque de formation, de coordination et d'organisation. Malgré les discours sur la hausse de la délinquance, l'enjeu ne se résume pas à l'ordre public : la loi Safe Streets (« sécurité des rues ») démultiplie les capacités de collecte d'informations par les services de police locaux, y compris par des écoutes téléphoniques, « afin de protéger les États-Unis contre le renversement de l'État par la force ou d'autres moyens illégaux, ou contre toute autre menace manifeste et imminente sur la structure ou l'existence de l'État ». Le texte prévoit aussi une collaboration accrue du FBI avec les polices des collectivités territoriales et des États, et un budget majoré de 10 % permettant de « créer ou améliorer des approches, techniques, systèmes, équipements et outils destinés à améliorer et à renforcer l'application de la loi »<sup>31</sup>. Plus généralement, la Law Enforcement Assistance Administration, créée par cette nouvelle loi, devient le canal qui achemine les ressources fédérales vers les États et les villes afin de rendre les méthodes de la police plus efficaces. Effectivement, « en un peu moins d'une décennie, l'État fédéral parvient à déboursier environ 7,5 milliards pour étayer l'appareil sécuritaire du pays<sup>32</sup> ».

Le journaliste Christian Parenti a mis en évidence les nombreux leviers législatifs instaurés par l'administration Nixon pour harceler et intimider la gauche. Ainsi, la loi Racketeer Influenced and Corrupt Organizations (Rico) est ratifiée par Nixon en 1970 dans le cadre d'un texte plus vaste sur le crime organisé, destiné, officiellement, à lutter contre la mafia. En réalité, Rico peut tout aussi bien être utilisé contre la gauche. À titre d'exemple, cette loi « assouplit les règles concernant l'usage par les procureurs de preuves obtenues illégalement ; crée de nouvelles catégories de crimes fédéraux ; permet à l'État fédéral de confisquer tous les biens d'une organisation soupçonnée d'entente criminelle ; crée de nouvelles peines et de nouveaux pouvoirs de police pour réprimer l'usage d'explosifs et, enfin, prévoit des peines de vingt-cinq ans d'emprisonnement pour les “délinquants adultes dangereux”<sup>33</sup> ».

S'appuyant sur ces nouveaux pouvoirs, l'administration Nixon fait comparaître plus d'un millier de militants anti-guerre, dont les leaders de l'organisation Vietnam Veterans Against the War. Des milliers de journalistes, de Black Panthers et de nationalistes portoricains sont également obligés de témoigner devant des grands jurys au cours d'audiences uniquement destinées à pêcher des informations sur la gauche<sup>34</sup>. Aspect essentiel du contrôle social, la surveillance est une composante majeure du système policier bâti par Nixon. En seulement quatre ans, le nombre d'États dotés de « systèmes d'information de la justice pénale » passe de 10 à 47. Un investissement de 90 millions de dollars permet de renforcer l'intégration des fichiers de police locaux au National Crime Information System (NCIC), le grand fichier de renseignement du FBI. À sa création, sa base de données contenait 500 000 fiches ; en 1974, il en avait collecté près de 4,9 millions<sup>35</sup>.

L'extension du système policier ne vise pas uniquement la gauche organisée ; elle concerne tout autant la population noire « rebelle ». La plupart des experts font remonter aux années 1970 la naissance du phénomène appelé « incarcération de masse ». Si les méthodes policières racistes et les discours sur « la loi et l'ordre » sont bien plus anciens, l'augmentation exponentielle du nombre de détenus et le durcissement des peines commencent après la fin des soulèvements du Black Power dans les années 1960. Entre les années 1980 et 1990, la probabilité d'être condamné à une peine de prison après une arrestation augmente de 50 % et la durée moyenne des peines de 40 %<sup>36</sup>. De nombreux indicateurs témoignent de cette évolution entamée dans les années 1960 et 1970, mais l'historienne Heather Ann Thompson en rappelle un événement emblématique : la répression féroce du soulèvement de détenus – en majorité noirs – de la prison d'Attica, dans l'État de New York, en 1971. Quarante-deux gardiens sont pris en otage par les détenus pour attirer l'attention sur des revendications portant sur leurs conditions de vie – état des sanitaires, violences des gardiens, soins médicaux et nourriture. Pendant cinq jours, les détenus négocient en toute bonne foi avec les représentants de l'État, mais le matin du 13 septembre 1971, le gouverneur de New York « ordonne subitement le survol d'Attica par des hélicoptères qui enveloppent la prison d'une brume de gaz lacrymogène. Une fois les détenus et otages tombés au sol, aveuglés, suffocants et paralysés,

plus de 500 policiers de l'État de New York se précipitent à l'intérieur, criblant de milliers de balles les passerelles et cours de promenade. En quinze minutes, l'air est rempli de cris et la prison recouverte par les corps de 39 personnes – 29 détenus et 10 otages – morts ou agonisants. “Je voyais tout ce sang qui ruisselait dans l'eau et la boue, se rappelle un détenu. C'est tout ce que je voyais.” 37 »

À travers la féroce répression de la révolte d'Attica, les forces de l'ordre ont pris leur revanche après les soulèvements initiés à l'extérieur de la prison par le même type de personnes. Elle permet enfin à l'État d'imposer son autorité par la force, ce qui avait été impossible au cours des centaines de rébellions qui secouaient le pays dans les années 1960. Nelson Rockefeller, gouverneur de l'État de New York, considère l'assaut d'Attica comme une occasion de « faire preuve de fermeté et reconsidérer la manière dont il a traité les “éléments marginaux” de la ville de New York – qu'ils soient détenus, militants ou drogués ». « Déterminé à montrer aux conservateurs de son parti qu'il réprime sévèrement la délinquance, Rockefeller mate la mutinerie d'Attica par l'usage de la force létale et s'engage publiquement sur certains “principes fondamentaux” tels que la nécessité sociale de la loi et l'ordre 38. »

Les lois sur les stupéfiants mises en place par Rockefeller dans l'État de New York pendant les années 1970 marquent également un tournant répressif 39. Face à la multiplication des arrestations liées aux stupéfiants, qui ont augmenté de 31 % au début de la décennie, Rockefeller, républicain de tendance soi-disant libérale, exige un durcissement des sanctions qui concerne même la détention de drogue. Une peine plancher de quinze ans de prison – autant que pour un homicide involontaire – punit la possession de 120 grammes de stupéfiants 40. Cela a des effets indéniables. La proportion de condamnés pour des délits liés aux stupéfiants dans les prisons de l'État de New York passe de 11 % en 1973 à 35 % en 1994. En 1978, le Michigan surenchérit sur l'État de New York en élaborant une loi imposant aux juges de condamner à la perpétuité toute personne ayant participé à la vente de 650 grammes ou plus de stupéfiants 41. À la fin de la décennie, les conséquences de ce système policier et carcéral sont sans équivoque : de 1970 à 1980, la population carcérale des

États-Unis, établissements d'États et fédéraux confondus, passe de 196 429 détenus (son plus bas niveau depuis 1958) à 315 974 détenus<sup>42</sup> – un record pour l'époque x. De plus, alors que les blancs – comme aujourd'hui – représentent numériquement la majorité des usagers de drogues, les pouvoirs en constante augmentation de la police se concentrent sur les quartiers « rebelles » afro-américains et hispaniques où l'autorité est mise à mal et où le militantisme et le mécontentement entretiennent une tension permanente.

Le choix de Nixon de se concentrer sur la délinquance reflète très exactement la façon dont il mobilise l'idéologie post- raciale pour promouvoir ses politiques intérieures. Il n'a pas besoin de nommer les races pour mener son offensive sécuritaire ; les conséquences de ces politiques sont claires. Les infractions sont commises par des mauvaises personnes qui font de mauvais choix – et ne sont en rien le résultat d'un ordre social inégal reléguant noirs et Portoricains, en particulier, dans des quartiers en faillite où ils sont privés d'emplois, de logements et d'écoles de qualité. En réalité, du fait de ces inégalités, pauvres et prolétaires sont livrés à eux-mêmes dans une société qui n'a presque rien prévu pour qu'ils puissent s'élever par des moyens légaux ou conventionnels. Certes, ce genre de « choix » contraints existent aussi dans les enclaves blanches, mais celles-ci restent moins surveillées et criminalisées par la police et le système pénal.

La capacité des élus à manipuler et à politiser la délinquance s'appuie cependant sur des éléments de réalité. À la fin des années 1960 et au début des années 1970, elle augmente brutalement. Cela s'explique en partie par un effort accru de recensement des infractions, auxquelles s'ajoute la somme de tous les « actes délictueux » commis pendant les soulèvements politiques. Le nombre de faits de violence enregistrés passe de 161 000 en 1960 à 487 000 en 1978. En revanche, le nombre d'homicides chute de 4 % entre 1957 et 1978, tout comme les atteintes aux biens<sup>43</sup>. Ce qui ne change pas, c'est la propension des Afro-Américains à figurer en tête de la plupart des catégories en temps que victimes des délits et des crimes. Pendant les années 1970, la probabilité qu'un homme noir soit tué est

six à huit fois plus grande que pour un homme blanc. Les foyers noirs sont plus exposés au cambriolage ou au vol de voiture. Même les foyers noirs de la classe moyenne, du fait de leur proximité physique avec la pauvreté, sont plus souvent touchés que leurs homologues blancs. Les politiciens ne tardent pas à instrumentaliser ces chiffres sur les préjudices subis par les quartiers noirs pour étendre les pouvoirs du système policier ; ce qu'ils font en piochant dans les fonds publics nécessaires pour créer services et infrastructures servant à atténuer la pauvreté et la délinquance. De ce fait, ce sont bien sûr souvent des citoyens noirs qui demandent à l'État de les protéger de la police – mais dans un contexte où la quasi-totalité des alternatives a disparu.

## Une « population à problèmes »

En 1973, Richard Nixon déclare la « crise urbaine » terminée. Le sous-entendu est le suivant : « la crise des villes », comme l'a décrite Johnson, a déclenché le déblocage d'aides fédérales aux villes états-uniennes pendant une grande partie des années 1960 ; cette embellie relative n'a désormais plus de raison d'être. Dans un discours à la radio, Nixon déclare : « Il y a quelques années, on entendait constamment que les villes américaines étaient au bord de l'explosion. Il était moins une, nous disait-on, et le glas de l'apocalypse commençait à sonner. Une histoire de l'Amérique des années 1960 s'intitulait même *La Débâcle*. Aujourd'hui, l'Amérique n'est plus dans la débâcle 44. » Quelques semaines plus tard, Nixon annonce un budget draconien supprimant toutes les subventions fédérales au logement.

Nixon n'a jamais fait état de la moindre amélioration de la situation des citadins, notamment afro-américains. Pas plus qu'il n'a fait le moindre effort pour objectiver cette fin de la crise urbaine : disparition des violences policières ? des discriminations en matière de logement ? Quels en sont les indicateurs ? En réalité, il se fonde sur la baisse du nombre de personnes vivant dans des logements insalubres. Un indicateur important, certes, mais qui ne règle pas à lui seul la kyrielle de problèmes pointés par le rapport Kerner. Nixon veut surtout tourner la page. Bien sûr, loin de penser naïvement que les problèmes urbains sont résolus, il dégage l'État fédéral de sa



responsabilité. Aucun quartier noir ne s'était massivement soulevé depuis cinq longues années : Nixon saisissait l'occasion.

Cette nouvelle offensive contre les dépenses sociales s'appuie sur des descriptions de populations urbaines qui soit ne sont pas vraiment dans le besoin, soit ne peuvent pas être concernées par les programmes fédéraux de lutte contre la pauvreté. L'administration Nixon se met à présenter les problèmes urbains comme insolubles du fait même des habitants des villes. En d'autres termes, là où la pauvreté persiste, il est temps de se demander ce qui ne va pas avec ces gens. L'insistance de Nixon sur la « société libre » et le « libre choix » sert à réduire les inégalités sociales à un problème de comportements individuels. Les gens, bien sûr, peuvent faire de bons ou de mauvais choix : en dernière instance, c'est toujours l'individu, libre de contraintes sociales, qui a choisi. Juste après la période de croissance économique la plus longue qu'ait connue le pays, il était bien plus facilement défendable de demander aux gens de se serrer la ceinture si ceux à qui on le demandait étaient rendus responsables de leurs problèmes.

George Romney, secrétaire au Logement et au Développement urbain, inaugure ce tournant en se concentrant sur ce qu'il appelle la « population à problèmes ». En 1973, dans un discours au Detroit Economic Club où il rend compte du fiasco scandaleux d'un programme fédéral d'aide au logement, Romney explique pourquoi l'incurie de l'État et les malversations du privé ne sont pas responsables : « Avec un profond regret, je dois avouer que les déboires des subventions à l'habitat et des programmes d'assurance [...] sont de mon fait. Mais même si nous avons pu éviter toutes les erreurs et les irrégularités dont ont pâti ces programmes d'aide au logement, nous resterions en butte à la pire des tragédies – la crise de la population à problèmes de nos centres-villes. » Il aura l'occasion de définir plus amplement par la suite cette « population à problèmes » : « L'habitat ne peut par lui-même résoudre les problèmes de gens [...] qui peuvent être victimes de mauvaises habitudes, de délinquance, de fainéantise, du chômage, d'une éducation inadéquate, de faibles compétences professionnelles, de mauvaise santé, d'une faible motivation et d'une image de soi négative 45. »

Ces phrases désignaient implicitement les citadins noirs pauvres. Elles illustrent aussi la manière dont l'indifférence à la race, tout en attaquant directement les intérêts des Afro-Américains, permet de remettre en cause le niveau de vie et les aides sociales de toute la classe ouvrière. La déclaration de Nixon sur la fin de la crise urbaine n'était pas seulement une manière de stigmatiser les citadins noirs pauvres ; c'était aussi le début d'une offensive idéologique contre l'État providence de l'après-guerre. Pour Carl Albert, président démocrate de la Chambre des représentants, le budget draconien de 1973 n'est autre que « le démantèlement et la destruction systématiques de l'héritage formidable des programmes sociaux et des précédents de politiques humanitaires inaugurés par Franklin D. Roosevelt et améliorés et étendus par chaque président démocrate depuis lors<sup>46</sup>. » Carl Albert se livre peut-être à une exagération partisane. En réalité, il faudra attendre les coupes claires de Ronald Reagan pour achever de détruire l'État providence de Johnson. Mais Nixon pose les fondements idéologiques du projet de Reagan en discréditant de façon systématique les bénéficiaires de ces aides sociales.

Pour l'historienne Alice O'Connor, la droite néoconservatrice s'est recomposée dans les années 1970 en s'appuyant sur une « redéfinition totale du problème de la crise urbaine dans l'esprit du rapport controversé de Moynihan de 1965, *The Negro Family : The Case for National Action* ». Les intellectuels conservateurs se regroupent dans des *think tanks* et des revues pour formuler cette redéfinition. Loin de se contenter de ressusciter le discours sur la « culture de la pauvreté », ils exhument des théories biologiques racistes plus anciennes. Un conservateur décrit ainsi les bas quartiers comme « des cloaques humains [...] dans lesquels se sont déversés nos pires problèmes humains et, par une sorte d'action bactérienne, une réaction d'auto-réplication s'est déclenchée qui fait que les choses empirent malgré l'amélioration générale qui a lieu partout ailleurs ». Pour un autre conservateur, les rébellions urbaines ne sont que des « poussées d'animalité et de pillage chez les habitants des taudis <sup>47</sup> ».

## Conclusion

Il est important de comprendre que l'indifférence à la race est bien plus que le déni du racisme. Elle est devenue pour les habitants des États-Unis la grille d'interprétation dominante de la race et du racisme. On répète à l'envi que s'il n'y a pas d'injure raciale, il n'y a pas de discrimination raciale. En fait, quiconque ose évoquer le racisme comme une explication possible, ou comme un élément de contexte, peut être accusé de « jouer la carte de la race » – c'est-à-dire d'invoquer la race pour faire taire la contradiction. L'indifférence à la race sert à cacher ou à brouiller les inégalités et les écarts entre noirs et blancs. Elle a servi à diffuser et à renforcer des discours qui rendent la population noire responsable de sa propre oppression.

C'est une arme décisive dans l'arsenal des dirigeants politiques et de l'élite économique pour diviser ceux qui auraient intérêt à s'unir pour revendiquer auprès de l'État et du capital des conditions de vie décentes. L'indifférence à la race et la politique « post-raciale » s'appuient sur l'idée fausse selon laquelle les États-Unis seraient une société méritocratique où ceux qui réussissent sont ceux qui travaillent dur. L'histoire décrite dans ce chapitre – l'essor du conflit de classe, l'inquiétude des milieux d'affaires et le démarrage de la crise économique dans le capitalisme mondialisé, puis la manière dont ces facteurs convergent pour créer une occasion de démanteler l'État providence de la période précédente – est le contexte dans lequel il faut comprendre l'émergence du concept d'indifférence à la race. Au printemps 1974, moment des coupes budgétaires draconiennes de Nixon, la menace persistante d'explosions urbaines est encore palpable. Puisqu'elle interdit de s'attaquer frontalement aux programmes d'aides sociales des années 1960, le désengagement de l'État dans les zones urbaines est justifié par un langage à peine codé visant les noirs les plus pauvres – et par la soudaine proclamation par Nixon de la fin de la « crise urbaine ». Une fois effacées les races et, avec elles, la responsabilité des problèmes urbains, il n'y a plus aucune manière d'expliquer ces problèmes en dehors des habitants eux-mêmes. S'il s'agit en fin de compte d'un dysfonctionnement culturel, mieux vaut miser sur la transformation personnelle que sur un secteur public étendu. Tout ceci prépare le terrain idéologique de l'offensive massive sur l'aide sociale qui sera menée pendant les années 1980 pendant la « révolution Reagan ».

---

I. Sur l'éclaircie relative de la Reconstruction et son « issue désastreuse », lire ⇒ la note ⇒, p. ⇒ et la note ⇒, p. ⇒. [nde]

II. Il semble que Carter prenne ici ses distances avec le Fair Housing Act de 1968 (lire ⇒ la note ⇒, p. ⇒). [nde]

III. Le *busing*, ou *forced busing*, est le nom donné aux politiques fédérales mises en place dans les années 1970 et 1980 pour rendre effective la loi contre la ségrégation raciale. Elles consistent à installer des dessertes scolaires permettant aux élèves des quartiers noirs de se rendre en bus dans des écoles fréquentées par des blancs. [ndt]

IV. Barry Goldwater, sénateur de l'Arizona, auteur en 1960 d'un livre intitulé *The Conscience of a Conservative* (trad. fr. : *Voici ma politique*, Paris, L'Esprit nouveau, 1964) qui deviendra une source d'inspiration importante pour la « révolution conservatrice » de Reagan, fut candidat malheureux à l'élection présidentielle de 1964 contre Lyndon B. Johnson. Il fit notamment campagne sur la liquidation de l'héritage du New Deal, l'anticommunisme et l'antisindicalisme. [nde]

V. Les « dixiecrates », en référence à l'hymne confédéré *Dixie's Land* et à l'expression *Dixie* qui en est tirée pour désigner le Sud, sont les démocrates ségrégationnistes et conservateurs des États du Sud. On les désigne également par l'expression *Southern Democrats*, et malgré le ralliement massif au parti républicain dont il est question ici, certains d'entre eux, restés au parti démocrate, y incarnent encore aujourd'hui une ligne conservatrice. [nde]

VI. 1968 est l'année de l'offensive du Têt (à partir du 30 janvier), lancée alors que le gouvernement américain assurait que la fin de la

guerre était proche. [nde]

VII. *Niggermation*, mot-valise composé de *nigger* et d'*automation*. [ndt]

VIII. Dans un discours connu sous le titre d'*I've Been on the Mountaintop* (« J'ai gravi la montagne »). [nde]

IX. Cette loi de l'administration Johnson rend illégal le refus de vendre ou de louer un bien à une personne pour des motifs de race, couleur, religion, sexe (ajout de 1974), handicap et situation familiale (ajout de 1988). [ndt]

X. Entre 1980 et aujourd'hui, elle a augmenté de presque 800 %. Il y a 2 220 000 détenus aux États-Unis. [ndt]

### III. Visages noirs aux cimes du pouvoir

L'axe central de l'histoire noire américaine est une tension entre le compromis et la lutte.

MANNING MARABLE, *How Capitalism Underdeveloped Black America*, 1983

Et il se passe quoi dans cette ville ? On voit des nègres haut placés, des visages noirs aux cimes du pouvoir, mais on a toujours les rats et les cafards, les taudis et les détritrus, la police qui nous tabasse, le chômage et les drogués dans les halls d'immeubles qui se font le sac des mamies.

AMIRI BARAKA, *Tales of the Out and Gone*, 1972

Huit mois après que la population noire de Ferguson (Missouri) est descendue dans la rue pour réclamer justice suite au meurtre de Michael Brown, Baltimore s'insurge contre le violent passage à tabac et la mort de Freddie Gray, 25 ans. Cet habitant du quartier le plus pauvre de Baltimore était noir et ne portait pas d'arme – quand les policiers l'ont abordé sans motif, il est parti en courant. Cela n'a rien d'incompréhensible, étant donné les violences physiques que les policiers de Baltimore font subir aux individus, en particulier noirs, dans les commissariats, comme le relate *The Atlantic* :

Parmi les victimes, un garçon de 15 ans qui conduisait une moto-cross, une comptable enceinte de 26 ans qui avait assisté à un passage à tabac, une femme de 50 ans qui vendait des billets pour la tombola de l'église, un diacre de 65 ans qui était en train de rouler une cigarette et une grand-mère de 87 ans qui aidait son petit-fils blessé. Ces cas témoignent d'un bilan humain effroyable. Les agents ont frappé des dizaines d'habitants, occasionnant fractures – mâchoire, nez, bras, jambes, chevilles –, traumatismes crâniens, perte d'usage de certains organes, voire la mort, et ce dans le contexte d'interpellations douteuses. Certains habitants ont été

frappés alors qu'ils étaient menottés ; d'autres ont été projetés sur le trottoir 1.

Bien qu'il s'inscrive dans ce bilan sinistre, le décès de Freddie Gray passe presque inaperçu, jusqu'à ce que des vidéos tournées avec des téléphones commencent à circuler, dans lesquelles on le voit se faire « évacuer » dans un fourgon de police avant de réapparaître bien plus tard avec la moelle épinière presque sectionnée. Son décès intervient près de deux semaines après qu'une vidéo provenant de North Charleston (Caroline du Sud) a montré un homme noir nommé Walter Scott recevant huit coups de feu dans le dos en tentant désespérément d'échapper à un policier blanc. La passivité des élus de Baltimore tranche avec la réactivité de leurs homologues de Caroline du Sud, qui, presque instantanément, ont limogé et inculpé le policier pour meurtre. À Baltimore, les six agents sont placés en « congé administratif rémunéré » et l'enquête traîne en longueur, laissant planer des interrogations. Dès le décès de Freddy Gray, des manifestations quotidiennes demandent l'arrestation des six policiers, tandis que les enquêteurs prônent la patience. Lundi 27 avril, dans les heures qui suivent l'enterrement de Freddy Gray, la patience atteint ses limites quand les policiers chargent des lycéens, qui répliquent ; la rébellion de Baltimore est déclenchée. Selon une enquête fédérale, les émeutes de Baltimore ont causé 9 millions de dollars de dégâts. 144 voitures ont été détruites et 15 bâtiments incendiés 2. On dénombre plus de 200 arrestations, dont 49 enfants qui, pour moitié, ne seront pas poursuivis. Un garçon de 5 ans est « emmené au tribunal enchaîné – les mains et les pieds entravés – avant d'être libéré et rendu à ses parents 3 ».

Les violences policières qui ont tué Freddy Gray sont livrées à la vue du monde entier. Mais Baltimore n'est pas Ferguson. Ni North Charleston. Baltimore a la particularité d'être dirigée par une élite noire : la quasi-totalité de l'appareil politique est contrôlée par des Afro-Américains. Si la maire, Stephanie Rawlings-Blake, et le commissaire de police Anthony Batts ont été les représentants du pouvoir politique les plus visibles pendant la rébellion, le pouvoir noir y est bien plus profondément implanté : huit des quinze conseillers municipaux sont afro-américains, y compris la présidente du conseil. Les administrateurs de l'enseignement public et la totalité des membres de la commission logement de la ville sont noirs. À l'inverse,

Ferguson, peuplée de noirs à 67 %, est presque exclusivement dirigée par des blancs. De même à North Charleston : les Afro-Américains, 47 % de la population, sont gouvernés par un maire et un directeur de la police blancs et un conseil municipal à majorité blanche (huit sur onze membres). On explique souvent la situation de Ferguson par l'absence de pouvoir et de représentation des Afro-Américains, devenue un enjeu central pour nombre de militants locaux et nationaux. Mais la réactivité de l'appareil politique blanc de North Charleston n'a rendu que plus choquante la passivité des dirigeants noirs de Baltimore.

Si les meurtres de Mike Brown et la rébellion de Ferguson rappelaient l'ère de Jim Crow, celui de Freddy Gray et le soulèvement de Baltimore sont emblématiques du rôle de la nouvelle élite politique. Le déroulement de cette rébellion noire dans une ville dirigée par des femmes et des hommes noirs illustre une évolution décisive de la politique noire – et de la vie des Afro-Américains en général. À peine une soixantaine de kilomètres sépare Baltimore de la Maison-Blanche, où résidait le premier président afro-américain de l'histoire du pays. Quarante-six membres de la Chambre des représentants et deux sénateurs sont noirs – aucun Congrès des États-Unis n'a jamais compté autant d'Afro-Américains que ce 114<sup>e</sup> Congrès. Au moment même où les quartiers ouest de Baltimore s'embrasent suite au meurtre de Freddy Gray par la police, Loretta Lynch devient la première femme noire nommée au poste de procureur général, remplaçant le premier homme noir à avoir jamais occupé ce poste. D'un bout à l'autre des États-Unis, des milliers d'élus noirs dirigent des villes et des quartiers. Pourtant, malgré cette accession inédite au pouvoir politique, le sort de la grande majorité des Afro-Américains a très peu évolué. Trois des six agents de police impliqués dans la mort de Freddy Gray sont noirs. C'est aussi un juge afro-américain, Barry G. Williams, qui présidait le procès du policier noir William G. Porter, lequel s'est conclu, huit mois après la mort de Freddy Gray, par une annulation pour absence d'unanimité entre les jurés. Bien que Porter ait confirmé ne pas avoir attaché la ceinture de sécurité de Gray ni appelé une ambulance alors qu'il était évident qu'il était blessé, le jury n'a pas considéré que Porter avait joué un rôle significatif dans sa mort. Malgré l'implication d'un policier, d'un procureur et d'un juge



noirs, la justice n'a pas été rendue dans l'affaire Freddy Gray 4. Ce qui a changé, c'est qu'aujourd'hui, c'est souvent un Afro-Américain ou une Afro-Américaine en position d'autorité qui administre les problèmes des noirs pauvres ou prolétaires. L'apparition de cette classe politique noire n'a pas été sans conséquence : nombre de ces élus utilisent leur piédestal pour diffuser les pires stéréotypes sur la population noire de façon à s'exonérer de leur propre incompétence.

Malgré l'action illégale de la police de Baltimore, la maire, Stephanie Rawlings-Blake, a surtout tancé les émeutiers en les qualifiant de « délinquants » et de « voyous ». Quelques jours plus tard, le Président Obama lui emboîtait le pas en parlant « des voyous et des délinquants qui se sont livrés à un saccage total ». Après qu'on lui eut demandé de clarifier ce qu'entendait le Président par « voyou », son porte-parole, Josh Earnest, a insisté : « Dévaliser un commerce de proximité ou jeter un parpaing sur la police, c'est un comportement de voyou, c'est pourquoi le Président a utilisé ce mot 5. » La virulence de Rawlings-Blake n'a rien de surprenant : un mois avant l'agitation de Baltimore, elle s'insurgeait contre les hommes noirs, soi-disant responsables de l'insécurité en ville : « Trop d'entre nous dans la communauté noire sont devenus complaisants vis-à-vis des crimes des noirs sur les noirs. [...] Alors que nous n'hésitons pas à manifester, à protester et à nous mobiliser face aux manquements de la police, nous détournons le regard quand les nôtres tuent les nôtres 6. » Mais la maire avait « détourné le regard » de la misère crasse du quartier ouest de Baltimore où vivait Freddy Gray, Sandtown, dont les habitants subissent un taux de chômage de 24 % et où le revenu médian est de 25 000 dollars – soit moins de la moitié de ce qu'on observe dans le reste de la ville. N'y avait-il pas un lien à faire entre la délinquance et la pauvreté abyssale de ces quartiers ? Dans un contexte où personne n'a jamais risqué la moindre politique ni le moindre sou pour transformer cet état de choses, on juge suffisant de convoquer une conférence de presse municipale accusant les hommes noirs de délinquance.

Qu'il s'agisse du Président, de la maire de Baltimore ou d'autres, les élus noirs monnaient leur position de « premiers concernés » en tant qu'Afro-Américains pour laisser croire à l'ensemble de l'opinion

qu'ils auraient des compétences particulières pour faire face à l'agitation noire. L'utilité de ces élus réside dans leur capacité, en tant que membres de la communauté, à semoncer les noirs de milieux modestes d'une façon que des politiciens blancs ne pourraient jamais se permettre. Par leur rôle d'intermédiaires entre la population noire et le reste du public, ces élus sont indispensables à la conduite du pays. Ils utilisent souvent à mauvais escient leur autorité d'« experts de la communauté noire » tout en évitant habilement l'accusation de racisme. Ainsi, au printemps 2014, à Chicago, le commissaire afro-américain de Cook County, Richard Boykin, a organisé une conférence de presse afin de pousser à l'adoption d'une loi permettant de considérer les membres des gangs comme des « terroristes intérieurs », les rendant passibles de peines d'emprisonnement allant de vingt ans à la perpétuité. Boykin commente ainsi sa proposition : « Ces groupes d'individus déterminés – noirs pour certains, hispaniques pour d'autres – sont en train de déstabiliser notre communauté, et nous devons en finir avec eux, sans quoi leur violence aura raison de nous<sup>7</sup>. »

Les élus noirs recouvrent leurs actions d'un voile de solidarité raciale fantasmatique, tout en fermant les yeux sur le fait qu'ils ont choisi d'incarner les arbitres du pouvoir sur un terrain politique conçu pour exploiter et opprimer les Afro-Américains et les autres membres des classes populaires. Prenons le cas de Marilyn Mosby, procureure de l'État à Baltimore, qui a décidé d'inculper de meurtre les six agents impliqués dans la mort de Freddy Gray. Mosby s'est attiré les foudres des syndicats de police de la ville et des médias qui l'ont accusée de « jugement prématuré » dans sa condamnation de la police. C'est la pression accumulée par trois jours d'émeutes à Baltimore, la colère croissante des Afro-Américains et l'essor du mouvement Black Lives Matter qui, en braquant les projecteurs sur les méthodes de la police, l'ont poussée à agir. Elle incarne le rôle ambivalent des élus noirs : tout en se montrant peut-être plus sensible à la pression de l'électorat noir, elle a aussi contribué à la mise en place du contexte ayant conduit à la mort de Freddy Gray. Trois semaines avant qu'il ne soit interpellé et tué par la police, Marilyn Mosby avait personnellement demandé aux services de « mener une opération de répression accrue du trafic de stupéfiants » visant précisément l'intersection où Gray a été arrêté<sup>8</sup>. Les agents affectés à ce quartier, avait dit la procureure,

seraient évalués quotidiennement par leurs supérieurs au moyen « de mesures quantifiables ». Comme l'a expliqué l'officier Kenneth Butler : « Ils veulent que la productivité augmente, que ce soit le nombre de véhicules arrêtés, d'interrogatoires de rue<sup>1</sup> ou d'arrestations – c'est ce qu'ils appellent des mesures quantifiables<sup>9</sup>. » Marilyn Mosby n'a certes pas demandé à la police de sectionner la moelle épinière de Gray, mais les pressions visant à réprimer la délinquance à coups de contrôles policiers, d'arrestations et de peines de prison ont des résultats prévisibles.

Ce clivage politique entre Afro-Américains remonte à la fin des années 1960, quand ces derniers sont devenus des prétendants légitimes à la direction des municipalités urbaines et que l'accès au pouvoir électoral s'est imposé comme l'une des principales stratégies politiques du Black Power. Cette stratégie a manifestement porté ses fruits pour certains. Mais l'état de crise permanente auquel est confrontée la population noire, des écoles sous-équipées aux meurtres de la police, en démontre amplement les limites. La prédominance de l'électoratisme noir a aussi mis en lumière la manière dont les différences de classe peuvent produire des stratégies politiques divergentes dans les luttes de libération noire. S'il y a toujours eu des différences de classes chez les Afro-Américains, c'était la première fois qu'elles se traduisaient par le fait qu'une minorité d'entre eux dispose d'un pouvoir et d'une autorité politiques considérables sur la vie de la majorité. Cela soulève des questions épineuses quant au rôle de ces élites dans les luttes de libération actuelles : de quel côté sont-elles ? Ceci est loin d'être une exagération. Quand une maire noire, à la tête d'une ville dont une grande partie de la population est noire, participe à mobiliser un contingent militaire mené par une femme noire pour mater une révolte noire, on peut dire qu'on est entré dans une nouvelle ère des luttes de libération afro-américaines. Ce chapitre est consacré à l'essor de cette classe politique et à ses conséquences pour les pauvres et les prolétaires noirs.

## **Esprit de classe**

L'intégration des revendications noires à la politique institutionnelle

s'est accompagnée d'une politique volontariste visant à créer une petite bourgeoisie noire, réduite mais stable. Cela s'est fait en partie par le recrutement de fonctionnaires. Si les programmes de Johnson – « War on Poverty » et « Great Society » – n'étaient pas axés sur la création d'emplois, les dépenses fédérales d'aide sociale passent néanmoins de 75 à 185 milliards de dollars de 1965 à 1972<sup>10</sup>. Ces dépenses s'accompagnent de politiques de recrutement fondées sur la discrimination positive qui ouvrent de très nombreuses perspectives d'emplois aux travailleuses et travailleurs noirs. En 1970, 50 % des diplômés d'université noirs et plus de 60 % des diplômées noires travaillent dans le secteur public, contre 35 % des hommes blancs et 55 % des femmes blanches ; les fonctionnaires ne représentent que 18 % de la population active, mais 26 % des Afro-Américains actifs sont fonctionnaires<sup>11</sup>. « Aucune institution, analyse l'historien Thomas Sugrue, n'a fait plus que l'État fédéral pour briser l'étau de la pauvreté et favoriser l'apparition d'une classe moyenne noire<sup>12</sup>. »

En 1974, 64 % de tous les employés fédéraux étaient issus de minorités<sup>13</sup>. Cette évolution de l'emploi dans la population noire coïncide avec un phénomène plus général d'augmentation des revenus et de différenciation de classes interne à la communauté. De 1969 à 1974, le revenu des 5 % des foyers non blancs les plus riches passe de 17 000 à 24 000 dollars annuels. En 1977, 21 % des foyers noirs perçoivent entre 15 000 et 24 000 dollars, et 9 % touchent plus de 25 000 dollars<sup>14</sup>. Pendant la décennie 1970, les noirs cadres et de professions intellectuelles bénéficient d'un taux de chômage à un chiffre, contre un taux à deux chiffres pour les ouvriers de l'industrie blancs ou noirs<sup>15</sup>.

Si ce segment assez restreint d'Afro-Américains reste en butte aux discriminations dans ses rapports avec les blancs, d'autres aspects de son vécu le distinguent de plus en plus de la majorité des Afro-Américains. Le taux de chômage moyen des noirs des professions supérieures et techniques est deux fois moins élevé que celui de la main-d'œuvre noire en général. Le taux de chômage des cadres salariés noirs est encore plus bas. Le nombre de banques détenues par des propriétaires noirs double également pendant cette période, passant à vingt-quatre<sup>16</sup>. Seul un petit nombre d'Afro-Américains

travaillent dans les banques, le commerce, le droit, l'éducation et la médecine, mais « ils se distinguent de la grande majorité des personnes noires prolétaires ou pauvres par leur proximité relative avec les blancs en matière de revenus, de formation et de mobilité professionnelle ; leur modération politique et leur conformité sociale ; et leur défense de l'économie capitaliste et des possibilités de carrière dans les grandes firmes 17 ». En quarante ans, la part de foyers noirs touchant plus de 75 000 dollars de revenus annuels est passée de 3,4 à 15,7 %. De 1970 à 2006, la part des foyers noirs percevant plus de 100 000 dollars annuels passe de 1 à 9 % 18. Six millions d'Afro-Américains sont devenus suffisamment riches pour « vivre dans des maisons spacieuses, acheter des produits de luxe, partir à l'étranger pour les vacances, gâter leurs enfants – en d'autres termes, pour vivre exactement comme les bourgeois blancs 19 ».

Mais ce qui compte n'est pas la taille de ce groupe, mais son existence, qui légitime le capitalisme états-unien. Au plan politique, il donne à la classe politique noire émergente une base sociale avec laquelle collaborer sur la base de valeurs et d'objectifs communs. Le vécu de cette couche relativement restreinte d'Afro-Américains n'est en rien représentatif de celui de la majorité de la population noire, mais il sert à montrer qu'en travaillant dur, elle aussi peut surmonter les défis institutionnels. Le succès relatif de certains Afro-Américains permet également de reprocher à tous les noirs laissés pour compte de ne pas avoir su profiter de la profusion d'« opportunités » offertes par les États-Unis. Plus le temps passe, plus le radicalisme noir décline. Les *success-stories* individuelles commencent à remplacer la mythologie des luttes collectives.

Des rangs de la petite bourgeoisie noire émergente sortent des centaines, puis des milliers d'élus noirs qui commencent à officier pour le compte et en représentants des communautés dont ils sont issus. Aujourd'hui, l'élite et la classe politique noires ont pris une importance qui dépasse les simples aspirations à une intégration au capitalisme états-unien ; elles détiennent un véritable pouvoir, une véritable autorité politiques qui les distinguent de la majorité de la population noire. Depuis la Maison-Blanche, les halls du Congrès ou les mairies, elles peuvent concevoir des politiques publiques et

alimenter des débats qui ont des répercussions considérables sur la vie de la population noire. Elles détiennent plus d'autorité politique, sociale et (potentiellement) économique que la moyenne des gens. Si leur position reste fragile et moins assise que le pouvoir politique blanc, on peut difficilement les décrire comme désarmées ou impuissantes.

## **Le « tournant pragmatique » du mouvement noir**

À la fin des années 1960, les appels au « contrôle par la communauté » des villes à population noire se font de plus en plus audibles. Rien d'étonnant à cela. La migration des noirs à la génération précédente a fait venir des millions d'Afro-Américains dans les villes, ce qui contribue au moins à hisser leurs préoccupations sur la scène publique, même si cela reste généralement sans effet. Elle modifie également la démographie urbaine, l'arrivée des habitants noirs provoquant le départ des blancs vers les banlieues. L'administration politique blanche de villes de plus en plus peuplées de noirs exacerbe les tensions autour du chômage et de la pauvreté, du sous-financement des écoles et du mal-logement dans les quartiers noirs, entre nombre d'autres difficultés ; des rébellions éclatent. Dans des villes comme Chicago, où un tiers des habitants sont noirs, les réseaux de clientèle intègrent certains Afro-Américains à la sphère politique, mais ils restent privés de véritables leviers politiques ou économiques sur l'infrastructure de la ville. Les dégâts et l'instabilité provoqués par les révoltes confortent la classe dirigeante dans l'idée qu'elle pourra calmer la fronde en favorisant la représentation et l'accession à la propriété des Afro-Américains. Vu le conservatisme de nombreux élus noirs aujourd'hui, on comprend difficilement que ce tournant électoraliste ait pu être considéré comme radical ou même pertinent par le mouvement noir. Mais à la fin des années 1960, la possibilité d'un développement politique et économique des noirs représente une alternative positive après des années d'abandon et de désengagement. La direction par des maires noirs de villes à forte population noire est même qualifiée de « révolution politique la plus prodigieuse depuis la fin de l'esclavage »<sup>20</sup>.

Faute d'idée claire sur l'orientation du mouvement noir, le tournant vers l'électoratisme et le « contrôle par la communauté » apparaît comme une alternative logique et pragmatique. De plus, du fait de la persécution de la gauche par l'État fédéral au moyen du programme de contre-espionnage COINTELPRO<sup>II</sup>, le radicalisme de gauche est devenu une orientation périlleuse. Les assassinats de Malcolm X et Martin Luther King, survenus dans un climat de surveillance et de harcèlement intenses, visent à paralyser la contestation. « À ce stade, je ne crois pas qu'il y ait un avenir. Pas du tout. Ils tuent les gens, c'est tout<sup>21</sup> », témoigne une femme dans le documentaire *The Black Power Mixtape : 1967-1975*. Bobby Seale, ancien dirigeant du Black Panther Party, lui fait écho dans une interview au magazine *Ebony* intitulée « Virage vers le centre » et consacrée à sa candidature à la mairie d'Oakland, en 1973. Au cours de l'existence relativement courte des Panthères, rappelle-t-il, 50 militants ont été tués, 200 blessés et 300 arrêtés ; l'organisation devait changer de stratégie<sup>22</sup>. Ce changement de cap passe par une relation plus collaborative avec la classe moyenne noire, permettant d'utiliser ses compétences pour combler le vide laissé par le manque d'investissements publics et privés. « Nous devons créer un cadre dans lequel la classe moyenne noire pourra travailler », dit Seale. L'acharnement contre les Panthères et contre la gauche noire en général isole et épuise les militants. Mais pour faire alliance avec la classe moyenne noire et gagner de nouveaux alliés, il convient d'édulcorer les mots d'ordre. Seale justifie ce tournant en le présentant comme une possibilité pour les Panthères d'étendre leurs forces et d'offrir des services publics que l'État existant<sup>III</sup> ne peut ou ne veut pas fournir.

Ce « tournant pragmatique », qui implique, pour certaines franges de la gauche noire, une mise à distance de la révolution, permet aux organisations des droits civiques et aux militants noirs radicaux de trouver un terrain d'entente. Carmichael et Hamilton décrivent le gouvernement noir à venir : « Le pouvoir doit appartenir à la communauté, et émaner d'elle. [...] Les politiciens noirs doivent arrêter de servir de relais aux quartiers d'affaires, quitte à perdre leurs appuis et leurs vacances payées<sup>23</sup>. » Les militants modérés noirs ont beau ne pas être convaincus par cette insistance sur le contrôle ou le

pouvoir noir, en comparaison de l'imprévisibilité des révoltes urbaines, l'institutionnalisation du Black Power représente une alternative favorable. Dans un essai intitulé *From Protest to Politics*, le militant des droits civiques Bayard Rustin préconise la chose suivante :

S'il est une chose positive dans l'extension du ghetto, c'est la base de pouvoir politique potentiel qu'il crée ; et comprendre ce potentiel est l'une des tâches les plus importantes et les plus urgentes du mouvement des droits civiques. Si le mouvement peut réussir à arracher les voix du ghetto aux appareils politiques, il aura mobilisé un électorat comparable à ceux dont disposent aujourd'hui les organisations dominantes de notre société 24.

Dans un essai important, *The City Is the Black Man's Land*, les révolutionnaires noirs Grace Lee Boggs et James Boggs comparent la lutte pour le contrôle des villes états-uniennes à « une guerre civile entre le pouvoir noir et le pouvoir blanc, dont la principale bataille, en août dernier, a opposé en Californie du Sud la population noire de Watts à 18 000 soldats » : « À travers les amendes, les taxes, etc., ce sont principalement les noirs qui financent les salaires des policiers, juges, maires, conseillers municipaux et de tous les employés des villes. Pourtant les noirs ne sont presque jamais représentés dans les instances qui les gèrent. *Ces représentants sont payés par nous. C'est nous qui devrions les diriger* 25. » Même Martin Luther King suggère que le flot de la révolte pourra être endigué par « le renforcement de la participation politique des [...] noirs ». Il a également vu avant l'heure le tournant électoraliste du mouvement : « L'élection de maires [...] a montré [aux noirs] qu'ils peuvent contribuer à façonner leur propre destinée – et celle de la société. Dans les dix ans à venir, nous verrons d'autres maires noirs à la tête des grandes villes 26. »

Promouvoir la participation politique des noirs au niveau local est un mot d'ordre du mouvement, mais il est approuvé par l'ensemble de la classe politique. L'État fédéral et le personnel politique sont unanimes sur le fait que le contrôle accru des noirs sur l'espace urbain permettra de prévenir les révoltes. L'intégration des entreprises noires à la Small Business Administration <sup>IV</sup>, le développement du capitalisme noir et le soutien des deux partis à l'accès à la propriété des ménages noirs des centres-villes déshérités doivent permettre aux Afro-Américains d'avoir « leur part du gâteau », comme dit Nixon. « Ce que la plupart des militants demandent, déclare-t-il en 1968, ce n'est pas



la séparation, mais l'intégration – non pas en tant que quémandeurs, mais en tant que propriétaires, entrepreneurs – ils veulent leur part de richesse et leur part du gâteau 27. » Les programmes de l'État fédéral doivent permettre de « rendre les noirs propriétaires, car de cela découle le reste – la fierté noire, les emplois noirs, la possibilité pour les noirs de réussir et, oui, le pouvoir noir 28 ».

## **« Du calme pour Carl »**

En 1967, à Cleveland (Ohio), Carl Stokes est le premier homme noir élu à la tête d'une grande ville des États-Unis. Son élection préfigure nombre des dynamiques qui caractériseront les mandats municipaux noirs des années 1970 et 1980. Stokes était un professionnel de la politique qui avait été membre de l'assemblée de l'État de l'Ohio pendant deux mandats. Il s'était déjà présenté aux municipales en 1965 en tant que candidat indépendant et avait perdu les élections en partie du fait d'un sabotage orchestré par l'appareil du parti démocrate. Peu après sa défaite, en 1966, le quartier de Hough s'enflamme en réponse au cocktail habituel de violences policières, de pauvreté et d'habitat insalubre. Carl Stokes saisit cette occasion pour lancer sa nouvelle campagne l'année suivante<sup>v</sup>, et devient soudain le favori de divers intérêts politiques. Du fait de sa profonde inimitié avec l'appareil du parti démocrate de Cleveland, il projette dans un premier temps de se présenter en tant que candidat indépendant, mais Lyndon Johnson et la convention nationale démocrate interviennent directement pour lui assurer que, s'il concourt pour le parti démocrate, l'appareil national mettra ses moyens à sa disposition. La campagne de Carl Stokes devient le centre de l'attention des leaders historiques du mouvement des droits civiques, préoccupés par l'orientation politique de leurs organisations après la fin de la discrimination légale au Sud et les soulèvements urbains au Nord. Même King est convaincu par le potentiel de cette nouvelle candidature. En 1966, à Chicago, avec la Southern Christian Leadership Conference (SCLC), il vient de mettre fin à une campagne éprouvante contre les discriminations en matière de logement qui s'est soldée par un échec. Pour les représentants du parti démocrate, les municipales de Cleveland constituent une alternative aux révoltes

urbaines. Les organisations des droits civiques et leurs partisans concentrent leurs efforts sur cette campagne, qui est également perçue comme subversive du fait de l'opposition du parti démocrate local, dont plusieurs cadres afro-américains accusent Carl Stokes de « détruire l'unité noire »<sup>29</sup>. Le parti de Cleveland dénonce aussi le risque d'un « gouvernement noir » : si Stokes l'emporte, Martin Luther King tiendra bientôt la mairie. Stokes craint lui aussi que la présence de King à Cleveland n'effraie les électeurs blancs ; il lui demande de partir. King refuse, tout en s'engageant à ne mener aucune action directe qui pourrait déplaire aux électeurs blancs.

Mais à la grande inquiétude de Carl Stokes, la NAACP, le CORE, le SNCC, le SCLC, l'Urban League et le National Council of Negro Women débarquent à Cleveland pour inciter les habitants noirs à s'inscrire par milliers sur les listes électorales en prévision des élections municipales. La Fondation Ford verse à la section locale du CORE la somme étonnante de 175 000 dollars (l'équivalent de 1,2 million de dollars de 2015) pour soutenir l'initiative d'inscription des électeurs<sup>30</sup>. À Cleveland, les organisations des droits civiques lancent le slogan « Du calme pour Carl » (*Keep it cool for Carl*) pour cadrer la campagne et éviter les confrontations entre les militants et l'électorat. À cette fin, la liste de soutiens de Carl Stokes s'allonge d'industriels et de capitalistes locaux qui, inquiets à l'idée que le maire sortant, Ralph Locher, ne perde le contrôle de la ville, versent 40 000 dollars aux organisations nationalistes noires de Cleveland pour maintenir le calme pendant les élections. En 1967, Stokes a réuni la somme mirobolante de 250 000 dollars.

Bien qu'attaché à son « héritage noir », Carl Stokes se veut le candidat de *tout* Cleveland, sans considération de race. Dans un discours de campagne emblématique, il s'engage à représenter « toute la population sans préférence ni favoritisme injuste [...]. Riches et pauvres, blancs et noirs, banquiers et serveurs peuvent tous prétendre aux meilleurs services possibles<sup>31</sup>. » Carl Stokes promet tout à tout le monde. Il promet des services et de meilleures conditions de vie dans les quartiers noirs. Il promet aux blancs qu'en tant que noir, il pourra y faire régner le calme et ne tolérera « aucune violence de rue<sup>32</sup> ». Il promet aux milieux d'affaires un environnement propice à

l'investissement. Carl Stokes détrône Ralph Locher à la primaire démocrate, puis remporte les élections contre le républicain Seth Taft avec plus de 18 000 voix d'avance – et 15 % de l'électorat blanc <sup>33</sup>.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1968, Carl Stokes devient donc maire de la huitième plus grande ville des États-Unis. Sa victoire, célébrée par toute l'Amérique noire, intervient quelques mois seulement après l'élection de Richard Hatcher à la mairie de Gary (Indiana). Ces deux conquêtes semblent préfigurer un tournant pour la politique noire. Pourtant, à Cleveland, les premières décisions de Stokes posent plus de questions que sa victoire n'en a réglées. Il s'empresse de nommer Michael Blackwell à la tête de la police municipale. Le soulèvement de 1966 ayant été en grande partie motivé par les violences policières, nommer ainsi un vétéran blanc (quarante-trois ans de carrière dans la police) est un choix étonnant. Stokes donne aussi aux entreprises un rôle disproportionné dans ses projets de revitalisation de l'économie locale, faisant entrer plusieurs patrons ayant soutenu sa candidature dans son comité de pilotage pour la rénovation urbaine. « Ce sont les entreprises et les industries qui ont construit ces villes, déclare-t-il ; il faudra pour les reconstruire autant d'investissements et de savoir-faire qu'il en a fallu au tout début <sup>34</sup>. » Dans cette veine, il soutient un partenariat public-privé d'un montant de quatre millions de dollars intitulé « Cleveland Now ». Comme nombre de projets de revitalisation de la période, il est porté par les milieux d'affaires et présenté au public comme un moyen de revitaliser l'économie locale. Mais la véritable utilité de Carl Stokes pour les milieux d'affaires se confirme en juillet 1968, quand une émeute éclate après un nouvel épisode de violences policières. Une fusillade opposant la police à un groupe local de nationalistes noirs, New Lybia, déclenche cinq jours de rébellion au cours desquels trois policiers sont tués. Stokes promet de mater les émeutes et s'assure le soutien des blancs : s'il limoge Blackwell, c'est pour le remplacer immédiatement par un nouveau chef de la police, au même profil de vétéran blanc, qui s'engage à restaurer l'ordre. Le maire dépense également des dizaines de milliers de dollars pour renouveler l'armurerie de la police. À l'approche des élections suivantes, il joue sur la peur de la délinquance dans les quartiers noirs pour récolter du soutien, comme en témoigne son carnet de campagne : « La peur est l'arme qui fera réellement monter la

Le passage du « protestataire au politique » est alors perçu comme un signe de la maturité du mouvement noir. « Tout à la fois protestataire et politique, écrit l'historien Peniel Joseph, Gary illustre une prise de conscience de ce que la révolution, loin d'être le sprint de cent mètres que certains prédisaient à la fin des années 1960, était en fait un marathon nécessitant une communauté de coureurs de fond<sup>36</sup>. » Joseph fait ici référence à un rassemblement de militants noirs qui s'est tenu à Gary (Indiana) en 1972, où la réunion de révolutionnaires et d'élus noirs a provoqué tous les problèmes inhérents à ce type de rencontre. J'analyse plus loin la convention de Gary<sup>vi</sup>, mais Joseph souligne qu'elle marque une transition importante du mouvement politique noir. Le virage vers la politique institutionnelle suscite nombre de questions, mais signale aussi l'essor d'un « pragmatisme » et d'un « réalisme » stérilisants en lieu et place des aspirations à changer le monde. Cependant, le capitalisme noir et ses rejets électoraux se heurtent aussi à de nombreuses critiques, comme celle de Huey P. Newton :

Le capitalisme noir est une blague. On présente le capitalisme noir comme un grand pas vers la libération noire. Pas du tout. C'est un gigantesque pas en arrière par rapport à la libération. Aucun capitaliste noir ne peut éviter de jouer le jeu de l'homme blanc. Pire encore, le capitaliste noir s' imagine agir selon ses propres termes, mais il n'en est rien. Il reste soumis aux caprices du capitaliste blanc. Les règles et les limites du capitalisme noir sont fixées par la structure de pouvoir blanche<sup>37</sup>.

Dans un contexte de baisse des revenus fiscaux et des budgets fédéraux, et d'hostilité montante à la protection sociale en tant que droit inaliénable des pauvres, prendre la municipalité ou la mairie de quartier ne peut suffire à résoudre les problèmes grandissants du logement, de l'emploi, de l'enseignement public et de la santé. Les élus passent leurs journées à jongler avec les contraintes budgétaires et les mille détails de la gestion municipale, ce qui ne laisse guère de place à la perspective plus générale d'un changement social radical. Dans un essai de 1967, Martin Luther King reconnaît que les élections ne peuvent être à elles seules « la réponse » : « Les maires sont des figures relativement impuissantes dans le schéma de la politique nationale. Même un maire blanc [...] n'a tout simplement pas l'argent et les

## Le Congrès, un terrain de luttes ?

Dès le début des années 1970, le tournant électoraliste ne fait plus débat et est déjà amorcé dans toutes les composantes du mouvement. Que ce soit chez les libéraux du parti démocrate ou les radicaux du Black Panther Party, les candidatures aux élections font désormais partie de l'arsenal politique. Certains tentent sérieusement de construire des organisations indépendantes du parti démocrate mais, comme à Cleveland, les appareils locaux usent de leur influence pour écraser les initiatives échappant à leur mainmise. Au niveau national, cependant, les démocrates reconnaissent la réalité : puisque les blancs désertent les centres-villes et que les noirs y deviennent prédominants, il est impossible de les dédaigner. De plus, face aux émeutes qui perdurent, l'idée d'un appareil politique noir capable d'apaiser les tensions et de gérer plus efficacement les problèmes budgétaires rend séduisante la perspective de l'électoralisme noir. Son essor ne se limite pas aux appareils locaux ou au « contrôle par la communauté » ; on commence à voir des candidats noirs aux élections nationales.

À l'échelle nationale, la manifestation la plus claire du tournant électoraliste est la création en 1970 du Congressional Black Caucus <sup>vii</sup> (CBC). Formé de treize membres, ce comité noir du Congrès se donne pour mission de fédérer et de représenter les préoccupations législatives des citoyens noirs et issus des minorités. Surfant sur la vague de l'électoralisme noir dans leurs districts, ils prétendent rejoindre le Congrès avec une vision claire de leur électorat et de leurs objectifs en tant qu'élus noirs. John Conyers, représentant démocrate de Détroit, écrit, dans un essai où il distingue le travail électoral de la révolution : « Ce qui caractérise par-dessus tout la grande majorité de ces nouveaux représentants noirs, prétend-il, est leur loyauté envers ceux qui les ont élus et non, comme par le passé, envers les politiciens blancs qui ont toujours tiré les ficelles, qu'ils soient du Sud ou du Nord<sup>39</sup>. » John Conyers analyse ensuite la continuité entre la révolution noire et le tournant électoraliste :

Je parle de politique depuis notre point de vue – notre point de vue de noirs. Notre

compréhension du caractère oppressif de cette société qui voudrait oublier et gommer certaines « erreurs » de son histoire devrait donner aux noirs une force unique pour transformer l'Amérique. En pénétrant dans l'arène politique, les noirs pourraient insuffler à l'Amérique « l'âme » qu'elle a perdue ou qu'elle n'a jamais eue. Nous ne nous satisferons plus de rester sur la touche et de pester contre les puissances qui disposent de nos vies. Nous proposons au contraire d'entrer dans l'arène politique pour arracher notre part du pouvoir décisionnel. [...] Pour certains, les noirs américains ont le choix entre désertier cet État « irrécupérable » et renverser le système entier. Pour moi, le choix se situe entre l'engagement politique et l'apathie politique. L'Amérique est le champ de bataille de l'homme noir. C'est le lieu où se décidera si oui ou non nous pouvons faire de l'Amérique ce qu'elle prétend être. Pour moi, en tous cas, le choix est clair 40.

Un chroniqueur énumère les avantages qui s'offriraient aux élus noirs au Congrès : « Avec 42 000 dollars de salaire annuel, plus de 170 000 dollars pour leur équipe et leur équipement, la possibilité de commanditer autant d'auditions qu'ils le veulent, d'utiliser la bibliothèque du Congrès pour leurs recherches et de se faire entendre dans un journal aussi lu que le *Congressional Record*, les membres du Congrès disposeraient de ressources que n'ont jamais eues les noirs 41. »

La cohésion qui caractérise le CBC à ses débuts donne presque l'impression qu'il agit pour le compte de toute l'Amérique noire. De fait, ses membres sont de loin les plus à gauche du Congrès dans leur opposition à la guerre du Vietnam et aux projets de Nixon de démanteler les programmes sociaux de Johnson. Cette image est encore renforcée quand Nixon refuse de recevoir le comité, qui menace en retour de boycotter son discours sur l'état de l'Union de 1971. Pour éviter un affront embarrassant, les assistants de Nixon tendent des perches au CBC, mais ses membres maintiennent le boycott. Quand Nixon les reçoit enfin, plusieurs mois plus tard, il répète que son administration fait et continuera à faire tout son possible pour que la communication reste ouverte.

L'offensive contre l'État providence maintient les membres du CBC dans l'opposition, confirmant l'impression qu'il s'agit d'une force politique importante, voire radicale. Mais les parlementaires noirs considèrent eux-mêmes que leurs manœuvres à l'intérieur du système sont plus décisives, plus pertinentes et plus combatives que les mouvements des années 1960. Lors d'une soirée de soutien au CBC en

1971, l'acteur et militant Ossie Davis félicite l'organisation d'avoir préféré l'action à la rhétorique : « Ce n'est pas l'homme, c'est le programme. Ils n'ont pas la hargne, ils ont un plan<sup>42</sup>. » Ces déclarations rabaissent le militantisme des années 1960 à des « discours hargneux » qui n'ont pas changé grand-chose dans les villes : l'efficacité est devenue le nouvel étalon de la clairvoyance politique. Pourtant, en matière d'efficacité, le bilan du CBC est plutôt mince. Il semble surtout accumuler auditions et rapports pour quantifier l'oppression noire. Mais au début des années 1970, le sort réservé aux noirs est déjà de notoriété publique, puisque bien d'autres organisations ont passé des années à mener des enquêtes de ce genre. Étant données les limites du CBC, la gauche noire a donc encore tout à faire.

En 1972, 8 000 délégués convergent à Gary, ville de l'Indiana et fief de Richard Hatcher, l'un des premiers maires noirs de l'époque. La National Black Political Convention rassemble toutes les tendances du mouvement noir : radicaux et révolutionnaires et plus de 2 000 élus. Charles Diggs, représentant de l'État du Michigan à la Chambre et membre du CBC, en est l'un des organisateurs, ce qui témoigne des liens entre la gauche et les élus afro-américains. Les débats qui ont lieu pendant cette rencontre sont emblématiques des tensions entre les diverses composantes du mouvement de libération noire et des difficultés à lui donner une orientation :

Une convention politique noire, comme toute politique noire authentique, doit partir de ce fait : le système américain n'est pas fait pour la grande masse de la population, et il ne peut fonctionner sans transformation radicale. [...] Les difficultés profondes des noirs et le désastre qu'est l'Amérique ne sont pas seulement causés par les hommes, pas plus qu'elles ne peuvent être résolues par eux seuls. Ces crises sont le fait d'un système économique et politique vicié à la base et d'une dégradation culturelle. Aucun candidat démocrate ou républicain – en dépit des vagues promesses qu'ils nous adressent, comme à leurs électeurs blancs – ne saurait résoudre nos problèmes ou les problèmes de ce pays sans une transformation radicale de ce système<sup>43</sup>.

Mais le ton de cette déclaration est loin de refléter les clivages qui sont en train de se creuser. L'implantation grandissante de politiciens noirs dans les institutions dirigeantes pose un dilemme. De fait, alors même que l'un des organisateurs de l'événement est membre du CBC,

ce dernier refuse de soutenir l'événement ou toute déclaration rédigée lors de la convention. Les membres du CBC présents sont venus à titre strictement individuel. La convention de Gary finit par s'enliser dans des contradictions qu'il est impossible d'ignorer au nom de la solidarité raciale. Dénoncer le capitalisme et appeler au renversement du système tout en soutenant des candidats du parti démocrate est pour le moins malaisé. D'autre part, plus les membres du CBC s'acclimatent aux conditions de vie des parlementaires – commissions, levées de fonds, et le simple fait d'évoluer dans l'univers de compromis et de négociation qui caractérise le processus législatif –, moins ils se sentent portés par la « politique communautaire » et un agenda organisé autour de la question raciale.

À mesure que l'insurrection noire décline, la pression qui s'exerce sur les élus noirs se relâche. Le reflux du mouvement signale aussi aux Afro-Américains modestes ou pauvres qu'ils vont devoir se contenter du soutien que peuvent leur offrir les élus noirs, parce que personne d'autre ne leur viendra en aide. Petit à petit, ces deux constats renforcent le conservatisme, à mesure que le centre de gravité de la politique noire se déplace vers la droite – comme celui de l'ensemble de la classe politique états-unienne. Le parti démocrate s'était ouvert aux noirs, aux femmes et aux jeunes de peur que ces électorats ne désertent le champ de la politique institutionnelle et ne privent le parti de ses appuis. En quête de ressources, de soutien et peut-être de légitimité face à l'avenir incertain du mouvement noir, les militants intègrent le parti en croyant pouvoir l'utiliser à leurs propres fins. Mais loin de le détourner à leur profit, nombre d'entre eux sont contraints de se conformer à ses objectifs<sup>44</sup>. Dans certains cas, radicaux et révolutionnaires, non contents de s'aligner sur les positions étroites et conservatrices du parti démocrate, embrasseront le libéralisme et passeront à droite.

## **Protestataires en péril**

En vingt ans, nombre de villes des États-Unis, autrefois gérées par des appareils politiques blancs, sont passées aux mains de la classe politique noire. Bien sûr, ce n'est pas une période favorable pour se



retrouver à la tête des mairies du pays. Avec le départ de millions de ménages et d'entreprises, les recettes fiscales s'assèchent. Si le processus de désindustrialisation a commencé dans les années 1950, le terme s'impose dans les années 1970, « quand une vague de fermetures d'usines bouleverse radicalement le paysage de l'emploi <sup>45</sup> ». Selon un observateur, entre 1966 et 1973, les grands groupes délocalisent plus d'un million d'emplois états-uniens à l'étranger :

Un nombre d'emplois encore supérieur est délocalisé du Nord-Est et du Midwest au Sud, où les syndicats sont rares et les salaires inférieurs. À elle seule, la ville de New York perd 600 000 emplois industriels au cours des années 1960. [...] Les ouvrières et ouvriers licenciés dans les décennies 1960 et 1970 sont en très grande majorité noirs. Selon la commission pour les droits civiques, entre 1973 et 1974, deux années de récession, 60 à 70 % des salariés licenciés sont des Afro-Américains, même dans des municipalités où ils ne constituent que 10 à 12 % de la population active. Dans cinq villes de la région des Grands Lacs, la majorité des salariés noirs de l'industrie perd son emploi entre 1979 et 1984. L'ancienneté est l'un des principaux critères : les ouvriers blancs, qui occupent leurs postes depuis plus longtemps, ont plus de chances d'échapper aux plans de licenciements <sup>46</sup>.

Dans les années 1980, Ronald Reagan met en pratique son hostilité fanatique à la protection sociale et orchestre avec les républicains la mise en pièces d'un État providence déjà bien entamé. Les coupes dans les dépenses sociales comportent notamment :

La réduction de 17 % de l'assurance chômage (en pleine récession) ;

La réduction de 13 % du nombre de bénéficiaires des bons alimentaires, excluant un million de bénéficiaires ;

La baisse de 14 % de l'assistance aux foyers de personnes sans-emploi avec enfants, excluant 410 000 bénéficiaires et réduisant les allocations de 259 000 foyers ;

L'augmentation des franchises de la sécurité sociale ; la baisse du budget de Medicaid <sup>viii</sup> de 3 % et le durcissement des conditions d'éligibilité ;

La suppression de 300 000 postes financés par un programme d'emploi fédéral – affectant en très grande majorité

des employés noirs ;

L'augmentation de 5 % des loyers des logements sociaux dépendant de l'État fédéral.

Les coupes les plus draconiennes concernent les enfants. En 1982, les subventions fédérales aux cantines scolaires publiques sont amputées de 560 millions de dollars, ce qui exclut 590 000 enfants du dispositif. De plus, bien que Reagan ne puisse se permettre de les affamer purement et simplement, il s'arrange pour vider leurs assiettes au maximum en autorisant la réduction des portions, l'usage de succédané de viande et – fait tristement connu – la classification du ketchup comme « légume », tout en augmentant le prix des repas de 20 cents 47.

L'impact sur les Afro-Américains est brutal. Pendant la première année de présidence de Reagan, les revenus des foyers noirs chutent de 5 %. La part des foyers vivant sous le seuil de pauvreté passe de 32 à 34 %, et le nombre total de familles pauvres augmente de plus de 2 millions. En 1983, le taux de chômage chez les Afro-Américains atteint 21 % 48. Si l'offensive sur les pauvres et les prolétaires de toutes races et origines ethniques se poursuit sans interruption pendant toute la décennie, elle atteint un point culminant avec le licenciement sommaire de 11 000 contrôleurs aériens qui ont fait grève pour leurs salaires et leurs conditions de travail. Reagan exige également le versement par le syndicat d'une amende d'un million de dollars et le bannissement à vie des grévistes de tout le secteur aérien. Il s'est écoulé à peine une décennie depuis la grève des services postaux, mais l'issue dramatiquement différente de celle des contrôleurs aériens montre que la nation est entrée dans une ère nouvelle.

Voilà donc le contexte dans lequel va se dérouler le drame des politiques urbaines noires dans les années 1980. Des Afro-Américains se voient confier les clés de certaines des villes les plus importantes du pays – Los Angeles, Détroit, Atlanta, Chicago, Philadelphie et New York, pour n'en citer que quelques-unes –, mais ils ne disposent que de maigres ressources financières pour gérer ces villes, de plus en plus peuplées d'habitantes et d'habitants noirs pauvres et au chômage.

C'est aussi une période de polarisation politique intense, dans l'ensemble du pays comme chez les élites noires. Un mois après l'élection de Ronald Reagan en 1980, 125 universitaires et hommes d'affaires afro-américains se réunissent à San Francisco pour débattre du « conservatisme noir ». Organisée par l'économiste Thomas Sowell, la conférence est sponsorisée par l'Institute for Contemporary Studies<sup>x</sup> et fait intervenir de grands esprits conservateurs tels qu'Edwin Meese et Milton Friedman. L'historien Manning Marable décrira une rencontre qui a « poussé à leur paroxysme [...] les divisions de l'élite noire sur les grandes questions politiques, économiques et éducatives<sup>49</sup> ». La victoire de Reagan permet aux conservateurs noirs d'avoir les coudées franches. Charles Hamilton, coauteur en 1968 de *Black Power* avec Stokely Carmichael, incite désormais les politiciens noirs à « déracialiser » leur discours pour éviter d'effaroucher les électeurs blancs<sup>50</sup>. La désintégration politique des libéraux noirs prend parfois des formes spectaculaires. Anciens compagnons de Martin Luther King, Ralph David Abernathy et Hosea Williams soutiennent la candidature de Reagan en 1980 et, plus incroyable encore, proposent que l'homme fort républicain et ségrégationniste Strom Thurmond « joue le rôle de porte-parole des minorités auprès du gouvernement<sup>51</sup> ». Les démocrates noirs, sentant eux aussi le vent tourner, tentent de redéfinir leurs mots d'ordre. Lors d'une rencontre du CBC en 1981, un cadre du NAACP décrit le nouveau défi des dirigeants noirs : « recruter des cadres chez les professions supérieures noires ». « Nous devons aller chercher nos militants professionnels dans la petite bourgeoisie noire aisée pour trouver des gens qui ont reçu une formation, fait des études et sont bien intégrés à la sphère économique<sup>52</sup>. » Même Jesse Jackson encourage les hommes d'affaires noirs à « passer des *civil rights* aux *Silver Rights*, de l'assistanat au commerce ». L'entreprise et l'économie sont devenues le nouveau terrain de lutte<sup>53</sup>.

On ne saurait comprendre la défection des libéraux noirs au profit du camp conservateur sans prendre la mesure du délitement des rapports entre le parti démocrate et l'Amérique noire. En 1976, Jimmy Carter est élu président grâce à une courte majorité en partie fournie par l'électorat noir. Mais dès son entrée en fonctions, il se montre hostile à ses revendications portant sur la reconstruction de l'État

providence laminé par les six années de mandats de Ford puis de Nixon. Ses représentants « déclarent qu'aucun nouveau programme d'aide sociale, de santé ou d'éducation ne sera lancé <sup>54</sup> ». Le chômage des Afro-Américains continue d'augmenter. Les organisations noires libérales montrent du doigt l'indifférence de Carter à cette pauvreté en l'accusant de « négligence éhontée » et de « trahison » <sup>55</sup>. L'évolution de la situation des noirs sous Carter est illustrée par le procès, à Miami, de quatre policiers blancs impliqués dans le meurtre d'un ancien soldat noir qui n'était pas armé. Alors que deux autres policiers témoignent contre eux, ils sont acquittés par un jury entièrement composé d'hommes blancs. Pendant trois jours, Overtown, quartier noir de Miami, déchaîne sa colère. Le bilan des émeutes, matées par la Garde nationale, s'élève à 100 millions de dollars de dégâts, 18 morts et un millier de blessés. Carter se rend à Miami et promet une aide fédérale aux élus locaux – une fois les tensions jugulées <sup>56</sup>. Mais on est bien loin d'un retour aux années 1960 : cette fois, les élites noires se mobilisent pour calmer les noirs de Miami. La période protestataire est révolue. Désormais, l'électoratisme et les représentants noirs sont présentés comme l'unique alternative. Dans le même temps, Carter augmente le budget militaire, qui atteint un niveau historique – 111 milliards – et concède des avantages fiscaux au capital, qui font grimper les profits des grands groupes. Tout en garnissant les poches des riches, il s'emploie à « augmenter les prix des produits laitiers, des céréales, de la viande et d'autres produits et à “déréguler” les transports, suscitant des monopoles et des augmentations tarifaires débridées <sup>57</sup> ». Rien de surprenant, donc, à ce qu'aux présidentielles de 1980, seuls 33 % des démocrates se disent favorables à une nouvelle nomination de Carter comme candidat du parti <sup>58</sup>.

Dès la fin de la décennie 1980, les démocrates, chancelant sous le poids de la « révolution conservatrice » de Reagan, se sont adaptés à l'évolution droitière de l'agenda politique : ils soutiennent certains aspects de la « guerre contre la drogue » <sup>xi</sup>, de même que les mesures favorisant le secteur privé au détriment des services publics. Les choix politiques des élus noirs ne reflètent pas les aspirations de l'Amérique noire, d'autant que les Afro-Américains modestes continuent de souffrir du chômage et de la casse des programmes d'aide sociale.

Suite à l'adoption du Voting Rights Act de 1965, le nombre d'élus noirs était passé de 1 400 en 1970 à près de 5 000 en 1980. Mais l'évolution démographique des métropoles pousse ceux qui s'étaient jusque-là présentés en candidats « noirs » à se présenter en candidats « éligibles » afin de séduire les nouveaux habitants blancs venus travailler dans le secteur des services. Ces concessions n'empêchent pourtant pas les politiciens noirs de se heurter à ce que le politologue Fred Harris a appelé un « plafond de verre <sup>59</sup> ». En 1983, un *think tank* noir de Washington rassemble un panel de cadres politiques noirs pour débattre des moyens de briser ce plafond de verre – en d'autres termes : comment surmonter le racisme de l'électorat ? Les principales questions posées lors de cette rencontre sont : « Comment transcender la race ? Comment élever les questions à un niveau de sophistication inédit ? Comment mettre la question de la race à l'arrière-plan ? Comment modifier ou minimiser l'impact de la race <sup>60</sup> ? »

Tous les politiciens noirs ne veulent cependant pas transcender la race. En réalité, il est plus fréquent qu'ils mettent en avant leur identité noire et la solidarité raciale pour promouvoir leurs programmes. En 1982, la National Black Leadership Roundtable (NBLRT), tout juste créée, publie un fascicule intitulé « Le programme de la Black Leadership Family pour l'unité, la survie et le progrès de la population noire », nouveau programme visant à « assurer pour nous-mêmes et les générations futures une part équitable des bienfaits de ce pays <sup>61</sup> ». Composée de plus de 150 associations, entreprises et fraternités noires, la NBLRT se veut le porte-voix de tous les groupes influents de l'Amérique noire. Contrairement à la convention de Gary une décennie plus tôt, elle se tient à distance des organisations révolutionnaires ou issues de la gauche. Initialement financée et dirigée par le CBC, la NBLRT poursuit les mêmes objectifs : mobiliser les suffrages de la population noire pour développer et consolider sa puissance électorale.

La personnalité dominante de la NBLRT, Walter Fauntroy, a été un pilier du mouvement des droits civiques, un ami personnel de King et le premier représentant du district de Columbia au Congrès <sup>xii</sup>. En 1982, Fauntroy devient aussi président du CBC <sup>62</sup>.

Le contenu de la plate-forme démontre la transformation inouïe de

la politique noire dans le court intervalle d'une décennie. Le préambule qui introduisait la convention de Gary en 1972 désignait les travers du capitalisme états-unien comme la cause de la situation critique des communautés noires et conditionnait la libération noire à une transformation du système. Certes, malgré ce constat lucide, le champ d'action électoraliste mis en avant par le préambule rendait un tel changement impossible. Mais l'angle du programme de 1982 est d'emblée clairement « interne ». Loin d'appeler à un changement systémique, il vise « un engagement quotidien pour nous-mêmes et nos foyers, pour notre peuple, et en dernière instance pour une Amérique meilleure. Car nous devons établir un contrat historique vis-à-vis de nous-mêmes sur le fait que, si nous reconnaissons les responsabilités des autres institutions, la liberté et la dignité de notre peuple reposent essentiellement sur ce que nous faisons nous-mêmes et sur le sérieux avec lequel nous endossons l'exercice du pouvoir et l'autodétermination<sup>63</sup>. »

La NBLRT veut renforcer le tissu économique des communautés noires en créant « un groupement d'investissement alimenté par des noirs et d'autres minorités pour les entreprises des minorités » ; il envisage de « puiser dans les capitaux publics ; et [de]multiplier [...] les ressources »<sup>64</sup>. Le véritable architecte de la plate-forme est un homme d'affaires noir, Theodore Adams, dont les objectifs reflètent les préoccupations des entreprises, du développement économique aux appels à la répression de la délinquance dans les quartiers noirs. Le programme préconise même que les organisations de jeunesse « luttent contre la délinquance des noirs et soutiennent une juste application de la loi [...], condamnent la vente et l'usage illégal de drogues [et] renseignent les services de police et les organisations de défense noires sur les dealers<sup>65</sup> ». Bien que les cadres de la NBLRT incluent la participation des citoyens noirs au projet, ils portent, loin de toute perspective « déracialisatrice », une vision de la politique noire bien plus étroite que celle qu'avait défendue la convention de Gary à peine quelques années plus tôt.

De plus, cette promotion de politiques sécuritaires dans les quartiers noirs indique un tournant conservateur chez ces politiciens noirs de tendance pourtant libérale. D'une certaine manière, elle

reflète tout ce qui sépare le fait d'exercer le pouvoir du fait d'en être exclu dans une localité donnée. Avec leurs taux de chômage historiques, le trafic de drogue en plein essor et les effets cumulés de la désaffection économique, les villes noires semblent ingouvernables et chaotiques. Les élus noirs mènent des politiques conservatrices dans un contexte qui laisse peu de marge de manœuvre à ceux qui opèrent dans le cadre institutionnel.

Certes, le contexte urbain des années 1980 est loin d'être favorable à l'exercice du pouvoir, mais nombre d'élus noirs n'hésitent pas à embrasser des politiques qui, sous couvert de développement économique, reviennent en fait à un transfert de ressources publiques au privé. Comme le note Adolph Reed, ils mènent « des programmes qui transforment les institutions locales en courroies de transmission des intérêts du privé [...] sans se soucier de léser leurs électorats <sup>66</sup> ». Au milieu des années 1980, treize villes de plus de 100 000 habitants ont à leur tête des municipalités dirigées ou dominées par des noirs et dotées de solides majorités noires dans les conseils <sup>67</sup>. Non seulement les élus municipaux noirs sont sans ressources, mais ils acceptent de mener des politiques « au service de la croissance ». Dans leur quasi-totalité, ils mettent en place des avantages fiscaux pour les entreprises, associés à de coûteux partenariats publics-privés censés redynamiser les zones commerciales, lesquels tournent souvent au gouffre financier. À Détroit, Coleman Young consent des avantages fiscaux au privé pour un projet de rénovation des rives s'élevant à 500 millions de dollars, au moment même où il « réduit le nombre d'employés, les budgets des services et l'endettement <sup>68</sup> ».

Randy Primas, premier maire afro-américain de Camden (New Jersey), combat six années durant un mouvement de riverains, dirigé par des femmes, contre la construction d'un incinérateur dans le centre-ville – les banlieusards dont les ordures seront brûlées étant ainsi à l'abri des conséquences prévisibles, telles que l'augmentation de l'asthme <sup>69</sup>. Mieux encore, Primas autorise l'administration pénitentiaire du New Jersey à construire dans le nord de Camden une prison à 55 millions de dollars pouvant accueillir 500 à 800 détenus. « Je ne me battra pas contre ce projet, déclare-t-il. Pour moi, la prison est un projet de développement économique comme un autre. Je

pense aussi que la surveillance des deux tours de la prison pourra mettre un terme au trafic de drogue auquel on se livre ouvertement à Camden. » Les opposants sont sermonnés : « Pour diriger une ville, il faut faire rentrer de l'argent. La prison n'est pas aussi négative qu'on le dit. Elle créera des emplois, dégagera des revenus et aura un impact positif sur le trafic de drogue au niveau local. Cela ne va pas résoudre tous les problèmes de Camden, mais c'est une solution réaliste<sup>70</sup>. »

Aux municipales de 1983, la population noire de Philadelphie se mobilise pour élire un Afro-Américain, Wilson Goode, qui « apparaît d'emblée comme un représentant zélé des intérêts de la finance et des grands groupes<sup>71</sup> ». En 1985, le maire ordonne un assaut contre l'organisation noire MOVE<sup>xiii</sup>. La police mitraille la maison avec plus de 7 000 cartouches et finit par lâcher une bombe sur la maison depuis un hélicoptère. Le bilan est de 11 morts, dont 5 enfants ; de plus, 61 logements sont détruits dans l'incendie qui consume toutes les maisons de la rue et laisse 240 personnes sans abri<sup>72</sup>. Cet assaut suscite peu de protestations parmi les organisations des droits civiques ou les élus noirs du CBC.

Sharon Pratt, ancienne avocate d'affaires et trésorière du Comité national démocrate<sup>xiv</sup>, est élue maire de Washington au début des années 1990. Elle s'illustre en faisant occuper les rues des quartiers noirs de la capitale par la Garde nationale afin de lutter contre la délinquance.

À Chicago, en 1983, un large mouvement composé d'habitantes et d'habitants noirs modestes s'organise pour faire tomber l'appareil local du parti démocrate, blanc et raciste, longtemps incarné par Richard J. Daley<sup>xv</sup>. À la surprise générale, les électeurs noirs de Chicago parviennent à porter à la mairie un Afro-Américain, Harold Washington, mais, une fois élu, ce dernier échoue à réparer les dégâts sociaux causés par des décennies de ségrégation et de pratiques discriminatoires.

Cette focalisation sur les élections locales, en dépit des limites du pouvoir municipal noir, montre à quel point les objectifs du mouvement noir ont changé. Ses horizons se sont rétrécis, passant de la libération noire à la conquête de majorités électorales dans les villes



où vivent des Afro-Américains – une solution défensive contre l'évolution conservatrice de la politique nationale et une voie considérée en définitive comme plus « réaliste » et « pragmatique ».

Rien n'est peut-être plus emblématique de l'orientation conservatrice de la classe politique noire que le soutien du CBC à l'Anti-Drug Abuse Act de Ronald Reagan en 1986. Avec 17 des 21 membres de l'organisation, le libéral Ron Dellums, représentant de la Californie à la Chambre, soutient le projet de loi qui, présenté comme un outil décisif de lutte contre les stupéfiants, va contribuer à l'explosion du nombre de détenus noirs. L'Anti-Drug Abuse Act prévoit des peines plus sévères pour la détention de crack que pour la détention de cocaïne<sup>xvi</sup> et fait du crack la *seule* drogue donnant lieu à une peine plancher de cinq ans de prison dès la première condamnation<sup>73</sup>. Cette même loi alloue par ailleurs 1,7 milliard de dollars à la guerre contre la drogue alors que l'État providence, déjà très fragilisé, subit des coupes budgétaires incessantes.

Le soutien résolu du CBC aux politiques sécuritaires dans les quartiers noirs témoigne du problème croissant de la délinquance dans les centres urbains, de l'abandon de toute alternative viable dans un contexte de plus en plus conservateur et de l'évolution politique des élus noirs. Dès la seconde moitié des années 1980, ces anciens profanes de la politique sont devenus des cadres et des techniciens rompus aux pratiques du système politique états-unien, basé sur le compromis et la négociation. En 1985, au 99<sup>e</sup> Congrès, les noirs ont changé de statut : jadis candidats malheureux aux postes de direction, ils président désormais cinq commissions permanentes, deux commissions spéciales et quatorze sous-comités de la Chambre des représentants. Bien qu'ils ne représentent que 4,6 % des membres du Congrès, ils dirigent 22 % des commissions permanentes et 40 % des commissions spéciales. Ce n'est pas par faiblesse que le CBC appuie la politique sécuritaire conservatrice, mais parce qu'il est désormais pleinement intégré aux cercles dirigeants de Washington.

## **Le glas de la politique noire**

Dans les années 1990, la grande époque où John Conveys pouvait affirmer que les politiciens noirs se caractérisent par leur « loyauté » envers leurs électeurs noirs semble bel et bien terminée. Sous l'administration Clinton, les élus noirs approuvent une législation permettant littéralement de tuer des noirs : en 1993, le Président dévoile une nouvelle loi de « lutte contre la délinquance », le Violent Crime Control and Law Enforcement Act, adopté en 1994, et qui prévoit notamment un recours étendu à la peine de mort, des peines de prison à vie pour des délits sans violence, 100 000 policiers de plus dans les rues et la suppression des subventions fédérales à la formation des détenus. La loi prévoit également le déblocage de 10 milliards de dollars pour construire de nouvelles prisons. Clinton défend cette loi à Memphis, dans l'église même où Martin Luther King a prononcé son dernier discours avant d'être assassiné. Alors que King y avait soutenu des éboueurs noirs qui essayaient de se syndiquer, Clinton y demande aux noirs de soutenir l'extension de la peine de mort. Son allocution témoigne des transformations saisissantes de la politique raciale. Il prétend employer les mots qu'aurait employés King s'il avait pu prononcer lui-même ce discours : « Je me suis battu pour que les blancs cessent de haïr les noirs au point de se déchaîner sur eux. Je ne me suis pas battu pour le droit des noirs à tuer d'autres noirs<sup>74</sup>. » C'est une phrase odieuse, dépourvue de tout fondement et de toute contextualisation historique sur la manière dont les politiques publiques ont alimenté la relégation urbaine pendant la plus grande partie du <sup>xx</sup>e siècle, favorisant la délinquance, la violence et l'usage de drogues. Telle est la logique dominante de l'époque. Même Jesse Jackson, qui s'était présenté aux élections présidentielles de 1984 et de 1988 sur un programme d'union de la gauche, se joint aux appels à la « répression maximale ». Sans soutenir la loi sur la délinquance, il alimente le climat politique qui la légitime par ce commentaire : « Pour moi, il n'y a rien de plus douloureux que d'entendre marcher derrière moi quand je descends la rue et de penser que je vais me faire dévaliser – puis de me retourner et de me sentir soulagé en voyant que c'est un blanc<sup>75</sup>. »

Les noirs qui vivent dans des communautés ravagées par la drogue ont désespérément besoin d'aide, mais les milliards dépensés pour multiplier les prisons et remplir les rues de policiers ne vont pas

résoudre le problème bien réel de la criminalité dans les quartiers populaires afro-américains. S'ils ont soutenu la guerre contre la drogue, les démocrates noirs du Congrès hésitent tout de même à défendre la loi sur la délinquance : déjà, le nombre croissant de détenus et ses répercussions sur la population noire soulèvent des interrogations. Plusieurs membres du CBC défendent des mesures de prévention et proposent d'introduire dans la loi un article permettant aux condamnés à mort non blancs de se défendre en utilisant les statistiques démontrant un biais racial dans l'application de la peine capitale. Les démocrates noirs sont influents ; et les républicains menacent, au même moment, de voter contre la loi parce qu'elle comporte des mesures limitant le port des armes à feu. Mais les maires noirs, notamment ceux de Détroit, d'Atlanta et de Cleveland, font pression sur les membres du CBC pour qu'ils votent la loi, et écrivent à son président, Kweisi Mfume, pour lui demander de la soutenir même en l'absence de l'article sur la « justice raciale »<sup>76</sup>. John Lewis, ancien leader du mouvement des droits civiques, ne vote pas pour la loi mais, pendant l'examen du projet, accepte de l'appuyer pour lui permettre d'accéder à la Chambre des représentants<sup>77</sup>. La loi sera votée par une majorité de membres du CBC, dont certaines sommités libérales telles que John Conyers et Bobby Rush, ancien Black Panther. À la fin du mandat de Clinton, le taux d'incarcération des noirs a triplé et les États-Unis affichent le taux d'incarcération global le plus élevé au monde. Les communautés noires souffrent encore aujourd'hui de ces politiques – bien que leur taux d'incarcération baisse lentement. En 2015, Bill Clinton a reconnu le gâchis insensé causé par sa propre législation – que ses détracteurs progressistes avaient pourtant largement anticipé : « Nous avons trop de gens en prison. Et nous avons fini par [...] avoir tellement de prisonniers qu'il ne reste plus assez d'argent pour les éduquer, les former à de nouveaux métiers et augmenter les chances qu'ils mènent des vies productives une fois libérés<sup>78</sup>. »

Il ne s'agit pas simplement ici de rendre les élus noirs responsables de la situation catastrophique des quartiers noirs, mais de constater le résultat d'une stratégie électorale qui se présentait justement comme l'alternative « réaliste » aux luttes de libération « par en bas ». À la fin du <sup>xx</sup>e siècle, le CBC ne peut plus prétendre incarner la

« conscience » du Congrès ; ses membres, comme tous les politiciens de Washington, s'abreuvent à l'argent des firmes. Ils ont accepté des dons de la part d'un véritable bottin mondain des intérêts privés : BP, Chevron, Exxon Mobil, Shell, Texaco, General Motors, Ford, Nissan, Daimler Chrysler, Anheuser-Busch, Heineken USA, Philip Morris, R. J. Reynolds et Coca-Cola. Le *New York Times* présente ainsi le CBC comme « sans équivalent » dans ses « prouesses » en matière de collecte de fonds, indiquant que l'organisation a doublé ses recettes de 2001 à 2008<sup>79</sup>. Au moment où les effets délétères de la crise économique s'abattent sur la population, le CBC continue d'engranger les dons des grands groupes du pays. Les principaux bailleurs de fonds de la Fondation CBC, structure à but non lucratif adossée au CBC, sont notamment Walmart et McDonalds<sup>80</sup>. La fondation a même accepté deux millions de dollars de l'American Legislative Exchange Council (Alec), fer de lance des lois sur l'identification des électeurs qui visent à restreindre le nombre d'électeurs noirs xvii<sup>81</sup>. Certains membres du CBC ont bénéficié, à titre individuel, de dons provenant de toute une palette de compagnies d'assurance, d'industries pharmaceutiques et de l'armement. On s'est ainsi assuré que le CBC ne jouerait qu'un rôle marginal dans les campagnes contre les saisies hypothécaires, les expulsions et dans le mouvement des travailleurs pauvres.

Cela explique aussi, au moins en partie, la réticence des membres du CBC à dénoncer les meurtres de Mike Brown, Eric Garner et tous les autres. Il incite pourtant les noirs pauvres et prolétaires à se plaindre auprès de lui du racisme de la police ou de l'injustice des politiques du logement, mais il est rare que cela débouche sur des campagnes destinées à combattre ces phénomènes. Au plus fort de la rébellion de Ferguson, Elijah Cummings, représentant démocrate du Maryland à la Chambre et dirigeant du CBC, déclare que la prochaine étape pour le mouvement est les élections de mi-mandat : « Il faut rappeler aux gens que les élections de mi-mandat sont très, très importantes. Une seule élection peut avoir des effets déterminants sur les lois qui seront votées<sup>82</sup>. » En plein mouvement contre les violences policières, les élus noirs sont tellement obnubilés par les élections qu'ils ne savent plus mesurer les gains politiques qu'à travers la mathématique des urnes.

Après quarante ans d'une telle stratégie, l'incapacité des élus noirs à agir sur la pauvreté, le chômage et la précarité en matière de logement et d'alimentation que subissent leurs électrices et électeurs noirs permet sérieusement de douter que le système électoral existant puisse être un instrument viable de la libération noire. De plus, si ces élus se sont laissés happer par les pires compromissions de la politique états-unienne, y compris en acceptant des dons des plus grandes entreprises du pays, on ne peut pas se contenter de considérer que quelques-uns ont « trahi la cause » pour de l'argent ou des places et que, s'ils avaient été plus avisés, ils auraient agi différemment. Cette complicité est le prix à payer pour être admis dans les rangs de la classe dirigeante. L'élite politique noire n'a pas de désaccord fondamental avec le *statu quo* racial dans la mesure où celui-ci ne fait pas directement obstacle à sa capacité à participer librement aux institutions politiques et économiques. Sans parler des « nouveaux 83 » élus noirs, dits aussi « post-noirs » ou de la « troisième vague » 84, qui affichent leur distance avec les luttes de libération. Barack Obama est le membre le plus visible de cette caste dotée « d'une aisance égale dans des environnements noirs et blancs ; de soutiens financiers multiples et multiraciaux ; et de liens étroits avec les organisations militantes noires – qui peuvent aussi servir de monnaie d'échange pour gravir les échelons 85 ». Eugene Robinson, chroniqueur du *New York Times*, appelle ces partisans de la « politique post- raciale » les « Transcendants » : une nouvelle génération de cadres politiques noirs qui représentent « un segment restreint mais croissant, disposant d'un pouvoir, d'une richesse et d'une influence inimaginables pour les générations précédentes d'Afro-Américains 86 ». « Souvent quadragénaires, écrit Robinson, ils sont trop jeunes pour avoir connu la période de Jim Crow. Mais ils ne sont pas trop jeunes pour savoir ce que c'était, et pas trop jeunes non plus pour croire aussi passionnément que leurs aînés à la nécessité de lutter pour poursuivre le projet inabouti de l'ascension noire 87. »

La tâche ardue d'administrer les villes n'a rendu que plus patente la distance qui sépare les simples citoyennes et citoyens noirs des politiciens qui prétendent les représenter – qu'ils soient de la nouvelle ou de l'ancienne génération. À Chicago, au cours de l'hiver 2014 et du printemps 2015, une élection municipale très contestée a vu deux

candidats démocrates, Rahm Emanuel et Jesus « Chuy » Garcia, batailler pour le soutien des électeurs noirs. Les quatre ans de mandat de Rahm Emanuel, le maire sortant, avaient été catastrophiques pour les noirs. Totalement indifférent aux revendications et aux protestations des riverains, Emanuel a fermé plus de cinquante écoles publiques, presque exclusivement dans des quartiers noirs et hispaniques, pénalisant les élèves noirs et contraignant des centaines d'enseignants noirs à la mutation (en 2000, 40 % des enseignants du secteur public de Chicago étaient afro-américains ; ils n'étaient plus que 23 % en 2015 <sup>88</sup>). Emanuel a également lancé des programmes de privatisation qui ont affaibli les institutions publiques tout en redistribuant l'argent des impôts à ses soutiens des milieux d'affaires. Pour compenser le manque à gagner des avantages fiscaux consentis aux entreprises, Emanuel a fait pleuvoir amendes et pénalités <sup>xviii</sup> sur ses administrés, extorquant l'argent des pauvres et des prolétaires.

En partie à cause de ces politiques, les Afro-Américains de Chicago connaissent le taux de chômage le plus élevé des cinq villes les plus peuplées des États-Unis <sup>89</sup>. Malgré son triste bilan, Rahm Emanuel a été soutenu par le comité noir du conseil municipal de Chicago. Pour justifier l'appui du comité à l'une des mesures les plus redoutables mises en place par le maire, consistant à placer des radars sur les feux rouges aux intersections de la ville, le conseiller municipal Howard Brookins avance : « Comment, sinon, récolter ces 300 millions de dollars sans léser les gens ? Il faudrait demander aux gens de payer plus de taxes sur les ventes, l'immobilier ou le gaz, ou encore supprimer les aides sociales. Au moins, ils peuvent choisir de ralentir ou de s'arrêter <sup>90</sup>. » Howard Brookins ne s'est-il jamais dit que des contraventions de 100 dollars pour franchissement d'un feu rouge « lésaient les gens » ?

Soumis à la pression des budgets d'austérité, les politiciens noirs soutiennent des mesures qui appauvrissent et pénalisent le monde ouvrier afro-américain. Ils sont inféodés à la même logique que leurs prédécesseurs : les villes rivalisant entre elles pour attirer des capitaux, chacune fait la course pour baisser les impôts des entreprises et spolier les usagers des services sociaux. Le recensement de 2010 indique que plus de 181 000 noirs ont quitté Chicago en une

décennie<sup>91</sup>. Ce chiffre ahurissant est le résultat direct de l'offensive sur les services publics entamée sous le règne de Richard Daley et poursuivie par Rahm Emanuel. Quand Lona Lane, conseillère municipale noire, parle de « ces jeunes Afro-Américains qui se promènent avec le pantalon au-dessous des fesses » comme d'une « génération perdue »<sup>92</sup>, elle cautionne les prétextes racistes souvent invoqués pour supprimer des aides sociales qui concernent en très grande majorité les noirs. Se concentrer sur les échecs individuels et les écarts de conduite – au lieu des inégalités structurelles – justifie les coupes budgétaires et le dépeçage des services publics auxquels l'élite politique noire contribue. À en croire ce discours, les citoyens afro-américains auraient plus besoin de s'amender personnellement que de services sociaux étendus. Ou à rebours : si leurs quartiers sont à l'abandon, c'est parce que les jeunes noirs se conduisent mal. Aux yeux des élites, la libération semble se limiter à « multiplier les contrats de sous-traitance accordés aux entreprises noires [...], augmenter le pourcentage de cadres noirs [...] et œuvrer à l'intégration à la culture de l'Amérique blanche<sup>93</sup> » – on est bien loin de l'utopie.

---

I. Aux États-Unis, la police est autorisée à pratiquer un interrogatoire dans la rue à la condition – toute théorique – d'avoir un motif valable de penser que l'individu interrogé est l'auteur d'un délit ou détient des informations sur un délit. [ndt]

II. Lancé par Hoover vers le milieu des années 1950, le Counter-Intelligence Program du FBI donnait aux agents fédéraux toute latitude pour perturber l'activité des groupes et des activistes politiques, par les moyens – notamment illégaux – les plus variés. [nde]

III. Sur cette question, lire par exemple Alondra Nelson, « “Corps et âme.” Le parti des Black Panthers et la lutte contre la discrimination médicale », revue *Agone*, n° 58, 2016. [nde]

IV. Agence fédérale de soutien aux entrepreneurs de PME créée en 1953 par le Small Business Act voté sous l'administration Eisenhower et qui garantit notamment aux PME un accès facilité à certains marchés publics. [ndt]

V. Jusqu'en 1981, la durée d'un mandat de maire à Cleveland était de deux ans. [nde]

VI. Lire ⇒, p. ⇒.

VII. Dans le système américain, les *caucus* sont des groupes de parlementaires qui peuvent s'assembler aussi bien par tendances politiques (il existe par exemple un Tea Party Caucus) qu'autour de questions précises ou sur des bases ethniques plutôt qu'en fonction de l'appartenance partisane de leurs membres : le CBC de l'actuel 115<sup>e</sup> Congrès (2017-2019) accueille notamment une élue républicaine à la Chambre des représentants, Mia Love, représentante de l'Utah. [nde]

VIII. Créé en 1965 dans le cadre de la « Guerre à la pauvreté » de Johnson, Medicaid est un programme d'assurance maladie basique, réservé aux personnes dont les revenus se situent au-dessous du seuil de pauvreté. Financé par le gouvernement fédéral et les gouvernements des États, sa mise en œuvre est assurée par ces derniers : le gouvernement fédéral se borne à en définir les grandes orientations. En conséquence, les critères d'éligibilité à Medicaid varient très fortement d'un État à l'autre. Le Patient Protection and Affordable Care Act (plus connu sous le nom d'« Obamacare ») de 2010, que l'administration Trump cherche aujourd'hui à démanteler, permet aux États, entre autres dispositions, d'étendre la protection du Medicaid aux personnes dont les revenus sont inférieurs à 133 % du seuil de pauvreté. Mais les États n'y sont pas contraints – et ils sont de fait très nombreux à avoir refusé cette extension. [nde]

IX. *Think tank* conservateur basé à Oakland (Californie), fondé en



1972 pour soutenir la candidature de Reagan aux présidentielles, il a ensuite été dirigé par Donald Rumsfeld à la fin des années 1980 et a élargi son action à la promotion de réformes libre-échangistes dans le Tiers Monde et les anciennes républiques soviétiques. [ndt]

X. Rédacteur en 1956 du *Manifeste du Sud*, qui dénonce l'arrêt Brown v. Board of Education et permet de rallier les partisans de la « résistance massive » de Byrd (lire ⇒ la note ⇒, p. ⇒), parfaitement représentatif de ces « dixiecrates » qui rejoignent le parti républicain dans le cadre de la « stratégie du Sud » de Nixon (lire ⇒, p. ⇒). [nde]

XI. Lire ⇒, p. ⇒. [nde]

XII. Mais sans droit de vote : en effet, le district de Columbia, où se trouve la ville de Washington, est un district fédéral et non un État, et est représenté au Congrès de la même manière que les territoires du Commonwealth (îles Samoa, îles Vierges, Guam...), dont les représentants ne peuvent voter les lois proposées à la Chambre. [ndt]

XIII. Fondée au début des années 1970 à Philadelphie, MOVE était une organisation communautaire prônant le Black Power et l'écologie radicale. Avant l'épisode de 1985 dont il est question ici, en 1978, une fusillade eut lieu, dans des conditions mal éclaircies, lorsque la police de Philadelphie tenta d'expulser le MOVE de la maison où l'organisation vivait en communauté. Un policier fut tué et neuf membres du MOVE furent condamnés à des peines de trente à cent ans de prison. Deux de ces membres sont morts en prison ; les sept survivants y sont encore. Pendant le procès de 1978, Mumia Abu-Jamal, alors jeune journaliste de radio, prit la défense des accusés ; il fait aujourd'hui encore partie de leurs soutiens : il a notamment lancé en 2016 un appel à la libération de trois des prisonnières, condamnées à trente ans de prison, dont les demandes de libération sont systématiquement rejetées. [nde]

XIV. Comité chargé de l'orientation, des stratégies et de la collecte de fonds du parti démocrate. [ndt]

xv. Richard Joseph Daley (1902-1976), maire de Chicago de 1955 à 1976, s'est illustré par sa répression particulièrement brutale des manifestations contre la guerre du Vietnam et surtout, en 1968, des émeutes du ghetto du West Side déclenchées par l'assassinat de Martin Luther King. Il déclara notamment que sa police municipale devait « tirer pour tuer les incendiaires ». [nde]

xvi. L'Anti-Drug Abuse Act prévoit en effet les mêmes peines pour la détention de 5 grammes de crack que pour celle de 500 grammes de cocaïne – mesure insidieusement discriminatoire puisque les consommateurs de crack sont majoritairement noirs, contrairement aux consommateurs de cocaïne. [nde]

xvii. Lire ⇒ la note ⇒, p. ⇒. [nde]

xviii. *Fees* est un terme générique désignant un ensemble de frais administratifs, frais de dossier, frais de recouvrement ou pénalités diverses pouvant être exigés de manière arbitraire dans diverses situations de la vie quotidienne et, le plus souvent, dans le cadre d'une infraction. Par exemple, aux États-Unis, les personnes condamnées au port d'un bracelet électronique doivent parfois s'acquitter de la location journalière du bracelet et de la gestion de leur surveillance par une société privée ; les personnes condamnées pour consommation d'alcool au volant doivent s'acquitter de l'installation et de la location d'un éthylotest anti-démarrage, etc. [ndt]

## IV. Une justice à deux vitesses

Dans le ghetto, le flic blanc est aussi ignorant que terrifié, et tout son travail de police consiste à mater les indigènes. Il n'est responsable d'aucun de ses actes vis-à-vis de ces indigènes ; quoi qu'il fasse, il sait qu'il sera protégé par ses frères, qui ne laisseront rien entacher l'honneur de leur blason. Une fois sa journée de travail terminée, il rentre chez lui et dort à poings fermés dans un lit à des kilomètres de là – à des kilomètres des nègres, car c'est en ces termes qu'il pense aux noirs.

JAMES BALDWIN, *No Name in the Street*, 1972

Je veux vivre jusqu'à mes 18 ans. [...] On veut vieillir. On veut découvrir la vie. On ne veut pas mourir en une seconde à cause des flics.

ANIYA, 13 ans, lors d'une manifestation  
à Staten Island, État de New York, 2015 <sup>1</sup>

À l'orée du <sup>xx</sup>e siècle, les Afro-Américains entament une longue transition d'une vie largement rurale à une existence en grande majorité urbaine. À cette époque, le quotidien de la population noire, sa vie politique et culturelle ont connu de nombreux changements, mais la surveillance, les contrôles, la violence, voire les meurtres policiers restent aussi menaçants et réels que par le passé. Les nuisances induites par la seule présence de la police dans les quartiers noirs rythment le quotidien des habitantes et habitants noirs des centres-villes et, de plus en plus, des banlieues. Tout au long de l'histoire des Afro-Américains, les violences policières ont été le symbole de leur citoyenneté de second rang. En appliquant la loi de manière arbitraire, en devenant un vecteur d'illégalité et de désordre, la police rappelle les limites d'une égalité qui n'est que formelle. De quelle liberté jouit-on, dès lors que l'on peut être contrôlé n'importe quand, sans raison particulière ? Ces contrôles sont un rappel constant

de l'existence de cet espace intermédiaire entre liberté et « non-liberté » où évolue la citoyenneté tronquée des Afro-Américains.

Le racisme des policiers n'est pas le produit d'une haine viscérale ; il découle de leur rôle d'agents armés de l'État. La fonction de la police est de faire respecter l'ordre des puissances économiques et des élites politiques ; c'est pourquoi la surveillance policière s'exerce si fortement sur les classes populaires. Les Afro-Américains étant sur-représentés parmi les pauvres et les prolétaires, la police vise massivement leurs quartiers, mais sa violence s'exerce plus généralement sur l'ensemble des classes populaires, y compris blanches. Toutefois, dans la mesure où l'action de la police reflète et renforce l'idéologie dominante de l'État qui l'emploie, elle est aussi intrinsèquement raciste et résistante à toute tentative de réforme réelle. En d'autres termes, si le rôle de la police est d'assurer le règne de « la loi et l'ordre », ce rôle revêt une signification spécifique dans une société fondamentalement raciste. Si ses méthodes ont évolué avec la nature et les besoins de l'État, elle est restée, avec une constance remarquable, une institution profondément raciste. Historiquement, ce racisme de la police s'explique par le besoin des entreprises et de l'État de créer une économie politique racialisée qui s'avère particulièrement coûteuse pour les communautés noires.

## **Les races et les classes dans le système policier**

L'économie politique du système policier moderne s'est constituée dès les premières heures de l'émancipation. Des explications idéologiques mâtinées de biologie, après avoir servi à justifier l'esclavage, sont alors redéployées pour légitimer la surveillance et le contrôle de la population noire, en particulier ouvrière. Les « codes noirs » – séries de lois, de règles et de restrictions mises en place dans les États du Sud dès la fin de la guerre de Sécession pour contourner les effets de la Proclamation d'émancipation<sup>1</sup> – criminalisent la pauvreté, la mobilité et même les loisirs. Les noirs peuvent être arrêtés pour des « délits » indéfinis ou sans gravité, comme le vagabondage. Ils peuvent être condamnés à des travaux forcés qui rappellent l'esclavage. Les juges

ont aussi le pouvoir de « louer » des vagabonds noirs à des employeurs blancs qui leur font exécuter une « peine de travail ». Les Afro-Américains doivent à tout moment pouvoir prouver qu'ils ne sont pas des vagabonds en portant sur eux un contrat de travail, faute de quoi ils sont ramenés à des conditions de quasi-esclavage. L'esclavage est ainsi recréé « sous un autre nom<sup>2</sup> ». Les policiers veillent à l'application de ces codes, employés par des États encore largement dirigés par une classe de planteurs blancs qui, quoique vaincue militairement, conserve son pouvoir économique et politique.

Le racisme et la police moderne, en s'appuyant l'un sur l'autre, ont donc renforcé l'assujettissement des noirs. Les codes noirs assimilent le fait d'être noir à la délinquance ; par exemple, dans la paroisse de Saint-Landry, en Louisiane, le texte suivant est adopté immédiatement après la guerre :

Section 1. Il est ordonné par le juge de police de la paroisse de Saint-Landry qu'aucun noir n'est autorisé à franchir les limites de la paroisse sans autorisation écrite de son employeur ; quiconque enfreindra ce règlement devra payer une amende de 2,50 dollars, ou faire quatre jours de travail sur les routes publiques, ou subir un châtiment corporel.

Section 2. Il est également ordonné que tout noir absent de la résidence de son employeur après 10 heures du soir, sans permission écrite de son employeur, devra s'acquitter d'une amende de 5 dollars ou faire quatre jours de travail sur les routes publiques, ou subir un châtiment corporel.

Section 3. Il est également ordonné qu'aucun noir ne peut louer ou se voir confier une maison de la paroisse ; les contrevenants seront immédiatement expulsés avec l'obligation de trouver un employeur, et toute personne louant ou mettant à disposition un logement à un noir devra s'acquitter d'une amende de 5 dollars par infraction.

Section 4. Il est également ordonné que tout noir doit obligatoirement être au service d'un blanc, ou ancien propriétaire, qui sera responsable de sa conduite. Ledit employeur ou ancien propriétaire peut lui permettre de disposer de son temps, par écrit et pour une durée n'excédant pas sept jours consécutifs. Les noirs qui enfreindraient ce règlement devront payer une amende de 2,50 dollars par infraction, ou faire quatre jours de travail sur les routes publiques, ou subir un châtiment corporel.

Section 5. Il est également ordonné qu'aucune réunion de noirs n'est autorisée dans la paroisse après le coucher du soleil ; des réunions peuvent avoir lieu entre le lever et le coucher du soleil avec l'autorisation écrite exceptionnelle du capitaine de

patrouille pour le quartier dont il a la charge. Cette interdiction, cependant, ne s'applique pas aux services religieux habituels conduits par des pasteurs et des prêtres blancs. Les noirs qui enfreindraient ce règlement devront payer une amende de 2,50 dollars par infraction, ou faire quatre jours de travail sur les routes publiques, ou subir un châtiment corporel.

Section 6. Il est également ordonné qu'aucun noir n'est autorisé à prêcher, exhorter ou déclamer devant un groupe de noirs sans l'autorisation écrite exceptionnelle du juge de la police. Les noirs qui enfreindraient ce règlement devront payer une amende de 2,50 dollars par infraction, ou faire quatre jours de travail sur les routes publiques, ou subir un châtiment corporel.

[...]

Section 11. Il est en outre ordonné que chaque citoyen a le devoir d'agir comme officier de police en signalant les délits et en appréhendant les contrevenants, qui devront être remis au capitaine compétent ou au chef de patrouille <sup>3</sup>.

Tous les citoyens blancs disposent donc de pouvoirs de police sur les Afro-Américains, même si la responsabilité des arrestations proprement dites revient aux officiers. Ces lois montrent sans ambiguïté que l'activité policière est plus que simplement raciste : la police collabore avec le pouvoir économique et politique afin de fournir un approvisionnement constant de main-d'œuvre, corrigeant ainsi la désorganisation du travail causée par la fin de l'esclavage. Bien qu'elle le dissimule sous l'impératif de protection de l'ordre public, l'élite blanche du Sud n'en utilise pas moins la loi pour contrôler et manipuler les Afro-Américains fraîchement émancipés.

Après la guerre de Sécession, pendant la Reconstruction <sup>ii</sup>, le XIII<sup>e</sup> amendement de 1865 abolit l'esclavage sur l'ensemble du territoire des États-Unis et le Civil Rights Act de 1866 affirme l'intégration des noirs à la citoyenneté <sup>4</sup>. Mais un vide juridique dans le XIII<sup>e</sup> amendement, qui laisse la possibilité de traiter les prisonniers comme des esclaves, perpétue le travail forcé en donnant naissance à la pratique de « mise à disposition de détenus » <sup>iii</sup>.

Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et pendant une partie du XX<sup>e</sup>, la mise à disposition de détenus devient pour les employeurs du Sud une façon de contourner la loi et de résoudre le problème de la pénurie chronique de main-d'œuvre. Pour les employeurs, cette pratique s'avère plus lucrative que l'esclavage, car elle leur épargne

des frais. « Avant la guerre, rapporte l'un deux, nous étions propriétaires des noirs. Quand on avait un bon nègre, on en prenait soin et on appelait le médecin en cas de maladie. On pouvait même lui poser des dents en or. Mais ces détenus, ils ne sont pas à nous. S'il y a un mort, on en prend un autre<sup>5</sup>. » Dans certains États du Sud, la mise à disposition de détenus joue un rôle central dans l'économie. En 1898, près de 73 % des revenus de l'Alabama proviennent du travail des prisonniers dans les mines de charbon<sup>6</sup>. La police est la cheville ouvrière de ce nouveau système. À ce sujet, Frederick Douglass écrit :

Avoir du sang noir dans les veines nous rend indignes de considération, fait de nous des parias de la société, des lépreux, même à l'église. La [...] raison pour laquelle notre race fournit une si large part des détenus est que les juges, les jurys et les autres officiers des tribunaux sont des hommes blancs qui partagent ces préjugés. Ce sont aussi eux qui font les lois. Ils ont tout pouvoir de montrer plus de clémence envers les délinquants blancs et d'infliger des peines sévères aux noirs pour des délits équivalents ou moindres. La plupart des délinquants noirs sont ignorants, pauvres et sans appuis. Faute d'amis influents ou d'argent pour payer des avocats, ils sont souvent condamnés à de longues peines de prison pour des délits mineurs. Le *People's Advocate*, journal noir d'Atlanta (Géorgie), observe à propos des taux d'emprisonnement de cet État en 1892 : « Il est consternant de constater que 90 % des détenus de l'État sont de couleur ; il y a en prison 194 hommes blancs et 2 femmes blanches ; 1 710 hommes et 44 femmes de couleur. Est-il possible que la Géorgie ait tant de préjugés racistes qu'elle ne condamne pas les blancs quand ils enfreignent la loi ? C'est exactement le cas. Mais nous espérons des jours meilleurs. »<sup>7</sup>

L'exploitation permanente de cette main-d'œuvre repose sur le déni de l'humanité des noirs. L'image du délinquant devient naturellement associée à celle du noir. « La délinquance n'était pas le véritable enjeu », analyse l'historien Khalil Muhammad. « Il s'agissait plutôt de criminalisation raciale : faire de la délinquance un phénomène « noir » et dissimuler celle des blancs en la présentant comme un échec individuel. Le fait de rapporter la délinquance aux noirs, en tant que groupe racial, et non aux blancs [...], renforçait et reproduisait l'inégalité raciale<sup>8</sup>. » Selon Khalil Muhammad, les statistiques, et tout particulièrement les taux d'incarcération des noirs, sont mobilisées à l'ère de la Reconstruction par les grands médias, l'élite politique et économique du Sud et les sciences sociales naissantes afin de produire un récit sur la délinquance noire. Cette criminalisation raciale est destinée à constituer une main-d'œuvre stable. La race existe avant

tout pour justifier le statut dégradé des noirs, condition nécessaire à la constitution de cette force de travail.

Une partie de l'élite noire alimente ce récit pour se démarquer des plus pauvres. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, William S. Scarborough, professeur au Wilberforce College, université noire historique, déclarait : « Le délinquant noir est l'un des fardeaux les plus lourds que la race noire ait à supporter aujourd'hui 9. » Il développe ainsi :

Il y a *noirs* et *noirs*, grossiers, cultivés, indolents, prospères, grotesques, courtois ; immoraux et honteusement dépravés, ou au contraire soignés et vivant la vie de l'esprit. Les Vardaman IV de ce monde ne font pas de distinctions, pas de discriminations, nous collent à tous la même étiquette de créatures inférieures. C'est pourquoi la délinquance noire est un phénomène que nous ne pouvons nous permettre d'ignorer 10.

Les observateurs issus de l'élite noire ont beau admettre que « l'oppression des blancs en est largement responsable », leur acceptation de l'amalgame entre noir et délinquant légitime le régime policier. « Pour les leaders noirs, avance l'historienne Evelyn Higginbotham Brooks, seule une conduite "convenable" et "respectable" rendait les noirs dignes de l'égalité des droits civiques et politiques. À l'inverse, la marginalité était assimilée à la déviance et à la pathologie, et souvent considérée comme une cause des inégalités raciales et de l'injustice 11. »

Il ne fait aucun doute qu'au XX<sup>e</sup> siècle, la délinquance et l'infériorité des noirs restent un lieu commun. Comme l'explique Khalil Muhammad, « pour les Américains blancs de tous bords politiques, la criminalité afro-américaine fait consensus et justifie les préjugés, la discrimination et l'acceptation de la violence raciale à des fins de sûreté publique 12. » En 1896, l'arrêt de la Cour suprême *Plessy versus Ferguson* entérine la doctrine de la « séparation dans l'égalité » et donne une base légale à l'infériorité des noirs au niveau le plus élevé des institutions du pays. Loin d'être cantonnées au Sud, ces représentations, tout comme l'adhésion massive à l'eugénisme, deviennent un phénomène national, d'autant que les Afro-Américains commencent à migrer vers les villes du Nord, semant la panique chez les élites 13. À l'été 1917, le *Chicago Tribune* vocifère en une : « Un demi-million de moricauds de Dixie se ruent vers le Nord pour



améliorer leur sort 14 ».

Le racisme est en partie alimenté par le cynisme des patrons du Nord, qui emploient les Afro-Américains fraîchement débarqués pour briser les grèves de la fin des années 1910 et du début des années 1920<sup>15</sup>. Les tensions s'accumulent dans les villes, qui manquent souvent de logements et d'infrastructures pour accueillir le flot d'immigrants et de noirs du Sud. En matière d'habitat, les choix des noirs sont strictement limités, bien qu'ils continuent d'affluer par milliers dans les villes du Nord-Est et du Midwest. Les propriétaires tirent un profit maximal de la ségrégation du marché immobilier, imposant aux locataires noirs de payer à un prix exorbitant des logements en mauvais état qu'ils ne se soucient pas d'entretenir, vu l'impossibilité pour leurs occupants de se loger ailleurs que dans ces quartiers noirs surpeuplés. En 1917, la commission du logement de Chicago modifie ses arrêtés municipaux pour menacer les agents immobiliers de sanctions s'ils introduisent dans un quartier racialement homogène un résident d'une autre origine<sup>16</sup>.

La ségrégation du logement joue un rôle important dans le renforcement des stéréotypes haineux sur les Afro-Américains. Fruits de l'ignorance, ils sont aussi le résultat de la ségrégation physique des espaces de vie. La surpopulation dans les quartiers noirs accélère la détérioration du parc locatif, tandis que la surabondance de déchets engendre infestations de rats et problèmes de santé. Au lieu d'y voir la conséquence d'une manipulation raciste du marché immobilier, les blancs mettent cette situation sur le compte de l'hygiène douteuse des noirs.

Le surpeuplement et les effets de la pauvreté sur la population noire fournissent un prétexte aux incursions constantes de la police, dont les arrestations et les violences alimentent les tensions entre policiers et résidents afro-américains. Dès le début des années 1920, certains schémas de violence policière encore à l'œuvre aujourd'hui contribuent à faire perdre aux noirs leurs illusions sur la police et les libertés supposées du Nord. Le harcèlement et les violences de la police brouillent la distinction entre le supposé « pays de l'espoir » qu'incarne le Nord et l'apartheid de Jim Crow. En 1925, le *Detroit Independent* rapporte « plusieurs assauts de la police sur des noirs.

Cinquante-cinq noirs ont été tués par des agents au cours des six premiers mois de l'année. Certains d'entre eux ont été exécutés – on ne peut le qualifier autrement<sup>17</sup>. » Une « pratique courante » de la police de Détroit consiste à « arrêter des hommes noirs au hasard, les fouiller, souvent en les braquant avec une arme ; ceux qui sont interpellés passent parfois plusieurs jours en prison en attendant d'être inculpés d'un délit<sup>18</sup> ». Complices de la détérioration des quartiers noirs, les agents y laissent proliférer les vices – drogues, alcools illégaux, prostitution – afin de les maintenir à l'écart des quartiers blancs. Selon Khalil Muhammad, « à Chicago et dans d'autres villes, on estime qu'entre 80 % et 90 % des trafics sont commandités par des blancs ». Les policiers le savent bien, « mais ne s'en préoccupent pas, à moins de voir un homme de couleur en compagnie d'une femme blanche, auquel cas ils l'embarquent ». Un enquêteur de l'époque constate que « les agents de police en uniforme, les prostituées et les braqueurs se partagent l'argent dans le tribunal »<sup>19</sup>.

Ce quadrillage policier ne permet évidemment pas aux Afro-Américains d'être mieux protégés, à une époque où les attroupements racistes multiplient les violences. Dans leur grande majorité, les policiers aux États-Unis sont alors blancs, peu éduqués, issus du monde ouvrier et racistes jusqu'au bout des ongles. La police blanche exprime son mépris des communautés noires en n'intervenant pas quand des groupes de blancs attaquent des Afro-Américains. Souvent, elle se joint à eux. À Chicago, en 1919, les policiers restent sans broncher pendant que des blancs se déchaînent dans des quartiers noirs parce qu'un adolescent, Eugene Williams, a enfreint les règles tacites de la ségrégation par sa simple présence sur une plage de blancs. Williams est assassiné. Même après avoir identifié le meurtrier, la police se refuse à l'arrêter<sup>20</sup>.

En 1943, les tensions sont à nouveau sur le point de déborder. La hausse des revenus des Afro-Américains et leurs prétentions nouvelles heurtent le sentiment de propriété des blancs vis-à-vis de l'espace urbain. Travailleurs blancs et noirs se retrouvent en concurrence pour l'usage « des écoles, des terrains de jeu, des parcs, des plages » et des logements de la ville, ce qui déclenche des affrontements – en plein pic de l'effort de guerre<sup>21</sup>. En 1943, on dénombre « 242 émeutes

raciales dans 47 villes, les pires ayant eu lieu à Los Angeles, Beaumont (Texas), Mobile (Alabama), Harlem et Détroit 22 ». Cette année-là, à Harlem, une rébellion éclate après le meurtre par un policier blanc d'un vétéran noir sans arme. À Détroit, ouvriers noirs et blancs, en concurrence pour les emplois les mieux rémunérés et les logements, s'opposent violemment. La classe dirigeante est terrifiée et choquée par cette émeute raciale. Dans la plus grande ville industrielle du pays, où le niveau de vie des ouvriers moyens blancs et noirs est meilleur que presque partout ailleurs, une explosion sociale s'est soldée par des dizaines de morts et des millions de dollars de dégâts. Si les violences policières ne sont pas la cause immédiate de l'explosion, elles y ont de toute évidence contribué. Les élites s'inquiètent de la possibilité de « Détroit en série ». Car comme le remarque une femme noire à propos de la violence des blancs en général, et pas seulement de la police : « Il n'y a plus de Nord. Le Sud est partout maintenant 23. »

## **Le maintien de l'ordre après-guerre**

Au milieu des années 1960, des centaines de milliers d'Afro-Américains se soulèvent pour dénoncer et combattre le racisme, les violences policières et l'injustice. Dans des villes aussi différentes que Détroit, Tampa (Floride), Houston, Chicago, Philadelphie et Prattville (Alabama), les révoltes posent des questions fondamentales sur la démocratie états-unienne. Parce qu'elles sont généralisées, ces explosions de mécontentement se muent en levier de changement politique. D'une préoccupation marginale, trouver une solution à la crise urbaine – logements vétustes, violences policières, écoles sous-équipées et chômage – devient, selon le Président Lyndon Johnson, « la tâche la plus urgente de la nation ».

Les révoltes noires sont généralement considérées comme le parent à problèmes du mouvement des droits civiques : alors que ce dernier a été universellement applaudi comme un exemple de stratégie non violente victorieuse, les émeutes, intrinsèquement violentes, sont unanimement condamnées. En 1967, quelques semaines après l'embrasement de Détroit, un éditorial du *New York Times* résume la

chose : « Les émeutes, loin de faire entendre une revendication de progrès social pour mettre fin à la pauvreté, ont dans une large mesure produit l'effet inverse, en augmentant les conflits autour de la répression policière et judiciaire<sup>24</sup>. » Pourtant, ces révoltes sont presque toujours déclenchées par des violences policières.

Après les émeutes meurtrières de Détroit et Newark à l'été 1967, Lyndon Johnson réunit la commission Kerner<sup>v</sup>, qui livre cette conclusion :

Pour certains noirs, la police en est venue à symboliser le pouvoir, le racisme et la répression des blancs. Il est vrai que nombre de policiers reflètent et expriment ces attitudes. Le climat d'hostilité et de cynisme est renforcé par le fait que les noirs sont nombreux à croire en l'existence des violences policières et d'une justice ainsi que d'une protection « à deux vitesses » – une pour les blancs et l'autre pour les noirs. La profonde animosité entre la police et le ghetto [...] est la principale cause des émeutes<sup>25</sup>.

Le rapport passe à côté de la haine viscérale que les communautés noires éprouvent pour les policiers. James Baldwin exprime parfaitement ce sentiment dans son « Reportage en territoire occupé » :

Ce que j'ai dit sur Harlem est vrai de Chicago, Détroit, Washington, Boston, Philadelphie, Los Angeles et San Francisco – comme de toute grande ville du Nord qui compte une grande population de noirs [...] dont les policiers sont les ennemis patentés. Ils sont là pour maintenir le noir à sa place et protéger les intérêts économiques des blancs, c'est leur seule fonction. Ils sont en outre – même dans un pays qui commet la grave erreur de confondre ignorance et simplicité – d'une ignorance crasse ; et, se sachant détestés, ils ont presque toujours peur. Tous les ingrédients de la cruauté sont réunis. C'est ce qui rend si obscènes ces pieux appels au respect de la loi répétés à l'envi par les notables, chaque fois qu'un ghetto s'enflamme. La loi est censée être mon serviteur et non mon maître, et encore moins mon tortionnaire ou mon assassin. Respecter la loi, dans le contexte qui est celui du noir américain, revient à renoncer au respect de soi<sup>26</sup>.

Selon un sondage de 1968, 52 % des noirs, contre seulement 13 % des blancs, considèrent « les violences policières » comme « une cause majeure de désordre » ; mais 63 % de la population juge que « tant que les minorités n'obtiendront pas justice, il ne pourra pas y avoir de retour à l'ordre<sup>27</sup> ».

En 1965, quelques mois avant la rébellion du quartier de Watts à

Los Angeles, l'administration Johnson crée la Commission on Law Enforcement and the Administration of Justice pour enquêter sur le maintien de l'ordre et les pratiques policières. Le principal objet de cette commission est d'améliorer l'action de la police dans les quartiers noirs en transformant la profession, notamment par le recrutement d'agents noirs. « Une étape majeure, et particulièrement urgente, pour améliorer les rapports de la police et des quartiers, conclut-elle, est de recruter nettement plus de policiers issus de minorités<sup>28</sup>. » Elle impute les tensions entre policiers et Afro-Américains au « manque de compréhension » des agents blancs face aux « problèmes et comportements des groupes minoritaires » et à leur incapacité à « se comporter de façon adéquate avec des personnes dont les façons d'agir et de penser leur sont étrangères. [...] Afin de gagner la confiance et l'acceptation de l'ensemble d'une communauté [...], le personnel des services de police devrait être à l'image de cette communauté. » Les enquêteurs soulignent aussi l'importance d'une plus grande « professionnalisation » de la police, qui jouit d'une faible considération. Le salaire moyen d'un policier dans une petite ville à la fin des années 1960 est de 4 600 dollars, soit juste au-dessus du seuil de pauvreté. En 1965, seuls quatre États ont rendu obligatoire une formation au métier de policier, et plus de vingt États n'ont aucune exigence en matière de diplôme ou d'alphabétisation. La formation est inexistante au point que « les barbiers et les esthéticiennes doivent suivre un cursus au moins trois fois plus long que le policier américain moyen ». À Détroit, la plupart des agents sont issus du quart d'élèves les plus faibles de leur classe de lycée ; et « ce cas est loin d'être isolé »<sup>29</sup>.

Simultanément, on tente pourtant d'imputer les révoltes raciales à la délinquance des noirs :

Il faut identifier et éliminer les causes de l'activité criminelle, avance la commission, qu'elles découlent de notre environnement ou de la nature profonde des individus. C'est l'un des principaux objets de toute notre action pour combattre la pauvreté et améliorer l'éducation, la santé, les services sociaux, le logement et les loisirs. Toutes ces choses sont vitales, mais elles ne suffisent pas. Pendant que nous tentons d'en extraire les racines, la criminalité continue son œuvre. Nous devons interrompre et inverser la tendance à l'illégalisme<sup>30</sup>.

On s'efforce par là de réduire à nouveau les émeutes à de la simple

délinquance, et de faire oublier qu'il s'agit de révoltes contre la discrimination raciale et l'exclusion systématique du partage de la manne créée par l'expansion économique de l'époque. Comme l'écrit Naomi Murakawa, « les États-Unis n'étaient pas face à un problème de criminalité [...] qui prenait une forme raciale, mais face à un problème de race [...] qui prenait une forme criminelle <sup>31</sup> ». Qu'importe : criminaliser le Black Power et l'indépendantisme noir justifie le renforcement des contrôles policiers, les arrestations et plus généralement la répression du mouvement. Cela coïncide, bien sûr, avec la montée en puissance des discours sur la « culture de la pauvreté ».

Pendant les années 1970 et 1980, à mesure que des Afro-Américains accèdent aux postes de maires et d'administrateurs de villes et de quartiers, on tente de plus en plus de diversifier les effectifs des polices municipales. Avec succès, puisqu'on passe « de services de police quasiment entièrement blancs et masculins dans les années 1950 et 1960 [...] à des effectifs largement composés de femmes et d'officiers issus des minorités, souvent dirigés par des femmes ou des individus de couleur. On trouve également de plus en plus de personnes revendiquant leur homosexualité dans la police. Aujourd'hui, les services de Los Angeles n'ont plus rien de commun avec l'univers professionnel homogène célébré dans le film *Dragnet* <sup>vi</sup> – et les policiers non plus <sup>32</sup>. » En 1970, les noirs représentaient 6 % des officiers assermentés des 300 principaux services de police du pays ; en 2006, ils sont 18 %. Dès le début du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle, dans les villes de plus de 250 000 habitants, 20 % des agents sont noirs et 14 % hispaniques. À New York, en 2005, pour la première fois dans l'histoire, la majorité des nouvelles recrues sortant de l'école de police du New York Police Department (NYPD) sont issues des minorités raciales. Dans certaines villes, l'évolution est encore plus impressionnante. À Détroit, plus de 60 % des effectifs de police sont noirs ; ils étaient moins de 10 % dans les années 1960. À Washington, près de 70 % des policiers sont issus des minorités, contre moins de 20 % dans les années 1960 <sup>33</sup>.

Mais cette révolution en matière de diversité et de formation n'a pas eu pour effet d'apaiser les tensions entre policiers et Afro-

Américains, contrairement aux prévisions de la Commission on Law Enforcement and the Administration of Justice. Selon certaines études, « les agents noirs tirent aussi souvent que leurs collègues blancs », « procèdent à autant d'arrestations », « ont souvent des préjugés contre les citoyens noirs » et « font autant sinon plus que leurs collègues blancs l'objet de plaintes et de sanctions disciplinaires »<sup>34</sup>. Si l'on a tendance à considérer que la présence accrue de policiers de couleur dans les quartiers peut apaiser les tensions avec les populations, un contre-argument massue est fourni par le fait que le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants noirs incarcérés a justement explosé *après* ces années d'efforts pour « professionnaliser » et diversifier la police<sup>35</sup>. Les services de police les plus diversifiés de toute l'histoire des États-Unis n'ont pas remis en cause l'héritage de plus d'un siècle de violence, de racisme et d'injustice dans l'action de la police.

## Politiques sécuritaires et militarisation

Après la période des droits civiques, le maintien de l'ordre a connu trois évolutions majeures, chacune venant consolider les acquis de la précédente : la guerre contre la drogue<sup>vii</sup> de Nixon et Reagan, les politiques sécuritaires de Clinton et la « guerre contre la terreur » de l'après-11-Septembre. Ces périodes, qui se chevauchent, ont débouché sur le phénomène de l'incarcération de masse et le renforcement de la surveillance policière des classes populaires, et en particulier des Afro-Américains.

Il est bien connu aujourd'hui que les États-Unis, qui représentent 5 % de la population mondiale, abritent 25 % des détenus de la planète. En 1971, le pays comptait moins de 200 000 prisonniers. Depuis, la population carcérale a augmenté de 700 % : on recense 2,4 millions de prisonniers et « près de 5 millions d'individus soumis à des contrôles judiciaires de plus en plus restrictifs, qui remplacent ou prolongent leur incarcération<sup>36</sup> ». La population de détenus a commencé à augmenter à une vitesse sans précédent vers le milieu des années 1970, après le lancement par Richard Nixon des premières dispositions de la « guerre contre la drogue », que poursuivra

Reagan 37. Dès les années 1980, les taux d'incarcération s'envolent ; et en 2013, la population carcérale états-unienne a quadruplé 38. Ce n'est d'ailleurs pas uniquement le résultat de la guerre contre la drogue : « Les taux d'incarcération pour violences, atteintes à la propriété, entre autres [...], ont eux aussi fait un véritable bond 39. » L'engouement des deux grands partis pour les politiques sécuritaires a débouché sur une augmentation massive des effectifs de police, des constructions de centres de détention et de maisons d'arrêt, et sur une prolifération des sanctions pénales. Ces évolutions sont allées de pair avec le démantèlement d'un État providence déjà affaibli et l'assombrissement des perspectives économiques pour la plupart des États-Unis – mais pas pour tous : Kevin Phillips, ancien conseiller de Nixon, décrit les années 1980 comme une « période de richesse sans équivalent depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et l'ère des Vanderbilt, Morgan et Rockefeller 40 ». Si Reagan a réduit le taux fédéral d'imposition des revenus des grandes fortunes de 70 % à 28 %, ce n'est que la partie émergée de l'iceberg 41. À la décennie suivante, une richesse encore plus importante est concentrée dans un nombre de mains toujours plus réduit, si bien qu'« en 2000, on peut qualifier les États-Unis de ploutocratie 42 ». Pointant du doigt l'augmentation de la délinquance, les riches n'ont aucun mal à fermer les yeux sur le siphonnage massif des services sociaux et sur la pauvreté et la précarité qui s'abattent sur ceux d'en bas.

Les années Clinton sont un autre tournant. Même avant de devenir président, Clinton tient à montrer qu'il ne se laissera pas dépasser par la droite et qu'on ne pourra l'accuser de « complaisance face à la délinquance ». Fait notoire : en 1992, il interrompt sa tournée de campagne pour assister personnellement à l'exécution d'un homme noir handicapé mental qui avait si peu conscience de sa mort imminente qu'il demanda qu'on lui serve son dessert après l'exécution. Clinton mettra par la suite la lutte contre la délinquance au cœur de son action présidentielle 43.

Quelques mois avant son élection, South Central – où se trouve le quartier de Watts –, à Los Angeles, s'embrase à nouveau. Clinton et les démocrates saisissent l'occasion pour faire de la répression de la délinquance une valeur centrale de leur parti. Deux ans plus tard, en



1994, Clinton intègre à la législation le Violent Crime Control and Law Enforcement Act VIII. Avec son budget de 30 milliards de dollars, le « *Crime Bill* » crée 100 000 postes de policiers, étend la peine de mort à 60 nouveaux crimes, fait construire de nouvelles prisons, généralise la « loi des trois coups IX » et supprime la formation des détenus. Ce n'est que le début. L'administration Clinton instaure des incitations financières pour encourager les États à multiplier et à allonger les peines, notamment en supprimant les libérations conditionnelles 44. Il va de soi que ces réformes visent les quartiers afro-américains, où la destruction des services sociaux et l'introduction du crack et des mesures anti-drogues ont fait exploser la délinquance.

En 1996, Clinton fait voter l'Anti-Terrorism and Effective Death Penalty Act, restreignant encore la possibilité des détenus à faire appel de leurs condamnations. À la fin de sa présidence, en 2000, le taux d'emprisonnement des noirs a triplé. Autre fait notable de son bilan : en 1996, Clinton « sonne la fin [du] régime de protection sociale ». Les conséquences de cette guerre aux pauvres se feront sentir pendant la récession du début des années 2000 et l'effondrement économique de 2008.

Cette extension du système pénal rencontre une résistance croissante à la fin des années 1990, jusqu'à ce que l'attaque du 11 septembre 2001 ne fasse disparaître la quasi-totalité des espaces politiques où s'élaborait la contestation. La classe politique, unie sous le mot d'ordre de « sécurité nationale », vote le Patriot Act et toute une série de nouvelles dispositions augmentant les pouvoirs de l'État au nom de la lutte contre le terrorisme. Les dirigeants politiques défendent activement l'idée que la guerre contre la terreur doit aussi être menée à l'intérieur – et que la police est en première ligne de ce nouveau « front ». Elle justifie d'étendre encore les moyens de surveillance et de contrôle et les pouvoirs de la police et de la justice – et de démultiplier l'armement. L'administration Clinton avait déjà autorisé le Pentagone à faire don de ses surplus militaires aux polices locales. « Pendant les trois premières années après la loi de 1994, note un rapport, le Pentagone a distribué 3 800 fusils d'assaut M-16 et 2 185 M-14, 73 lance-grenades et 112 véhicules blindés de transport de troupes aux services de police de tous les États-Unis. Ils ont aussi

hérité de baïonnettes, de tanks, d'hélicoptères et même d'avions 45. » Après le 11-Septembre, cette logique de militarisation est amplifiée : en 2006, le Pentagone distribue aux polices locales « pour 15,4 millions de dollars de véhicules, 8,9 millions de dollars d'équipement aérien, 6,7 millions d'équipement naval, un million de dollars d'armes et 110,6 millions d'« autres matériels » 46 ». En 2012, l'armée transfère à la police un équipement évalué au montant record de 546 millions de dollars 47. L'État fédéral subventionne également l'acquisition par la police de véhicules blindés, même dans des régions pouvant difficilement être considérées comme des cibles potentielles du terrorisme, comme l'Alabama ou l'Idaho x. Transformer en soldats les policiers des ghettos des centres-villes ne fait qu'aggraver les problèmes, comme le note cet ancien chef de police :

L'action de la police est aujourd'hui placée sous le signe de la « sécurité des agents » et de la formation paramilitaire. [...] Dans les grandes villes, les policiers étaient autrefois équipés de revolvers munis de six cartouches de calibre .38. À présent, ils portent des pistolets semi-automatiques munis de seize cartouches de gros calibre, des fusils de chasse, des fusils d'assaut militaires, autant d'armes autrefois réservées aux forces spéciales des Swat, qui n'opèrent que dans des circonstances exceptionnelles. Au lieu de s'inquiéter du fait qu'avec une telle concentration d'armes à feu dans des zones densément peuplées, on tire sur des citoyens innocents, on considère que la police livre une guerre contre les stupéfiants et la délinquance qui nécessite d'être lourdement armée 48.

Ce suréquipement a tout particulièrement affecté la population noire. Depuis plus de trente ans, elle fait les frais de la guerre contre la drogue. Plusieurs acteurs ont contribué à présenter les Afro-Américains comme les responsables des violences liées à la drogue, des élus des deux partis aux grands médias en passant par la culture de masse. Cela a instauré un climat de suspicion généralisé, qui fait des Afro-Américains des criminels en puissance à surveiller étroitement. Mais à mesure que le maintien de l'ordre étend ses filets, il enferme aussi ceux qui y échappaient jusque-là : de 2000 à 2009, le taux d'emprisonnement des Afro-Américains a baissé – un reflux relatif surtout dû aux niveaux historiques qui avaient été atteints –, mais dans la même période, celui des Hispaniques a augmenté, de même que celui des blancs – de 47,1 % chez les femmes et de 8,5 % chez les hommes 49. La « guerre contre la terreur » a servi de prétexte à une criminalisation insidieuse de l'ensemble de la société.

## Nouvelles tendances du maintien de l'ordre

La révolte de Ferguson a suscité des enquêtes approfondies sur les méthodes de sa police municipale. Elles montrent que les Afro-Américains sont visés de façon disproportionnée par les contrôles routiers : alors qu'ils ne représentent que 67 % des habitants, 89 % des contrôles concernent des noirs et 92 % des personnes interpellées à la suite d'un contrôle routier sont noirs<sup>50</sup>. Mais si les méthodes de la police de Ferguson ont été mises sur le devant de la scène, d'après une enquête de *USA Today* portant sur l'ensemble du territoire, « les noirs sont contrôlés, fouillés, interpellés et écroués plus souvent que les autres races. [...] Sur ce sujet, conclut-elle, ce qu'il y a de plus remarquable dans le cas de Ferguson [...] est peut-être son extrême banalité<sup>51</sup>. » Selon cette enquête, 1 581 autres services de police ciblent les noirs « de façon encore plus discriminatoire que ceux de Ferguson, notamment à Chicago et à San Francisco. Dans au moins soixante-dix services de police, les noirs sont arrêtés dix fois plus souvent que les autres citoyens<sup>52</sup>. » Si ces chiffres ne concernent pas tous les services du pays, ils montrent qu'à l'évidence, les Afro-Américains ont plus de chances d'être interpellés que les blancs.

Curieusement, le système policier ne cesse de s'étendre alors même que la délinquance connaît un recul historique, comme le note *The Atlantic* :

Depuis vingt-cinq ans, la vague de délinquance et de violence semble tout simplement refluer. Le nombre de crimes et de délits est inférieur de moitié au pic atteint en 1991. Les faits de violences ont chuté de 51 %. Les atteintes aux biens ont baissé de 43 % et les homicides de 54 %. En 1985, on dénombrait 1 384 meurtres dans la ville de New York, contre 333 l'an dernier. Le pays est indéniablement plus sûr. Cela a notamment pour effet positif une augmentation de la population des centres-villes<sup>53</sup>.

Si la cause de la baisse de la criminalité aux États-Unis ne fait pas ou très peu consensus, la plupart des experts s'accordent sur le fait qu'elle a peu à voir avec l'arsenal répressif de Clinton et consorts. À partir de la fin des années 1980 et pendant la décennie 1990, nombre de politiciens ont bâti leur carrière sur une défense effrénée des politiques ultra-sécuritaires ; poursuit *The Atlantic*, « il

semblerait que l'augmentation des incarcérations ait eu sur la délinquance un effet bien plus faible qu'on ne le pense généralement. Selon nos estimations, seuls 5 % de la baisse de la délinquance au cours des années 1990 peuvent lui être imputés 54. »

Mais après avoir passé trente ans à construire un système policier, il est irrésistiblement tentant de l'utiliser. Les « incivilités » et les atteintes à la « qualité de la vie » sont donc devenues la nouvelle frontière de l'action policière aux États-Unis, qui de ce fait n'entretient plus qu'un lien très éloigné avec la prévention des crimes. Les agents gèrent la pauvreté en inculquant la peur et la soumission aux populations opprimées. Après la liquidation par les municipalités et les États des services sociaux et autres dispositifs publics indispensables de lutte contre la pauvreté, la police est déployée pour « faire le ménage ».

Les conséquences sociales des politiques d'austérité ont donc de fait transformé la police en section d'assaut de la gentrification, à l'heure où les villes rivalisent pour attirer des entreprises et des jeunes blancs des professions supérieures aux revenus élevés. En témoignent les nouveaux règlements, décrets et lois sanctionnant les manifestations publiques de pauvreté. Dans plus de la moitié des villes des États-Unis, s'asseoir sur le trottoir est un délit, de même que, dans 18 % d'entre elles, dormir dans un espace public. Dans 76 % des villes, il est interdit de demander de l'argent ou de mendier en public. Dans 33 % d'entre elles, il est interdit de flâner sur l'ensemble du territoire tandis que 65 % interdisent la flânerie dans certains lieux particuliers<sup>xI</sup>. Dans 53 % des villes, il est interdit de s'allonger dans certains espaces publics ; dans 43 %, il est illégal de dormir dans sa voiture. 9 % des villes interdisent de partager de la nourriture avec des sans-abris ou de leur en donner<sup>55</sup>. Les « infractions à la qualité de vie » comportent nombre de délits sans victimes tels que flâner, uriner ou mendier en public. La multiplication de ces infractions est allée de pair avec le sabrage ou l'élimination des emplois ou des aides aux travailleurs pauvres.

Quant à la véritable délinquance, quand elle pose réellement problème, elle est traitée comme une dépravation morale et non comme le résultat de la pauvreté et de l'injustice sociale, ce qui

exonère l'État de toute obligation d'y remédier et lui permet de mobiliser encore davantage de ressources pour la police. L'illustration la plus frappante est le fait que les prisons d'État sont devenues la principale destination des malades mentaux auteurs de délits. Cela s'explique par la pénurie de lieux d'accueil et de soins psychiatriques, plus appropriés pour ces malades. Le maire de Chicago, Emanuel Rahm, a fait fermer la moitié des douze services psychiatriques de la ville, plongeant les individus privés de couverture santé dans une situation critique. Ils finissent souvent entre les mains de la police. Emanuel a justifié ces fermetures par les faibles recettes fiscales, mais il a trouvé les moyens nécessaires pour augmenter les salaires des policiers et leur verser des dizaines de millions de dollars en heures supplémentaires<sup>56</sup>. Selon Tom Dart, shérif de Cook County (Illinois), un tiers des 10 000 détenus de la prison du comté souffrent de maladie mentale – une proportion supérieure à la moyenne nationale de 17 % des prisonniers<sup>57</sup>. Sur l'ensemble du territoire, les structures de soins psychiatriques ont été taillées en pièces : au niveau des États, les coupes budgétaires depuis 2009 atteignent 4,53 milliards de dollars. Rien de surprenant, donc, au fait qu'au moins la moitié des personnes tuées par la police depuis 2000 étaient atteintes d'une forme ou une autre de maladie mentale<sup>58</sup>.

Cette approche du maintien de l'ordre s'inspire de la théorie de « la vitre brisée », popularisée par le chef de la police de New York, William Bratton, dans les années 1990. Inventée par les sociologues conservateurs James Q. Wilson et George L. Kelling – que Bratton décrit comme un mentor –, elle suppose que lutter contre les « incivilités » – fraude dans le métro, consommation d'alcool en public ou graffitis – permet de prévenir crimes et délits plus graves. La théorie, dont l'efficacité n'a jamais été empiriquement démontrée, a servi de prétexte à des contrôles agressifs sur les pauvres et les prolétaires, qui ont d'autant plus de chances d'être surpris en flagrant délit d'« incivilité » que la police fait plus de rondes dans leurs quartiers. Recruté à la suite de l'élection de Rudolph Giuliani à la mairie de New York en 1994<sup>xii</sup>, Bratton introduit le logiciel CompStat, toujours utilisé aujourd'hui, pour recenser contrôles et arrestations effectués dans la ville et générer quotidiennement des statistiques par arrondissement. Un bulletin interne du NYPD décrit la manière dont

## CompStat <sup>xiii</sup> gère l'activité :

Dans le passé, il fallait attendre plusieurs mois pour connaître les chiffres de la délinquance et savoir si les politiques mises en place avaient réussi ou échoué. Maintenant, on reçoit quotidiennement les chiffres de CompStat, et les commandants du NYPD analysent les tendances hebdomadaires aussi précisément que les grands groupes évaluent leurs pertes et profits. Dans les services de police, les chiffres de la délinquance sont devenus l'alpha et l'oméga, l'indicateur clé de leur activité, arrondissement par arrondissement ou dans le pays entier <sup>59</sup>.

L'approche new-yorkaise du maintien de l'ordre, mélange de « vitre brisée » et de CompStat, a été étendue au reste du pays dans les années 1990. En 2013, 58 % des grands services de police (comptant plus de 100 agents) utilisaient ou avaient l'intention d'utiliser CompStat <sup>60</sup>. Cette méthode implique évidemment la généralisation d'une politique du chiffre : les policiers qui procèdent à un grand nombre de contrôles et d'arrestations sont félicités individuellement. À l'inverse, « quand les commandants font de mauvais choix, explique Kelling, ou laissent leurs subordonnés se satisfaire de peu, ils ne doivent pas être préservés de l'humiliation <sup>61</sup> ». Cette ambiance a certainement contribué à la montée en flèche des contrôles dits « *stop-and-frisk* <sup>xiv</sup> » par les policiers de New York, à l'affût d'infractions leur permettant de booster les chiffres de leur secteur.

En 1999, après le meurtre par la police d'Amadou Diallo, les contrôles motivés par la race ont été dénoncés pour la première fois. Entre 1998 et 1999, 175 000 New-Yorkais ont été contrôlés. Les noirs, qui ne représentent que 26 % des habitants, étaient visés dans 51 % des cas, et les Hispaniques – 24 % des habitants – dans 33 % des cas <sup>62</sup>. En 2011, le nombre de contrôles a atteint 684 000, visant en majorité des hommes de couleur. D'après le Centre pour les droits constitutionnels, plus de 4 millions d'individus ont été contrôlés à New York entre 2002 et 2013, mais cela n'a débouché sur une arrestation que dans 6 % des cas. Plus de 80 % des personnes contrôlées étaient afro-américaines ou hispaniques. Des représentants de ces minorités ont déposé une plainte fédérale, dénonçant une forme de profilage racial déguisé <sup>63</sup>. Au cours de l'enquête, Pedro Serrano, officier de police à New York, témoigne avoir directement reçu l'ordre de pratiquer le *stop-and-frisk*. Selon lui, ses commandants de secteur menaçaient les agents d'une mutation à un poste ingrat s'ils ne

contrôlaient pas « les bonnes personnes, au bon moment et au bon endroit ». Au cas où l'identité de ces « bonnes personnes » n'aurait pas été claire, le commandant avait précisé : « Les hommes noirs. Je vous l'ai dit au briefing, et je n'ai aucun problème à vous le redire : les hommes noirs de 14 à 20 ans »<sup>64</sup>. Lors d'une autre audition, Ray Kelly, alors chef de la police de New York, a reconnu que le *stop-and-frisk* avait pour objectif de faire peur et d'intimider. Eric Adams, sénateur de l'État de New York, a affirmé avoir personnellement entendu Kelly déclarer que le *stop-and-frisk* servait « à faire en sorte qu'ils aient peur d'être contrôlés par la police chaque fois qu'ils sortent de chez eux » – « eux » : c'est-à-dire les noirs et les Hispaniques, a précisé Adams<sup>65</sup>.

À l'été 2013, un tribunal du district sud de l'État de New York a déclaré cette pratique anticonstitutionnelle. Mais cela n'a pas empêché qu'elle se poursuive, sous d'autres noms, à New York et ailleurs. À l'été 2015, six Afro-Américains de Chicago ont mené une action en justice pour discrimination raciale dans les pratiques de contrôle et de fouille. À l'issue d'une enquête, l'American Civil Liberties Union a conclu que la police de Chicago pratiquait le *stop-and-frisk* de façon encore plus massive que le NYPD avant qu'il ne soit déclaré anticonstitutionnel. Au cours de l'été 2014, les habitants noirs de Chicago avaient subi 182 048 contrôles, soit 72 % du total, alors qu'ils ne représentent que 32 % de la population de la ville<sup>66</sup>.

Kelling et Wilson l'admettaient : la théorie de la « vitre brisée » transforme les policiers en « agents de la paranoïa des riverains ». Mais pour eux, c'est le prix à payer : « Nous ne pouvons fournir de réponse totalement satisfaisante à cette question importante [la discrimination raciale]. Nous ne sommes pas certains qu'une telle réponse existe, et nous ne pouvons qu'espérer que par leur sélection, leur formation et leur supervision, les policiers acquerront une idée claire des limites de leur autorité<sup>67</sup>. »

Non seulement ces pratiques agressives font augmenter le nombre d'Afro-Américains interpellés, mais chaque rencontre avec les forces de l'ordre fait pleuvoir sur les noirs pauvres ou prolétaires un déluge d'amendes et de pénalités. Du fait de la frilosité des politiciens à augmenter les impôts des contribuables aisés ou des grandes

entreprises, les municipalités du XXI<sup>e</sup> siècle sont en effet de plus en plus dépendantes financièrement des contraventions dressées pendant ou après les contrôles : les policiers jouent donc un rôle croissant dans la collecte des revenus municipaux. La révolte de Ferguson a révélé l'ampleur de l'extorsion pratiquée par les autorités locales sur la population noire : cette manne représentait la deuxième plus importante source de revenus de la ville.

[En 2014,] la ville a délivré 33 000 mandats d'arrêt pour une population de 21 000 habitants, la plupart pour des infractions routières – visant dans leur écrasante majorité des habitants noirs. Les blancs, qui représentent 29 % de la population, ne sont concernés que par 12,7 % des contrôles <sup>68</sup>.

Dans tout l'État du Missouri, cette extorsion légale est tenue pour une pratique parfaitement normale :

Selon un rapport de l'ONG Better Together, Ferguson ne figure même pas parmi les vingt municipalités du comté de Saint-Louis dont le budget de fonctionnement repose essentiellement sur les amendes et les pénalités. À sept kilomètres de là, la petite ville d'Edmundson perçoit chaque année près de 600 dollars d'amendes par habitant, soit plus de six fois plus qu'à Ferguson <sup>69</sup>.

Et « [dans] la ville voisine de Bel-Ridge, un feu a été truqué pour permettre à la police de le faire passer au rouge au moment où les automobilistes traversent l'intersection, ce qui a permis de gonfler le budget municipal de 16 % <sup>70</sup> ». Les élus locaux, y compris afro-américains, justifient cette escroquerie par ces rentrées d'argent considérables.

Contraventions et pénalités ne sont pourtant qu'une infime partie des pièges que la justice tend aux pauvres et aux prolétaires. Près d'un tiers des États du pays emprisonnent les individus qui n'ont pas payé leurs dettes, y compris les frais de justice <sup>71</sup>, bien que cette pratique soit totalement illégale. La Cour suprême a conclu en 1983 qu'on ne peut incarcérer les personnes au motif qu'elles seraient trop pauvres pour s'acquitter de leurs amendes, pénalités ou dettes. Mais contester les pratiques illégales du système pénal coûte de l'argent. Déplacer le fardeau fiscal des populations aux plus hauts revenus sur les pauvres et la classe ouvrière relève de la régression, sinon de l'exploitation et de la rapine. Celui qui ne paie pas ses amendes entame une odyssée dont il ne peut sortir indemne financièrement. Quarante-huit États ont



augmenté les frais de justice des tribunaux pénaux ou civils, quand ils n'en ont pas créé de nouveaux. Le nombre d'États-Uniens redevables d'amendes et de pénalités augmente chaque année. « En 2011, dans la seule ville de Philadelphie, note la National Public Radio, les tribunaux ont envoyé des rappels de créances remontant jusqu'aux années 1970 à plus de 320 000 personnes – environ un habitant sur cinq. L'endettement médian avoisinait les 4 500 dollars. Dans la ville de New York, on dénombre 1,2 million de mandats d'arrêt non exécutés, dont une bonne part pour des amendes et des frais de justice non payés. » Tout retard de paiement expose à des pénalités supplémentaires. L'État fédéral peut ensuite ordonner une saisie des biens. Il y a enfin le risque d'être arrêté – qui, bien sûr, déclenche une nouvelle pluie d'amendes et de pénalités. En 2004, selon les chiffres du département de la Justice, 66 % des détenus étaient « redevables de frais de justice, d'indemnités, d'amendes et de frais divers » – contre 21 % en 1991<sup>72</sup>.

L'Alabama a tenté de compenser ses pertes de revenus en imposant de nouveaux frais : 35 dollars pour un dépôt de caution, 30 % de frais de gestion sur tout recouvrement de créance. Une demi-douzaine d'actions en justice sont actuellement en cours contre les tribunaux de l'État, accusés de créer du surendettement pour des infractions mineures et d'écrouer ceux qui ne peuvent pas payer. L'État de Floride autorise les huissiers à ponctionner 40 % de frais de recouvrement sur une créance. Certains comtés de Floride ont également recours à des « tribunaux de recouvrement » qui peuvent écrouer les personnes débitrices mais ne leur donnent pas droit à un avocat commis d'office. Dans au moins 43 États, on peut facturer aux pauvres les services d'un avocat commis d'office, ce qui signifie que certains prévenus, faute d'argent, sont privés de défense<sup>73</sup>. Dans 41 États, les détenus peuvent également se voir facturer des « frais de chambre et de pension » pour leur séjour en maison d'arrêt ou en prison. Le Texas et le Wyoming considèrent l'absentéisme comme un délit : au Texas, les enfants de 12 à 18 ans peuvent être jugés en correctionnelle pour avoir manqué les cours. Les élèves sont convoqués automatiquement au bout de dix absences injustifiées en six mois ; et les mineurs jugés pour absentéisme sont considérés par le tribunal comme majeurs – leurs parents ne peuvent donc intervenir en leur nom. Commentaire d'un

juge : « Je sais que certains disent qu'il devrait y avoir un représentant [commis d'office]. Mais actuellement le système ne le prévoit pas. » En 2013, le Texas a condamné 115 782 enfants pour « non-assiduité scolaire », ce qui lui a permis d'engranger 16 millions de dollars de frais de justice et d'amendes. Le pourcentage de noirs et d'Hispaniques chez les enfants condamnés s'élève au chiffre remarquable, mais guère surprenant, de 83 %<sup>74</sup>.

Quand Bill de Blasio, maire de New York, a timidement critiqué la police pour avoir causé la mort par asphyxie d'Eric Garner en juillet 2014, le NYPD a répliqué par une grève perlée. Cet épisode a révélé à quel point la ville est dépendante de la police, non seulement pour protéger la propriété privée, mais aussi pour dépouiller les citoyens ordinaires de leur argent et de leurs biens. En 2014, la municipalité a émis environ 16 000 amendes pour stationnement, ce qui lui a rapporté 10,4 millions de dollars par semaine<sup>75</sup>. Les amendes des tribunaux pénaux ou civils relatives à des « infractions à la qualité de vie » représentaient près d'un milliard de recettes annuelles. Cela peut être assimilé à un « impôt racial », dans la mesure où les populations non blanches supportent de façon disproportionnée le fardeau des politiques ultra-sécuritaires.

Si les coupes budgétaires dans les dispositifs d'aide sociale sont à l'origine de certains aspects du nouveau système policier, la police semble être la seule institution publique qui n'ait pas à s'inquiéter de voir ses financements réduits. Bien que les municipalités du pays entier versent des centaines de millions de dollars pour régler à l'amiable des poursuites pour violences policières, les services eux-mêmes continuent d'agir en toute impunité<sup>76</sup>. En 2014, la ville de Chicago, pourtant en quasi-faillite, s'est acquittée de plus de 50 millions de dollars pour régler à l'amiable des poursuites pour abus policiers (sans compter les 63 millions versés aux avocats chargés des affaires)<sup>77</sup>. De 2000 à 2010, le règlement des poursuites pour violences policières a coûté à la ville plus d'un demi-milliard de dollars, auquel il faut ajouter l'accord récent de versement de 5 millions de dollars aux survivants des tortures perpétrées par la police dans les années 1970 et 1980<sup>78</sup>.

Chicago n'est pas un cas isolé. Pendant dix ans, la ville de New York a versé en moyenne 100 millions de dollars par an – on approche donc le milliard – pour régler des affaires d'abus policiers. La police de Los Angeles, parfois citée comme une institution réformée de façon exemplaire, a versé 54 millions pour la seule année 2011<sup>79</sup>. Depuis 1990, Oakland a dépensé 74 millions. Minneapolis a déboursé 21 millions depuis 2003<sup>80</sup>. Philadelphie, sous le mandat du chef de la police afro-américain Charles Ramsey (2008-2016) – choisi par Barack Obama pour piloter une enquête nationale sur la réforme de la police –, a payé 40 millions pour régler des poursuites liées à des morts par balles accidentelles, des fouilles illégales et des plaintes pour usage excessif de la force. Comme l'explique un avocat qui a gagné contre la ville, à Philadelphie, « les agents de base ne s'attendent absolument pas à ce que leur conduite soit un jour réellement, sérieusement évaluée. [...] Ce qui fournit un élément de preuve recevable du fait que la ville ne supervise et n'encadre pas suffisamment ses policiers<sup>81</sup>. »

Les sommes astronomiques sorties des poches des contribuables pour régler des affaires de violence et d'abus semblent être mises sur le compte des coûts de gestion ordinaires d'une ville. Pourtant, la plupart des autres institutions publiques qui commettraient de telles erreurs de gestion – hôpitaux, dispensaires, bibliothèques, écoles – sont privatisées, ou soumises à une cure d'austérité qui fragilise leur fonctionnement. En 2013, moment où les écoles de Chicago affichaient un milliard de dollars de déficit, le maire Rahm Emanuel a fermé 54 établissements, malgré les protestations de milliers de parents. En revanche, on reproche rarement à la police de coûter aux villes des millions de dollars de précieux deniers publics. Au contraire, elle est systématiquement encensée par les dirigeants et protégée de toutes les conséquences de ses actions – même en cas de meurtre ou de violences. Le fait que la police ait ainsi les coudées franches est aujourd'hui une dimension essentielle du gouvernement des villes.

Cette impunité permet de comprendre pourquoi la police dérape si facilement vers le meurtre. La police états-unienne tue plus que toute autre force publique des pays dits « développés ». En seulement sept ans, selon les statistiques du bureau de la Justice, on dénombre

7 427 tués<sup>82</sup>. C'est un chiffre ahurissant<sup>xv</sup>. La même étude conclut que la police tue en moyenne 928 personnes par an. Par comparaison, 58 soldats états-uniens ont péri en Irak en 2014<sup>84</sup>. Au Canada, en 2014, la police a fait 78 victimes. Entre 2010 et 2014, la police anglaise a tué 4 personnes. Entre 2013 et 2014, la police allemande n'a fait aucune victime. En Chine, pays quatre fois et demie plus peuplé que les États-Unis, 12 personnes ont été tuées par la police en 2014<sup>85</sup>.

Ce décompte macabre ne donne qu'une image partielle du caractère meurtrier du maintien de l'ordre aux États-Unis. Les autorités minorent très souvent les crimes policiers, quand elles n'omettent pas de les mentionner. D'après le *Wall Street Journal*, des centaines de meurtres commis entre 2007 et 2012 n'ont jamais été rapportés au FBI<sup>86</sup>. Selon cette enquête, dans les 105 principaux services de police du pays, plus de 550 crimes policiers n'avaient pas été archivés. Fait incroyable, l'État fédéral n'oblige pas les services à consigner le nombre, la race ou l'origine ethnique des personnes blessées ou tuées par balles par ses agents, ce qui empêche de se faire une idée claire du problème. Ainsi, l'État de Floride n'a déclaré aucune victime au FBI depuis 1997 ; de même que la ville de New York depuis 2007<sup>87</sup>.

Faute de recensement précis, il est impossible de savoir avec exactitude qui sont les victimes de la police. Nous savons cependant que, du fait de la surveillance policière disproportionnée qui s'exerce sur eux, les hommes, femmes et enfants noirs payent le plus lourd tribut. En Floride, en 2005, une étude fondée sur une simulation montrait qu'une unité de police à majorité blanche « avait tendance à laisser s'échapper des suspects armés blancs et à tirer sur des suspects non armés noirs<sup>88</sup> ». Dans la vie réelle aussi, les policiers tirent plus facilement sur les hommes noirs que sur toute autre catégorie d'individus. Selon une enquête de ProPublica, entre 2010 et 2012, les garçons noirs âgés de 15 à 19 ans risquaient 21 fois plus d'être tués par la police que les jeunes blancs. Des avocats de la police ont contesté ce chiffre, en alléguant que l'échantillon de sondés était trop petit pour permettre de tirer des conclusions définitives. En reproduisant l'enquête sur un échantillon plus large et une période

plus longue, ses auteurs ont découvert que les inégalités entre jeunes noirs et blancs s'étaient aggravées avec le temps. Entre 2006 et 2008, le ratio de risque était de 9 contre 1. En 2010, il était monté à 17 contre 1 ; et en 2012, il atteignait effectivement le chiffre de l'étude initiale 89.

Au-delà du cas des seuls noirs, au cours de la dernière décennie, la police a également tué des centaines d'Hispaniques et des milliers de blancs. Cette situation intolérable pourrait servir de base objective à un mouvement multiracial contre le terrorisme policier. Si le caractère éminemment raciste de la police des États-Unis a tendance à en dissimuler l'ampleur, il est de l'intérêt des militants contre les violences policières d'en dénoncer le caractère à la fois spécifique *et* généralisé.

## Conclusion

Le 2 mars 2015, après quatre-vingt-dix jours d'enquête, la « Commission spéciale sur la police du XXI<sup>e</sup> siècle » créée par Obama rendait ses conclusions. Constituée à la hâte au mois de décembre précédent, dans la fièvre des premières vagues de protestation nationale, elle visait à montrer que l'État fédéral était sensible aux revendications populaires – et à calmer la rue. Le Président avait reçu des jeunes militants, et même nommé certains d'entre eux à la commission, pour lui donner une apparence de légitimité. Son rapport énumère cinquante-huit recommandations : entre autres, « mettre un terme au “profilage racial” », « renforcer la “police de proximité” », « améliorer la formation » des policiers et « réformer l'ensemble du système pénal »<sup>90</sup>. Il préconise également des « enquêtes indépendantes » sur les crimes policiers, ayant tout l'air d'ignorer que dans les cas de Michael Brown et de Trayvon Martin, ces enquêtes ont paisiblement suivi leur cours sans que cela ne débouche sur des condamnations. En outre, « le rapport ne dit rien sur les moyens de financer la plupart de ces propositions », pas plus qu'il ne précise comment les faire appliquer par les 18 000 services de police du pays. Plus révélateur encore, quelque vingt-neuf jours après la remise du rapport, la police avait fait 111 victimes, soit 33 de plus que le mois

précédent. Ce même mois, à North Charleston (Caroline du Sud), le meurtre de Walter Scott est filmé par un passant. Après qu'on lui a demandé de se garer à cause d'un feu arrière défectueux, craignant une arrestation, il part en courant et reçoit huit balles dans le dos, tirées par Michael Slager, un officier blanc. Slager est arrêté et inculpé pour meurtre, mais le scénario de la mort de Scott suit un schéma récurrent<sup>91</sup>. En juin 2015, le *Guardian* rapporte que depuis le mois de janvier, la police états-unienne a tué plus de 489 personnes, dont 138 Afro-Américains<sup>92</sup>.

La violence et les brutalités ont toujours caractérisé les relations de la police et des Afro-Américains. Il n'existe pas d'âge d'or de la force publique auquel les élus pourraient se référer, et il y a peu de raisons d'espérer que la police états-unienne puisse sérieusement être réformée. Les exemples de services « réformés » promus par l'administration Obama en disent long sur l'indigence du concept. En mai 2015, Obama s'est rendu à Camden (New Jersey) pour mettre à l'honneur cette ville, « symbole de l'avenir de la nation<sup>93</sup> ». Il ne se référait pas à sa stabilité économique : il parlait de sa « police de proximité ». En 2013, Camden a dissout l'intégralité de sa police municipale, qui comptait 250 agents, pour mettre fin aux abus et à la corruption et limiter les coûts – ces policiers étant syndiqués. La police municipale a été remplacée par un service dirigé par le comté. La ville de Camden a ensuite réembauché 411 agents de police et 120 « employés civils » travaillant en tant qu'« analystes au sein d'un nouveau centre de pilotage stratégique où ils supervisent 121 caméras de vidéoprotection et un réseau d'écoute anti-coups de feu »<sup>94</sup>. La police de proximité mise en place par Camden a consisté à multiplier le nombre d'agents à pied pour créer des relations plus étroites avec les habitants des quartiers où ils patrouillent.

Camden illustre parfaitement la réalité de la « réforme de la police ». Occupés à célébrer des taux de délinquance en baisse, politiciens et experts ne tiennent aucun compte d'un envers du décor peu reluisant. L'année du lancement des méthodes de police « innovantes », Camden a enregistré plus de plaintes pour « usage excessif de la force » que toute autre municipalité de l'État du New Jersey. Selon l'ACLU, le nombre de plaintes « dépassait le total cumulé

des plaintes enregistrées par les services de Newark et de Jersey City, les deux plus grandes villes de l'État, qui comptent plusieurs centaines de policiers de plus<sup>95</sup>». La police de Camden s'est en outre totalement convertie à l'approche de la « vitre brisée ». Le nombre de convocations au tribunal pour conduite de moto sans casque est passé de 3 à 339 ; les convocations pour tapage ont fait un bond de 43 %, passant de 1 766 à 2 521 ; les convocations pour défaut d'entretien de feux et de rétroviseurs ont augmenté de 421 %, passant de 495 à 2 579 ; et les convocations pour infraction à l'interdiction des véhicules à vitres teintées ont bondi de 381 %, passant de 197 à 948. Cette déferlante d'assignations à comparaître a augmenté l'activité du tribunal municipal de Camden de 29 % – et les contraventions et les frais afférents ont commencé à pleuvoir sur les habitants<sup>96</sup>. Ce qui n'a pas changé en revanche à Camden, c'est son économie en chute libre, son taux de chômage élevé et son marché de l'immobilier en berne. La population est composée à 95 % de noirs et d'Hispaniques ; 42 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté et 30 à 40 % sont au chômage. Le revenu annuel médian s'élève à 26 000 dollars par an, contre 71 000 dans le reste du New Jersey. La ville de 77 000 habitants est défigurée par plus de 4 000 biens immobiliers à l'abandon. Ce nouvel engouement pour les amendes, convocations, pénalités et arrestations pour des motifs triviaux risque de démultiplier la pauvreté et le chômage. Obama ne croyait pas si bien dire quand il a érigé Camden en « symbole national ».

La police des États-Unis a changé au sens où elle a gagné en professionnalisme et en financements, mais elle n'en est pas devenue meilleure ou plus juste. On constate une persistance inquiétante du racisme, des pratiques d'extorsion et des abus, bien que les effectifs se soient diversifiés et reflètent davantage la composition des quartiers où ils opèrent. La police sert avant tout d'instrument de contrôle social dans une société largement inégalitaire, ce qui implique qu'elle vise en priorité les pauvres et les prolétaires. Les Afro-Américains, historiquement surreprésentés dans ces quartiers, en ont souvent été les premières victimes. C'est encore plus vrai aujourd'hui, à l'heure où l'action de la police se traduit notamment par des centaines de morts, des centaines de milliers d'arrestations et des millions d'avenir brisés par des rencontres avec les forces de l'ordre qui se soldent par un

casier judiciaire, source des pires difficultés à trouver du travail – et de tous les problèmes sociaux qui en résultent. Rien de surprenant, donc, à ce que la police reste la première cible des mouvements sociaux noirs.

---

I. La Proclamation d'émancipation est un ensemble de deux décrets d'Abraham Lincoln, datés de septembre 1862 et janvier 1863. Elle déclare libres les esclaves des États toujours en rébellion au moment de sa date d'entrée en application (1<sup>er</sup> janvier 1863), ouvrant la voie à la libération des esclaves à mesure que les troupes de l'Union progressent dans les territoires confédérés. Elle n'interdit pas l'esclavage en tant que tel, et ne concerne donc pas les esclaves des États intégrés à l'Union, mais esclavagistes (Delaware, Maryland, Missouri, Kentucky). Elle est cependant considérée comme un premier pas vers l'abolition. [nde]

II. Lire ⇒ la note ⇒, p. ⇒. [nde]

III. En effet, le XIII<sup>e</sup> amendement dispose que « ni l'esclavage ni la servitude involontaire, *excepté en punition d'un crime dont le responsable aura été dûment reconnu coupable*, ne pourront exister à l'intérieur des États-Unis ». [nde]

IV. James K. Vardaman était alors gouverneur du Mississippi. [ndt]

V. Lire ⇒, p. ⇒.

VI. Film de Tom Mankiewicz sorti en 1987. Il tire son titre de celui de la série télévisée des années 1950 « The Dragnet ». [nde]

VII. Lire ⇒, p. ⇒.



VIII. Lire ⇒, p. ⇒. [nde]

IX. Disposition contraignant les juges à prononcer des peines de prison perpétuelle à l'encontre d'un prévenu condamné pour la troisième fois pour un délit ou un crime. [ndt]

X. C'est-à-dire des territoires très éloignés des centres de pouvoir. [ndt]

XI. Les arrêtés anti-flânerie sont justifiés par les mairies à travers la lutte contre les gangs, la prostitution et le trafic de drogue et visent les personnes qui « stationnent à un endroit sans but apparent ». Leur constitutionnalité a été mise en cause et, suite à un jugement de la Cour suprême des États-Unis (*Chicago v. Morales*, 1999), ils doivent préciser que les personnes visées donnent des motifs raisonnables de croire qu'elles dissimulent ou rendent possibles des activités illégales. [ndt]

XII. De 1993 à 1994, William J. Bratton avait déjà dirigé la police de Boston. Après son passage à New York de 1994 à 1996, il a commandé celle de Los Angeles de 2002 à 2009, avant de reprendre la tête de celle de New York de 2014 à 2016. [nde]

XIII. Contraction de *computer statistics* : « statistiques informatiques ». [nde]

XIV. Littéralement « contrôle et fouille » : cette pratique consiste à contrôler, palper et fouiller toute personne « raisonnablement » soupçonnée d'avoir commis ou d'être sur le point de commettre une infraction. [ndt]

XV. Notamment si on le compare aux données françaises, et alors même que la police française est réputée pour sa brutalité : ramené à la population, il y aurait ainsi 16 fois plus de tués par la police aux États-Unis qu'en France, en comptant une dizaine de victimes en

France chaque année 83. [ndt]

## V. Barack Obama : la fin d'une illusion

Quand on se retrouve avec un fusil d'assaut pointé sur la figure juste pour avoir refusé de bouger, on ne se sent pas partie prenante de l'expérience américaine. Quand le Président que notre génération a choisi ne condamne pas ces attaques, on commence subitement à se dire que ce système n'est qu'un canular hypocrite – et que c'est de nous qu'on se moque. Le racisme reste très vivace en Amérique, mais pour un président dont la peau contient autant de mélanine, votre action est plutôt timorée.

TED POE, « Cher Président : lettre de Ted Poe »,  
1<sup>er</sup> décembre 2014

Pendant plus de cent jours, un groupe composite formé de militants improvisés avait maintenu en vie le nom de Mike Brown et espéré que sa mobilisation déboucherait sur l'inculpation de Darren Wilson. Il a suffi de quelques minutes pour disperser ces espoirs dans la nuit de novembre, quand le grand jury a déclaré un non-lieu. Une semaine plus tard, alors que l'amertume restait palpable, le musicien de hip-hop Ted Poe, originaire de Saint-Louis, adressait à Barack Obama une lettre ouverte cristallisant l'état d'esprit de toute la jeunesse noire qui avait cru en ce président :

Je parle pour toute cette partie de la population qui a longtemps attendu de son Président noir qu'il prenne clairement position contre les meurtres dans nos quartiers. De notre point de vue, votre déclaration de Ferguson a complètement fait le jeu des sous-entendus racistes qui nous présentent comme des pillards violents et inéduqués qui profitent du système. Votre soutien aux assauts de la Garde nationale contre nous et notre communauté a englouti notre dignité 1.

**Yes we can ?**

L'espoir et l'optimisme qui avaient traversé l'Amérique noire dans l'imminence de la victoire de Barack Obama, premier président noir de l'histoire des États-Unis, semblent aujourd'hui à des années-lumière. En 2008, alors même que la population noire subissait les répercussions de la crise économique, en particulier la poursuite des saisies immobilières et un taux de chômage à deux chiffres, il y avait de l'optimisme sur sa capacité à changer les choses. Il n'était pas encore élu que déjà on nourrissait de grands espoirs quant à son impact sur la politique raciale aux États-Unis. Plusieurs mois avant les élections de 2008, la National Public Radio accueillait une table ronde intitulée « Une nouvelle ère de politique “post-raciale” en Amérique »<sup>2</sup>.

Mais le Président Obama s'est avéré bien différent du candidat Obama, qui avait orchestré sa campagne en lui donnant des airs de mouvement social. Dans la course effrénée à la nomination du candidat démocrate, Obama s'était démarqué d'Hillary Clinton, candidate de l'*establishment*, en se positionnant clairement contre la guerre en Irak et en s'engageant à faire fermer le camp d'internement militaire de Guantánamo. Il parlait des inégalités économiques et allait à la rencontre des jeunes, qui étaient écoeurés par la perspective de voter une énième fois pour un vieux phraseur blanc tel que John McCain. L'enthousiasme de la population noire pour la campagne d'Obama ne saurait être réduit à la solidarité raciale ou au ressentiment, tant le candidat électrifiait ses auditeurs :

On nous a mis en garde contre le fait de donner de faux espoirs au peuple de ce pays. Mais dans cette histoire improbable qu'est l'Amérique, l'espoir n'a jamais rien eu d'irréaliste. Quand nous nous sommes retrouvés face à l'insurmontable, quand on nous a dit que nous n'étions pas prêts, qu'il était inutile d'essayer ou qu'on n'y arriverait pas, des générations d'Américains ont opposé ce simple credo qui résume l'esprit d'un peuple : oui, on peut.

Ce credo est inscrit dans les documents fondateurs qui ont fixé le destin de la nation : oui, on peut. Il a été murmuré par les esclaves et les abolitionnistes qui se frayaient un chemin vers la liberté à travers la nuit la plus noire : oui, on peut. Il a été chanté par des immigrants débarqués de côtes lointaines et par des pionniers qui cheminaient vers l'Ouest en affrontant une nature impitoyable : oui, on peut. C'était l'appel des ouvriers qui se syndiquaient, des femmes qui tentaient d'accéder aux urnes, du président qui fit de la Lune notre nouvelle frontière et d'un roi qui nous amena au sommet de la montagne et pointa la direction de la terre promise<sup>1</sup> : oui,

on peut, la justice et l'égalité sont possibles.

Oui, la réussite et la prospérité sont possibles. Oui, on peut guérir cette nation. Oui, on peut sauver ce monde. Oui, on peut 3.

En mars 2008, à Philadelphie, Barack Obama finit par s'exprimer longuement sur la race dans un discours qui réussit le tour de force de répondre aux préoccupations des Afro-Américains tout en apaisant les peurs des électeurs blancs. Du simple fait qu'il aborde la question, les libéraux et la presse *mainstream* ont fait un contresens total sur le sens de son discours en l'interprétant comme plus à gauche qu'il ne l'était réellement. David Corn, de la revue *Mother Jones*, y a vu « une tentative de montrer à la nation comment aller vers une société libérée du tabou et du déni de la race. [...] Obama n'a pas joué la carte de la race. Il a visé la lune<sup>4</sup>. » Depuis des semaines, on faisait pression sur Obama pour qu'il désavoue son pasteur, le révérend Jeremiah Wright, après un sermon intitulé « Dieu maudisse l'Amérique » en référence aux méfaits des États-Unis dans le monde. Les ennemis politiques d'Obama avaient fait connaître ce prêche et tenté d'attribuer les idées de Wright à Obama. À Philadelphie, le candidat utilise sa tribune pour prendre ses distances avec le pasteur dont il décrit les paroles comme « porteuses de division » et d'« une vision profondément déformée de ce pays ». Cependant, il poursuit en rappelant que Wright a grandi dans un pays où « la discrimination légale – par laquelle on empêchait les noirs, souvent par la violence, d'acquérir une propriété ; on refusait des prêts à des entrepreneurs afro-américains ; on empêchait les noirs de bénéficier des prêts immobiliers garantis par l'État fédéral ; on excluait les noirs des syndicats, de la police, des pompiers – s'est traduite par l'impossibilité pour les familles noires d'accumuler un patrimoine qu'elles auraient pu transmettre aux générations suivantes »<sup>5</sup>.

Aucun candidat à la présidence des États-Unis ne s'était jamais exprimé aussi ouvertement sur l'histoire du racisme dans les structures de l'État et dans la société en général. Et pourtant, le discours d'Obama exhortait aussi les Afro-Américains à progresser en « prenant réellement leurs vies en main ». Il encourageait notamment les pères de famille afro-américains « à passer plus de temps avec [leurs] enfants, à leur lire des livres et à leur enseigner que même s'ils

rencontrent des difficultés et des discriminations au cours de leur vie, ils ne doivent jamais succomber au désespoir ou au cynisme ; ils doivent continuer à croire qu'ils peuvent écrire leur propre destinée ».

Si Obama inscrivait son propos dans la thématique du progrès de la nation et de la vitalité du rêve américain, son discours détonnait sur la scène politique états-unienne, où la lâcheté et la langue de bois sont la norme. En ce sens, Obama a brisé le moule, mais il a en même temps posé le cadre dans lequel il allait traiter les questions de race : avec une impartialité douteuse, même face à des événements nécessitant une action claire en faveur des victimes du racisme. Il a parlé avec éloquence du « péché originel » de la nation et des « heures sombres de son histoire », mais il s'est toujours abstenu de relier les fautes du passé aux crimes du présent, dans lequel le racisme prolifère à travers les contrôles et les fouilles de la police, ou quand on réserve les emprunts *subprime* aux acheteurs noirs, ou quand on prive de financements les écoles de certains quartiers et qu'un taux de chômage à deux chiffres est devenu d'une telle banalité qu'on se contente de le mentionner du bout des lèvres. Parmi les jeunes afro-américains, en particulier, le désabusement se porte bien : en 2006, 52 % des jeunes noirs (de 18 à 25 ans) considéraient que l'État « ne répond pas » aux besoins des noirs ; 61 % disaient avoir subi des discriminations en cherchant du travail ; et 54 % jugeaient que les enfants noirs reçoivent une « moins bonne éducation » que les blancs 6.

Avant Ferguson, le discours d'Obama à Philadelphie fut peut-être l'occasion où il s'est exprimé avec le plus de justesse sur le racisme aux États-Unis, bien qu'il se soit positionné comme un observateur bienveillant, médiateur avisé entre les Afro-Américains et le reste de la nation, plutôt que comme un sénateur disposant déjà du pouvoir politique de mettre en œuvre les changements dont il parlait. Même président, Obama ne quitterait pas ce rôle d'« observateur bien informé ». On en viendrait presque à croire qu'un homme qui a le pouvoir d'ordonner des tirs de drones dans les montagnes du Pakistan et de l'Afghanistan, qui peut mobiliser des ressources dans n'importe quel endroit du monde au nom de la politique étrangère états-unienne, est effectivement impuissant quand il s'agit de porter des réformes et de faire appliquer les lois et les droits en vigueur en faveur

de la justice raciale.

Mais dans le contexte de l'élection de 2008, huit ans après que les républicains s'étaient emparés de la Maison-Blanche en supprimant le droit de vote à des électeurs noirs de Floride<sup>ii</sup> et trois ans après l'ouragan Katrina, même la candeur réservée d'Obama sur les questions de race faisait l'effet d'un changement d'ère. Pour la politologue Cathy Cohen, Katrina est l'événement qui a radicalisé les jeunes noirs<sup>iii</sup>, comme la génération précédente l'avait été par le tabassage de Rodney King<sup>iiii</sup>. La passivité de l'État fédéral au moment où les habitants noirs de la Nouvelle-Orléans se noyaient dans des circonstances tragiques a vidé de toute crédibilité ses appels à l'unité nationale face au terrorisme de l'après-11-Septembre. Alors que le gouvernement avait mobilisé ciel et terre pour faire la guerre au Moyen-Orient contre un soi-disant « axe du mal », son indifférence scandaleuse aux souffrances des noirs à l'intérieur du pays rappela de façon criante que bien peu de choses avaient changé. L'acteur Danny Glover l'a exprimé de façon poignante :

Quand l'ouragan s'est abattu sur le golfe et que les eaux ont monté et englouti la Nouvelle-Orléans, plongeant ce qui restait de ses habitants dans un carnaval de désolation, cela n'a pas transformé la région en pays du Tiers Monde, comme les médias l'ont laissé entendre avec mépris, cela a plutôt révélé son existence. Cela a révélé le désastre à l'intérieur du désastre, la misère la plus noire affleurant à la surface comme un bleu sur notre peau<sup>v</sup>.

Peu de temps après l'ouragan, des dizaines de milliers d'étudiants, en majorité noirs, ont manifesté dans la petite ville de Jena, en Louisiane, pour protester contre le racisme subi par des lycéens noirs<sup>vi</sup>. Leur mobilisation n'a pas débouché sur un mouvement plus large, mais elle témoignait aussi de la persistance de l'inégalité raciale. Depuis le 11-Septembre, les guerres et les occupations de territoires étrangers n'avaient laissé aucune place à la contestation, ni même à la dénonciation des inégalités ; mais Katrina a révélé au monde que les États-Unis restaient ce bon vieil empire raciste ; et l'affaire de Jena a contribué à réveiller une tradition de lutte qui avait été réduite au silence. « Pour nombre de personnes dans les communautés noires, analyse Cohen, la mobilisation pour les Six de Jena a ravivé l'espoir que le militantisme noir – tel qu'on l'imagine et qu'on le conceptualise souvent : extraparlémentaire, collectif, lié à un mouvement – soit

encore vivant chez les noirs américains de la jeune génération 10. »

## Génération O

En mettant en avant les thèmes de l'espoir et du changement, Obama cristallise le désir d'un avenir différent et meilleur. L'artiste de hip-hop Young Jeezy en offre une version lyrique : « Obama pour le genre humain, on est prêts pour que ça change, alors pleins feux sur le gars<sup>11</sup> ! » Khari Mosley, représentant du parti démocrate dans une circonscription de Pittsburgh, décrit l'effet Obama sur la « soi-disant "génération perdue" des centres-villes en déshérence [...] : [ces] jeunes avec des casquettes de baseball trop grandes, pantalons taille basse et baskets aux couleurs flashy [...], à travers lui, ont redécouvert la volonté qu'ils portent en eux et la foi en leur pays<sup>12</sup> ». Le rappeur Jay-Z relie la candidature d'Obama à une tradition de lutte noire plus ancienne : « Rosa s'est assise pour que Martin puisse marcher ; Martin a marché pour qu'Obama puisse courir ; Obama court pour qu'on puisse tous voler<sup>13</sup> ! »

Le taux de participation des électeurs noirs aux élections de 2008 et 2012 reflète l'enthousiasme pour Obama. En 2008, ils sont un nombre sans précédent, tous âges et genres réunis, à voter pour l'installer à la Maison-Blanche. On recense deux millions d'électeurs noirs de plus qu'en 2004<sup>14</sup>. 64 % des noirs jouissant de leurs droits civiques ont voté à l'élection présidentielle de 2008, dont 68 % des électrices afro-américaines en possession de leurs droits ; c'est la plus forte participation à une élection présidentielle depuis 1968<sup>15</sup>. Mais ce sont surtout les jeunes électeurs noirs qui ont propulsé Obama au sommet : selon le Pew Research Center, la mobilisation de cette catégorie est à l'origine du plus fort taux de participation chez les jeunes de toute l'histoire du pays. En particulier, les noirs de la « génération Y » battent un record de participation<sup>16</sup>. « Je me sens heureuse et optimiste quand je vois Barack et Michelle, témoigne une enseignante. Ils me donnent l'espoir et ils donnent l'espoir à mes élèves que les choses vont s'améliorer<sup>17</sup>. » En 2012, pour la toute première fois lors d'une élection présidentielle, le taux de participation des électeurs noirs dépasse celui des blancs – 66 %



contre 64 %.

La fièvre pro-Obama se mue ensuite en liesse post-électorale. Le soir de la première élection, à Chicago, une foule aussi mixte ethniquement que socialement afflue à Grant Park pour entendre l'adresse à la nation du premier président noir du pays. Dans l'une des villes les plus ségréguées des États-Unis, un rassemblement multiracial spontané est une scène extraordinaire, presque irréaliste. Les appels d'Obama à l'espoir et au changement ont eu ce pouvoir. La veille de l'investiture du Président, 69 % des personnes noires interrogées par les sondeurs de CNN jugent que la vision de Martin Luther King a été « réalisée »<sup>18</sup>. Début 2011, à la question : « Pensez-vous que le niveau de vie de vos enfants sera meilleur ou pire que le vôtre ? », 60 % des noirs répondent « meilleur », contre seulement 36 % des blancs<sup>19</sup>. Il ne s'agit pas d'un optimisme aveugle mais d'attentes bien concrètes. Un chercheur décrit le contexte général :

Il est certain que la présidence d'Obama a suscité l'euphorie dans les cercles noirs. Mais bien avant l'entrée en scène d'Obama, l'optimisme s'installait – surtout chez une jeune génération de noirs doués et motivés qui refusaient l'idée de se laisser miner par le racisme qui avait empoisonné la vie de leurs parents. L'élection d'Obama a opéré comme un révélateur – le signe longtemps attendu qu'on était entré dans une nouvelle ère américaine<sup>20</sup>.

« Maintenant, nous avons le sentiment d'avoir un avenir », explique Elijah Anderson, sociologue de Yale. « Tout à coup, il y a un enjeu. Il est extrêmement important. À partir du moment où il y a un enjeu, il y a un risque – on mesure ce qu'il en coûterait de compromettre l'avenir<sup>21</sup>. » Pour près de 75 % des Afro-Américains du Sud, Obama va aider les États-Unis à se débarrasser des préjugés raciaux<sup>22</sup>. En décembre 2008, *Forbes* publie un éditorial enthousiaste intitulé : « C'est la fin du racisme en Amérique<sup>23</sup>. »

## Une douche froide

Pendant les premières heures de l'année 2009, quelques semaines avant l'investiture d'Obama, des coups de feu retentissent, comme pour rappeler que l'avenir a beau sembler radieux, le passé n'est jamais très loin. À Oakland, sur un quai de gare, Johannes Mehserle,

un agent de la police ferroviaire de Californie, a tiré sur un jeune noir de 22 ans sans arme qui était allongé sur le ventre et menotté. Il s'appelait Oscar Grant. Des dizaines de témoins, dont beaucoup rentraient chez eux après les fêtes de fin d'année, assistent, horrifiés, à ce meurtre de sang-froid. La scène est filmée par plusieurs smartphones. La population noire d'Oakland explose de rage. Des centaines, puis des milliers de personnes descendent dans la rue pour réclamer justice.

Cette révolte aurait sans doute pu se produire dans n'importe quel contexte, mais un meurtre d'une telle violence quelques semaines avant l'entrée en fonction du premier président noir du pays fait l'effet d'une douche froide. À Oakland, les violences policières et même les meurtres policiers font partie du paysage depuis longtemps. Mais les États-Unis étaient censés être entrés dans un nouveau monde post-racial. Un mouvement lancé par des proches de Grant se forme dans la Bay Area pour exiger que Mehserle soit inculpé et jugé. Manifestations, marches, mobilisations sur les campus et réunions publiques obtiennent l'inculpation de Mehserle pour meurtre. C'est la première fois depuis quinze ans qu'un policier de Californie est jugé pour un homicide volontaire commis dans l'exercice de ses fonctions. Mehserle passera finalement moins d'un an en prison, mais cette mobilisation locale préfigure les événements à venir.

Dès la fin du premier trimestre de son mandat, la surprenante victoire électorale d'Obama commence à perdre de son aura. Sa cote de popularité reste élevée chez les Afro-Américains, mais cela n'équivaut pas à un soutien aveugle à sa personne ou à sa politique. Tant que les membres du parti républicain traitent Obama de manière éhontément raciste, la population noire le défend car elle considère que ces attaques contre lui sont une manière indirecte de s'en prendre à elle. Mais dès les débuts de son administration, alors que les effets de la récession continuent de s'abattre sur les quartiers noirs, on perçoit un conflit entre le Président noir et sa base. L'Amérique noire est en proie à un effondrement économique qui fait disparaître tout son patrimoine. Un leader des droits civiques demande à Obama ce qu'il compte faire pour remédier au chômage des noirs, dont les taux – toujours à deux chiffres – s'élèvent sans cesse : « Ma responsabilité est

de veiller aux intérêts de chaque Américain, répond-il. C'est mon travail en tant que Président des États-Unis. Et je me réveille chaque matin pour défendre le genre de politiques qui vont changer le plus de choses possible pour le plus grand nombre de gens possible, afin de les aider à vivre leur rêve américain 24. » La réponse est décevante, bien que la cote de popularité du Président ne s'en ressente pas. En 2011, avec plus de 13 % de la population noire au chômage, 86 % des noirs approuvent encore l'action générale du Président, même si 56 % d'entre eux se déclarent déçus de son « manque de fermeté face à Wall Street et aux grandes banques 25 ». Et la moitié seulement des Afro-Américains considère que la politique d'Obama a amélioré la situation économique du pays. Pour eux, la présidence d'Obama s'est largement définie par sa réticence à intervenir directement sur la discrimination raciale, ce qui réduit à bien peu de choses son plan de sauvetage de l'économie.

Obama se montre moins réticent lorsqu'il s'agit de sermonner publiquement les Afro-Américains, à qui il attribue une série de comportements qui ressemble à un inventaire de stéréotypes racistes – des manquements des parents aux habitudes alimentaires, en passant par les mœurs sexuelles et le temps passé devant la télévision. Ces remontrances ont pour effet de refermer l'espace politique à l'intérieur duquel les Afro-Américains auraient pu légitimement contester un plan de sauvetage qui ne sauve que les banquiers et les dirigeants de l'industrie automobile, n'offrant à la population noire qu'une consolation morale. À leurs demandes de soutien, on rétorque qu'Obama « n'est pas le président de l'Amérique noire ». Vann Newkirk, qui se présente comme un membre de la « génération O », livre un point de vue largement partagé :

La grande récession nous a criblés de dettes, on s'est retrouvés privés de nos économies, sur-diplômés et sous-employés, et profondément frustrés par le fossé entre le mythe américain et la réalité. Aujourd'hui encore, alors que l'économie repart, nous représentons 40 % des chômeurs et nous jonglons entre l'épargne et les emprunts 26.

Il y a quelque chose d'hypocrite dans le fait de pointer du doigt les défaillances parentales des noirs pauvres et prolétaires en passant sous silence la manière dont le système pénal enlève leurs parents aux enfants noirs. Quand Obama évoque des pères noirs « absents », il ne

mentionne en effet jamais le nombre disproportionné d'arrestations et de condamnations qui en sont la cause. Dans la presse, peu de débats consacrés à la candidature d'Obama ont parlé de limiter la voracité avec laquelle le système pénal engloutit toutes ces personnes, alors que les cicatrices des politiques sécuritaires strient le corps politique noir de part en part : 1 million d'Afro-Américains en prison ; 10 % des noirs privés du droit de vote suite à une condamnation ; et un jeune noir sur quatre (dans la tranche d'âge 20-29 ans) sous contrôle judiciaire. L'Amérique « post-raciale » est en passe de disparaître sous une avalanche d'inégalités causées par l'ensemble du système pénal.

Au cours de son premier mandat, Obama ne s'est pas particulièrement intéressé aux problèmes de plus en plus critiques de la justice et des prisons, malgré la publication de l'essai de Michelle Alexander, *The New Jim Crow*, qui décrit la situation effroyable dans laquelle l'incarcération de masse et la corruption du système pénal placent les familles noires. Rien de tout cela n'a commencé avec Obama, mais il serait naïf de penser que les Afro-Américains n'avaient pas en tête les dégâts de l'action de la police et des prisons quand ils sont allés massivement voter pour lui. Sa réticence à s'occuper des effets de l'inégalité structurelle a progressivement érodé la confiance des jeunes afro-américains dans le potentiel de changement social représenté par sa présidence. Vann Newkirk écrit :

La jubilation que j'ai ressentie, les sauts de joie, les larmes. Ce n'étaient pas seulement mes émotions, mais celles des gens qui avaient manifesté avant moi. C'était une expérience spirituelle. Mais cet idéalisme s'est rapidement dissipé. On ne s'attendait pas à ce que le rêve du post-racisme soit supplanté et travesti par l'hypocrisie post-raciale. [...] L'aveuglement délibéré face aux problèmes raciaux, ajouté aux attaques racistes contre le Président, ont frustré nombre de noirs de la génération Y, en particulier celles et ceux qui avaient adhéré aux idéaux progressistes portés par Obama. Une fois la fièvre de la campagne retombée, nous nous sommes retrouvés privés de moyens de faire entendre nos préoccupations 27.

## **Le « printemps états-unien »**

L'Amérique noire a fini par prendre acte du fait que Barack Obama refusait d'utiliser sa position de président pour intercéder en faveur des Afro-Américains. Troy Davis, détenu noir enfermé dans le couloir

de la mort d'une prison de Géorgie, allait être exécuté à l'automne 2011, bien qu'une bonne partie de l'opinion considérait qu'il avait été condamné à tort. Les protestations d'innocence de Davis n'avaient rien d'un cri dans le désert : pendant des années, avec sa sœur Martina Davis-Corriea et des militants contre la peine de mort, il avait lutté pour être gracié et réhabilité. En septembre 2011, une campagne internationale demande qu'il soit sorti du couloir de la mort. La mobilisation s'intensifie à mesure qu'approche la date fatidique. Des manifestations ont lieu dans le monde entier ; des personnalités viennent grossir les rangs de ce qui devient un mouvement international contre l'exécution de Troy Davis. L'Union européenne et les gouvernements français et allemand demandent aux États-Unis de surseoir à l'exécution, de même qu'Amnesty International et William Sessions, ancien directeur du FBI. Un sénateur démocrate de Géorgie, Vincent Fort, lance même un appel à la désobéissance aux personnes chargées de l'exécution : « Nous en appelons aux membres de l'équipe d'injection : Faites grève ! Ne suivez pas les ordres ! N'injectez pas les substances mortelles dans le cathéter. En refusant de participer, vous rendrez d'autant plus difficile cette exécution immorale<sup>28</sup>. » Le soir du 20 septembre, alors que l'exécution est imminente, le monde entier guette une parole ou un geste d'Obama – qui ne fait rien, pas même une déclaration, et envoie son attaché de presse Jay Carney expliquer qu'il n'est pas « approprié » de la part du Président d'intervenir dans une décision de justice prise au niveau local. Le Président noir s'en remettait aux droits des États<sup>29</sup>. « Le Président Obama, commente un auteur noir, s'exprime sur tous les sujets sans risque et sur tout ce qu'il pense que l'Amérique veut entendre, mais il louvoie sur les questions cruciales pour les Afro-Américains<sup>30</sup>. » Ce fut un moment de réveil pour la génération O – et de découverte des limites d'un pouvoir présidentiel noir, non pas parce qu'Obama ne pouvait intervenir, comme l'ont martelé ses conseillers, mais parce qu'il refusait de le faire. Johnetta Elzie, leader de la lutte de Ferguson, a confié à un journaliste : « [L'exécution de Davis] m'a fait mal. [...] C'était la première fois que quelque chose qui arrive à un inconnu me faisait souffrir<sup>31</sup>. »

La mobilisation n'a pourtant pas été vaine. Le lendemain de l'assassinat de Troy Davis par l'État de Géorgie, Amnesty International

et la Campagne contre la peine vii de mort appellent à une « journée de l'indignation ». Plus d'un millier de personnes manifestent, et certaines se retrouvent ensuite sur un petit campement à Wall Street. Encore balbutiant, « Occupy Wall Street » a en effet commencé une semaine environ avant la mort de Troy Davis. Quand les militants contre l'exécution les rejoignent, les manifestants d'Occupy font immédiatement le lien entre leur mobilisation contre les inégalités et l'exécution injuste d'un noir de milieu populaire. Nombre des soutiens de Troy Davis rejoignent alors le campement Occupy de Wall Street. Dans les manifestations d'Occupy, on entendra souvent le slogan : « Nous sommes tous Troy Davis 32. »

En 2011, les manifestations pour sauver Troy Davis du couloir de la mort et les mobilisations exaltantes d'Occupy Wall Street semblent indiquer le début d'un « printemps états-unien », alors même que le refus d'Obama d'intervenir en faveur de Davis et les victoires des républicains aux élections de mi-mandat de 2010 viii paraissaient démontrer que la fenêtre progressiste ouverte par les victoires électorales de 2008 venait de se refermer brutalement.

Le mouvement Occupy s'apprête pourtant à devenir l'expression politique la plus forte, depuis plus d'une génération, de la division de classe aux États-Unis. Le slogan « Nous sommes les 99 % » et l'articulation par le mouvement de la division entre les « 1 % » et le reste de la population livrent une lecture matérialiste et systémique des inégalités. Dans un pays qui nie régulièrement l'existence des inégalités de classe ou économiques, c'était un pas décisif pour comprendre les limites du rêve américain. La proximité étroite d'Occupy avec le mouvement pour Troy Davis souligne l'imbrication des inégalités raciales et économiques. Occupy est d'ailleurs plus soutenu par les noirs que par le reste de la population, 45 % d'entre eux exprimant une vision « positive » d'Occupy et 35 % considérant que le mouvement est bénéfique au système politique états-unien 33. Malgré ses difficultés à articuler de façon cohérente les inégalités raciales et économiques, Occupy s'attaque à certains des problèmes les plus importants des Afro-Américains en dénonçant les plans de sauvetage des entreprises privées par un gouvernement qui laisse des millions de gens modestes face au chômage, aux saisies et aux

expulsions. Il est en effet impossible d'ignorer que les petits propriétaires noirs ont été abandonnés.

Les médias s'emparent des descriptions faisant d'Occupy un mouvement « blanc » et minimisent les tentatives parfois réussies, malgré toutes les difficultés, de rallier les Afro-Américains. Occupy est certes principalement blanc, et certaines de ses composantes se demandent même s'il faut inclure la police dans les 99 %, mais le mouvement est très différent d'une ville à l'autre. Dans certains cas, il n'y a qu'un très petit nombre de participants noirs, hispaniques et issus d'autres minorités, mais les militants d'Oakland ont baptisé leur campement « Oscar Grant » tandis que ceux d'Atlanta ont appelé le leur « Troy Davis ». À New York, Occupy Wall Street a un groupe de travail « personnes de couleur » qui se consacre entièrement aux luttes antiracistes et tente de rallier plus de noirs et de non-blancs. Occupy Chicago organise des *teach-in* intitulés « Le racisme à Chicago », « Nos ennemis en bleu » et « Saisies et expulsions ».

Surtout, des militants noirs d'Occupy ont lancé Occupy the Hood (« Occupons le ghetto »), dans le but de faire connaître le mouvement dans les quartiers de couleur et d'en diversifier la composition. Certains militants d'Occupy the Hood s'étaient également mobilisés contre les *stop-and-frisk*. Ainsi, non seulement Occupy a fait connaître les inégalités économiques et de classe en manifestant contre les malversations des multinationales et contre la corruption du monde de la finance, mais il a aussi permis de relier ces questions au racisme. Les débats publics autour des inégalités économiques ont discrédité l'obstination des démocrates et des républicains à faire passer la pauvreté des noirs pour un phénomène culturel. S'il n'a évidemment pas enterré les débats autour de la culture et de la « responsabilité personnelle », Occupy a contribué à créer un espace d'interprétations alternatives dans lequel, notamment, la pauvreté noire et les inégalités raciales ont été analysées comme des produits du système. La violence de l'expulsion des campements Occupy, pacifistes et non armés, à l'hiver 2011-2012, a aussi démontré ce qu'est le maintien de l'ordre aux États-Unis : la police est au service de l'*establishment* et de l'élite dirigeante. Non seulement elle est raciste, mais elle sert de section d'assaut au maintien du *statu quo* et de garde du corps aux 1 %.

# De Trayvon Martin à l'avenir

Le meurtre de Trayvon Martin à Sanford (Floride) pendant l'hiver 2012 marque un tournant. Comme celui d'Emmett Till près de cinquante-sept ans plus tôt, le décès de Martin fait voler en éclats l'illusion post-raciale. En 1955, pendant ses vacances d'été dans le Mississippi, le jeune Emmett Till avait été lynché par des hommes blancs pour une transgression raciale imaginaire, son assassinat révélant au monde la violence raciste qui régnait dans « la plus grande démocratie du monde ». Pour insister sur ce point, sa mère, Mamie Till, opta pour un cercueil ouvert afin de montrer la manière dont son fils avait été mutilé et assassiné au « pays de la liberté ». Trayvon Martin, lui, avait commis le crime de rentrer chez lui à pied, une capuche sur la tête, en téléphonant. George Zimmerman, aujourd'hui assassin avéré, mais présenté à l'époque comme un agent de sécurité en formation, s'était livré à un profilage racial, indiquant à l'opérateur du 911 : « Ce type a l'air d'un drogué ou de quelqu'un qui prépare un mauvais coup <sup>34</sup>. » Le « type » était un garçon de 17 ans qui revenait de l'épicerie du coin. Zimmerman le suit et le provoque avant de lui tirer dans la poitrine – alors que Martin est à terre. À son arrivée, la police valide la version de Zimmerman. Parce qu'il est noir, Trayvon Martin est considéré par défaut comme l'agresseur – et traité comme tel. Le décès est enregistré comme celui d'une personne non identifiée, sans même qu'on ait cherché à savoir si le défunt était un habitant du quartier ou un fugitif. Mais l'information commence à filtrer, au compte-gouttes, dans les médias, et à mesure que les circonstances de sa mort sont dévoilées, il devient de plus en plus clair qu'il a été victime d'une exécution sommaire. Trayvon Martin a été lynché.

En quelques semaines, marches, manifestations et mobilisations se multiplient dans le pays. La revendication est simple : George Zimmerman doit être traduit en justice. La colère est alimentée, en partie, par cette injustice manifeste : si Martin avait été blanc et Zimmerman noir, Zimmerman aurait été interpellé sur-le-champ – dans le meilleur des cas. L'affaire est emblématique des conséquences mortelles du profilage racial et du mélange de peur et de répugnance que les hommes et les jeunes noirs inspirent à la police, au point qu'elle se sent autorisée à étouffer ce genre d'affaires. Le mouvement



prend bientôt une ampleur nationale, comme pour Troy Davis, mais mobilise bien plus largement. Occupy est passé par là, et a rendu leur légitimité aux manifestations de rue, aux occupations et à l'action directe en général. Nombre de militants d'Occupy, dispersés par la répression policière de l'hiver précédent, trouvent un second souffle dans cette nouvelle mobilisation. On dénombre des milliers de manifestants en Floride et à New York, et un peu moins dans d'autres villes du pays.

L'inertie de la justice face au meurtre de Trayvon Martin, au niveau local comme au niveau de l'État de Floride et à celui de l'État fédéral, illustre l'hystérie raciste qui domine la société états-unienne. Martin n'a pas été suspecté parce qu'il avait agi de façon suspecte, mais parce qu'il était noir. Pendant plusieurs semaines, le Président Obama esquive les questions, se bornant à déclarer qu'il s'agit d'une affaire locale. Il met plus d'un mois à s'exprimer publiquement sur le sujet dans une déclaration restée célèbre : « Si j'avais un fils, il ressemblerait à Trayvon. [...] Quand je pense à ce garçon, je pense à mes enfants. »

Obama ne pouvait pas se permettre de mettre les pieds dans le plat, mais le simple fait qu'il se soit senti obligé de s'exprimer témoignait de la puissance grandissante de la mobilisation qui durait depuis des semaines. Le meurtre de Trayvon Martin devenait un scandale national et international. Cependant, si la population noire pouvait comprendre qu'Obama, en tant que président, ne prenne pas la tête d'un mouvement contre les violences policières, comment pouvait-il ne pas utiliser son autorité pour se faire l'écho de la souffrance et de la colère des noirs ? Bien que tout le monde ait applaudi ses déclarations, Obama avait ni plus ni moins déclaré que l'État fédéral ne s'immiscerait pas dans cette affaire « locale ». C'était pourtant exactement pour des cas comme celui-ci que la population noire l'avait élu à la Maison-Blanche. « Nous avons tout misé sur lui – nous avons élu Barack Obama, nous l'avons réélu, mais ça continue. [...] Quoi que vous vous soyez imaginé, même avec Barack à la Maison-Blanche, il faut continuer à surveiller ses arrières », résume le poète Frankiem Mitchell 35.

Quarante-cinq jours après avoir tué Trayvon Martin de sang-froid,

George Zimmerman est finalement arrêté. C'était le résultat de semaines d'actions, de marches, de manifestations, dont beaucoup avaient été organisées via les réseaux sociaux, échappant ainsi à la mainmise conservatrice des institutions des droits civiques. Parents, proches et amis des autres victimes de la police – Alan Blueford, Ramarley Graham, James Rivera, Danroy « DJ » Henry et Rekia Boyd – ont lutté aux côtés de militants locaux pour dénoncer les meurtres de leurs enfants et de ceux qu'ils aimaient.

J'ai commenté cet été-là la tension qui s'accumulait autour des crimes policiers impunis :

Si la police continue à tuer impunément des hommes et des femmes noirs, les rébellions urbaines qui ont ébranlé la société états-unienne dans les années 1960 redeviennent une possibilité concrète. Nous ne sommes plus dans les années 1960, mais au XXI<sup>e</sup> siècle – et avec un président et un procureur général noirs à Washington, les gens s'attendent peut-être à mieux. À la fin du mois de juillet, il a suffi de quelques jours pour qu'éclatent des quasi-émeutes en Caroline du Sud et à Dallas, après que la police, affichant de plus en plus ouvertement son mépris pour la vie des noirs et des personnes de couleur, a exécuté des jeunes en plein jour, au vu et au su de tous. [...] Il y a un ras-le-bol croissant face au racisme odieux, à la violence dont fait preuve la police dans tout le pays et à la chape de plomb qui les entoure – et les gens ne se laissent plus faire <sup>36</sup>.

À l'été 2013, plus d'un an après son arrestation, George Zimmerman est déclaré non coupable du meurtre de Trayvon Martin. Cette relaxe symbolise le fardeau de la population noire : même dans la mort, Martin sera sali, traité en voyou, et son agresseur présenté comme une victime. Pendant les débats, le juge va jusqu'à interdire aux deux parties d'utiliser l'expression « profilage racial », et il devient impossible de l'employer pour expliquer pourquoi Zimmerman s'en est pris à Martin <sup>37</sup>.

Une fois le verdict connu, le Président Obama s'adresse à la nation : « Je sais combien cette affaire a enflammé les passions. Après ce verdict, je sais que ces passions pourraient encore monter d'un cran. Mais nous sommes un État de droit, et un jury s'est exprimé. Nous devrions nous demander, en tant qu'individus et en tant que société, comment prévenir de telles tragédies dans le futur. En tant que citoyens, c'est notre mission à tous <sup>38</sup>. » Mais quel est le sens de cet « État de droit » quand le droit est injustement appliqué ? La

justice pénale fonctionne à deux vitesses, une pour les Afro-Américains et une pour les blancs. Il en résulte des écarts dans les peines prononcées, que l'on observe dans tous les aspects de la jurisprudence états-unienne. George Zimmerman a bénéficié de cette justice à deux vitesses : il a pu rester en liberté pendant plusieurs semaines avant que les mobilisations n'obligent les dirigeants à l'arrêter. Il n'a pas été soumis à un test de dépistage de stupéfiants, alors qu'on en a effectué un sur le cadavre de Trayvon Martin. Cette injustice discrédite toute prétention des États-Unis à incarner une nation fondée sur le droit. En appelant à la méditation et à l'apaisement, Obama signifiait simplement qu'il n'avait pas de solution.

Pour la génération O, cette réponse a démontré les limites de la représentation politique noire. FM Supreme, jeune artiste hip-hop et slameur de Chicago, explique le sens de la relaxe de Zimmerman :

Quand ils l'ont annoncée, c'était comme dans un film... Je me disais : « Ça déconne totalement. Vous vous fichez de moi ? » Ça ne m'a pas vraiment surpris, mais je n'y étais pas préparé. Globalement, cette décision renforce l'idée que les États-Unis n'accordent aucune valeur aux vies des personnes noires... Ils ont diabolisé Trayvon Martin, ils ont tripoté son cadavre pour voir s'il avait de la drogue dans le sang. Ils n'ont pas contrôlé si George Zimmerman avait de la drogue dans le sang... Il faut qu'on se bouge. Il faut qu'on agisse. Par exemple, il faut qu'on aille brailler à la manif « *Stand your Ground* ». Il faut qu'on s'occupe du racisme en Amérique, qu'on les atteigne économiquement. Pour ça, nous devons élaborer une stratégie. Rappelons-nous Emmett Till – après sa mort, il y a eu Rosa Parks et les boycotts de bus<sup>39</sup>.

La relaxe ne sonne pas la fin du mouvement ; elle montre toutes les raisons qu'il a de continuer<sup>40</sup>. Désespérée par le verdict, la militante Alicia Garza poste un simple *hashtag* sur Facebook : « #BlackLivesMatter ». Une formule évocatrice, qui résume parfaitement la déshumanisation et la criminalisation qui ont fait de Martin un suspect et poussé la police à ne faire aucun effort pour identifier le corps. Une réponse, aussi, à l'oppression, aux inégalités et à la discrimination qui dévaluent chaque jour la vie des noirs. Trois petits mots qui disent tout<sup>41</sup>. Garza et ses camarades Patrisse Cullors et Opal Tometi lancent ensuite le collectif Black Lives Matter. Dans un essai largement diffusé qui explique la signification du slogan et les perspectives de cette nouvelle organisation, Garza décrit Black Lives

Matter comme « une intervention idéologique et politique dans un monde où les vies des noirs sont systématiquement et délibérément menacées. C'est une affirmation de la contribution du peuple noir à cette société, une affirmation de notre humanité et de notre résilience face à une oppression mortelle 42. »

La relaxe de Zimmerman inspire également, à Chicago, la création d'un autre collectif important : Black Youth Project 100 (BYP 100). Charlene Carruthers, coordinatrice nationale, commente le verdict : « Je ne crois pas que la souffrance ait nécessairement été causée par le choc de voir Zimmerman reconnu non coupable [...], mais c'était encore un exemple [...] d'une injustice entérinée par l'État – une chose dont les noirs ont pris l'habitude 43. » En Floride, théâtre du meurtre, Umi Selah (anciennement Philip Agnew) et ses amis créent les Dream Defenders ; ils protestent contre le verdict en occupant pendant trente et un jours le bureau de Rick Scott, gouverneur de Floride. « En voyant George Zimmerman fêter sa victoire, raconte Selah, je me souviens de m'être totalement, totalement [...] effondré. [...] Je n'oublierai jamais ce moment [...], parce qu'on ne s'attendait pas à ce que ce verdict tombe ce soir-là, et encore moins à une relaxe 44. » Selah a démissionné de son poste de représentant de commerce pour l'industrie pharmaceutique et milite désormais à plein temps 45.

Personne ne sait qui sera le prochain Trayvon Martin, mais l'usage croissant des caméras de smartphones et des réseaux sociaux accélère la vitesse à laquelle les cas de violences policières sont rendus publics. Le fait que les citoyens ordinaires disposent de ces outils permet aux familles des victimes de ne plus être tributaires des centres d'intérêts des grands médias : elles peuvent désormais s'adresser directement au public. Parallèlement, la création d'organisations de lutte contre le racisme par des mobilisations de masse, des manifestations et des actions directes témoigne de l'émergence d'une nouvelle gauche noire susceptible de concurrencer les forces plus institutionnalisées – et plus conservatrices sur les plans tactique et politique. La classe dirigeante noire, sous l'égide de Barack Obama, n'a cessé de faire la preuve qu'elle était incapable de s'acquitter de la tâche la plus élémentaire : garder les enfants noirs en vie. Près de deux ans après la relaxe de

Zimmerman, le département de la Justice annonce tranquillement qu'il n'entamera pas de poursuites fédérales contre lui<sup>xi</sup>. Réaction de Sybrina Fulton, la mère de Trayvon Martin : « Nous voulons que quelqu'un réponde de cet acte, que quelqu'un soit arrêté ; évidemment, nous voulons que quelqu'un aille en prison<sup>46</sup>. » Les jeunes vont devoir se débrouiller tout seuls.

---

I. Référence au discours *I've Been on the Mountaintop* prononcé par Martin Luther King devant les éboueurs en grève de Memphis, juste avant son assassinat (lire ⇒, p. ⇒). [nde]

II. Un rapport de la US Commission for Civil Rights a mis en cause le frère de George Bush, Jeb Bush, gouverneur de l'État de Floride, pour des anomalies dans le scrutin. Selon ce rapport, les électeurs noirs avaient dix fois plus de chances que les électeurs blancs que leur bulletin de vote soit déclaré nul : dans les comtés les plus pauvres, où vit la population noire, les systèmes de vote informatique, mal entretenus, ont refusé un très grand nombre de bulletins. Étant donné que George Bush a été élu en Floride avec seulement 537 voix d'avance, ce fait a pu jouer un rôle crucial dans son élection à la présidence<sup>7</sup>. [ndt]

III. Cet Afro-Américain a été passé à tabac par quatre policiers de Los Angeles en 1991, à l'âge de 26 ans. L'acquittement des policiers impliqués le 29 avril 1992 déclenche de très fortes émeutes à Los Angeles et dans huit autres villes des États-Unis. Elles durent six jours et entraînent des réformes des forces de police. [nde]

IV. Les Six de Jena sont un groupe de lycéens noirs de 14 à 17 ans arrêtés en décembre 2006 pour le passage à tabac d'un lycéen blanc, sur fond de tensions raciales. Un élève noir s'était assis sous un arbre où seuls des blancs s'installaient habituellement ; le lendemain, trois cordes avec des nœuds coulants étaient accrochées à l'arbre en

représailles, ce qui a déclenché en retour l'agression de l'élève blanc. Certains des lycéens, considérés comme pénalement majeurs, étaient initialement poursuivis pour conspiration en vue de commettre un meurtre, risquant la prison à perpétuité, ce qui a déclenché d'intenses mobilisations en 2007. [ndt]

v. C'est-à-dire celle des personnes nées entre 1980 et 1999, donc âgées au maximum de 28 ans lors de la première élection d'Obama. [nde]

vi. L'aire urbaine de la baie d'Oakland, qui regroupe San Francisco, San José et Oakland. [nde]

vii. Campaign to End the Death Penalty, ONG membre de la Coalition mondiale contre la peine de mort. [nde]

viii. Les élections législatives américaines se tiennent tous les deux ans. La Chambre des représentants est alors entièrement renouvelée et le Sénat, renouvelé au tiers. Alors que les démocrates tenaient la majorité de la Chambre depuis 2006, les républicains l'emportent en 2010 avec 56 % des sièges. Les démocrates perdent également les élections au Sénat, mais y demeurent majoritaires. [nde]

ix. Variante du *sit-in* lancée autour de 1968 sur les campus américains, le *teach-in* consiste à organiser des cours et des conférences pendant une occupation. [ndt]

x. C'est en effet en vertu de la loi *Stand Your Ground* (« Défendez votre territoire ») de l'État de Floride que George Zimmerman a été acquitté pour le meurtre de Trayvon Martin. Les lois *Stand Your Ground* sont, sous des formes diverses, en vigueur dans de très nombreux États. [nde]

xi. Aux États-Unis, les « crimes de haine » appartiennent à la catégorie des crimes fédéraux. La justice fédérale peut donc s'en

saisir pour pallier les éventuelles déficiences de la justice des États –  
ce qu'elle refuse de le faire ici. [nde]

## VI. Black Lives Matter : plus qu'un moment, un mouvement

Ce qui est arrivé à ma fille est une injustice. C'est injuste.

C'est vraiment injuste. J'ai ressenti tout ce qu'il est possible de ressentir à ce sujet. Mais comme l'ont dit les autres mamans, je ne m'arrêterai pas tant que je n'aurai pas de réponses.

CASSANDRA JOHNSON, mère de Tanisha Anderson,  
tuée par la police de Cleveland en 2014 <sup>1</sup>

Tout mouvement a besoin d'un catalyseur, d'un événement qui fait écho aux expériences des individus et les sort de leur isolement, rassemblant une force collective assez puissante pour transformer les conditions sociales. Peu de gens auraient pu prévoir que le meurtre par balle de Mike Brown par le policier blanc Darren Wilson allait déclencher une révolte dans une petite banlieue inconnue du Missouri, Ferguson. Pour des raisons qui resteront peut-être mystérieuses, la mort de Brown a marqué un point de rupture pour les Afro-Américains de Ferguson – mais aussi pour des centaines de milliers de personnes noires aux États-Unis. Peut-être était-ce à cause de l'inhumanité de la police qui, après le meurtre, avait laissé le corps de Brown pourrir dans la chaleur estivale pendant quatre heures et demie, tout en maintenant ses parents à distance avec des armes à feu et des chiens. « Ils nous ont traités comme si on n'était pas des parents, témoigne le père de Mike Brown. C'est ça que je ne comprends pas. Ils ont lâché des chiens sur nous. Ils ne nous ont pas laissés identifier son corps. Ils ont braqué leurs armes sur nous <sup>2</sup>. » Peut-être était-ce à cause de l'arsenal militaire qu'a sorti la police dès les premières manifestations. Avec ses blindés, ses mitraillettes et son stock inépuisable de gaz lacrymogène, ses flash-balls et ses tonfas, la police de Ferguson a déclaré la guerre aux habitants noirs et à tous ceux qui les soutenaient.



Depuis lors, il y a eu des centaines d'autres révoltes. Au moment où les États-Unis célèbrent plusieurs cinquantenaires de luttes de libération noire des années 1960, la vérité sur le racisme et la violence de la police a percé le voile qui la dissimulait au public. Par le passé, certaines ruptures ont parfois interrompu la quiétude nationale : le passage à tabac de Rodney King, la sodomie d'Abner Louima, l'exécution d'Amadou Diallo. Ces violences et ces meurtres n'ont pas débouché sur un mouvement national, mais ils n'ont pas été oubliés. « J'ai fait ma première manif en 1999, quand Amadou Diallo a été tué par la police, explique Zakiya Jemmott, manifestante à Ferguson. Depuis, les choses n'ont pas évolué, et ma vision de la police non plus 3. »

Pourquoi Ferguson ? Question peut-être futile, peut-être sans réponse, de même qu'il est impossible de calculer précisément à partir de quel moment la coupe est pleine. Le fait que le meurtre de Mike Brown, d'un crime policier, se soit transformé en lynchage a certainement pesé dans la balance. L'écrivain Charles Pierce exprime un sentiment largement partagé :

Les dictateurs laissent les cadavres dans la rue. Les petits satrapes locaux laissent les cadavres dans la rue. Les seigneurs de guerre aussi. Voilà les cas où on laisse les corps dans la rue, pour servir d'exemple, pour signifier quelque chose, parce qu'on n'a pas de quoi les évacuer et les enterrer, ou parce que tout le monde se fiche qu'ils soient dans la rue ou non 4.

Quelques heures après que le corps de Mike Brown a enfin été évacué, des habitants improvisent un monument décoré d'ours en peluche et un petit autel mémorial à l'endroit où la police l'a laissé. Un policier d'une brigade canine laisse un chien uriner sur le monument. Plus tard, Lesley McSpadden, la mère de Brown, écrit ses initiales en pétales de rose ; une voiture de police passe en trombe, écrase l'autel et disperse les fleurs 5. Le soir suivant, Lesley McSpadden et quelques proches retournent sur le site pour le fleurir d'une douzaine de roses. À nouveau, une voiture de police fonce sur les fleurs 6. Le soulèvement commencera plus tard le même soir.

Face à la révolte, la police a voulu réprimer et punir la population pour avoir osé défier son autorité. Comment interpréter autrement le recours disproportionné aux gaz lacrymogènes, aux flash-balls, et les

menaces constantes de violences contre une population civile sans armes ? Les policiers de Ferguson – des hommes blancs à 95 % – masquaient leurs badges pour dissimuler leur identité ; ils arboraient des brassards sur lesquels on pouvait lire : « Je suis Darren Wilson » ; et ils pointaient leurs armes sur de simples civils manifestant en toute légalité. La municipalité s'est comportée en État voyou : elle a pris des arrêtés arbitraires pour interdire les manifestations et a brutalement tenté de discréditer les médias, autant à des fins de représailles que pour dissimuler ses exactions. Douze jours après la mort de Brown, on dénombrait 172 arrestations, dont 132 pour « non-dispersion après sommation ». Pendant les manifestations, un policier de Ferguson braque un fusil d'assaut semi-automatique AR-15 sur un groupe de journalistes en criant : « Je vais tous vous crever ! » Quand quelqu'un lui demande : « Quel est votre nom, monsieur ? », il hurle : « Va te faire foutre !<sup>7</sup> » Pendant une courte période, les violences quotidiennes subies par les noirs de Ferguson sont exposées au monde entier.

Les manifestants noirs sont parvenus à révéler la kleptocratie qui sous-tend l'activité de la police de Ferguson, à montrer que ses services, dirigés par le maire et le conseil municipal, ciblent la population noire sur laquelle ils font pleuvoir arrestations, convocations au tribunal, amendes, frais et pénalités en tous genres, dont les recettes représentent la deuxième source de revenus de la ville<sup>1</sup>. En 2013, les amendes pour infractions routières ont représenté 21 % du budget, soit « l'équivalent de plus de 81 % des salaires de la police, en excluant les heures supplémentaires<sup>8</sup> ». Le fait de ne pas payer ou de ne pas se présenter au tribunal débouche automatiquement sur un mandat d'arrêt. Dans leurs échanges de courriers électroniques, les administrateurs de la ville demandent explicitement que ces sanctions soient durcies. En mars 2013, le directeur financier écrit à l'administrateur municipal : « Les frais de justice doivent augmenter d'environ 7,5 %. J'ai demandé au chef si le PD [*police department*] pouvait aller jusqu'à 10 %. Il a dit qu'il essaierait<sup>9</sup>. » En décembre 2014, les services de police ont délivré le nombre effarant de 16 000 mandats d'arrêt, la plupart pour des délits mineurs<sup>10</sup>. 95 % des contrôles routiers concernent des conducteurs noirs. Comme l'indique le rapport du département de la Justice, « les

pratiques de la police de Ferguson sont directement déterminées et entretenues par les préjugés raciaux<sup>11</sup> ». La population noire de Ferguson vit presque totalement sous la domination de la police.

La violence et l'illégalité croissantes de la police de Ferguson face aux manifestations devenues quotidiennes semblent bel et bien motivées par la frustration de ne pas arriver à soumettre les hommes et les femmes noirs de la ville. Pour Quentin Baker, 19 ans, habitant de Saint-Louis, « tout ça, c'est à cause des provocations des policiers. Ce qu'ils veulent, c'est imposer leur volonté<sup>12</sup>. » Mais de même que les habitants reconstruisent les autels en hommage à Mike Brown en quelques heures à chaque fois que la police les détruit, chaque jour, les manifestants contre lesquels la police a fait usage de ses gaz lacrymogènes et de ses flash-balls la veille sont à nouveau dans les rues. Johnetta Elzie, militante de Ferguson, décrit comment les pratiques des manifestants évoluent, alors même qu'ils sont confrontés à un niveau de violence policière « inimaginable » :

De manifestante pacifique, je suis devenue plus active. J'avais l'impression que le fait de donner de la voix pour crier des slogans au milieu des autres suffisait – mais ça ne suffisait pas. J'ai décidé de crier directement sur la police. J'ai décidé de mettre les policiers au défi de regarder les visages des bébés et des enfants sur lesquels ils lâchent si facilement leurs chiens. Et plus les gens ont commencé à les regarder bien en face et à leur crier leurs doléances, plus ça les a mis en rage<sup>13</sup>.

Dontey Carter, un autre manifestant, raconte : « J'y suis depuis le premier jour. [...] On a tous ressenti la même tristesse et la même colère. On s'est tous rassemblés ce jour-là. [...] Ils nous massacrent, et ils n'ont pas le droit<sup>14</sup>. »

L'attitude de Carter répond à l'urgence d'un été qui tourne à la saison de chasse. Quelques semaines avant la mort de Mike Brown, le monde a pu voir dans une vidéo le policier new-yorkais Daniel Pantaleo étouffer Eric Garner à mort. Quatre jours avant le meurtre de Brown, la police frappe dans une banlieue de Dayton (Ohio) : John Crawford III, Afro-Américain non armé de 22 ans, est tué dans un rayon de supermarché alors qu'il téléphonait à la mère de ses enfants. Il portait un faux pistolet. Alors même que l'État de l'Ohio autorise à porter une arme de façon visible, la police municipale ouvre le feu sur John Crawford après une vague sommation<sup>15</sup>. Deux jours après le

meurtre de Mike Brown, la police de Los Angeles tire trois fois dans le dos d'Ezell Ford, qui était étendu à plat ventre sur le sol, sans arme. Le lendemain, ailleurs en Californie, Dante Parker, Afro-Américain de 36 ans, décède pendant sa garde à vue après avoir reçu plusieurs tirs de taser<sup>16</sup>. Pour la population noire du pays, la révolte de Ferguson est devenue le point de fixation d'une colère qui montait peu à peu.

Pendant presque tout l'automne, le mouvement de Ferguson se concentre sur l'inculpation de Darren Wilson. Les procureurs tentent de repousser la réunion du grand jury le plus longtemps possible, en espérant que le froid finira par vider les rues. À l'évidence, étant donné le niveau de violence de la répression, l'intensité des manifestations du mois d'août ne peut pas être maintenue dans la durée. Mais les actions se poursuivent malgré tout grâce à la ténacité de certains militants et au soutien d'individus actifs ailleurs dans le pays. Fin août 2014, Darnell Moore et Patrisse Cullors, de Black Lives Matter, organisent un *Freedom Ride*<sup>17</sup>. Darnell Moore décrit l'ampleur de cette mobilisation :

Plus de 500 personnes venues de tous les États-Unis et du Canada ont apporté sous diverses formes leur soutien aux militants locaux de Ferguson. Ceux qui ont fait la route avec nous incarnent un contingent nouveau et hétérogène de militants noirs. Il y avait une diversité d'âges et de visions politiques. Tout le monde n'était pas hétérosexuel, tout le monde n'avait pas de papiers ou un casier judiciaire vierge. Certains étaient transgenres, handicapés, bisexuels<sup>17</sup>.

Les militants organisent des veillées, des piquets devant le commissariat et des blocages de l'*Interstate 70* qui traverse Ferguson, maintenant une pression obstinée sur les pouvoirs publics locaux afin d'obtenir l'inculpation de Wilson. Paradoxalement, le harcèlement constant de la police contribue aussi fortement à la continuation du mouvement. Fin septembre, l'autel en hommage à Mike Brown est arrosé d'essence et incendié. Les flammes font repartir la mobilisation : plus de 200 personnes se rassemblent pour une manifestation houleuse pendant laquelle 5 personnes sont arrêtées<sup>18</sup>.

Quand les dirigeants locaux commencent à laisser filtrer que la décision du grand jury sera rendue en octobre, la mobilisation reprend autour de Ferguson. Un concert de l'orchestre symphonique de Saint-Louis est interrompu par une action multiraciale pendant laquelle les

militants se lèvent pour chanter « *Justice for Mike Brown* », sur l'air de *Which Side Are You On* ? Les manifestants sortent en scandant « *Black Lives Matter* » sous les applaudissements d'une bonne partie du public – et de certains musiciens. Le 8 octobre, un policier de Saint-Louis qui n'est pas en service tire dix-sept fois sur un adolescent noir, Vonderrit Myers, qui décède après avoir reçu huit balles. Quelques jours après sa mort, 200 étudiants partent de Shaw, son quartier, pour en rejoindre des centaines d'autres et occuper l'université de Saint-Louis. Pendant plusieurs jours, comme pendant le mouvement Occupy, plus d'un millier d'étudiants occupent le campus<sup>19</sup>. Cette occupation coïncide avec le « *Ferguson October* », action au cours de laquelle des centaines de personnes se rendent à Ferguson – en solidarité avec le mouvement local, mais aussi pour affirmer leurs propres revendications. « Chaque personne ici représente la famille d'une victime, ou une personne qui a été blessée, assassinée, arrêtée, expulsée », explique Richard Wallace, manifestant venu de Chicago<sup>20</sup>. Bien que les dirigeants de Ferguson continuent de retarder le verdict, la résilience du mouvement de Ferguson fait des émules bien au-delà du Midwest.

Je ne trouve pas les mots pour exprimer ce qui se passe à Ferguson, écrit l'historienne Donna Murch. Sous le nom de Mike Brown, une belle tempête noire contre la violence d'État s'est mise à tourbillonner avec une telle intensité qu'elle a [...] attiré des gens de tous les États-Unis, quittant les métropoles qui concentrent la richesse et les privilèges pour cette ville qui a connu ses années fastes il y a un siècle. Elle vise explicitement la police [...], mais aussi les guerres impérialistes au Moyen-Orient [...]. Le slogan le plus répété est l'appel de Stokely Carmichael : « *Organize, Organize, Organize.* » Et ce mouvement de jeunes en plein essor est pénétré de la douceur de son héritage ancestral. Pour reprendre les mots d'un militant et chanteur de hip-hop local, « nos grands-parents seraient fiers de nous<sup>21</sup> ».

## La relève de la garde

Une bataille oppose militants, leaders des droits civiques, élus et agents de l'État fédéral quant à la signification du mouvement de Ferguson. Pour les militants et les noirs de Ferguson, l'enjeu de la lutte est d'obtenir justice pour Mike Brown, ce qui implique de continuer à manifester. Obtenir l'inculpation de Wilson donnerait une légitimité aux stratégies et aux tactiques qui suscitent souvent l'hostilité des

leaders historiques, lesquels multiplient les appels au calme et semblent plus empressés à critiquer les manifestants que les circonstances qui les poussent à agir.

Les organisations historiques des droits civiques, les membres du Congrès et les agents de l'État fédéral s'accordent pour plusieurs raisons. Les membres du CBC semblent surtout se soucier d'augmenter le nombre de leurs électeurs par des campagnes d'inscription sur les listes, et de canaliser la colère de la rue vers une victoire démocrate aux élections de mi-mandat. Les organisations historiques des droits civiques, tout en se retrouvant parfois en concurrence entre elles, poursuivent des objectifs similaires. Le NAACP, à la notoriété en berne, s'efforce de prendre la direction du mouvement de Ferguson pour redorer son blason. Le célèbre pasteur Jesse Jackson Senior s'est retrouvé isolé et marginalisé parce qu'il gravite en dehors de l'orbite de la Maison-Blanche d'Obama et qu'il a été supplanté par le révérend Al Sharpton dans le rôle de figure nationale des droits civiques. Pendant des années, des familles ont interpellé Sharpton pour lui demander du soutien et des ressources face aux meurtres de leurs enfants par la police. Sharpton, qui en a les moyens, leur a procuré ces deux choses – asseyant ainsi sa réputation de relais vers les communautés noires. Il se rend à Ferguson peu après la mort de Mike Brown, suivi quelques jours plus tard par le département de la Justice, dirigé par Eric Holder, ex-procureur général. Sur place, ils travaillent de concert à rétablir « la loi et l'ordre » et la crédibilité de l'État fédéral en tant qu'arbitre de conflits locaux insolubles par d'autres moyens.

Mais Sharpton arrive trop tard. Les jeunes noirs ont déjà subi deux confrontations avec la police qui se sont terminées par des tirs de gaz lacrymogène et de flash-ball. Les gens sont furieux. Ces tactiques de harcèlement ont élargi l'enjeu de ces manifestations bien au-delà de l'affaire Mike Brown. La bataille qui agite les rues de Ferguson est alimentée par un profond sentiment d'injustice chez les jeunes de la ville, dont l'avenir est compromis par le cycle infini des amendes, pénalités, mandats d'arrêt et interpellations. Ils luttent pour avoir le droit d'être dans la rue sans être pris dans l'étau de la police de Ferguson. Ils ont découvert leur force collective et leur détermination

a été renforcée par leur capacité à tenir tête à la police. La peur s'est éloignée. Et ils ne sont pas prêts à reculer ou à laisser Sharpton officier en porte-parole d'un mouvement local déjà solidement constitué.

Le conflit est presque immédiat. Sharpton organise un meeting le jour de son arrivée. Dans son premier discours, il accuse les manifestants des violences sur lesquelles se sont focalisés les principaux médias.

Je sais que vous êtes en colère. [...] Je sais que c'est monstrueux. En voyant la photo [de Brown gisant à terre], j'ai été soulevé par l'indignation. Mais nous ne pouvons pas être plus en colère que ses propres parents. S'ils arrivent à réagir dignement, nous pouvons réagir dignement. [...] Devenir violent au nom de Michael Brown, c'est trahir le géant au cœur tendre qu'il était. Ne trahissez pas Michael Brown 22.

Tout juste débarqué en ville, plein de morgue et de condescendance, Sharpton se permet de décrire le caractère de Mike Brown à ses propres amis et camarades. Son discours accorde crédit aux comptes rendus des dirigeants de Ferguson, qui font peser la responsabilité des violences sur les manifestants alors même que la police, à l'évidence, tente de les priver de leur droit de réunion. Mais Sharpton voit bien plus loin que Ferguson : s'il arrive à éteindre cet incendie, sa cote politique montera en flèche. L'enjeu est de taille pour l'administration Obama, étant donné l'attention croissante que le pays porte aux violences policières. La venue de l'ex-procureur général Holder le confirme. Alors, comme les rassemblements se poursuivent malgré l'arrivée de Sharpton, ce dernier amplifie ses critiques des manifestants « violents », tentant de les dissocier des « pacifiques ».

Dans un discours prononcé aux funérailles de Brown, Sharpton réserve ses semonces les plus sévères aux jeunes manifestants noirs qui se sont défendus contre les violences et les provocations policières :

[Les parents de Michael Brown] ont dû interrompre leur deuil pour demander aux jeunes d'arrêter les pillages et les émeutes. [...] Il faut imaginer leur souffrance – ils ont perdu leur fils, qui a été sali et marginalisé. Et ils sont obligés d'interrompre leur deuil pour vous demander de maîtriser votre colère, comme si vous pouviez être plus en colère qu'eux. [...] Être noir n'a jamais rien eu à voir avec le fait d'être un bandit ou un voyou. Être noir, c'est rester debout, aussi bas qu'on puisse nous enfoncer. [...] Être noir, c'est ne jamais renoncer à la quête de l'excellence. Quand l'accès à certaines universités nous était interdit, nous avons construit des facultés noires. [...] Nous n'avons jamais baissé les bras. [...] Aujourd'hui, au XXI<sup>e</sup> siècle,

nous accédons enfin à certains postes de pouvoir. Et vous décidez que réussir n'est plus un truc de noirs. Maintenant vous voulez vous appeler « nègres » entre vous, vous voulez dire que votre « meuf » est « bonne ». Vous avez perdu vos racines. Il faut qu'on fasse un grand ménage dans notre communauté pour pouvoir faire un grand ménage aux États-Unis d'Amérique 23.

Dans un seul et même mouvement, Sharpton, non content de condamner les jeunes de Ferguson, accumule les stéréotypes. Chez les nouveaux militants, cela confirme l'intuition que Sharpton et ses semblables les prennent de haut ; et ils sont travaillés par une interrogation tacite : « Qui sont Sharpton, Jackson, le NAACP ou le département de la Justice pour venir nous expliquer comment il faudrait répondre à la violence de la police de Ferguson ? Que connaissent-ils des humiliations quotidiennes vécues par les habitants ? Qu'ont-ils fait, ces dirigeants, pour faire cesser les violences et les crimes policiers ? »

## **Un nouveau mouvement des droits civiques ?**

Si les jeunes de Ferguson ont le plus profond respect pour la mémoire du mouvement des droits civiques, ses représentants actuels leur semblent déconnectés de ce qu'ils vivent au quotidien. « Ce que je ressens au fond de moi, c'est qu'ils nous ont abandonnés », dit Dontey Carter à propos des leaders des droits civiques. « C'est à cause d'eux qu'on en est là. Ils ne nous représentent pas. C'est pour ça qu'on est là pour former un nouveau mouvement. Et on a des guerriers ici 24. » À son arrivée à Ferguson, Jesse Jackson a été pris à partie par un militant local : « Combien de temps vas-tu continuer à nous trahir pour servir tes intérêts ? On ne veut pas de toi ici à Saint-Louis, Jesse 25 ! » Sans aller aussi loin, d'autres militants ont noté que les jeunes noirs qui avaient été propulsés à la tête de la mobilisation de Ferguson étaient aussi les plus directement touchés sur le terrain. « C'est important que les jeunes dirigent ce mouvement, constate Johnetta Elzie, parce que c'est notre tour. Ça fait si longtemps que les anciens reprochent à notre génération de ne pas se battre ou de ne pas se soucier de ce qui se passe dans le monde. Nous leur avons montré qu'ils se trompaient 26. »



À mesure que le mouvement prend forme, cette division entre la « vieille garde » et la « nouvelle génération » se creuse. Au cours d'un meeting pendant le « Ferguson October », on frôle l'explosion quand les organisateurs invitent des représentants historiques des droits civiques, qui ne sont venus ni dans la rue ni aux actions quotidiennes, à débattre de l'état du mouvement. Pendant le discours du président du NAACP, Cornell William Brooks, plusieurs jeunes de l'auditoire se lèvent et lui tournent le dos. Le chanteur de hip-hop Ted Poe lance à la cantonade : « Ce n'est pas le mouvement des droits civiques de papi et mamie, ici », avant de décrire le mouvement tel qu'il est, composé des filles et des garçons qu'on voit dans la rue avec des bandanas, qui se retrouvent en première ligne au lieu d'être en classe. Depuis le public, il interpelle le NAACP et consorts : « Et vous étiez où, pendant ce temps ? [...] Bougez vos culs et rejoignez-nous 27 ! »

Du point de vue des dirigeants politiques, Sharpton avait pour lui sa capacité à maintenir l'attention des mobilisations sur un cas isolé, ou du moins autour de la seule thématique de la « responsabilité de la police ». Mais le conflit entre les jeunes militants et les « institutionnels » se durcit à mesure que les autorités de Ferguson retardent la décision d'inculper ou non Wilson. Les jeunes veulent faire monter la pression, tandis que la « vieille garde » répète qu'il faut patienter et laisser l'affaire suivre son cours. D'autres tensions apparaissent. Les jeunes militants commencent à donner un sens politique général à la récurrence des violences policières et à développer une analyse systémique du maintien de l'ordre : nombre d'entre eux se sont mis à l'articuler à une critique bien plus large qui resitue l'action de la police dans la question du racisme et des inégalités aux États-Unis et au-delà. Ashley Yates, du collectif Millennials United in Action, constate que « les jeunes ont su très tôt quelque chose que la génération précédente ignorait. Nous savions que le système avait échoué avant même qu'ils ne commencent à s'agiter publiquement. On savait non seulement que le meurtre de Mike Brown était injustifié, mais aussi que c'était encore un exemple de la manière dont les systèmes en place rendent acceptable le fait de nous faire taire par les armes. Nous sommes la génération qui a été mise en action par le meurtre de Trayvon Martin ; nous avons cru en un système judiciaire qui nous a trahis publiquement et

délibérément 28. » Elzie remarque : « Grâce à Twitter, j'avais vu des photos de Gaza plusieurs semaines avant, et je me sens émotionnellement liée aux gens de là-bas. Je n'aurais jamais cru que le petit comté de Ferguson, ce coin reculé du Grand Saint-Louis, allait devenir Gaza. »

Le clivage générationnel est bien réel, comme souvent quand émerge une nouvelle génération de militants qui n'est ni encombrée par le poids des défaites passées ni habituée à une forme particulière de pensée ou d'organisation. Elle impulse de nouvelles idées, de nouvelles perspectives et, souvent, un nouveau souffle aux schémas et aux rythmes du militantisme. Le mouvement prenant de l'ampleur, certains activistes ont eu tendance à encenser la jeunesse et à dénigrer l'âge et l'expérience. Mais ces tensions ne signifient pas que plusieurs générations ne peuvent cohabiter au sein des mouvements et du militantisme en général. Dans les années 1960, Ella Baker, icône des droits civiques, avait beau être nettement plus âgée et plus expérimentée que les jeunes fondateurs du SNCC, elle n'en inspirait pas moins un respect immense qui reflétait le respect dans lequel elle-même tenait ses jeunes alliés. Dans un texte qui décrit certaines de ses conceptions de l'action et du pouvoir pendant le mouvement des sit-in de 1960, elle écrit :

Le désir d'être soutenus par des leaders adultes et la communauté adulte était [...] tempéré par l'appréhension qu'ils ne tentent de « kidnapper » le mouvement étudiant. Les étudiants voulaient être rencontrés sur des bases d'égalité et ne toléraient aucune manipulation ou domination. Ce penchant pour le *leadership du groupe*, par opposition au *leadership d'un individu sur le groupe*, était effectivement rafraîchissant pour ceux qui ont connu les anciennes organisations et portent les cicatrices de la bataille, les frustrations et la désillusion éprouvées quand il s'avère que le leader prophétique était un colosse aux pieds d'argile 29.

Bien que l'on s'émeuve sans cesse d'un soi-disant « clivage générationnel », il y a une grande fluidité de relations entre les jeunes et les Afro-Américains plus âgés, qui sont souvent les parents des jeunes que tue la police. Le clivage générationnel s'est surtout exprimé par rapport à l'orientation politique du mouvement. La flexibilité tactique et stratégique des jeunes activistes est le fruit d'une forme de politisation qui ne se réduit pas à un programme étroit d'inscription des électeurs ou à une simple stratégie électorale. À Ferguson, cette

politisation a été incarnée par l'émergence des jeunes femmes noires, devenues une force centrale du mouvement.

## **Les femmes noires comptent**

La plupart des meurtres de noirs commis par l'État restent inconnus du public et tus par les grands médias. Les rares cas – comparativement au nombre de tués – qui apparaissent sur le devant de la scène concernent souvent des hommes ou des garçons noirs. C'était le cas à Ferguson et à Baltimore. Ce n'est pas étonnant, puisque quand la police tire sur quelqu'un pour le tuer, elle vise le plus souvent des hommes afro-américains. Mais celles avec qui ils partagent leur vie, avec qui ils ont des enfants, leurs proches parentes, souffrent aussi de la violence subie par ces hommes et ces garçons noirs. L'invisibilisation de l'impact spécifique des crimes policiers sur les femmes noires minimise la profondeur et l'étendue des dégâts causés par les abus du système policier. Quand des hommes noirs tombent sous le coup de la justice pénale, cela a des effets destructeurs sur l'ensemble de leur famille et de leur quartier. Le statut d'ancien détenu augmente la probabilité d'être pauvre ou sans-emploi et empêche de bénéficier des programmes d'aides fédérales destinés à limiter les pires effets de la pauvreté, comme les allocations logement ou les prêts étudiants. Ces politiques n'affectent donc pas seulement les hommes noirs, mais aussi celles qui vivent avec eux.

Les femmes noires peuvent aussi être directement victimes du système policier, y compris des violences policières et de l'incarcération. Si le nom de Trayvon Martin est désormais connu de tous, personne ou presque n'a jamais entendu parler de Marissa Alexander, une femme noire victime de violences conjugales. Après avoir tiré un coup de feu pour tenir son agresseur à distance, elle s'est défendue en invoquant la loi Stand Your Ground régissant le droit à faire usage d'une arme en cas de légitime défense. Alors que George Zimmerman, qui a tué Trayvon Martin, a utilisé cette ligne de défense avec succès, Marissa Alexander a été condamnée à vingt ans de prison. Même si elle a été ensuite libérée, ce contraste est un rappel saisissant de la justice à deux vitesses qui prévaut aux États-Unis iv.

Et la police tue aussi des femmes noires. Les noms de Rekia Boyd, Shelly Frey, Miriam Carey et Alberta Spruill sont moins connus que ceux de Mike Brown et Eric Garner, mais ce sont les mêmes mécanismes de déshumanisation qui sont à l'origine de leur meurtre. La police considère les femmes noires avec la même suspicion que les hommes noirs et accorde une moindre valeur à leurs vies. Elles sont donc plus souvent tuées ou brutalisées. On fait assez peu de cas du viol ou du meurtre d'une femme noire par un agent des forces de l'ordre – parce qu'elles sont généralement perçues comme moins féminines ou moins vulnérables. Citons l'exemple du policier Daniel Holtzclaw, de Tulsa (Oklahoma), condamné pour le viol de treize femmes noires pendant son service. Il semble qu'il s'en soit pris à elles en raison de leur « statut social inférieur » – qui les rend moins dignes de foi et d'attention<sup>30</sup>. Les crimes de Holtzclaw ont suscité un intérêt très limité dans la presse nationale.

Si les femmes noires ont toujours été victimes des violences policières et du système pénal, les luttes ont presque toujours été représentées par des hommes. Quand les affaires prennent une dimension nationale, on retrouve le plus souvent au premier plan un avocat, un pasteur ou un leader des droits civiques – comme Al Sharpton. Bien sûr, on entend la voix des mères et des femmes proches de la victime (en général un homme), mais l'impression qui domine est que ces mobilisations ont été portées par des hommes – jusqu'à Ferguson.

En l'occurrence, les médias se sont montrés particulièrement sensibles au rôle central joué par les « femmes de Ferguson » pour transformer « une série de manifestations en un mouvement, passant naturellement du rôle de pacificatrices à celui d'agitatrices, militantes de terrain et porte-parole »<sup>31</sup>. De fait, les femmes qui ont assuré la tâche de maintenir la cohésion du mouvement de Ferguson pendant l'été et jusqu'au début de l'hiver étaient conscientes d'être indispensables, comme le fait remarquer Brittney Ferrell :

Les médias ont oublié de dire que sans les femmes, il n'y aurait pas eu de mouvement. C'est grâce à notre sérieux que les choses en sont là aujourd'hui, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas aussi des hommes qui font le boulot, car il y en a. Mais les femmes sont là depuis le premier jour, et nous sommes prêtes à donner nos vies pour continuer la lutte sans le soutien de quiconque ou d'une quelconque

Se demander pourquoi les femmes noires ont été au cœur de ce mouvement serait partir du principe qu'elles ont tenu un rôle secondaire dans les précédents. Il devrait pourtant aller de soi que les femmes noires ont toujours joué un rôle central dans tous les aspects du mouvement de libération noire. Qu'il s'agisse d'Ida B. Wells, qui a risqué sa vie pour dénoncer la pratique du lynchage dans les États du Sud, ou des mères des « garçons de Scottsboro », qui ont fait une tournée mondiale pour obtenir la libération de leurs fils, les femmes noires ont été en première ligne de chacune des grandes campagnes pour les droits et la libération des noirs. Ella Baker, Fannie Lou Hamer, Diane Nash et bien d'autres, innombrables et inconnues, ont joué un rôle clé dans l'essor du mouvement des droits civiques, bien qu'il continue d'être principalement associé à des leaders masculins.

Mais aujourd'hui, le visage du mouvement Black Lives Matter est largement queer et féminin. D'où cela vient-il ? Peut-être est-ce tout simplement le résultat de la répression profondément raciste dont sont victimes les hommes à Ferguson. Selon le Bureau du recensement des États-Unis, Ferguson compte 1 182 femmes afro-américaines âgées de 25 à 35 ans, contre seulement 577 hommes afro-américains de la même classe d'âge. Plus de 40 % des hommes noirs dans les tranches d'âge 20-24 ans et 35-54 ans manquent à l'appel<sup>33</sup>. Cela donne un exemple concret de l'impact de l'orientation ultra-agressive de l'activité policière à Ferguson.

Ferguson n'a rien d'exceptionnel. Sur l'ensemble des États-Unis, 1,5 million d'hommes noirs sont « manquants » – arrachés à la société par une peine d'emprisonnement ou une mort prématurée. Pour le dire encore plus clairement, « plus d'un homme noir sur six qui devrait aujourd'hui avoir entre 25 et 45 ans a disparu de la vie quotidienne »<sup>34</sup>. Cela ne signifie cependant pas que si les 40 % d'hommes noirs de Ferguson réapparaissaient, ils joueraient le même rôle que les femmes dans la construction, la diffusion et la pérennisation du mouvement. Il est plus probable que ces femmes ont pris des responsabilités dans le mouvement à cause des effets absolument dévastateurs de l'action et des violences de la police sur la vie de la population noire en général. Mais quelles qu'en soient les

raisons, leur présence a apporté beaucoup plus que la parité.

Les femmes noires qui sont à la tête du mouvement contre les violences policières ont travaillé à faire comprendre au grand public tout ce que ces violences impliquent pour les quartiers noirs. Question parfois articulée avec la revendication explicite d'une reconnaissance publique que la police s'en prend particulièrement aux femmes noires. « Les médias excluent le fait que les violences et le harcèlement de la police dans nos quartiers touchent aussi bien les femmes que les hommes, témoigne Zakiya Jemmott, qui ajoute : Ils mettent en avant les vies des hommes noirs et laissent de côté toutes ces femmes noires tuées par la police. Je veux que les médias comprennent que les vies de *toutes les personnes noires* comptent <sup>35</sup>. » Mais les femmes noires sont aussi intervenues pour appuyer la nécessité de resituer le rôle des violences policières dans un système d'oppression bien plus large qui structure les vies de toutes les personnes noires des classes populaires. Charlene Carruthers, du collectif Black Youth Project 100, explique :

Cela nous tient vraiment à cœur de défendre la liberté et la justice pour toutes les personnes noires, quand trop souvent les femmes ou les LGBTQ sont laissées en marge. Parler sérieusement de libération implique d'inclure toutes les personnes noires. C'est aussi simple que ça. Et dans mon expérience, les questions de justice de genre et de justice pour les LGBTQ ont été ou bien traitées de façon secondaire ou bien évacuées <sup>36</sup>.

Les femmes noires qui ont créé le hashtag #BlackLivesMatter – Patrisse Cullors, Opal Tometi et Alicia Garza – expriment très clairement les dominations croisées que subissent les femmes et les hommes noirs dans leur lutte pour la justice et la fin des violences policières. Dans un texte qui met l'accent sur le caractère multidimensionnel de leur oppression et montre l'impossibilité de limiter le combat à la question des violences policières, Alicia Garza écrit :

C'est reconnaître que la pauvreté et le génocide des noirs sont une violence d'État. Reconnaître que dans ce pays, le fait qu'un million de noirs sont enfermés dans des cages – soit la moitié de tous les prisonniers – est une violence d'État. Reconnaître que les femmes noires font les frais d'une offensive ininterrompue sur nos enfants et nos familles, et que cette offensive est une violence d'État. Le fait que les queers et les trans noirs portent un fardeau exceptionnel dans une société hétéro-patriarcale qui nous jette comme des déchets tout en nous fétichisant et en faisant du profit sur

notre dos est une violence d'État ; le fait que 500 000 noirs aux États-Unis sont des migrants sans papiers et marginalisés est une violence d'État ; le fait que les femmes et les hommes noirs handicapés ou dotés de capacités différentes sont victimes des expériences darwiniennes sponsorisées par l'État pour nous faire rentrer de force dans des petites cases de normalité prédéfinies par la suprématie blanche est une violence d'État 37.

Dénoncer une « violence d'État » correspond à un décrochage stratégique par rapport à l'analyse conventionnelle qui réduit le racisme aux intentions et aux actions des individus directement impliqués. Parler de « violence d'État » légitime la revendication corollaire d'une « action d'État ». Exigeant plus que la révocation de tel agent ou des remontrances à tel service de police, cela attire l'attention sur les forces systémiques qui permettent aux individus d'agir en toute impunité. En outre, ces militants et militantes ont une approche « intersectionnelle » des luttes sociales – partant du constat basique que l'oppression des Afro-Américains est multidimensionnelle et doit être combattue sur différents fronts. L'amplitude de leurs analyses est la véritable cause des tensions entre la « jeune » et la « vieille garde ». D'une certaine façon, cela démontre que les militantes et militants actuels sont confrontés à des questions semblables à celles que se posaient les radicaux noirs à l'ère du Black Power : des questions liées à la nature systémique de l'oppression des noirs dans le capitalisme états-unien, qui déterminent également les formes d'organisation de la lutte.

Le fait d'insérer les violences policières dans un maillage plus vaste d'inégalités est largement absent des orientations politiques plus étroites de l'*establishment* libéral des droits civiques, tel que le National Action Network (NAN) de Sharpton, qui s'est plus intéressé à résoudre telle ou telle affaire qu'à bâtir un discours plus général sur la nature systémique de la violence policière. Les organisations des droits civiques privilégient les approches legalistes, à la différence des militantes et militants qui relient les violences policières aux autres problèmes sociaux qui touchent les quartiers noirs. Bien sûr, cette approche legaliste n'a pas été totalement dédaignée à Ferguson : le mouvement s'est aussi beaucoup concentré sur l'inscription sur les listes électorales et l'augmentation du nombre d'Afro-Américains dans les instances de pouvoir. Mais le mouvement a également donné

raison à ceux qui défendent une vision bien plus large en montrant comment l'activité de la police est indissociable des niveaux élevés de pauvreté et de chômage et des répercussions des amendes, pénalités et mandats d'arrêt qui enferment la population noire dans un cycle d'endettement infini. La gravité de la situation des communautés noires, qui découle souvent de ces rencontres désastreuses avec la police, justifie la nécessité d'une analyse globale. Cela permet de relier les violences policières au constat plus général que les fonds publics alloués à la police sont autant d'argent en moins consacré à d'autres services, et de se demander pourquoi.

Par ailleurs, non seulement les analyses de la « jeune garde » diffèrent nettement de celles de la « vieille garde », mais il en va de même pour l'organisation de la lutte. En plus d'être dirigée par des femmes, la jeune garde est décentralisée et organise largement le mouvement à partir des réseaux sociaux. On est très loin d'organisations nationales comme le NAACP, le NAN ou même l'« Opération Push <sup>vi</sup> » de Jackson, où des dirigeants – en majorité des hommes – prennent des décisions assez peu élaborées ou orientées par la base. Cette stratégie ne découle pas simplement du fait que ces dirigeants soient des hommes, mais d'un modèle antérieur, qui privilégiait à l'action de la rue la constitution d'un réseau et de relations au cœur du pouvoir institutionnel – même s'il pouvait utiliser la rue pour asseoir son influence au sein de ce pouvoir. Étant donné leur nouveauté, la mobilisation de Ferguson et le mouvement naissant contre les violences policières n'ont pour l'instant pas permis ce genre de récupération politique.

## **Du moment au mouvement**

Le 24 novembre 2014, à Ferguson, le grand jury décide de ne pas inculper Darren Wilson pour le meurtre de Mike Brown. Dès l'annonce de cette décision, au milieu de la nuit, de violentes manifestations éclatent dans la banlieue. Des rangées de policiers anti-émeute protègent l'hôtel de ville et le commissariat, laissant l'incendie ravager le quartier commercial noir de Ferguson. Cette décision ne surprend guère, mais l'épilogue de ce lynchage juridique est insupportable. Sur



les ondes, le Président Obama prêche à nouveau la patience et le respect de la loi : « Notre pays est un État de droit », rappelle-t-il. Mais ce concept n'a-t-il pas été vidé de son sens par la manière dont, des mois durant, la police de Ferguson a bafoué la loi <sup>38</sup> ? Obama exhorte les manifestants à exprimer leurs griefs de manière « constructive » et non « destructrice », mais les séquences diffusées en *split screen* par plusieurs chaînes, où l'image du Président est accolée à celles des flammes dans la nuit de Ferguson, montrent à quel point ses paroles sont prononcées en pure perte. Pourtant, ces flammes n'annoncent pas un retour du mois d'août précédent, lorsque les incendies avaient fait naître un mouvement contre les violences policières ; ce sont désormais celles de la résignation et de l'épuisement.

Mais comme cela s'est produit si souvent en 2014, au moment où la vague de mobilisation commence à refluer, la police fait une nouvelle victime, comme pour jeter de l'huile sur le feu. Le 22 novembre, deux jours avant l'annonce de la non-inculpation de Wilson, la police tue par balles le jeune Tamir Rice, âgé de seulement 12 ans, sur une aire de jeu de Cleveland (Ohio). Il jouait avec un pistolet en plastique. Neuf jours auparavant, le 13 novembre, Tanisha Anderson, autre habitante de Cleveland, perd la vie suite à une « prise de judo » administrée par un policier qui, voulant la plaquer au sol, lui heurte la tête contre le béton <sup>39</sup>. Le 3 décembre, un grand jury de Staten Island prononce un non-lieu dans l'affaire Daniel Pantaleo, le policier qui a étouffé Eric Garner. Alors que la décision de Ferguson semblait mettre un point final à des mois de mobilisation locale, ces nouvelles victimes et ce non-lieu ouvrent un nouveau chapitre. La poursuite des manifestations est cependant fragilisée par des tensions sur la stratégie à adopter pour passer « du moment au mouvement <sup>40</sup> ».

Le 1<sup>er</sup> décembre, Obama organise une rencontre avec certaines figures militantes de Ferguson et du reste du pays pour discuter des violences policières. « Nous apprécions que le Président ait voulu nous rencontrer, commente James Hayes, délégué du syndicat étudiant de l'Ohio, mais il doit maintenant prendre des mesures adéquates. Nous appelons tous ceux pour qui les vies des noirs comptent à rester dans la rue jusqu'à ce que les choses aient vraiment changé dans nos

quartiers 41. » Le simple fait qu'une telle rencontre ait été organisée démontrait qu'il ne s'agissait plus seulement de Ferguson. La classe dirigeante du pays s'efforçait de contenir le mouvement.

Ce n'était pas une rencontre ordinaire : le Président, le vice-président et le procureur général des États-Unis étaient présents. Mais alors qu'ils tentent d'endiguer la colère de Ferguson, deux jours plus tard, le non-lieu prononcé pour Daniel Pantaleo soulève des manifestations encore plus importantes que celles qui ont accueilli la non-inculpation de Darren Wilson. Partout aux États-Unis, des dizaines de milliers de personnes bloquent des rues, écœurées, furieuses qu'on refuse à nouveau de punir un policier blanc pour la mort d'un noir qui n'était pas armé. Dans le cas de Garner, les preuves sont pourtant irréfutables. Des centaines de milliers de gens ont visionné la vidéo dans laquelle il supplie et répète onze fois : « J'étouffe », pendant que Pantaleo le comprime à mort. Mais le grand jury n'y trouve rien à redire. Suite au non-lieu, Obama remise ses discours sur « l'État de droit » pour annoncer la création d'un nouveau groupe de travail chargé de proposer « des recommandations spécifiques sur la manière de renforcer la relation entre les forces de l'ordre, les communautés de couleur et les minorités qui se sentent discriminées 42 ».

Mais les militants ne veulent pas attendre. Des vagues de manifestations déferlent sur le pays, et les toutes premières manifestations nationales contre les violences policières sont programmées le 13 décembre 2014 dans les villes de New York et de Washington. La première est organisée via Facebook par des activistes ; la seconde par le National Action Network de Sharpton. L'apparition d'un mouvement national s'accompagne immédiatement du retour des tensions apparues à Ferguson. Sharpton a prévu de piloter l'ensemble de l'événement dont il sera le principal orateur. Les militantes et militants de Ferguson qui ont fait le déplacement à Washington découvrent, consternés, une tribune pleine de personnalités sans liens organiques avec le mouvement. Des vigiles exigent même des badges VIP pour accéder à l'estrade où ont lieu les prises de paroles avant le départ de la marche. Johnetta Elzie est furieuse : « Quand on est arrivés, deux personnes du NAN nous ont dit qu'il fallait un passe VIP ou une carte de presse pour s'asseoir autour

des tribunes. Depuis quand exige-t-on des badges VIP pour prendre la parole dans une manifestation 43 ? » Quand Sharpton s'avance vers l'estrade, il taxe les militants de Ferguson, qui demandent à prendre la parole, de « provocateurs ». Mais l'hostilité entre Sharpton et les militants endurcis de Ferguson ne tient pas uniquement à des problèmes de badges ou à des manques d'égards. « Je pense que c'est en partie parce que les gens ne se sentent pas représentés par lui, observe Charles Wade, un jeune organisateur du mouvement. Nous avons été exclus des organisations traditionnelles, et nous avons construit notre propre truc 44. » Les deux manifestations connaissent un succès phénoménal, rassemblant des dizaines de milliers de personnes et donnant pour la première fois une dimension nationale au mouvement, mais les divergences sur la marche à suivre sont de plus en plus claires.

Plusieurs jours après la marche, Sharpton signe un article qui témoigne autant de l'ampleur des pressions qu'il subit que de sa vision extrêmement vague de la manière dont le mouvement pourrait « réformer le système » :

Dans dix ou vingt-cinq ans, on ne se souciera pas de savoir qui a reçu le plus de publicité ou d'applaudissements pendant un rassemblement. [...] Ne nous laissons pas aller aux mesquineries ou à l'émotion, car le vrai changement est à nos portes. C'est ce qu'on lisait sur les visages de ceux qui ont défilé et chanté samedi, et c'est ce qu'on voit à Washington où nos représentants prennent des mesures pour réformer un système qui depuis trop longtemps laisse trop de gens sur la touche. [...] Il est littéralement palpable dans l'air – le changement est à l'horizon. Il faut le saisir dès aujourd'hui pour écrire l'histoire ensemble 45.

Voilà qui détonnait avec la petite excursion arrogante de Sharpton à Ferguson. Mais l'emploi des termes « publicité » ou « applaudissements » est révélateur de ses préoccupations. Sa vision du « changement » est succincte : les deux « grandes » réformes qu'il évoque se limitent à des caméras-piétons sur les policiers et à des procureurs indépendants pour enquêter sur les bavures policières.

La timidité de ses revendications illustre parfaitement l'écart entre la « vieille garde » et la révolte montante de la jeunesse. Il ne parle ni de racisme, ni d'incarcération de masse, ni d'aucun des problèmes qui ont amené les militants plus jeunes à des positions bien plus

tranchées. Sur cette question, Jesse Jackson a lui aussi son mot à dire :

Pour passer de la protestation au pouvoir, il faut des manifestations, des projets de loi et des actions en justice. [...] Les sprinters s'épuisent très vite. Ces jeunes doivent se préparer à une course d'endurance. Et cela doit prendre la forme d'un regroupement intergénérationnel. Un mouvement mature a besoin d'hommes d'église, d'hommes de loi et de parlementaires. On ne mène pas une lutte avec une seule corde à son arc 46.

Bien que nettement moins sévère que Sharpton, Jesse Jackson diverge avec le mouvement sur l'identité et les préoccupations qu'il devrait endosser. Il alimente en outre l'idée selon laquelle les nouveaux militants seraient hostiles aux « vieux », ce qui n'a jamais été démontré. Dans une interview, Alicia Garza clarifie ce point :

Nous avons appris de nos erreurs et de nos aînés qui ont le courage de partager avec nous tout ce qu'ils savent. Je pense que l'important est de mener des discussions courageuses sur le monde que nous voulons construire et sur la façon de le faire, et d'aller chercher de l'aide quand on rencontre des difficultés 47.

La coalition « d'hommes d'église, d'hommes de loi et de parlementaires » préconisée par Jackson a lamentablement échoué au cours des quarante dernières années. Conseiller aux jeunes de reprendre à leur compte une stratégie en faillite n'a fait que renforcer l'impression que la « vieille garde », hors de son élément, était dépassée. Et la frustration de Sharpton face à la remise en cause de son autorité et de son rôle de porte-parole de l'Amérique noire finit par exploser. Plusieurs semaines après les marches de décembre, il compare la « jeune garde » à des « maquereaux » et ses partisans à des « prostituées » :

Et pendant que vous êtes tous là, à Ferguson, à vous disputer sur les jeunes et les vieux, il y a une élection et pas un candidat dans la course. Tout ça parce que vous êtes trop occupés à vous prendre la tête avec maman et papa pendant qu'ils réélisent un maire et un procureur. Ils réussissent à vous enfermer dans des disputes sur qui va se trouver en tête de cortège – les vieux ou les jeunes – pendant qu'ils sabrent le budget municipal. Ne soyez pas si bêtes ! [...] C'est en vous divisant qu'ils arrivent à casser le mouvement. Et ils jouent sur votre ego : « Vous êtes jeunes et dans le coup, vous en voulez. C'est vous la nouvelle icône. » Ils savent bien que tout ce baratin vous monte à la tête. C'est comme ça que les maquereaux parlent aux prostituées 48.

Ce laïus effarant de Sharpton porte un coup fatal à sa légitimité de leader autoproclamé de l'Amérique noire.

Dans les jours qui suivent les grandes manifestations de décembre, Ferguson Action, collectif regroupant les diverses initiatives militantes de Ferguson ou inspirées par Ferguson, publie un communiqué auquel sont associés certains militants et militantes qu'on a empêché de s'exprimer à Washington. Intitulé « À propos de ce mouvement », sa largeur de vue et son optimisme font paraître le caprice de Sharpton encore plus mesquin :

Ce mouvement est constitué par et pour *toutes* les personnes noires – femmes, hommes, transgenres et queers. Nous réunissons les jeunes et les aînés sur la base des possibilités que de nouvelles tactiques et des stratégies inventives peuvent offrir au mouvement. Il y a parmi nous des nouveaux venus, mais beaucoup d'entre nous mènent des luttes depuis des années. Nous nous sommes rassemblés au nom de Mike Brown, mais nos racines plongent aussi dans les rues inondées de la Nouvelle-Orléans et dans les stations maculées de sang de la Bart d'Oakland vii. Nous nous retrouvons sur Internet et dans les rues. Nous sommes décentralisés, mais coordonnés. Surtout, nous sommes organisés. Pourtant, nous ne sommes probablement pas de bons noirs respectables. Nous nous tenons les uns à côté des autres, sans hiérarchie. Nous ne poussons aucun d'entre nous vers les marges afin de nous approcher de ce qui passe pour des lieux de pouvoir. Parce que ce n'est qu'ainsi que nous gagnerons. Nous étouffons. Et nous ne nous arrêterons qu'une fois libres 49.

## Black Lives Matter

En décembre 2014 et en janvier 2015, « *Black Lives Matter* » est devenu un cri de ralliement repris de toutes parts. Une semaine après l'abandon des poursuites contre le meurtrier d'Eric Garner, plusieurs centaines d'attachés parlementaires du Congrès, noirs pour la plupart, cessent le travail en signe de protestation 50. Des athlètes noirs portent des t-shirts arborant le slogan « J'étouffe ». Lycéens et étudiants adoptent sans tarder la même tenue. Des milliers d'entre eux, et même certains collégiens, quittent tous ensemble les cours, organisent ou rejoignent des marches et des *die-in* viii, entre autres formes d'actions publiques 51. À l'université de Princeton, plus de 400 étudiants et enseignants prennent part à un *die-in*. La plupart des participantes et participants sont des étudiants afro-américains, mais un certain nombre de blancs, d'Hispaniques et d'Asiatiques se joignent à l'action. Les étudiants de Stanford bloquent le pont de San Mateo qui traverse la baie de San Francisco. Dans 70 facultés de médecine, les étudiants

organisent des *die-in* et scandent : « Des blouses blanches pour les vies noires »<sup>52</sup>. Des avocats commis d'office et leurs confrères *ix* organisent à leur tour des *die-in*<sup>53</sup>. Alicia Garza souligne l'importance de ces actions :

Actuellement, le mouvement s'amplifie. Nous tissons des relations et des réseaux, expérimentons des formes d'organisation démocratiques, de nouvelles tactiques, et apprenons de l'expérience de nos aînés – tels que Bayard Rustin, Diane Nash, Linda Burnham, Assata Shakur et Angela Davis – qui ont participé à des mouvements sociaux avant nous<sup>54</sup>.

On se mobilise dans le pays entier, et la classe politique peine à ne pas se laisser distancer. La présidentiable Hillary Clinton, qui n'avait jamais prononcé publiquement le nom de Mike Brown, n'a d'autre choix que de dire à son tour « *Black Lives Matter* » lors d'un discours à New York trois jours après la manifestation de décembre<sup>55</sup>. Même Barack Obama commence à changer de discours. Quand il parle des jeunes afro-américains, il se montre moins moralisateur, « se concentre plutôt sur les injustices dénoncées par les Afro-Américains qu'il qualifie de “membres de la famille américaine” – ce qui rend extrêmement difficile de les étiqueter comme des enfants à problèmes qui auraient besoin d'être aimés avec sévérité<sup>56</sup> ».

Forts de cette dynamique nettement favorable, les leaders du mouvement devaient se donner les moyens de pousser leur avantage. Sharpton et l'*establishment* des droits civiques avaient fourni un repoussoir commode, dont il était facile de se démarquer par les idées, les stratégies et les tactiques. Mais comment les nouveaux militants, tels que les signataires de la plateforme de Ferguson Action, voyaient-ils la construction à venir du mouvement ? Après l'explosion de Sharpton et dès lors que l'expression « *Black Lives Matter* » était passée dans le langage quotidien des Afro-Américains, le pays s'intéressait à eux. Or, le net contraste entre les formes d'organisation intersectionnelles, démocratiques et horizontales de la « jeune garde » et la structure très hiérarchisée des groupes historiques des droits civiques avait contribué à masquer des divergences importantes entre les nouveaux militants eux-mêmes. Certains s'étaient lancés dans la constitution d'organisations telles que Black Youth Project 100 (BYP 100), #BLM, Dream Defenders, Million Hoodies et Hands Up United, tandis que d'autres n'en voyaient pas l'utilité et considéraient

les réseaux sociaux comme la meilleure façon d'organiser le mouvement. Deux des militants les plus visibles et influents du mouvement, Johnetta Elzie et DeRay Mckesson, étaient peu investis dans la construction d'organisations.

La plateforme de Ferguson Action reflète cette approche en décrivant un mouvement « coordonné » et « organisé » mais « décentralisé ». D'une certaine façon, le caractère superflu d'une organisation a été démontré par le succès prodigieux des actions et manifestations lancées au pied levé. Pendant plusieurs mois, les réseaux sociaux tels que Twitter ont prouvé leur efficacité. La marche du 13 décembre 2014 à New York a été lancée sur Facebook par deux militants relativement novices ; en quelques heures, des milliers de personnes ont posté des « Likes » et se sont engagées à venir. Le rassemblement a réuni 50 000 personnes. Mais comment passer des actions directes, *die-in*, blocages d'axes routiers et débrayages à une société enfin débarrassée des violences policières sans créer des espaces pour se rencontrer, élaborer des stratégies et mettre en œuvre des processus de décision démocratiques ? Compte tenu des revendications et de la « vision » mises en avant par Ferguson Action – en finir avec le profilage racial et l'emprisonnement de masse, réaliser le plein emploi, etc. –, il est impossible d'imaginer que cela puisse se produire uniquement par Internet.

Ces débats sur les formes d'organisation ont des traits communs avec les tendances hostiles à la formalisation qui se sont fait entendre lors du mouvement Occupy à partir de 2011. Dans les deux cas, l'absence de formalisation d'une structure et du pouvoir est perçue comme un moyen de « permettre à chacun de s'exprimer » : s'il n'y a pas d'organisation, personne ne peut prendre le pouvoir. C'est ce que défend DeRay Mckesson : « ce qu'il y a de nouveau avec Ferguson [...], ce qui fait que c'est très important, c'est que contrairement aux luttes antérieures, il n'y a pas de porte-parole. Qui est le porte-parole ? C'est la population. De façon très démocratique, les gens deviennent la voix de la lutte<sup>57</sup>. » Mckesson est l'une des personnalités les plus visibles du mouvement, et ses idées rencontrent une large adhésion.

Ce n'est pas que nous sommes anti-organisation, analyse-t-il. Certaines structures se sont formées dans la foulée de la mobilisation, et elles sont devenues importantes.

C'est juste qu'on n'a pas eu besoin de ces structures pour démarrer le mouvement. Vous avez le pouvoir de lancer un mouvement. De simples individus peuvent se retrouver autour de constats d'injustice partagés. Et ils peuvent initier des changements. Vous pouvez vous engager corps et âme dans la lutte ; vous n'avez pas besoin d'un passe VIP pour lutter. C'est ce que Twitter a permis. [...] Pour moi, nous sommes en train de constituer une nouvelle communauté radicale de lutte qui n'existait pas avant et que Twitter a permis de créer. Nous sommes maintenant dans une phase de construction de cette communauté. Oui, nous devons nous occuper des politiques à mener, nous occuper des élections ; nous devons nous occuper de toutes ces choses. Mais pas avant d'avoir constitué une communauté forte 58.

Tout le monde peut participer aux actions – mais comment fait-on pour en mesurer le succès et pour amener de simples participants à s'investir durablement dans la lutte ? En deux mots : comment passe-t-on du moment au mouvement ? L'historienne Barbara Ransby analyse ce problème :

Si certaines formes de résistance peuvent être de l'ordre du pur réflexe – quand on nous pousse trop fort d'un côté, on pousse de l'autre, même en l'absence de programme ou d'espoir de victoire –, organiser un mouvement est une chose différente. Ce n'est ni spontané, ni instinctif, et ce n'est jamais facile. Penser que nous pourrions tous nous « libérer » en résistant individuellement ou à travers des petits collectifs non coordonnés, c'est se faire des illusions 59.

Tout le monde ne nie pas la nécessité de s'organiser. La lutte contre la terreur policière a conduit à la constitution de multiples organisations et réseaux. Lors d'un meeting dans l'église historique de Riverside x, à New York, Asha Rosa, du Black Youth Project 100, parle avec éloquence de la nécessité d'être à la fois radical et structuré :

Les organisations durent plus que les actions, plus que les campagnes, plus que les moments. Ce sont les organisations qui vont nous permettre de construire des structures qui reflètent nos valeurs, et des communautés sur lesquelles on peut s'appuyer et qui alimentent notre travail. Nous avons eu 60 000 personnes dans les rues de New York [en décembre 2014] [et] ça ne m'étonnerait pas qu'on ne revoie plus un tel nombre de gens dans la rue avant le retour du beau temps, et ce n'est pas grave. [...] Les mouvements connaissent différentes phases. Nous devons tenir dans la durée et faire en sorte qu'il y ait des organisations auxquelles les gens puissent se raccrocher 60.

Entre le BYP 100, Dream Defenders, Hands Up United, Ferguson Action, Millennials United et la plus connue, Black Lives Matter, cette nouvelle ère a produit une large constellation d'organisations



militantes. BLM, à ce jour le groupe le plus important et le plus visible avec au moins vingt-six antennes locales, se définit comme « un réseau décentralisé visant à construire la capacité d'action et le pouvoir de la population noire ». Selon Patrisse Cullors, ses membres agissent « au sein des quartiers dans lesquels ils vivent et travaillent. Ils déterminent leurs objectifs et les stratégies les plus efficaces pour les atteindre. [...] Nous avons délibérément choisi une approche prudente et collaborative pour développer une stratégie nationale afin de prendre le temps d'écouter, d'apprendre et de construire <sup>61</sup>. » BLM a repris à son compte la méthode Occupy, qui considère les actions « sans leaders » et décentralisées comme plus démocratiques, permettant aux participants et aux participantes de mener leurs propres initiatives sans être gênés par une intervention extérieure. Mais dans une période où ceux qui cherchent un point d'entrée pour militer contre la police sont nombreux, cette forme particulière d'organisation peut en réalité s'avérer difficile d'accès. Paradoxalement, cette décentralisation peut finir par restreindre les possibilités d'implication démocratique de bon nombre de personnes, car elle favorise plutôt la collaboration entre initiés.

Autant de questions qu'il reviendra à BLM de résoudre, en tant qu'organisation principale et la plus influente du mouvement : ses choix seront déterminants et auront des implications plus larges. L'autonomie des collectifs et la décentralisation amènent à s'interroger sur la manière de coordonner les actions et d'arriver à canaliser les forces de l'ensemble du mouvement pour combattre les institutions ciblées. Les problèmes se posent différemment selon les lieux : comment alors tisser les actions locales en un mouvement social cohérent et éviter de démultiplier les manifestations disparates et isolées ? Si chaque ville, collectif et individu choisit d'incarner le mouvement à sa manière, comment transformer cette kyrielle d'actions locales efficaces en mouvement national ? Dans certaines situations, des collectifs multiples ont réussi à se coordonner, par exemple lors de la campagne #SayHerName visant à faire connaître l'impact des violences policières sur les femmes noires. Reste que plus le mouvement s'amplifiera, plus la coordination sera nécessaire.

**La révolution ne sera pas subventionnée**

Si le succès du mouvement peut se mesurer à la prise de conscience qu'il a suscitée d'un bout à l'autre des « États-Unis de la violence policière », on peut aussi l'évaluer à l'aune des soutiens financiers que certains collectifs du mouvement ont réussi à mobiliser<sup>xi</sup>. Seuls certains groupes rattachés au mouvement sont des organisations non gouvernementales, mais même ceux qui n'ont pas ce statut ont obtenu des fonds de la part de fondations influentes et de personnalités fortunées. Globalement, le mouvement Black Lives Matter a suscité l'intérêt de la galaxie des fondations et des philanthropes, comme les fondations Ford et George Soros mais aussi Resource Generation, qui se présente comme une « association de personnes fortunées de moins de 35 ans qui soutiennent les initiatives progressistes<sup>62</sup> ». Il existe même des réseaux philanthropiques entièrement consacrés à faire pression sur les fondations pour qu'elles soutiennent certains mouvements. À l'occasion d'une conférence d'été où se sont retrouvés tous les collectifs de Black Lives Matter, le National Committee for Responsible Philanthropy a lancé un appel aux autres fondations :

Une transformation profonde du tissu social, économique et politique qui marginalise nos communautés noires depuis des décennies est possible. Le rassemblement de ce mouvement pour les vies des personnes noires sera une étape majeure vers cette transformation. Toute fondation engagée en faveur d'une véritable égalité et du démantèlement du racisme doit y voir une occasion d'exercer sa responsabilité en participant<sup>63</sup>.

La déclaration remerciait ensuite « des soutiens tels que le Fonds Evelyn and Walter Haas Jr., la Fondation Levi Strauss, la Fondation Barr » d'avoir « fait de l'investissement dans le développement de l'initiative leur priorité ».

Ces seuls faits ne doivent pas conduire à déprécier les nombreux collectifs qui bénéficient de ces fonds. Presque toutes les organisations du mouvement des droits civiques ont été financées par des fondations, y compris le SNCC, le CORE et le SCLC. La Highlander Folk School – où nombre de militants des droits civiques, dont Rosa Parks et Martin Luther King, ont été formés à la désobéissance civile et à diverses techniques de lutte – était en grande partie financée par la Fondation Field. Les associations qui luttent pour la justice sociale font, à juste titre, appel à toutes sortes de sources de financement. Mais si les militantes et militants sont seulement à la recherche de

quelques précieux dollars pour continuer à se mobiliser, il est en revanche douteux que des fondations multi-milliardaires agissent pour des raisons purement altruistes. L'historien Aldon Morris raconte la collusion de ce genre de fondations avec l'État pour mener un travail de sape des organisations des droits civiques :

La situation financière du SNCC s'améliore à l'été 1962 grâce aux fonds de la Fondation Taconic, de la Fondation Field et du Fonds familial Stern. Toutes ces fondations collaborent étroitement avec l'administration Kennedy et partagent avec elle l'idée que les militants noirs doivent surtout concentrer leur énergie sur l'inscription des noirs du Sud sur les listes électorales. [...] Suite aux tumultueux *Freedom Rides*, l'administration Kennedy a ouvertement tenté d'orienter toutes les organisations des droits civiques vers des campagnes d'inscription des électeurs plutôt que vers une agitation contestataire. L'administration Kennedy s'opposait à tout prix à une généralisation de la désobéissance civique <sup>64</sup>.

Aldon Morris cite ensuite James Farmer, dirigeant du SNCC, qui relate comment « l'administration Kennedy a tenté de “calmer le jeu” » : « Bobby Kennedy a réuni le CORE et le SNCC dans son bureau [...] et a dit : “Pourquoi ne pas arrêter toutes ces conneries, les *Freedom Rides* et tous ces *sit-in* pour se concentrer sur la formation des électeurs [...] ? Si vous faites ça, je vous obtiendrai une exemption d'impôts.” <sup>65</sup> » Les organisations qui dépendent de financements extérieurs peuvent se retrouver en difficulté si les bailleurs de fonds se mettent à critiquer leur orientation politique. « Le système non lucratif permet aux fondations d'exercer une influence et un contrôle démesuré sur les actions des associations et des collectifs », met en garde Umi Selah, président de Dream Defenders. Une ancienne salariée d'un des principaux soutiens des causes noires fait également remarquer que les subventions s'accompagnent souvent d'un « cahier des charges qui fixe la manière dont les choses doivent être faites sur le terrain <sup>66</sup> ».

Pour réduire leur dépendance aux financements extérieurs, certains groupes font désormais cotiser leurs membres et lancent des campagnes de dons auprès du grand public. S'il est périlleux de préjuger de l'influence des bailleurs de fonds et du « complexe industriel non lucratif » sur la suite du mouvement, elle sera certainement déterminante et rend d'autant plus nécessaire

l'autonomie financière de ses organisations<sup>67</sup>. Par exemple, la Fondation Ford cherche à devenir l'un des bailleurs de fonds du mouvement alors que, malgré ses intentions affichées, elle est connue pour avoir instrumentalisé de nombreux mouvements aux États-Unis et à l'étranger. Arundhati Roy analyse son influence délétère en Inde :

La Fondation Ford a une idéologie très claire et définie et travaille en lien étroit avec le département d'État américain. Son projet de démocratisation et de « bonne gouvernance » fait partie intégrante du schéma de Bretton Woods visant à standardiser les modèles économiques et à promouvoir un libre-échange efficace. [...] C'est sous cet angle qu'il faut envisager les millions de dollars investis en Inde par la Fondation Ford – ses subventions aux artistes, réalisateurs et militants, ainsi que ses généreux financements de programmes universitaires et de bourses d'études<sup>68</sup>.

Comme bien d'autres, la Fondation Ford propose des subventions, mais produit aussi « livres blancs », séminaires et conférences dans lesquels elle met en avant des perspectives et des stratégies politiques pour orienter l'action de ses bénéficiaires.

Analysant les relations entre le NAACP et l'American Fund for Public Service – connu sous le nom de Fonds Garland –, la politologue Megan Francis montre que cet organisme ne s'est pas contenté de fournir d'importantes ressources au NAACP dans les années 1950, mais a usé de son influence pour orienter les stratégies militantes de l'organisation noire :

Pourquoi le NAACP s'est-il détourné de son action contre la violence raciale au profit d'une action centrée sur l'éducation ? Pour une seule raison : l'argent. Si le Fonds Garland a eu une telle emprise sur le programme du NAACP, c'est parce qu'il pouvait en offrir autant à cette organisation à court de liquidités. Pendant la négociation d'une subvention, il est rapidement apparu que les dirigeants noirs du NAACP étaient favorables à une action pour les droits civiques explicitement centrée sur la violence raciale. [...] Mais face au risque de perdre une source de financement essentielle, le NAACP s'est conformé à contrecœur aux exigences du Fonds Garland. Au cours des années suivantes, le NAACP a mis de côté les questions de violence raciale pour se concentrer sur l'éducation, qui restera sa mission phare tout au long du <sup>XX</sup>e siècle<sup>69</sup>.

En définitive, fondations et organismes philanthropiques divers tendent à réduire les perspectives militantes à la promotion de « réformes » pour aménager le système existant.

L'argent des fondations a également pour effet de « professionnaliser » les mouvements, favorisant le carriérisme et l'idée selon laquelle le militantisme peut être subventionné de l'extérieur. En réalité, la majorité des activités militantes sont bénévoles et l'argent est collecté directement auprès des participants et non grâce à l'expertise de spécialistes des dossiers de subvention. Au sein du mouvement Black Lives Matter, les organisations les plus solides financièrement ont tendance à occulter l'activité de nombreux collectifs de base. Des comités locaux plus modestes se sont constitués pour lutter sur des affaires spécifiques ou pour porter des revendications liées aux différents contextes urbains du pays.

Ainsi, à Madison (Wisconsin), le collectif Young, Gifted and Black (« Jeunes, talentueux et noirs ») s'est constitué pour obtenir justice pour Tony Robinson, jeune noir tué par la police au printemps 2015. À Cleveland, des militants locaux se sont alliés à des prêtres, des universitaires et au Council for American Islamic Relations pour exiger l'arrestation des deux policiers responsables de la mort de Tamir Rice<sup>70</sup>. Depuis Chicago, un nouveau collectif dénommé We Charge Genocide s'est rendu à Genève pour interpeller les dirigeants internationaux afin qu'ils fassent pression sur le gouvernement états-unien pour faire cesser les violences et les crimes policiers contre les noirs. À Philadelphie, au cours de l'hiver 2014 et d'une grande partie de l'année 2015, un collectif réunissant des quartiers de toute la ville, la Phillie Coalition for REAL Justice, a réuni une soixantaine de personnes deux fois par semaine pour lutter contre les violences policières. Cette coalition a réussi à rassembler plusieurs milliers de personnes au cours de l'année 2015<sup>71</sup>. À Dallas (Texas), Mothers Against Police Brutality a non seulement contribué à une mobilisation essentielle contre les violences policières, mais a aussi tenté activement de construire des ponts entre ces mouvements et les réseaux de défense des migrants. Quelques jours avant le rassemblement du 1<sup>er</sup> mai, des manifestants issus des deux mouvements ont convergé, brandissant des pancartes proclamant « *Black Lives Matter* » et scandant « À bas, à bas, les expulsions ! Vive, vive, vive l'immigration<sup>72</sup> ! » Ce genre d'initiatives, souvent considérées par les bailleurs de fonds comme « non professionnelles », existent dans l'ensemble du pays et permettent aux citoyens ordinaires

## Revendications

Faute d'organisation indépendante représentant le mouvement, ses revendications sont restées peu audibles. C'est en partie lié à la difficulté de la tâche. La violence policière est inscrite dans l'ADN des États-Unis. Comme je l'ai montré précédemment, il n'y a jamais eu d'âge d'or de la police, la violence et le racisme ayant toujours eu un rôle central dans son action. Mais le système policier peut tout de même être endigué. On trouve sur le site Internet de Ferguson Action une compilation exhaustive des revendications du mouvement, notamment la démilitarisation des services de police, une législation contre le profilage racial et une enquête documentant l'ensemble des abus de la police<sup>73</sup>. À Ferguson et à Saint-Louis, Hands Up United appelle à la « suspension immédiate et sans solde des policiers coupables ou complices d'usage excessif de la force<sup>74</sup> ». BLM demande au procureur général de rendre publics les noms des policiers impliqués dans la mort de personnes noires au cours des cinq dernières années – « pour qu'ils soient traduits en justice – si cela n'a pas encore été fait<sup>75</sup> ».

Si les revendications du mouvement se rejoignent, comment les défendre concrètement en l'absence d'une structure de coordination ? Comment évaluer de manière systématique si elles ont été en partie satisfaites ou s'il faut les redéfinir ? La force du mouvement actuel est de relier les violences policières aux conséquences plus générales du racisme institutionnel, mais il court aussi le risque de noyer des revendications atteignables dans une lutte bien plus large visant à transformer l'ensemble de la société. En d'autres termes, revendiquer la « liberté » ne dit rien des étapes nécessaires pour y parvenir.

Tout exiger à la fois est aussi inopérant que de ne rien exiger, car cela brouille les nécessités concrètes et quotidiennes de la lutte. Cela peut aussi s'avérer démoralisant : quand on vise la totalité, comment être attentif aux acquis parfois minimes dans lesquels tout mouvement puise son énergie ? Il ne s'agit pas de réduire ses prétentions ou

d'abandonner la lutte pour une transformation radicale des États-Unis ; il s'agit de distinguer la lutte pour des réformes possibles aujourd'hui et l'objectif révolutionnaire, qui est un projet à plus long terme. Les deux sont nécessairement liés. Tenter de réformer un certain nombre d'aspects de la société existante améliore la vie des personnes ici et maintenant ; et c'est en le faisant qu'on apprend à lutter et à s'organiser. Ce sont les briques qui peuvent s'assembler pour bâtir des combats plus vastes et plus ambitieux. Dans l'intervalle, les personnes qui participent au mouvement se forment politiquement, acquièrent de l'expérience, de l'expertise, et s'initient au rôle de leaders. On ne passe pas d'un seul coup de l'inactivité à la révolution mondiale.

Bon nombre des femmes et des hommes noirs radicalisés dans les années 1950 pendant les luttes contre Jim Crow ne se seraient probablement pas reconnus une décennie plus tard. Bien des personnes qui ont commencé à militer contre le racisme en affichant des revendications limitées ont fini par conclure qu'un État fédéral structurellement raciste ne pourrait jamais rendre justice à la population noire. C'est ce qu'illustre le parcours des militants historiques de la SNCC, qui arrivèrent en 1964 à la convention nationale démocrate d'Atlantic City dans l'espoir de faire élire les candidats noirs de leur parti démocrate alternatif, le Mississippi Freedom Democratic Party, en tant que délégués du Mississippi. L'enjeu était de jeter l'opprobre sur le parti démocrate national, qui tolérait une délégation du Mississippi uniquement composée de blancs, tout en sachant pertinemment que les noirs étaient violemment marginalisés dans cet État. Les militants du SNCC croyaient que, s'ils l'emportaient, ils pourraient briser le monopole des dixiecrates – le parti démocrate blanc des États du Sud – sur le processus électoral du Sud. Mais Lyndon Johnson et le parti démocrate n'étaient prêts en aucun cas à compromettre les voix des électeurs blancs du Sud en accédant aux revendications des militants des droits civiques. En fin de compte, Lyndon Johnson les accula à un accord qui permit de laisser intactes la convention et l'aile suprémaciste du parti démocrate. James Forman, président du SNCC, analyse ainsi cette défaite :

La leçon d'Atlantic City a été déterminante. [...] Elle a mis fin à l'espoir [...] que l'État fédéral change la situation dans le Sud profond. La contradiction tenue entre

les gouvernements des États et l'État fédéral, sur laquelle nous nous étions appuyés pour construire notre mouvement, s'était résorbée. Désormais, les véritables adversaires de la lutte étaient face à face : le peuple contre les États, État fédéral inclus<sup>76</sup>.

Restreindre les mots d'ordre du mouvement pour préserver sa dynamique ne revient pas à en restreindre les ambitions. Ce qui fait du slogan « *Black Lives Matter* » une belle trouvaille, c'est la façon dont la formule condense les aspects déshumanisants du racisme anti-noirs aux États-Unis. Sur le long terme, la force du mouvement dépendra de sa capacité à toucher le plus grand nombre en reliant la question des violences policières aux autres aspects de l'oppression des personnes noires.

Cette dynamique est déjà à l'œuvre, car la « jeune garde » a travaillé à établir ces liens. Le meilleur exemple est la lutte des travailleurs pauvres pour augmenter le salaire minimum à 15 dollars de l'heure. 20 % des employés de la restauration rapide sont noirs et 68 % d'entre eux gagnent entre 7,26 et 10,09 dollars de l'heure<sup>77</sup>. À Chicago et à New York, les salariés du secteur comptent respectivement 46 % et 50 % de noirs<sup>78</sup>. 20 % des 1,4 million de salariés de Walmart sont afro-américains, ce qui en fait le plus gros employeur de noirs américains. Il y a un lien logique entre les campagnes des travailleurs pauvres et le mouvement Black Lives Matter. C'est parce qu'ils sont sur-représentés parmi les classes populaires que les Afro-Américains sont les cibles de la police, qui vise avant tout les pauvres. Les prolétaires noirs et hispaniques ont également plus de chances d'être pénalisés par le poids croissant des amendes et des pénalités en tous genres. Mwende Katwiwa, du collectif BYP 100 de la Nouvelle-Orléans, analyse cette articulation entre justice économique et raciale :

Les jeunes noirs se retrouvent souvent prisonniers d'un récit personnel sur leur parcours qui occulte la situation sociale et économique. [...] Le mouvement Black Lives Matter ne se contente pas de demander la fin des violences et des crimes policiers contre les personnes noires – il exige qu'elles aient le droit de survivre, mais aussi de vivre. Dire que la vie des noirs vaut quelque chose, c'est dire que les personnes noires devraient pouvoir jouir du respect de leur dignité fondamentale sur leur lieu de travail – en particulier les jeunes, qui subissent le chômage de façon disproportionnée et sont sur-représentés dans les emplois peu rémunérés<sup>79</sup>.



Aujourd'hui, le mouvement est en bien meilleure position que les organisations historiques des droits civiques pour nourrir les luttes de plus en plus nombreuses de travailleurs pauvres et développer des liens avec elles. Depuis des années, Walmart et McDonald's soutiennent généreusement le CBC, le NAACP et le NAN<sup>80</sup>. Lors de la sauterie organisée pour le soixantième anniversaire d'Al Sharpton à l'hôtel Four Seasons de New York, les grandes entreprises étaient encouragées à faire des dons à son organisation, le NAN. Il y avait plusieurs niveaux de contributions possibles. La firme de téléphonie AT&T a fait une contribution « militante » en s'achetant une pleine page de publicité dans le programme de la soirée, tandis que Walmart et GE Asset Management se sont contentés d'encarts d'une demi-page. McDonald's et Verizon occupaient les pages du fond. Sharpton n'a pas précisé les montants, mais il a déclaré que le NAN avait atteint son objectif d'un million de dollars : « Nous n'avons plus de créances. [...] Nous serons en positif cette année. Les plus grosses dettes sont déjà réglées, et la soirée [...] était notre deuxième collecte de l'année<sup>81</sup>. » Peut-on s'étonner que Sharpton et ses affidés se soient si peu exprimés sur la lutte pour les 15 dollars de l'heure ?

La lutte pour l'égalité des moyens éducatifs a aussi pris de l'ampleur ces dernières années et pourrait constituer un autre point de convergence. Le mouvement pour la justice éducative s'est concentré sur trois problèmes qui touchent massivement les élèves noirs : la privatisation des écoles publiques, le « pipeline école-prison » et les examens éliminatoires dans les écoles publiques. Il y a un lien évident entre la privatisation de l'école et les politiques de tolérance zéro qui mettent les élèves noirs en situation de délinquance. Les écoles sous contrat – gérées par le privé, financées par le public – ont mis en place des approches disciplinaires dont le mot d'ordre est « pas d'excuses » et qui fonctionnent selon le principe suivant :

Les enseignants exigent des élèves l'application rigoureuse d'une série d'exigences comportementales. Les infractions mineures – ne pas lever la main, avoir la chemise qui dépasse ou rêvasser – donnent lieu à une escalade de sanctions : mauvais points, perte de « privilèges<sup>xii</sup> », colles, exclusions. La théorie policière qui a abouti au *stop-and-frisk* a désormais investi les politiques éducatives<sup>82</sup>.

Ces politiques de tolérance zéro ont rapidement démultiplié les exclusions temporaires et définitives, devenues les principaux outils

disciplinaires des écoles publiques et sous contrat. Le taux d'élèves noirs soumis à des mesures d'exclusions temporaires est passé de 6 % dans les années 1970 à 15 % aujourd'hui. L'expulsion n'est qu'un aspect de cette approche, qui s'accompagne d'une présence accrue de la police dans les établissements ; elle a pour effet de criminaliser des bêtises qui se réglaient auparavant dans le bureau du proviseur. Les élèves noirs sont les premières victimes du tournant disciplinaire de l'enseignement public. Le jour où des centaines de lycéens de Seattle ont quitté symboliquement les cours pour protester contre le non-lieu de Darren Wilson à Ferguson, Jesse Hagopian, enseignant, a fait le lien entre Black Lives Matter et l'enseignement public :

Ces élèves ont évidemment été émus par l'injustice de Ferguson, mais [...] ils n'ont pas besoin de traverser le pays pour affronter la férocité du racisme. Les écoles publiques de Seattle sont sous le coup d'une enquête fédérale du département de l'Éducation : leur taux d'exclusion des élèves noirs est quatre fois supérieur à celui des blancs pour les mêmes infractions<sup>83</sup>.

De la même manière que l'argent des entreprises décourage les organisations historiques des droits civiques de s'impliquer dans les luttes pour augmenter le salaire minimum, elle inhibe leur volonté de réagir face aux réformes visant à marchandiser et à privatiser l'école. À elle seule, la Fondation Gates a versé plusieurs millions à la NAACP et à l'Urban League<sup>84</sup> – alors que le milliardaire Bill Gates a pour projet de transformer l'éducation par la promotion des écoles sous contrat, et que sa fondation est devenue un avant-poste de l'offensive contre les syndicats d'enseignants et pour la diffusion des tests standardisés.

Dans les deux cas – les luttes de travailleurs pauvres et la résistance à la privatisation de l'enseignement et à ses conséquences –, le mouvement Black Lives Matter, lui, est bien placé pour créer et approfondir des liens avec les milieux syndicaux. Travailleuses et travailleurs noirs continuent de se syndiquer plus souvent que les blancs. La raison est simple : les noirs syndiqués bénéficient de salaires et d'avantages sociaux largement supérieurs à ceux des non syndiqués. Par ailleurs, les salariés noirs sont souvent concentrés dans les secteurs qui sont dans le collimateur de l'État – administrations fédérales, d'États et locales ; ils sont souvent employés par les municipalités, notamment dans les écoles. Pendant l'hiver 2015, des militants BLM

de tout le pays ont organisé des blocages d'autoroutes, de transports publics, de magasins, de cafétérias. Si le mouvement s'alliait avec les syndicats, il pourrait s'appuyer sur la capacité des travailleurs à bloquer la production, les services et le fonctionnement des entreprises pour exiger des réformes concrètes face au système policier. Certains ont ouvert la voie. Le 1<sup>er</sup> mai 2015, des dizaines de milliers de militantes et de militants ont défilé dans tout le pays sous la bannière de BLM ; à Oakland (Californie), la section locale de l'International Longshore and Warehouse Union, syndicat de dockers et de manutentionnaires, a appelé à un arrêt de travail qui a interrompu la circulation de dizaines de millions de dollars de marchandises en bloquant le chargement des cargos. C'était la première fois qu'un grand syndicat lançait un arrêt de travail en solidarité avec le mouvement BLM. « Les ouvriers sont ceux qui peuvent réellement bloquer le pays », déclare, dans son communiqué, la coordination à l'origine de l'action. « Si les ouvriers refusent de travailler, les produits ne sont pas fabriqués et l'argent ne change pas de mains. Le seul moyen pour que cet État nous prenne au sérieux est d'interrompre son commerce et de le frapper au portefeuille. Quand on en appelle à son humanité, il ne se passe rien. Sinon, le génocide noir par la police se serait arrêté il y a des décennies 85. »

Ce type d'élargissement du mouvement fait par ailleurs mentir l'idée d'une division générationnelle. Le fait de se coordonner avec des travailleuses et des travailleurs noirs, notamment des enseignants et des syndicalistes, permet de brasser les classes d'âges et démontre que les Afro-Américains de toutes les générations ont intérêt à une victoire du mouvement.

## **Solidarités**

Le décloisonnement du mouvement dépend aussi de sa capacité à nouer des solidarités avec d'autres groupes opprimés. Les Afro-Américains ont toujours été en première ligne face aux aspects les plus répressifs du capitalisme états-unien. Mais cela ne signifie pas qu'ils soient les seuls à vouloir en finir avec sa brutalité. Cette société est structurée par l'oppression des peuples indigènes, des immigrés et plus

généralement des non-blancs. C'est bien là ce qui permet d'éclairer les ressorts profonds de cette énigme qui veut que les 1 % peuvent dominer une société dont la grande majorité a tout intérêt à détruire l'ordre existant. Si l'on s'en tient à une arithmétique de base, il n'est pas réaliste de penser que 12 ou 13 % de la population – la part des Afro-Américains – puissent transformer radicalement l'ordre social des États-Unis.

L'enjeu du mouvement sera de transformer le mot d'ordre de « liberté » en revendications audibles qui, en permettant à ses membres d'être mieux entraînés et coordonnés, les rendront capables de lutter pour aller plus loin. Le mouvement doit aussi avoir des pistes concrètes pour nouer et approfondir des solidarités entre dominés. Cela implique de construire des réseaux et des alliances avec les Hispaniques face aux attaques contre les droits des immigrés, d'être en lien avec les Arabes et les musulmans en lutte contre l'islamophobie et de se coordonner avec les collectifs indigènes qui revendiquent leur droit à l'autodétermination à l'intérieur des États-Unis – pour ne citer que quelques exemples.

Mais construire des solidarités entre communautés opprimées n'a rien d'évident. Par exemple, quand trois musulmans, Deah Barakat, Razan Abu-Salha et Yusor Abu-Salha, ont été tués par balles par un blanc à Chapel Hill (Caroline du Nord), l'utilisation par quelques militants du *hashtag* #BLM a suscité une levée de boucliers. Certains y ont vu une « récupération » du mouvement noir :

Il ne s'agit en aucun cas de sous-estimer ou de minimiser les injustices que les autres minorités subissent chaque jour dans ce pays ; en fait, c'est l'inverse. Chaque communauté doit pouvoir développer une réflexion critique sur son statut en Amérique, sur ses propres enjeux, ses propres expériences et dans ses termes à elle. Bien sûr que les musulmans sont en ligne de mire dans le système américain. Personne ne le met en doute. Mais le fait de se servir du *hashtag* de BLM revient à mettre sur le même plan des luttes qui, même si elles ont l'air de se ressembler, sont profondément différentes<sup>86</sup>.

S'il faut effectivement respecter le travail politique réalisé par le mouvement contre les violences policières, il serait dommage de présenter l'oppression noire et le racisme anti-noirs comme des phénomènes tellement spécifiques qu'ils deviennent inaccessibles à la

compréhension et, potentiellement, à la solidarité d'autres groupes opprimés.

En essayant de démontrer à tout prix la singularité des oppressions vécues par chaque groupe, on passe à côté de ce qui nous relie à travers l'oppression – et de l'importance d'utiliser ces liens pour former des solidarités, au lieu de nous complaire dans notre propre marginalité. L'État diabolise ses ennemis pour justifier le traitement qu'il leur inflige : guerre permanente, internement, torture, emprisonnement de masse et abus policiers. Il y a une boucle de rétroaction raciste par laquelle les politiques intérieures et extérieures s'alimentent et se renforcent mutuellement. La politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient rejaillit à l'intérieur du pays. L'instrumentalisation cynique de l'islamophobie pour légitimer la poursuite des interventions dans les pays arabes et musulmans a nécessairement des effets sur les musulmans qui vivent aux États-Unis. Et l'extension permanente du système policier, justifiée par la « guerre contre la terreur », devient le moyen d'une répression accrue à l'intérieur du pays – qui touche avant tout, bien sûr, les Afro-Américains et les Hispaniques des régions frontalières.

À la fin des années 1990, un mouvement s'était constitué pour lutter contre le profilage racial des automobilistes noirs. D'importantes actions collectives en justice menées dans le Maryland, le New Jersey, la Pennsylvanie et la Floride ont mis en lumière l'ampleur de la suspicion et du harcèlement subis par les conducteurs afro-américains sur les autoroutes. Le New Jersey est devenu le foyer de ces luttes quand, lors d'un contrôle de routine au printemps 1998, un policier a tiré sur une camionnette de jeunes Afro-Américains. Al Sharpton a conduit une manifestation de plusieurs centaines de personnes et un cortège de 500 véhicules sur *l'Interstate 95*. La même année, l'ACLU lançait une procédure collective au nom de plusieurs automobilistes noirs ayant subi des contrôles discriminatoires sur cette même autoroute. L'année suivante, en 1999, une vague de manifestations et de désobéissance civique exigeait l'inculpation des policiers impliqués dans le meurtre d'Amadou Diallo en février. C'est dans ce contexte qu'en mars 1999, la gouverneure républicaine du New Jersey, Christine Todd Whitman, a fini par révoquer le directeur de la police

de l'État qui avait justifié le profilage en déclarant que le trafic de cannabis et de cocaïne « est surtout le fait des minorités » 87.

Mais cette dynamique a été brusquement interrompue après les attentats du 11-Septembre. Le gouvernement s'est empressé de commuer cette tragédie en appel à l'unité nationale en prévision de nouvelles guerres, en Afghanistan puis en Irak. Au lendemain des attentats, les agents fédéraux ont justifié le profilage racial par la nécessité de traquer des terroristes musulmans et arabes. Désormais soustraite aux enquêtes fédérales et aux poursuites, cette pratique est devenue une arme légitime et plébiscitée dans la « guerre contre la terreur ». En 1999, 59 % des États-Uniens pensaient que la police avait recours au profilage racial, et 81 % d'entre eux le condamnaient 88. Quelques mois avant le 11-Septembre, George W. Bush lui-même déclarait lors d'une session plénière du Congrès : « Le profilage racial est condamnable et nous le ferons disparaître en Amérique 89. » Mais dès le 30 septembre 2001, 60 % de la population noire se déclarait favorable au profilage racial des Arabes, contre 45 % du reste de la population 90. Non seulement le mouvement contre le racisme a été englouti sous une vague de chauvinisme et d'islamophobie, mais le point de mire de la lutte antiraciste, le profilage racial, a été hissé au rang d'outil indispensable à la sécurité du pays.

Dès lors que le mouvement reprend à son compte des divisions activement encouragées par l'État, c'est l'ensemble des luttes antiracistes qui s'en trouvent affaiblies. Cela ne veut pas dire qu'il faudrait escamoter les différences qui existent réellement entre les divers groupes, mais cela implique en revanche de comprendre que les situations d'oppression se rejoignent et se chevauchent, et de réaliser qu'on a beaucoup à gagner en s'unissant et beaucoup à perdre en restant chacun dans son coin.

## **Conclusion**

Les manifestations ont le pouvoir de faire connaître toutes ces situations de domination et de les relier au système policier ; elles peuvent mobiliser les gens ; elles peuvent obliger des personnalités

publiques à dénoncer ces situations. Manifester peut changer beaucoup de choses, mais cela ne suffit pas à mettre fin aux abus de la police et au contexte qui sert à les justifier. Le mouvement contre les violences policières, s'il n'en est qu'aux prémisses, a transformé la manière dont les États-Uniens perçoivent et interprètent l'action de la police. En une année, d'une côte à l'autre des États-Unis, des personnes noires ont lutté pour dénoncer l'État policier qui s'est installé dans les villes, avec des avant-postes en banlieue. Le pays a été forcé de regarder en face l'ampleur du mensonge de la société « post-raciale » ou « indifférente à la race ». En 2015, 83 % des États-Uniens considèrent que le racisme « pose toujours problème », soit 7 % de plus qu'en 2014. 61 % des blancs et 82 % des noirs s'accordent sur la « nécessité de débattre du racisme dans la société américaine <sup>91</sup> ». Dans le même intervalle, le nombre de blancs qui considèrent les homicides de la police comme des « incidents isolés » est passé de 58 % à 36 % <sup>92</sup>. Au cours du seul mois de juillet 2015, la police a tué 124 personnes, un chiffre étonnant, largement supérieur à la moyenne <sup>93</sup>. Dès la mi-août, on dénombrait 54 victimes de plus. Le jour anniversaire de la mort de Mike Brown (9 août 2015), la police de Ferguson tire sur un adolescent noir, qui est grièvement blessé. À New York – où une mobilisation énergique luttait déjà contre les violences policières depuis des années, avant de réapparaître sous la forme d'un mouvement national –, le maire libéral Bill de Blasio s'est engagé à recruter un millier de policiers supplémentaires. Cette décision a surpris, étant donné qu'il avait surfé sur le succès de la campagne contre le *stop-and-frisk* pour se faire élire en 2013. Une fois encore, cela illustre la résilience de la police en tant qu'institution et la réticence des élus à l'empêcher de nuire.

Le mouvement est confronté à de nombreux défis, mais il a aussi montré qu'il était là pour durer. Cela tient moins au génie organisationnel de ses militants et de ses militantes qu'à la profonde colère de toutes les personnes noires ordinaires qui ont été passées à tabac, emprisonnées, humiliées et insultées, tout en se voyant expliquer dans le même temps qu'elles étaient responsables de leur sort.

La capacité des simples citoyens afro-américains à faire vivre le

mouvement a été illustrée en juin 2015 à McKinney (Texas), où la police est intervenue violemment contre plusieurs jeunes noirs pendant une fête privée autour d'une piscine – et où Dajeria Becton, 15 ans, a été violente par un agent. Il y a quelques années, on aurait à peine prêté attention à une telle affaire. Mais quelques jours après cet épisode, des centaines de manifestants noirs et blancs remplissaient les rues et bloquaient la circulation du petit quartier résidentiel où la jeune fille avait été agressée en chantant « Nous voulons nous baigner » et « Si on ne peut pas nager, vous ne pouvez pas conduire ! » Ce devait être une scène impressionnante – et pour plusieurs raisons. Les riverains blancs de cette banlieue aisée qui soutenaient la police ne pouvaient rien faire ; ils avaient été réduits à l'impuissance. Cette action a manifestement intimidé les services de police qui ont obligé l'agent le plus brutal, l'assaillant de Dajeria Becton, à démissionner. Mais surtout, pour ces enfants noirs qui avaient été agressés et tenus en joue avec une arme, pour leurs parents, le fait de voir des centaines de personnes descendre dans la rue pour dire que leurs vies comptent a dû compenser une partie du traumatisme. Le fait de voir des centaines de blancs solidaires a dû leur donner l'espoir que tous ne sont pas racistes et que certains sont même prêts à venir se battre à leurs côtés. Cette manifestation a peut-être aussi légitimé leur droit à résister, à lutter contre le racisme et sa violence, et réaffirmé qu'ils avaient eu raison de protester au moment des faits.

Entre les premières explosions à Ferguson et aujourd'hui, le mouvement Black Lives Matter a réveillé la fierté et la combativité d'une génération que cet État a cherché à tuer, à emprisonner ou simplement à faire disparaître de la société. Le pouvoir de la révolte a été vérifié. Pour augmenter sa capacité à changer les choses, pour qu'elle puisse entamer le système policier, pour résister à ses adversaires et aux tentatives d'infiltrer, de détourner et de détruire ce qui a été construit, il faut à présent renforcer l'organisation et la coordination afin de passer de la révolte au mouvement.

---



I. Lire ⇒, p. ⇒.

II. En référence à la pratique des *Freedom Rides* (« voyages de la liberté ») initiée en 1961 par des militants des droits civiques qui montaient à bord des bus inter-États du Sud des États-Unis pour vérifier l'application du jugement de la Cour suprême de 1960 interdisant la ségrégation dans les transports en commun. [ndt]

III. Traduisible par « De quel côté êtes-vous ? », ce morceau a été composé en 1931 par la militante et chanteuse folk Florence Reece en soutien aux mineurs du comté de Harlan (Kentucky). Durant toutes les années 1930, dans ce qui fut désigné sous le nom de « guerre de Harlan County », les mineurs et leurs syndicats s'opposèrent à leurs employeurs dans une série de grèves très dures au cours desquelles plusieurs mineurs et délégués syndicaux furent abattus par la Garde nationale, des troupes fédérales ou des milices patronales. [nde]

IV. Lire ⇒ la note ⇒, p. ⇒. Précisons que le coup de feu de Marissa Alexander n'a pas blessé son conjoint : il ne l'a même pas atteint. [ndt]

V. En 1931, dans cette petite ville du nord de l'Alabama, neuf adolescents noirs furent jugés et condamnés, au cours d'un procès monté de toutes pièces, pour le viol de deux femmes blanches. À l'issue d'une bataille politique, certaines condamnations furent cassées par la Cour suprême dans les années qui suivirent. Trois furent également graciés... en 2013, et à titre posthume. [ndt]

VI. Acronyme de People United to Save Humanity. Organisation fondée par Jesse Jackson en 1972, elle fusionne en 1996 avec la Rainbow Coalition – également fondée par Jackson – et devient Rainbow/Push. [nde]

VII. La Bart, acronyme de « Bay Area Rapid Transit », est la société

de transport de la baie de San Francisco. C'est dans l'une de ses stations qu'Oscar Grant, 23 ans, a été tué d'une balle dans le dos par un de ses agents de sécurité à l'aube du 1<sup>er</sup> janvier 2009 (lire ⇒, p. ⇒). [ndt]

VIII. Variante du *sit-in* dans laquelle les manifestants s'allongent au sol en simulant la mort. [ndt]

IX. Les avocats commis d'office (*public defenders*) forment un groupe distinct dans la corporation des avocats aux États-Unis, car ce sont des employés à plein temps des gouvernements des États ou du gouvernement fédéral. [nde]

X. « Historique » parce qu'elle fut notamment le lieu d'un célèbre discours de Martin Luther King, dans lequel le pasteur s'élevait contre la guerre du Vietnam. [nde]

XI. Le titre de cette section fait référence à « The Revolution Will Not Be Televised », célèbre morceau de slam de Gil Scott-Heron issu de l'album de 1970 *A New Black Poet – Small Talk at 125<sup>th</sup> and Lenox*. [ndt]

XII. Accès au matériel informatique, à certaines salles de récréation ou de sport, à une place de parking... Aux États-Unis, il n'est pas rare que le ramassage scolaire, par exemple, soit considéré comme un « privilège » (et non un droit) qui peut être perdu en cas de violation du règlement. [ndt]

## VII. De #BlackLivesMatter à la libération noire

Le 12 avril 1865, sur les marches d'un tribunal d'Appomattox (Virginie), la guerre de Sécession se terminait officiellement par la capitulation sans conditions de la Confédération. L'armée de l'Union, qui comptait dans ses rangs près de 200 000 soldats noirs, venait de détruire l'institution de l'esclavage ; en conséquence de cette victoire, les noirs passaient du statut de biens meubles à celui de citoyens des États-Unis. En 1866, le Civil Rights Act, première déclaration des droits civiques de l'histoire du pays, établit que « les citoyens de toute race et de toute couleur, sans égard à leur condition antérieure d'esclavage ou de servitude involontaire, dans chaque État et territoire des États-Unis [...], jouiront de façon complète et égale aux citoyens blancs de l'ensemble des lois et des procédures protégeant la sécurité des personnes et des biens ».

Plusieurs jours après la reddition de la Confédération, Abraham Lincoln chevaucha jusqu'à Richmond (Virginie), ancienne capitale des propriétaires d'esclaves, et monta sur les marches de l'ancien capitole des confédérés pour s'adresser à une foule compacte de noirs qui venaient de vivre leurs premiers jours de liberté :

Quant à vous, gens de couleur, je dois vous dire que Dieu vous a faits libres. Bien que vous ayez été privés de ces droits accordés par Dieu par vos soi-disant maîtres, vous êtes maintenant aussi libres que moi et, si ceux qui se prétendent vos supérieurs ne le savent pas, dégainez l'épée et la baïonnette pour leur enseigner ce que vous êtes – car Dieu a créé tous les hommes libres et leur a accordé les mêmes droits à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur <sup>1</sup>.

Cent cinquante ans plus tard, le 12 avril 2015 à 9 heures du matin, à 350 kilomètres au nord du tribunal d'Appomattox, un jeune noir de 25 ans est arrêté par la police de Baltimore. Son seul crime est d'avoir glissé un regard vers les policiers avant de partir en courant. Freddie Gray est poussé dans un fourgon. Il en sortira 45 minutes plus tard

avec le larynx écrasé, le cou brisé et la moelle épinière sectionnée.

La distance qui sépare la fin de la guerre de Sécession, l'avènement de la citoyenneté noire et les droits civiques d'une part, du passage à tabac et de la torture de Freddie Gray tolérés par l'État d'autre part, est emblématique de ce qui distingue l'égalité devant la loi de l'auto-détermination et de la souveraineté individuelle inhérentes à la liberté effective : le droit de ne pas être opprimé, de décider de sa propre vie sans être contraint, réprimé par la force ou menacé. La liberté aux États-Unis s'est révélée inconsistante, fluctuante, criblée de contradictions et de promesses inaccessibles – pour presque tout le monde.

La population noire n'a pas été libérée pour entrer dans le rêve américain, mais dans ce que Malcolm X appelait un « cauchemar américain » d'inégalités économiques et d'injustice. L'étendue réelle de ces inégalités a été masquée par le terrorisme racial. Un siècle après l'Émancipation, le mouvement des droits civiques abattit les derniers vestiges de la discrimination légale. Mais l'enthousiasme ne tarda pas à retomber face à l'embrasement des villes du pays, où la population noire exprimait sa colère et le constat amer qu'elle avait été maintenue en marge de la société d'abondance. Des centaines de milliers d'Afro-Américains se joignirent aux soulèvements pour tenter de trouver une issue aux problèmes d'empoisonnement au plomb, d'infestation de rats, de faim et de malnutrition, de sous-emploi, d'écoles sous-financées et de pauvreté chronique. Point de convergence récurrent entre libéraux et radicaux : la revendication pour les citoyens noirs d'un pouvoir politique étendu sur leurs communautés. Pour les libéraux, l'électorat noir était un signe de maturité politique qui permettrait au mouvement de quitter la rue au profit des élections, de la gestion municipale et des quartiers : le problème n'est pas « le système » mais le fait d'être exclu de ce que peut offrir la société états-unienne. Certains radicaux furent tentés à leur tour par l'auto-administration et le « contrôle par la communauté ». Une stratégie qui semblait s'imposer, étant donné qu'une grande partie de la population noire était administrée par des élus blancs et des institutions dominées par les blancs. Mais la question demeurait : l'appareil qui avait servi à opprimer la

population noire pouvait-il être mis au service de son autodétermination ?

Si la liberté, à une certaine époque, a pu se concevoir comme l'intégration à la société états-unienne et l'accès aux institutions politiques et financières, l'histoire des cinquante dernières années oblige à dresser un bilan mitigé. D'un côté, depuis les derniers soubresauts de l'insurrection noire dans les années 1970, la population noire a multiplié les victoires et les succès dans un pays où elle n'avait jamais été destinée à survivre en tant que peuple libre. Quel symbole plus puissant d'une certaine forme de victoire que l'élection d'un président noir ? Si l'on considère la conquête du système politique et de la représentation politique par des personnes noires comme le sommet de l'intégration à la société, alors nous sommes effectivement à l'apogée de l'« harmonie raciale » aux États-Unis. Mais de l'autre côté, paradoxalement, au moment même où les Afro-Américains ont réussi ce qu'aucune personne rationnelle n'aurait pu imaginer à la fin de la guerre de Sécession, on assiste à une nouvelle vague de contestation et de radicalisation, et à la naissance d'une nouvelle gauche noire.

Personne ne sait sur quoi débouchera ce renouveau politique, mais les causes de son émergence sont bien connues. Les réussites de certains Afro-Américains ne sauraient faire oublier que 4 millions d'enfants noirs vivent dans la pauvreté, qu'un million de personnes noires sont incarcérées et que 240 000 ménages noirs ont perdu leur maison suite à la crise des *subprimes* – ce qui équivaut à la perte de centaines de millions de dollars d'épargne. Jamais dans l'histoire des États-Unis un président noir n'avait trôné au-dessus de la pauvreté de millions de noirs, leur refusant l'accès à des conditions élémentaires de santé, de bonheur et d'humanité. Le chanteur et militant Harry Belafonte raconte sa dernière discussion avec Martin Luther King, qui dressait ce constat amer : « J'ai réfléchi à quelque chose qui me perturbe profondément. [...] Je lutte farouchement depuis longtemps pour notre intégration, car c'était ce que nous devions faire, et je sais que nous gagnerons. Mais j'en suis venu à penser que nous n'intégrerons rien d'autre qu'une maison en feu. »

La libération noire est inséparable de l'évolution de la situation

d'ensemble des États-Unis. On ne peut pas révolutionner la vie des noirs alors que le reste du pays est en feu. L'incendie qui le consume est alimenté par l'aliénation généralisée qui résulte du fait d'occuper un emploi mal payé et vide de sens, de payer un loyer exorbitant, d'être étranglé par les dettes, d'être pauvre. La question des inégalités économiques se résume à un fait élémentaire : il y a 400 milliardaires et 45 millions de pauvres aux États-Unis. Il ne s'agit pas de faits indépendants, mais corollaires. Il y a 400 milliardaires *parce que* 45 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. Ce sont ces salaires de subsistance qui permettent les profits. Les cadres dirigeants, les présidents d'université et, en général, les capitalistes vivent dans le luxe parce que tant d'autres individus sont soumis aux privations. La lutte pour la libération noire ne s'est pas formée abstraitement et indépendamment du phénomène plus large de l'exploitation et des inégalités économiques qui traversent l'ensemble de la société ; elle lui est indissociablement liée.

Cette libération nécessite d'aller au-delà du récit habituel selon lequel les noirs ont fait du chemin mais en ont encore beaucoup à faire – qui ne nous enseigne rien sur la direction que nous voudrions emprunter. Elle nécessite de comprendre les origines et la nature de la domination des personnes noires et du racisme en général. Surtout, elle appelle une stratégie, c'est-à-dire qu'elle implique de se donner les moyens de passer de la situation actuelle à un état futur. D'un point de vue élémentaire, la libération noire correspond à un monde dans lequel les personnes noires peuvent vivre en paix, sans être constamment menacées par l'adversité sociale, économique et politique d'une société pour qui la vie de la majorité d'entre elles n'a presque aucune valeur. Elle correspond à un monde dans lequel la vie des noirs compte. Et s'il est vrai de dire que si les Afro-Américains se libèrent, tout le monde sera libéré avec eux, ils ne peuvent cependant se libérer tout seuls. En ce sens, la libération noire est tributaire d'un projet global de libération humaine et de transformation sociale.

## **Reconstructions radicales**

Ce livre s'ouvre sur une longue citation d'un essai de Martin Luther

King publié en 1969. Le combat des noirs, écrit-il, « révèle des travers non pas superficiels, mais systémiques et montre que le véritable enjeu que nous devons affronter est la reconstruction radicale de la société ». En quoi consisterait une « reconstruction radicale » de la société états-unienne ? C'est une des questions centrales auxquelles le mouvement noir a été confronté à la fin de la dernière période de grandes mobilisations. Pour Martin Luther King, les problèmes des États-Unis étaient contenus dans la triade racisme, matérialisme, militarisme. Avec lui, des centaines de milliers de noirs, de blancs et d'Hispaniques du pays entier se sont rapidement radicalisés face à l'hypocrisie, aux contradictions et à la violence insupportables du capitalisme. Entre la « résistance massive » des suprémacistes blancs emmenés par le parti démocrate du Sud, l'escalade de la guerre au Vietnam et la pauvreté abyssale dénoncée par les vagues d'émeutes dans les ghettos, l'État américain apparaissait tout à coup dans sa vérité nue.

Ce mouvement de radicalisation n'était pas un phénomène isolé. Il s'inscrivait dans une révolte mondiale contre un ordre colonial en rapide désagrégation. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, l'Italie, le Japon et la France avaient tous perdu une partie de leur empire. En 1947, l'Angleterre doit renoncer à ses territoires indiens, qui sont divisés entre l'Inde et le Pakistan. Puis vient 1960, « l'année de l'Afrique » : dix-sept pays africains arrachent leur indépendance à leurs suzerains coloniaux. La décolonisation suit divers scénarios, du transfert « pacifique » de pouvoir aux insurrections nationalistes. Dans les débats qui s'ensuivent sur l'avenir des sociétés postcoloniales, on se demande notamment comment transformer des économies d'exportation en économies tournées en priorité vers les besoins des populations locales. Dans plusieurs de ces pays, ces débats font intervenir plusieurs interprétations possibles du socialisme. La plupart sont d'ailleurs largement déformées par l'influence considérable de l'Union soviétique, ancien pays socialiste devenu depuis des années un régime autoritaire à parti unique. Le socialisme soviétique repose sur une définition très étroite et obtuse de la « propriété d'État », alors que la question de savoir qui est propriétaire de l'État est tout aussi importante. Toujours est-il que les anciens peuples colonisés de toute la planète ont presque universellement considéré le socialisme (diversement interprété)

comme le moyen de conquérir leur liberté et de construire leur propre pouvoir d'État.

À la fin des années 1960, de nombreux révolutionnaires noirs portaient du principe que les Afro-Américains étaient un peuple colonisé à l'intérieur des États-Unis, comme l'analysent Carmichael et Hamilton dans *Black Power* :

La population noire de ce pays constitue une « colonie » que la puissance coloniale n'a aucun intérêt à libérer. Les noirs sont des citoyens de droit des États-Unis et jouissent, pour la plupart, des mêmes droits légaux que les autres citoyens. Pourtant, la société blanche se comporte envers eux comme envers des sujets coloniaux 2.

L'idée eut du succès parce qu'elle semblait décrire de manière exacte la relation des centres urbains noirs en déshérence aux zones métropolitaines bien plus vastes, à majorité blanche, qui les encerclaient. Le colonialisme permettait aussi d'interpréter la relation de prédation économique vis-à-vis des communautés noires, caractérisée par l'exploitation et l'absence quasi totale d'investissement. Toutes ces descriptions éclairaient l'oppression des noirs et semblaient correspondre à la situation des peuples de couleur dans le monde entier. Comme l'écrit Stokely Carmichael, « le *Black Power* est inséparable de la révolution africaine. Il ne peut être compris que dans ce contexte. L'émergence du *Black Power* s'est ainsi [...] accompagnée d'une intensification de la révolution africaine qui, de Watts à Soweto, est entrée dans la phase de la lutte armée 3. »

Malgré des similitudes évidentes, la relation entre la population noire américaine et les États-Unis n'est pas une relation coloniale au sens strict. Les profits réalisés sur le dos des citoyens noirs, quoique considérables, n'équivalent pas à un afflux de revenus constant et massif qui serait prélevé par la « métropole » états-unienne. Les capitaux ponctionnés dans les centres-villes déshérités bénéficient quasi exclusivement à une couche de propriétaires d'entreprises – banques, agences immobilières – directement impliqués dans une relation d'exploitation économique avec les ghettos urbains ; mais ces capitaux ne sont pas des moteurs du capitalisme états-unien au même titre que le coton, le caoutchouc, le sucre, les minerais et le commerce qui ont alimenté les empires coloniaux pendant plusieurs siècles.



On ne peut donc pas tout à fait mettre sur le même plan une population minoritaire dominée et l'assujettissement colonial. Mais le fait de considérer le peuple noir comme un peuple colonisé permettait d'inscrire le mouvement dans le contexte de la révolte mondiale contre les « oppresseurs coloniaux ». Malcolm X constate ainsi qu'il est « incorrect de considérer la révolte des noirs comme un simple conflit racial entre blancs et noirs, ou comme un problème purement américain. Nous assistons aujourd'hui à une révolte mondiale des opprimés contre les oppresseurs, des exploités contre les exploités<sup>4</sup>. » Insérer la révolte noire dans la « révolution africaine » mettait à mal la vision d'une population noire « minoritaire » luttant seule dans le ventre de la bête. L'identification aux luttes de décolonisation eut également pour effet de réintroduire des grilles de lecture socialistes au sein du mouvement. Pendant des années, les États-Unis avaient abrité des milliers de socialistes, communistes et autres anticapitalistes noirs, avant que la chasse aux sorcières menée par l'État fédéral ne détruise presque tout lien entre le mouvement socialiste des années 1930 et la nouvelle vague militante des années 1960. Mais à la fin des années 1960, le socialisme était redevenu une alternative légitime à la triade malfaisante dénoncée par King. La plupart des radicaux noirs utilisaient des concepts marxistes. Rien d'étonnant, étant donnée l'évidence des méfaits du capitalisme. Malgré des années de croissance économique, la pauvreté, le chômage et les logements insalubres restaient la norme pour les non-blancs. Dans un discours prononcé lors de la création de l'Organization of Afro-American Unity, Malcolm X affirme :

Je vous le dis : [...] nous vivons dans un des pays les plus malsains que la terre ait jamais porté. C'est un système d'exploitation, un système d'exploitation politique et économique, d'humiliation, d'avilissement, de discrimination purs et simples – toutes vos expériences négatives, vous les avez faites dans ce système qui se grime en démocratie. [...] Et vous accourez pour vous faire enrôler dans l'armée et expédier à un endroit que vous allez devoir défendre ! Il vous faudrait une bonne rouste pour vous remettre les idées en place<sup>5</sup>. [...]

Tous les pays qui s'élèvent aujourd'hui pour briser le joug du colonialisme se tournent vers le socialisme. Ce n'est pas un hasard. La plupart des anciennes puissances coloniales étaient des pays capitalistes, et le dernier rempart actuel du capitalisme est l'Amérique, or il est impossible pour une personne blanche aujourd'hui de croire au capitalisme sans être en même temps raciste. Il n'y a pas de capitalisme sans racisme. Et quand vous rencontrez une personne qui n'est pas

raciste, que vous discutez et qu'elle vous expose sa philosophie d'une manière qui vous persuade que le racisme est absolument absent de sa vision du monde, c'est le plus souvent un socialiste, ou quelqu'un dont la philosophie politique est le socialisme<sup>6</sup>.

Dans la même veine, à la fin de sa vie, Martin Luther King explique le « feu » qui consume la maison de l'Amérique par les inégalités structurelles de son économie. En 1967, il aborde plusieurs questions centrales :

« Où allons-nous maintenant ? » dès lors que nous avons l'honnêteté de voir que le mouvement doit se confronter à la question d'une restructuration totale de la société américaine. Il y a ici quarante millions de pauvres. Il faut un jour ou l'autre se poser la question : « Pourquoi y a-t-il quarante millions de pauvres en Amérique ? » On en vient alors à s'interroger sur le système économique, sur une meilleure répartition des richesses. Poser cette question, c'est commencer à remettre en cause l'économie capitaliste. Je dis simplement que de plus en plus, il va falloir s'interroger sur la société dans son ensemble. Notre vocation est de venir en aide aux mendiants qui errent découragés sur la place du marché de la vie. Mais il faut un jour se rendre à l'évidence qu'un édifice qui produit des mendiants a besoin d'être restructuré. Donc il faut se poser des questions. Et voyez-vous, mes amis, quand on s'y intéresse, on en vient à s'interroger : « Qui possède le pétrole ? Qui possède le fer des mines ? » Et on commence à se demander : « Pourquoi les gens doivent-ils payer des factures d'eau dans un monde qui en est composé aux deux tiers ? »<sup>7</sup>

Les femmes noires, elles aussi, attribuent au système capitaliste les privations dont sont victimes leurs foyers. En 1968, certaines militantes du mouvement des droits civiques créent la Third World Women's Alliance. Au début des années 1970, elles publient le *Black Women's Manifesto*, qui dénonce le racisme et le sexisme au sein du mouvement et élargit l'analyse : « Le système capitaliste (et son placenta [...] le racisme) dans lequel nous vivons tous a tenté par de multiples manières et moyens perfides de détruire l'humanité des noirs. Cela s'est traduit par une offensive monstrueuse sur chaque homme, chaque femme et chaque enfant résidant aux États-Unis<sup>8</sup>. » Certaines des membres de la Third World Women's Alliance créeront ensuite le Combahee River Collective, qui articulera à son tour l'oppression des noirs et des femmes avec le système capitaliste :

Nous réalisons que la libération de tous les peuples opprimés nécessite de détruire les systèmes politico-économiques du capitalisme et de l'impérialisme ainsi que le patriarcat. Nous sommes socialistes car nous pensons qu'il faut organiser le travail pour le bénéfice collectif de celles et ceux qui travaillent et qui fabriquent les

produits, et non pour le profit des patrons. Les ressources matérielles doivent être distribuées également entre celles et ceux qui produisent ces ressources. Nous ne croyons pas, cependant, qu'une révolution socialiste qui n'est pas en même temps une révolution féministe et anti-raciste puisse garantir notre libération. [...] Si nous sommes essentiellement d'accord avec la théorie de Marx telle qu'elle s'applique aux rapports économiques bien spécifiques qu'il analyse, nous savons aussi que cette analyse doit être étendue à la compréhension de notre condition économique spécifique de femmes noires 9.

En 1970, le Black Panther Party, ouvertement révolutionnaire et socialiste, était la plus importante organisation du mouvement noir avec plus de 5 000 membres et 45 antennes locales. En 1971, son hebdomadaire *Black Panther* battit son record avec 250 000 exemplaires diffusés par numéro 10 – bien plus que le nombre de ses adhérents. Un lecteur noir ordinaire pouvait y retrouver les grandes lignes du projet de libération noire des Panthères dans leur « programme en dix points ». Parmi leurs nombreuses revendications, ils exigeaient que « les capitalistes cessent de dévaliser les communautés noires », « des logements habitables par des êtres humains », « la cessation immédiate des violences policières et des meurtres de noirs » et « de la terre, du pain, des logements, des écoles, des vêtements, la justice et la paix 11 ».

L'anticapitalisme s'infiltrait dans chaque aspect de la vie des noirs, y compris au travail. En 1968, le Dodge Revolutionary Union Movement (DRUM), syndicat formé par d'anciens étudiants et des ouvriers de l'automobile noirs de Détroit, s'appuie sur les mêmes références. John Watson, un de ses leaders, écrit :

Lutter dans notre propre intérêt signifie que le peuple noir du ghetto doit se battre pour renverser le capitalisme blanc. Le combat contre le capitalisme est un combat mondial, et la lutte révolutionnaire du ghetto est décisive et essentielle dans la révolution mondiale. Si les Coréens et les Vietnamiens arrivent à renverser l'impérialisme en Asie, alors l'Asie sera libre. Mais si la révolution noire arrive à renverser le capitalisme et l'impérialisme aux États-Unis, alors le monde entier sera libre. Notre rôle est celui-là 12.

Compte tenu de l'extrême popularité des idées socialistes à la fin de la dernière insurrection noire, on peut s'étonner que le socialisme soit aujourd'hui parfois considéré comme inopérant pour expliquer le racisme ou l'oppression des noirs. En 2010, Tim Wise, chroniqueur

politique, publie une critique emblématique sur son blog :

Les militants de gauche marginalisent souvent les personnes de couleur en appliquant une forme extrême de réductionnisme de classe, qui considère que la classe, et non la race, est le « véritable » enjeu, que « la seule couleur qui compte vraiment est celle des billets verts » et que les questions telles que le racisme ne sont que des « combats identitaires » qui devraient rester à l'arrière-plan au profit de la promotion d'un universalisme et d'un programme fondés sur les classes pour aider les prolétaires. Ce réductionnisme, en ignorant le fait que même les personnes de couleur des classes moyennes ou aisées souffrent du racisme et des discriminations de race (et en partant du principe que les pauvres de couleur et les pauvres blancs subissent le même degré de domination, malgré tout ce qui montre le contraire), renforce le déni des blancs, privilégie la perspective blanche et ne fait aucun cas de la réalité que vivent les personnes de couleur. Plus encore [...], il laisse de côté ce qui est peut-être la leçon politique la plus importante sur l'interaction entre race et classe : en l'occurrence le fait que la principale raison pour laquelle la conscience et l'unité de classe sont si faibles aux États-Unis (et pour laquelle les programmes fondés sur la classe visant à améliorer le sort de tous les pauvres remportent si peu d'adhésion ici par rapport au reste du monde industrialisé) est précisément le racisme et la manière dont le racisme blanc a été délibérément inculqué aux classes ouvrières blanches. C'est seulement en s'y attaquant directement (plutôt que de l'esquiver comme les réductionnistes tentent de le faire) qu'on peut espérer construire des coalitions regroupant toutes les races sur la base de la classe. En d'autres termes, les politiques promues par les réductionnistes de classe – qu'ils soient socio-démocrates ou marxistes – ne pourront fonctionner, ou même voir le jour, que si le racisme et la suprématie blanches sont attaqués de front 13.

Alors que la précision permet d'éclairer les problèmes, Tim Wise amalgame plusieurs catégories d'individus, réduisant leurs idées et leurs activités politiques au fait de minorer ou d'ignorer le racisme. Mais mettre la gauche, les militants, les socio-démocrates et les marxistes dans le même sac pour montrer qu'ils privilégient les perspectives des blancs en ne faisant « aucun cas de la réalité que vivent les personnes de couleur » crée plus de confusion que de clarté. D'une part, il est très important de distinguer entre les simples manifestants et ceux qui mettent en avant une analyse politique et une grille de lecture du monde. D'autre part, l'auteur part du principe que « la gauche » est blanche et indifférente au racisme – une idée étrange, étant donné que les socialistes ont soutenu les Afro-Américains et la proximité de ces derniers avec le socialisme et les socialistes. Comment le socialisme – notamment celui des Black Panthers –, qui a représenté en son temps une telle menace pour l'État fédéral, peut-il

être perçu aujourd'hui comme « blanc » et périphérique aux luttes des « personnes de couleur » ?

Pour dénouer cette histoire, il faut prendre en compte l'étendue de la répression menée par l'État fédéral contre son « ennemi intérieur » afin de contrer son influence sur la population afro-américaine. Cela implique aussi de prendre au sérieux les idées des Panthères et les débats politiques qu'elles ont suscités au sein de la gauche révolutionnaire dans les années 1960 et 1970 à propos des lieux d'implantation des groupes, de la manière de les construire et du public qu'ils devaient toucher. Il va sans dire que de profondes batailles internes ont fait rage sur les orientations, mais la manière la moins charitable de présenter ces débats est de réduire un grand nombre de points de vue et d'organisations politiques sous la catégorie générique de « militants de gauche adeptes du réductionnisme de classe ». Si la gauche révolutionnaire actuelle est effectivement blanche et groupusculaire, il faut replacer cette réalité dans une histoire de répression, d'emprisonnements et d'assassinats d'État, ainsi que d'intenses débats politiques sur la stratégie, les tactiques et les perspectives politiques.

Quant au contenu politique de la critique de Tim Wise, la plupart des socialistes révolutionnaires s'accordent eux aussi sur le fait que le racisme est effectivement le principal obstacle au développement d'une conscience de classe aux États-Unis et que, si l'on ne s'y attaque pas, il n'y a aucun espoir de transformer radicalement ce pays. Il est vrai que la personnalité « socialiste » la plus connue est le sénateur du Vermont Bernie Sanders, qui incarne la plupart des travers que Tim Wise attribue à l'ensemble de la gauche. Mais Sanders est un sénateur des États-Unis qui côtoie l'élite du pouvoir depuis des décennies. Il est réticent et presque mal à l'aise quand il s'agit de discuter de la manière dont le racisme s'ajoute aux oppressions que subissent déjà les classes populaires noires. Sanders se contente de dire que le meilleur moyen de combattre le racisme est de lutter contre les inégalités. C'est un vieil argument de l'aile droite du mouvement socialiste, qui a été combattu et dénoncé par son aile gauche – celle qui est devenue le parti communiste après la révolution russe de 1917.

L'essor du communisme révolutionnaire dans les années 1920 et

1930 est contemporain d'un mouvement de radicalisation rapide des Afro-Américains du Nord. Ils se désignaient alors comme les « nouveaux noirs » par opposition à leurs prédécesseurs des États du Sud, victimes impuissantes de Jim Crow. Ces « nouveaux noirs » étaient pénétrés d'une assurance nouvelle, liée au fait de vivre en ville, loin de la surveillance et de l'intimidation de Jim Crow. Ils se sentaient légitimés par la participation de leurs frères à la Grande Guerre, présentée par le Président Woodrow Wilson comme une guerre livrée par l'Amérique au nom de la démocratie – et supportaient difficilement d'entendre les dirigeants du pays célébrer la démocratie tandis que des racistes blancs se livraient à des pogroms.

Dans cette marmite en ébullition, les mouvements noirs prennent des formes diverses. Les partisans de Marcus Garvey considèrent que les noirs doivent opérer un retour triomphal en Afrique. L'African Blood Brotherhood est une organisation modeste mais influente dans sa défense du socialisme et du nationalisme noir. Le parti communiste devient aussi un pôle d'attraction, recrutant certains des meilleurs révolutionnaires noirs de l'époque, qui bousculent son orientation politique. Comme le montre l'historien Robin D. G. Kelley, « si la Troisième Internationale [...] s'est progressivement montrée plus sensible et réceptive à la nature raciale du conflit de classe américain, cela tient largement à l'action des noirs qui ont [...] prôné la fusion radicale du socialisme et des “questions raciales”<sup>14</sup> ». En 1922, au cours de ses voyages en tant que délégué de l'Internationale communiste, Claude McKay, écrivain noir jamaïcain et géant de la littérature, note :

En travaillant avec les camarades américains, j'ai assisté à des manifestations de préjugés à chacune des diverses occasions où les camarades blancs et noirs ont été amenés à se rencontrer ; c'est le plus grand obstacle que les communistes d'Amérique ont à surmonter : ils doivent d'abord s'émanciper eux-mêmes des idées qu'ils se sont faites sur les noirs avant de pouvoir espérer les toucher par la moindre propagande politique<sup>15</sup>.

Au début des années 1920, confirmant le diagnostic de McKay, Lénine intervient directement auprès du parti communiste américain pour faire valoir que le parti doit commencer sans attendre à faire de l'agitation politique auprès des Afro-Américains. Le changement de cap est spectaculaire. Alors qu'en 1919, lors de son assemblée

fondatrice, le parti communiste se contentait de déclarer que « l'oppression raciale du noir n'est que l'expression de sa servitude économique et de son oppression, qui se renforcent mutuellement », dès 1921, suite à l'intervention de Lénine, il déclare :

Les prolétaires noirs d'Amérique sont exploités et opprimés plus féroceement que tout autre groupe. L'histoire du noir des États du Sud est l'histoire d'un règne de terreur – de persécutions, de viols et de meurtres. [...] Du fait des politiques anti-noirs pratiquées par les syndicats, le noir, ayant perdu l'espoir d'être soutenu par ce biais, a soit été conduit dans le camp des ennemis du travail, soit été contraint de créer des organisations purement raciales poursuivant des objectifs purement raciaux. Le parti des travailleurs soutiendra les noirs dans leur combat pour la libération et les aidera dans leur lutte pour l'égalité économique, politique et sociale. [...] Sa tâche sera de mettre à bas la barrière du préjugé racial qui a été utilisée pour maintenir séparés les prolétaires noirs des blancs et de les unir dans une solide union de forces révolutionnaires visant au renversement de notre ennemi commun 16.

Dans l'entre-deux-guerres, les idées communistes deviennent le cadre politique de référence de la plus grande partie du monde non blanc. Dans le monde entier, des centaines de millions de personnes de couleur sont inspirées par les écrits de Lénine sur le droit des nations opprimées à conquérir leur liberté :

Le prolétariat [des États oppresseurs] ne peut pas ne pas lutter contre le maintien par la force des nations opprimées dans les frontières de ces États ; autrement dit, il doit lutter pour le droit à l'autodétermination. Il doit revendiquer la liberté de séparation politique pour les colonies et les nations opprimées par « sa » nation. Sinon, l'internationalisme du prolétariat demeure vide de sens et verbal ; ni la confiance, ni la solidarité de classe entre les ouvriers de la nation opprimée et de celle qui opprime ne sont possibles [...]. D'autre part, les socialistes des nations opprimées doivent s'attacher à promouvoir et à réaliser l'unité complète et absolue, y compris sur le plan de l'organisation, des ouvriers de la nation opprimée avec ceux de la nation oppressive. Sans cela, il est impossible de sauvegarder une politique indépendante du prolétariat et sa solidarité de classe avec le prolétariat des autres pays 17.

Pendant la période du Front populaire, le PC conserve sa popularité auprès des Afro-Américains et de bon nombre de groupes opprimés. Au début des années 1940, des milliers de noirs avaient rejoint le PC. Bien sûr, après la guerre, les revirements perpétuels du PC américain, qui reçoit désormais ses ordres de l'Union soviétique stalinisée, débouchent peu à peu sur un exode massif du parti. Pendant la guerre, le PC rallie le Parti démocrate et appelle à l'unité inconditionnelle

contre Hitler. En conséquence, selon lui, les noirs américains doivent mettre en sourdine la lutte contre les inégalités raciales : s'ensuivra une désertion des adhérents noirs. Mais les errements du PC ne sauraient faire oublier l'utilité de l'anticapitalisme et du socialisme, en tant que théories politiques, pour structurer et orienter les luttes de libération noire. C. L. R. James, révolutionnaire des Caraïbes et collaborateur de Léon Trotsky, continue à s'appuyer sur la théorie marxiste et sa relation aux luttes noires quand, en 1948 – avant même l'apparition du mouvement des droits civiques –, il analyse la dynamique du mouvement noir et son influence sur la lutte des classes :

Nous disons, en premier lieu, que le combat noir, le combat noir indépendant, a une vitalité et une validité propres ; qu'il est profondément enraciné dans l'histoire américaine et dans les luttes actuelles ; il a sa vision politique propre qu'il fait avancer, avec plus ou moins de succès, et tout indique qu'il avance aujourd'hui très rapidement et vigoureusement. Nous disons, en second lieu, que ce mouvement noir indépendant a la capacité d'intervenir avec une force redoutable sur l'ensemble de la vie politique et sociale de la nation, bien qu'il soit mené sous la bannière des droits démocratiques et pas nécessairement dirigé ni par les syndicats ni par le parti marxiste. Nous disons, en troisième lieu, et c'est le point principal, qu'il peut exercer une influence puissante sur le prolétariat révolutionnaire, qu'il peut grandement contribuer au développement du prolétariat aux États-Unis, et qu'il fait partie intégrante du combat pour le socialisme. Aussi combattons-nous frontalement toute tentative visant à subordonner ou à marginaliser la vocation sociale et politique du mouvement noir indépendant pour les droits démocratiques 18.

Les analyses de James résonnent avec force dans le contexte du mouvement actuel. Le mouvement noir contemporain est une force indépendante qui a sa propre temporalité, sa propre logique et sa propre perspective, fondées sur l'histoire du racisme et de l'oppression dans ce pays.

## **L'économie politique du racisme**

Le capitalisme est un système économique fondé sur l'exploitation de la majorité par une minorité. Du fait des inégalités criantes qu'il engendre, le capitalisme est obligé de s'appuyer sur divers outils politiques, sociaux et idéologiques pour diviser la majorité – le racisme étant l'une des nombreuses oppressions entretenues à cette



fin. L'oppression est utilisée pour justifier les inégalités chroniques, auxquelles elle donne une cause et un sens. Par exemple, le racisme est apparu sous le régime de l'esclavage pour expliquer et légitimer la réduction en esclavage des Africains à une époque où le monde célébrait les droits de l'homme, la liberté et l'autodétermination. Il fallait justifier le fait de déshumaniser et d'assujettir les noirs pendant cette période où s'ouvraient de nouveaux horizons politiques.

S'il est largement accepté que l'oppression raciale des esclaves fut rendue nécessaire par l'exploitation économique du système esclavagiste, peu de gens font le constat que sous le capitalisme, le pivot autour duquel tournent toutes les autres oppressions et inégalités n'est autre que l'esclavage salarié. Le capitalisme s'est servi du racisme pour justifier le pillage, la conquête et l'esclavage et, comme le pointe Karl Marx, il l'a ensuite utilisé afin de diviser pour régner – dressant une partie de la classe ouvrière contre une autre pour affaiblir en chacune d'elles la conscience de classe. Affirmer, comme le font les marxistes, que le racisme est un produit du capitalisme ne revient pas à nier ou à diminuer son caractère central ou ses conséquences sur la société. Cela permet simplement d'en expliquer l'origine et la persistance. Cela ne réduit pas non plus le racisme à une simple fonction du capitalisme, mais cela permet d'articuler exploitation de classe et oppression raciale dans le fonctionnement du capitalisme états-unien.

Si Marx a été accusé en son temps d'ignorer les questions de race, certains faits montrent au contraire qu'il avait conscience de leur caractère central dans le capitalisme. Il a montré que l'émergence du capitalisme européen était fondée sur le pillage, le viol, l'élimination des peuples indigènes, des sujets coloniaux et des esclaves noirs, comme l'illustre ce passage célèbre :

La découverte des contrées aurifères et argentifères de l'Amérique, la réduction des indigènes en esclavage, leur enfouissement dans les mines ou leur extermination, les commencements de conquête et de pillage aux Indes orientales, la transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d'accumulation primitive qui signalent l'ère capitaliste à son aurore 19.

Marx constate aussi à quel point l'esclavage joue un rôle déterminant

dans l'économie mondiale :

L'esclavage direct est le pivot de l'industrie bourgeoise aussi bien que les machines, le crédit, etc. Sans esclavage, vous n'avez pas de coton ; sans le coton, vous n'avez pas d'industrie moderne. C'est l'esclavage qui a donné leur valeur aux colonies, ce sont les colonies qui ont créé le commerce de l'univers, c'est le commerce de l'univers qui est la condition de la grande industrie. Ainsi l'esclavage est une catégorie économique de la plus haute importance. Sans l'esclavage, l'Amérique du Nord, le pays le plus progressif, se transformerait en pays patriarcal. Effacez l'Amérique du Nord de la carte du monde, et vous aurez l'anarchie, la décadence complète du commerce et de la civilisation modernes. Faites disparaître l'esclavage, et vous aurez effacé l'Amérique de la carte des peuples. Aussi l'esclavage, parce qu'il est une catégorie économique, a toujours été dans les institutions des peuples. Les peuples modernes n'ont su que déguiser l'esclavage dans leur propre pays, ils l'ont imposé sans déguisement au Nouveau Monde 20.

Il y a dans le marxisme une compréhension fondamentale de la centralité de l'esclavage pour les économies nationales et internationales. Mais qu'en est-il de la race ? Marx ne s'est pas étendu sur ce sujet, mais la lecture de sa correspondance et de ses considérations sur la guerre de Sécession montre qu'il analysait et condamnait l'oppression raciale et son rôle dans le capitalisme. Ainsi, dans *Black Reconstruction*, W. E. B. Dubois cite longuement une lettre de 1864 adressée par Marx, qui dirigeait alors l'Association internationale des travailleurs, à Abraham Lincoln, en pleine guerre de Sécession :

La lutte pour les territoires qui inaugura la terrible épopée, ne devait-elle pas décider si la terre vierge de zones immenses devait être fécondée par le travail de l'émigrant, ou souillée par le fouet du gardien d'esclaves ? Lorsque l'oligarchie des trois cent mille esclavagistes osa, pour la première fois dans les annales du monde, inscrire le mot « esclavage » sur le drapeau de la rébellion armée ; lorsqu'à l'endroit même où, un siècle plus tôt, l'idée d'une grande république démocratique naquit en même temps que la première Déclaration des droits de l'homme [...] et présenta « l'esclavage comme une institution bénéfique » [...] en proclamant cyniquement que le droit de propriété sur l'homme représentait la pierre angulaire de l'édifice nouveau – alors les classes ouvrières d'Europe comprirent aussitôt [...] que la rébellion des esclavagistes sonnait le tocsin pour une croisade générale de la propriété contre le travail. [...] Elles considèrent comme l'annonce de l'ère nouvelle que le sort ait désigné Abraham Lincoln, l'énergique et courageux fils de la classe travailleuse, pour conduire son pays dans la lutte sans égale pour l'affranchissement d'une race enchaînée et pour la reconstruction d'un monde social 21.

Marx était personnellement opposé à l'esclavage ; il est allé plus loin

en montrant que l'esclavage et le racisme intense qui en découlait se traduisaient non seulement par l'oppression des esclaves mais, en tirant l'ensemble des salaires vers le bas, précarisaient la classe ouvrière blanche. Il était impossible de concurrencer le travail gratuit des esclaves.

Cela ne signifie pas que les travailleurs blancs soutenaient la cause des esclaves – à quelques notables exceptions près, ils n'y étaient pas favorables. Marx n'a pas traité la question de la conscience ; il s'est contenté de décrire les facteurs objectifs qui créaient les conditions d'une solidarité potentielle. « Dans les États-Unis du nord de l'Amérique, écrit-il dans *Le Capital*, toute velléité d'indépendance de la part des ouvriers est restée paralysée aussi longtemps que l'esclavage souillait une partie du sol de la République. Le travail sous peau blanche ne peut s'émanciper là où le travail sous peau noire est stigmatisé et flétri<sup>22</sup>. » Marx avait compris la fonction moderne du racisme : transformer des ouvriers ayant des intérêts objectifs communs en ennemis mortels. Analysant les tensions entre Irlandais et Anglais, il écrit, en les rapportant à la situation aux États-Unis :

Ce qui est primordial, c'est que chaque centre industriel et commercial d'Angleterre possède maintenant une classe ouvrière divisée en deux camps hostiles : les prolétaires anglais et les prolétaires irlandais. L'ouvrier anglais moyen déteste l'ouvrier irlandais en qui il voit un concurrent qui dégrade son niveau de vie. Par rapport à l'ouvrier irlandais, il se sent membre de la nation dominante et devient ainsi un instrument que les aristocrates et capitalistes de son pays utilisent contre l'Irlande. Ce faisant, il renforce leur domination sur lui-même. Il se berce de préjugés religieux, sociaux et nationaux contre les travailleurs irlandais. Il se comporte à peu près comme les blancs pauvres vis-à-vis des nègres dans les anciens États esclavagistes des États-Unis. L'Irlandais lui rend avec intérêt la monnaie de sa pièce. Il voit dans l'ouvrier anglais à la fois un complice et un instrument stupide de la domination anglaise en Irlande. Cet antagonisme est artificiellement entretenu et développé par la presse, le clergé et les revues satiriques, bref par tous les moyens dont disposent les classes dominantes. Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, malgré son organisation. C'est le secret du maintien au pouvoir de la classe capitaliste, et celle-ci en est parfaitement consciente<sup>23</sup>.

On voit ici se dessiner une théorie marxiste expliquant la fonction du racisme après la fin de l'esclavage. Marx souligne trois choses : premièrement, le capitalisme favorise la concurrence économique entre travailleurs ; deuxièmement, la classe dominante utilise

l'idéologie raciste pour les diviser ; enfin, quand un groupe de travailleurs est opprimé, cela a des conséquences négatives sur l'ensemble de la classe des travailleurs.

## **La suprématie blanche pour certains, mais pas pour tous**

Si les classes populaires blanches ne bénéficient pas de l'exploitation capitaliste, pourquoi laissent-elles le racisme saper leur capacité à s'unir avec leurs collègues non blancs pour améliorer le sort de tous et de toutes ? La réponse à cette question nécessite de comprendre que l'identité blanche s'est constituée corollairement au racisme qui touche les Afro-Américains.

L'un des avantages de l'esclavage racial pour les esclavagistes et la classe dirigeante dans son ensemble était son utilité pour désamorcer les conflits de classe potentiels entre blancs. Aux États-Unis, la liberté des blancs reposait sur l'esclavage des noirs. Selon l'historien Edmund Morgan, l'esclavage était « le plus grand des maux que les hommes tentaient d'éviter pour la société dans son ensemble par la restriction des pouvoirs des monarques et l'établissement de républiques. Mais c'était aussi la solution à l'un des problèmes les plus graves de la société, l'existence des pauvres. Si les Virginiens l'emportaient sur les républicains de l'Angleterre et de la Nouvelle-Angleterre, c'était en partie parce qu'ils avaient résolu le problème : ils avaient réussi à créer une société dans laquelle la plupart des pauvres étaient des esclaves 24. »

Les esclaves ne pouvaient pas se révolter facilement ; si et quand ils le faisaient, tous les blancs s'unissaient pour les réprimer. Les petits paysans et les grands planteurs blancs n'avaient rien en commun, mais le simple fait de ne pas être des esclaves désamorçait les conflits entre eux.

Après la fin de l'esclavage, une stratégie fondée sur la « suprématie blanche » assumait un rôle semblable en lissant les tensions politiques et économiques entre blancs du Sud. Au sens large, la « suprématie blanche » était une réponse à la menace supposée de la « domination

des noirs » – la crainte que la fin de l’esclavage et les réformes de la Reconstruction inversent les statuts des blancs et des noirs. Les blancs pauvres se ralliaient à la « cause perdue » de la suprématie blanche pour préserver leur propre position sur l’échelle des privilèges et ne pas risquer d’être anéantis. Mais le cri de ralliement de la suprématie blanche servait à créer de la confusion, non de la clarté. Ce n’était pas une stratégie cohérente mais « une série de réponses *ad hoc* à des circonstances chaotiques<sup>25</sup> ». Sous sa forme première, elle visait à exclure les noirs du pouvoir politique en les rendant plus vulnérables à la coercition économique. Surtout, « la suprématie blanche ne visait pas l’omnipotence des blancs ». C’était plutôt une stratégie politique servant à instrumentaliser les peurs raciales afin de maintenir la domination de classe des grands propriétaires de champs de coton de la *Black Belt*<sup>26</sup>. La raison d’être historique de la suprématie blanche était donc de maintenir les noirs à l’écart des sphères sociales, économiques et politiques tout en dissimulant les écarts considérables entre blancs aux plans social, politique et économique. À l’instar de l’esclavage, elle servait à dégager un maximum de productivité et de profits tout en désamorçant les antagonismes potentiellement explosifs entre les blancs les plus riches et les plus pauvres.

Quel rapport avec le monde actuel ? On ne peut pas dire que le pays dans lequel nous vivons aujourd’hui soit dominé par une stratégie visant à unir tous les blancs autour de la suprématie blanche et à marginaliser ou à exclure les noirs des sphères politiques et économiques. Ce qui ne veut pas dire pour autant que les blancs ne dominent pas largement les institutions qui déterminent l’avenir politique et économique de ce pays. En revanche, l’héritage politique de la suprématie blanche continue de s’exprimer à travers la dissimulation de l’antagonisme de classe entre blancs. « Les blancs » sont typiquement envisagés comme une masse indifférenciée, unie par l’expérience commune de certains privilèges et d’une mobilité sociale sans entraves. Cette vision a largement été entretenue par la conceptualisation dans certaines sphères universitaires d’une identité « blanche » rattachée à ce qui se veut une théorie générale de la « blancheur ».

Selon cette conception, la « blancheur » ne serait pas

nécessairement incarnée par des personnes blanches et pourrait l'être par divers individus, qu'ils soient noirs, hispaniques, asiatiques et, bien sûr, blancs. Par certains aspects, cette distinction entre la blancheur et les personnes blanches a été créée, c'est important de le souligner, pour permettre des distinctions et des différenciations parfois utiles. Mais quand on invoque le fait « d'agir comme un blanc » pour expliquer l'action d'acteurs politiques réactionnaires non blancs tels que le juge afro-américain de la Cour suprême Clarence Thomas, cela ne sert qu'à rendre interchangeables les concepts de race et de classe, brouillant encore davantage l'existence des différences de classe. À cet égard, ce concept de « blancheur » a permis à la gauche de réinterpréter le mythe des États-Unis comme société sans classes. Les non-blancs occupant des fonctions de pouvoir sont accusés de « reproduire la blancheur » et non d'exercer leur pouvoir de classe – comme si Clarence Thomas ou Barack Obama n'étaient pas totalement conscients de leurs actes. En outre, cela a invariablement pour effet de lisser des disparités importantes entre blancs pour leur substituer une communauté d'expérience blanche qui n'existe tout simplement pas. Cela a un impact démesuré sur les luttes menées pour construire des solidarités entre opprimés et exploités et pour créer les alliances et les coalitions nécessaires à la remise en cause de la ploutocratie qui tient les rênes du pays.

Plus de 19 millions d'États-Uniens blancs vivent en dessous du seuil de pauvreté, soit le double du nombre d'Afro-Américains pauvres. Les noirs sont sur-représentés dans les rangs des pauvres, mais le nombre de blancs pauvres suffit à lui seul à battre en brèche l'idée que l'on se fait de la société états-unienne. Le taux de pauvreté chez les blancs est passé de 3 % à 11 % depuis 2000 <sup>27</sup>. Si la récession a augmenté la pauvreté chez les noirs, l'écart entre les taux de pauvreté des blancs et des noirs a diminué – non en raison d'une amélioration du sort des noirs, mais parce que celui des blancs a empiré <sup>28</sup>. En fait, 76 % des blancs connaissent la pauvreté au moins une fois dans leur vie aux États-Unis. Quatre adultes sur cinq subissent « le chômage, la quasi-pauvreté ou vivent des minimas sociaux au moins une fois dans leur vie <sup>29</sup> ». Malgré la croyance générale selon laquelle l'existence du « privilège blanc » relève du simple « bon sens », la plupart des blancs ordinaires vivent dans la précarité. 25 %

d'entre eux sont pessimistes quant à l'avenir, et ils sont des millions à considérer que leurs conditions de vie ne peuvent pas s'améliorer. Ce pessimisme s'explique par la dégradation de leur situation économique <sup>30</sup>.

En outre, la situation des blancs face au système policier et judiciaire amène à s'interroger sur la notion de « privilège blanc ». Les Afro-Américains sont de très loin les plus exposés à la violence de la justice pénale, mais du fait de l'hypertrophie des politiques sécuritaires, les blancs se retrouvent eux aussi pris dans ses filets. Le taux d'incarcération, effarant, des Afro-Américains est de 2 300 détenus pour 100 000 personnes, contre 450 pour 100 000 chez les blancs. Cette disparité témoigne clairement des inégalités raciales qui sont au cœur de la justice pénale états-unienne, mais il est important de noter que le taux d'incarcération des blancs reste supérieur à ceux de la plupart des pays du monde <sup>31</sup>. Et s'il est également indéniable que les noirs et les Hispaniques sont beaucoup plus souvent tués par la police que les blancs, rappelons cependant que parmi ces derniers, les victimes se comptent aussi par milliers. Certes, les blancs et les personnes de couleur ne vivent pas la même chose, mais il y a là matière à nouer une solidarité entre classes populaires blanches et non blanches.

Cette description plus nuancée de la réalité matérielle que vivent les classes populaires blanches ne vise pas à minimiser le fait que nombre de leurs membres tolèrent ou reprennent à leur compte les préjugés racistes contre les noirs. Il reste également vrai, tous les indicateurs sociaux le montrent, que les blancs s'en sortent en moyenne mieux que les Afro-Américains. Mais cela ne dit rien sur les véritables bénéficiaires des inégalités dans notre société. Par exemple, quelles conclusions tirer du fait que, dans un pays qui abrite 400 milliardaires, 43 % des ménages blancs ne gagnent qu'entre 10 000 et 49 000 dollars par an <sup>32</sup> ? Bien sûr, un nombre bien supérieur de noirs vivent avec ces revenus dérisoires – 65 % d'entre eux –, mais si l'on se contente de comparer les revenus des noirs et des blancs des classes populaires, on passe à côté des disparités infiniment plus spectaculaires qui séparent les plus riches de tous les autres.

S'il n'est pas dans l'intérêt de la plupart des blancs d'être racistes,

pourquoi tolèrent-ils le racisme ? On pourrait d'ailleurs poser d'autres questions semblables : Pourquoi les hommes acceptent-ils les idées sexistes ? Pourquoi les noirs sont-ils nombreux à accepter les préjugés racistes contre les immigrés ? Pourquoi les travailleuses et travailleurs immigrés antillais et africains pensent-ils souvent que les noirs américains sont fainéants ? Pourquoi la plupart des travailleuses et travailleurs états-uniens de toutes origines souscrivent-ils aux préjugés racistes contre les Arabes et les musulmans ? En somme, alors que la plupart des gens s'accordent sur le fait que n'importe quel groupe de travailleurs aurait intérêt à être uni, pourquoi les individus adhèrent-ils à des idées réactionnaires qui les divisent ?

À cela, deux raisons principales : la concurrence et la prévalence de l'idéologie des classes dominantes. Le capitalisme crée une pénurie factice, entretenant le sentiment que les besoins excèdent les ressources. Quand on dépense des milliards pour faire la guerre, régler des affaires de violences policières à l'amiable et construire des stades avec des fonds publics, l'argent semble toujours couler à flots. Mais quand il s'agit d'écoles, de logement, d'alimentation et d'autres nécessités vitales, les politiciens se plaignent systématiquement de déficits et prétendent qu'il faut réduire les dépenses et rogner sur les budgets. La pénurie est artificielle, mais la concurrence pour ces ressources est bien réelle. Et les gens qui sont obligés de se battre pour satisfaire leurs besoins vitaux sont souvent prêts à croire les pires calomnies sur les autres pour justifier leur droit à obtenir quelque chose dont les autres sont privés.

L'idéologie dominante dans une société donnée correspond aux idées qui influent sur notre compréhension du monde et nous aident à interpréter ce que nous vivons – par le biais des informations, du divertissement, de l'enseignement, etc. Les élites politiques et économiques modèlent à leur profit l'univers idéologique qui nous entoure. Étant donné la société profondément raciste dans laquelle nous vivons, il n'est pas surprenant que les gens aient des idées racistes. La question est plutôt : dans quel contexte ces idées peuvent-elles changer ? Il y a un antagonisme profond entre l'idéologie dominante de la société et l'expérience vécue des individus. Les médias ont beau inonder le public d'images et de reportages décrivant



les noirs comme des délinquants ou des assistés, le fait de côtoyer des femmes et des hommes noirs à son travail peut complètement contredire ce stéréotype – d'où l'insistance de tant de blancs sur le fait qu'ils ne sont pas racistes parce qu'ils « connaissent des noirs ». C'est peut-être vrai dans l'esprit de ces personnes. La conscience des individus peut entretenir des idées contradictoires ; elle peut aussi changer.

C'est aussi vrai des Afro-Américains : ils peuvent souscrire à des préjugés racistes sur les autres noirs et défendre *en même temps* des idées antiracistes. Après tout, les personnes noires vivent elles aussi dans cette société raciste et sont tout aussi inondées de ses stéréotypes. Le développement de la conscience n'est jamais linéaire – il oscille constamment, tantôt adhérant à des idées correspondant au « sens commun », tantôt bousculé par des événements réels qui le contredisent. Le marxiste italien Antonio Gramsci explique ainsi ce phénomène de conscience clivée :

L'homme actif de la masse agit pratiquement, mais il n'a pas une claire conscience théorique de cette activité qui est la sienne, qui pourtant est une connaissance du monde dans cette mesure où elle le transforme. Sa conscience historique peut même être historiquement en contradiction avec son activité. On peut presque dire qu'il a deux consciences théoriques (ou une conscience contradictoire), l'une qui est implicite dans son activité et qui réellement l'unit à tous ceux qui travaillent avec lui dans la transformation pratique de la réalité, et l'autre qui est superficiellement explicite ou verbale, qu'il a héritée du passé et accueillie sans critique <sup>33</sup>.

Qu'un groupe de prolétaires ait une conscience réactionnaire, clivée ou même révolutionnaire ne change pas son statut objectif de groupe exploité et opprimé. La réalisation de la conscience fonde en revanche la différence entre la classe ouvrière comme classe en soi et la classe ouvrière comme classe pour soi. De cela dépend sa capacité à transformer fondamentalement la réalité par l'action collective. « Seul un collectif, note Duncan Hallas, peut développer une vision du monde alternative systématique, peut surmonter à quelque degré l'aliénation du travail manuel et intellectuel qui impose à tous, ouvriers et intellectuels, une vision partielle et fragmentée de la réalité <sup>34</sup>. »

Le fait que le prolétariat blanc accepte parfois pleinement les idées

réactionnaires sur les Afro-Américains ne change rien au fait que la majorité des pauvres des États-Unis sont blancs, tout comme la majorité de celles et de ceux qui n'ont pas d'assurance maladie ou qui vivent dans la rue. Les noirs et les Hispaniques subissent de façon disproportionnée la violence de l'ordre économique du pays, mais ils partagent cette réalité avec la majorité des classes populaires blanches. L'expérience commune de l'oppression et de l'exploitation crée la possibilité d'un combat unitaire pour améliorer le sort de tous. Ce n'est évidemment pas un processus automatique, pas plus qu'il n'est évident que des luttes essentiellement économiques déboucheront sur une alliance ou des luttes pour les droits politiques des noirs à ne pas subir la discrimination ou le racisme. L'unité politique, réalisée y compris par le fait de convaincre les classes populaires blanches de la centralité du racisme dans le vécu des prolétaires noirs et hispaniques, est la clé de leur propre libération.

Les commentaires de Tim Wise réduisent ces enjeux bien réels à l'accusation abstraite de « privilégier » la classe à la race. Mais pour affronter les problèmes du monde tel qu'il est, notre mouvement a besoin de clarté théorique, politique et stratégique. Quand, en 2012, Barbara Byrd-Bennett, directrice générale des écoles publiques de Chicago, elle-même afro-américaine, intriguait avec Rahm Emanuel pour fermer plus de cinquante écoles situées exclusivement dans des quartiers noirs et hispaniques, les parents, les élèves et les enseignants auraient-ils dû soutenir cette dirigeante qui, si elle a sans doute été confrontée au racisme et au sexisme dans sa vie et sa carrière, a mené l'offensive contre les écoles publiques de Chicago ? Ou bien auraient-ils dû faire front commun avec les milliers d'enseignantes et enseignants blancs des écoles de Chicago et le vice-président du syndicat des enseignants de Chicago – blanc et hétérosexuel – afin de créer un mouvement pour l'enseignement public ?

Il est probable que peu d'individus ont essuyé autant d'insultes racistes que Barack Obama – la haine qu'il a cristallisée offrant un instantané du racisme ambiant. Mais il a aussi porté des politiques qui ont déchargé les banques et Wall Street de toute responsabilité dans l'effondrement de l'économie alors que depuis 2007, 10 millions de personnes ont été expulsées de plus de 4 millions de logements suite à

la crise des prêts hypothécaires<sup>35</sup>. Les classes populaires noires auraient-elles dû mettre cela de côté et soutenir Obama par solidarité raciale et au nom d'une « expérience partagée », ou auraient-elles dû s'allier aux blancs et aux Hispaniques des milieux populaires qui ont aussi perdu leur maison pour lutter contre une politique qui défend les intérêts des milieux d'affaires au détriment de ceux des pauvres et des prolétaires ? Prises abstraitement, ce sont peut-être des questions compliquées. Mais dans les luttes quotidiennes pour la défense de l'enseignement public, pour une réforme du système de santé ou contre les saisies hypothécaires, ce sont précisément les questions concrètes auxquelles chaque mouvement est confronté.

L'« angle mort » que constitue la classe dans les grilles de lectures d'analystes tels que Tim Wise les rend non seulement incapables de comprendre les effets de la division de classes sur les relations entre opprimés, mais il minore les bases matérielles qui pourraient permettre aux classes populaires de créer solidarité et unité. Les concepts de solidarité et d'unité sont réduits au fait que quelqu'un choisisse ou non d'être un « allié ». Être un allié ne pose pas de problème en soi, mais cela passe à côté du lien objectif entre les prolétaires blancs et noirs. Ce n'est pas comme si les blancs pouvaient simplement « choisir » de ne pas s'allier avec les noirs sans se mettre eux-mêmes en danger. Les classes populaires subissent une offensive d'une ampleur démesurée sur leurs conditions de vie. Un effort systématique est mené par les deux grands partis pour démanteler un État social déjà anémique. En 2013, la coupe budgétaire de cinq milliards de dollars sur les bons alimentaires a eu des conséquences directes et délétères sur la vie de dizaines de millions de blancs des classes populaires.

Dans ce contexte, la solidarité ne se réduit pas à un simple choix ; elle est déterminante pour permettre aux personnes de résister à la détérioration constante de leur niveau de vie. Elle n'est possible qu'à travers une lutte constante pour rallier les blancs à l'antiracisme, pour dénoncer le mensonge voulant que si les noirs s'en sortent moins bien, c'est parce qu'il l'ont d'une certaine façon choisi ; et enfin, pour faire comprendre aux classes populaires blanches que, si elles ne se mobilisent pas, elles continueront à vivre dans la pauvreté et la

frustration, même si elles s'en sortent comparativement mieux que les classes populaires noires. La victoire ou l'échec dépendront de la capacité du monde ouvrier à s'envisager lui-même comme plongé dans un rapport de fraternité où la libération des uns est conditionnée à celle des autres.

Être solidaire signifie faire front avec d'autres, même quand on ne subit pas personnellement le même type d'oppression. Tant que le capitalisme existera, des pressions matérielles et idéologiques encourageront les blancs des classes populaires au racisme et maintiendront leurs membres dans un rapport de suspicion mutuelle. Mais les luttes créent des conditions dans lesquelles les intérêts communs des prolétaires apparaissent dans leur vérité nue et où la suspicion change d'objet – pour viser les ploutocrates qui vivent dans l'aisance tandis que le reste d'entre nous souffre. Le véritable enjeu est de réussir à formuler pendant ces moments de lutte une analyse cohérente de la société, de l'oppression et de l'exploitation qui permette de comprendre le monde dans lequel nous vivons tout en proposant un modèle de société différent – et un moyen d'y accéder.

Au cours des cent dernières années, aucun mouvement se réclamant sérieusement du socialisme n'a jamais exigé des prolétaires noirs ou hispaniques qu'ils mettent leurs combats au placard pour faire place à une lutte des classes d'un autre genre. Cette représentation repose sur le préjugé selon lequel les classes populaires seraient composées d'hommes blancs, et de ce fait incapables de s'appropriier les problèmes de race, de classe et de genre. En réalité, les classes populaires états-uniennes sont composées de femmes, d'immigrés, de noirs, de blancs, d'hispaniques et de bien d'autres catégories. Les problématiques de l'immigration, du genre et de l'antiracisme les concernent de fait.

## Conclusion

Le racisme aux États-Unis n'a jamais consisté à maltraiter gratuitement les personnes de couleur. Il a toujours été un moyen pour les hommes blancs les plus puissants de justifier leur domination, de gagner leur

argent et de maintenir l'ordre social. À cette fin, racisme, capitalisme et domination de classe ont toujours été imbriqués au point qu'on imagine difficilement qu'ils puissent exister les uns sans les autres. La libération noire est-elle possible aux États-Unis étant donnée la structure actuelle du pays ? Non. Le capitalisme repose sur l'absence de liberté et de perspective de libération pour la population noire comme pour tous ceux qui ne bénéficient pas directement de son désordre économique. Cela, bien sûr, ne veut pas dire qu'il n'y a rien à faire et que les combats ne valent pas la peine d'être menés. Construire des luttes contre le racisme, les violences policières, la pauvreté, la faim et tous les ressorts de l'oppression et de l'exploitation est crucial pour la survie élémentaire des membres de cette société. C'est aussi au sein de ces luttes pour les droits existentiels basiques que les gens apprennent à combattre, à élaborer des stratégies, à construire des mouvements et des organisations. C'est par ce biais que nous gagnons suffisamment d'assurance pour récuser l'idée que cette société, telle qu'elle existe actuellement, est la meilleure à laquelle on puisse aspirer. Les personnes mobilisées dans les luttes apprennent à exiger plus en revendiquant et en gagnant. Mais les luttes quotidiennes menées aujourd'hui par un grand nombre de gens doivent être articulées à une vision bien plus large de ce à quoi pourrait ressembler un autre monde. Le politologue et militant Michael Dawson plaide pour un « utopisme pragmatique » qui « part de là où nous sommes pour imaginer là où nous voudrions aller [...], à partir de visions utopiques d'une Amérique très différente – celle dont on nous répète qu'elle est impossible à obtenir – associées à ce réalisme politique froid qui a permis l'élaboration des stratégies et des tactiques nécessaires pour atteindre les premiers objectifs 36 ».

Notre espèce ne peut-elle vraiment rien créer de mieux que cette société néolibérale où tout est trop cher, qui organise la gentrification et la pénurie ? Le *Black Women's Manifesto* livre une vision ramassée de ce à quoi pourrait ressembler le « nouveau monde » :

Le nouveau monde pour lequel nous luttons doit détruire toute forme d'oppression. On jugera ce nouveau système à l'aune du statut qu'y occupent celles et ceux qui sont aujourd'hui les plus opprimés – les exclus des exclus. Tant que les femmes de toutes les nations d'oppression ne sont pas complètement libérées, le changement ne peut porter le nom de révolution. [...] Une révolution populaire à laquelle

participent tous les membres de la communauté, les hommes et les femmes, opère une métamorphose chez ceux qui y prennent part. Quand on a entrevu un éclair de liberté ou goûté à l'auto-détermination, on ne peut pas retourner à de vieilles habitudes instituées sous un régime raciste et capitaliste 37.

Car c'est à travers la lutte elle-même que les individus apprennent à lutter davantage. À l'été 2014, les classes populaires noires de Ferguson ont « entrevu un éclair de liberté » et « goûté à l'auto-détermination » quand elles ont fait reculer la police et la garde nationale et occupé les rues au nom de Mike Brown. Leur lutte locale a incité des personnes noires, dans le pays entier, à descendre dans la rue et à affronter la police. Ce qui a commencé comme une lutte spécifique réclamant justice pour Mike Brown s'est généralisé en un mouvement largement identifié par le slogan « *Black Lives Matter* ». Cela reflète le degré de maturation politique atteint à cette étape. La phase suivante consistera à passer de manifestations visant une prise de conscience ou une mise en évidence du niveau de violence policière à une alliance avec les forces sociales capables de bloquer certains secteurs du travail ou de la production, jusqu'à satisfaction de nos revendications d'arrêt du terrorisme policier. Le mouvement a montré que la violence policière ne flotte pas dans les airs : elle est le produit d'une société inégalitaire. Les forces de l'ordre exercent leur autorité au sein d'un ordre social fondamentalement vicié. Plus ces liens entre les « forces du désordre » et le chaos social nous apparaîtront clairement, plus nous pourrons exprimer clairement l'exigence d'un monde différent. Cela ne relève pas du simple vœu pieux ou de l'utopisme. Les paroles des radicaux ou des révolutionnaires noirs cités tout au long de ce chapitre montrent qu'il s'agit d'une conclusion bien connue, à laquelle arrivent tous ceux et celles qui sont intimement engagés dans les mouvements sociaux.

Au début de ce livre, je me demande pourquoi ce mouvement est apparu précisément maintenant alors que, dans l'histoire des États-Unis, la vie des noirs a toujours été marquée par la violence et la terreur policière. Pour y répondre, j'ai analysé les forces idéologiques et politiques qui ont souvent fait barrage au mouvement pour les droits des noirs. Historiquement, l'insistance sur le fait que les causes de la pauvreté des noirs sont à chercher dans la culture noire et la population noire elles-mêmes a détourné l'attention des causes

systémiques du racisme, obligeant les Afro-Américains à se tourner vers eux-mêmes au lieu d'adresser leurs revendications à l'État. Mais il s'agit d'un processus mouvant et contradictoire, surtout quand, en se tournant vers elle-même, la population noire constate qu'elle travaille plus que les autres sans pour autant s'en sortir. Cette contradiction est explosive – et on l'a vue exploser dans les années 1960, et l'odeur de la fumée est encore perceptible aujourd'hui. J'analyse également l'indifférence à la race, non comme un idéal mais comme un outil politique visant à exonérer l'État et le capitalisme libéral des disparités qui perpétuent les inégalités raciales et économiques subies par les Afro-Américains. Le fait de ne pas voir les usages historiques et contemporains du racisme peut servir à démanteler encore davantage les services publics qui servent souvent aux prolétaires et aux pauvres de dernier rempart avant de se retrouver à la rue. Les espoirs initialement suscités par Obama, qui a finalement pris position pour réduire au silence et réprimer la révolte noire, ont mis cette question sur le devant de la scène : Notre liberté est-elle possible aux États-Unis ?

Personne ne sait aujourd'hui dans quelle phase se trouve le mouvement et vers quoi il s'oriente. Nous n'en sommes qu'aux prémises du réveil noir. Mais nous savons d'ores et déjà que des efforts constants seront déployés pour subvertir, détourner ou disperser l'actuel mouvement pour la vie des noirs, car quand la population noire entre en action, elle ébranle toute la mythologie des États-Unis – liberté, démocratie et égalité des chances. C'est pour cette raison que l'État a réprimé le précédent mouvement de libération noire avec une violence implacable. Les enjeux sont d'autant plus cruciaux aujourd'hui que ce qui apparaissait hier comme une alternative – une meilleure intégration des noirs dans les appareils politique et économique – a déjà eu lieu et déjà échoué. L'élection d'Obama, qui marque l'accomplissement de ce projet politique, nous a ramenés au point où nous en sommes actuellement.

Aujourd'hui, les perspectives se sont assombries pour la grande majorité des individus vivant aux États-Unis. Notre défi consistera à relier la lutte actuelle contre la terreur policière dans nos quartiers à un mouvement bien plus large visant à transformer le pays de telle

sorte qu'on n'ait plus besoin de la police pour répondre aux conséquences des inégalités. À propos de la puissance historique et des capacités de changement portées par le mouvement noir, C. L. R. James écrivait :

N'oublions pas que chez le peuple noir sommeillent, et aujourd'hui s'éveillent, des passions d'une violence qui dépasse peut-être, si une telle comparaison est possible, n'importe laquelle des forces phénoménales qui ont été créées par le capitalisme. Toute personne qui connaît ce peuple, connaît son histoire, est capable de parler intimement avec ses membres, les observe dans leurs cinémas, dans leurs clubs, dans leurs églises, lit leur presse avec discernement, se rend compte que si leur force sociale n'est peut-être pas aussi grande que celle d'un nombre équivalent de travailleurs syndiqués, la haine de la société bourgeoise et la promptitude à la détruire dès que l'occasion s'en présentera les habitent à un degré supérieur à tout autre segment de la population des États-Unis <sup>38</sup>.

---

I. Lire ⇒ la note ⇒, p. ⇒. [nde]

II. Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, on comptait en France 116,5 personnes écrouées incarcérées pour 100 000 habitants (source : « Les chiffres clés de l'administration pénitentiaire », 1<sup>er</sup> janvier 2015) alors que le taux d'incarcération aux États-Unis était d'environ 710 pour 100 000 habitants la même année. [ndt]



# Remerciements

J'ai écrit un certain nombre de textes et d'articles ces dernières années, mais je n'avais jusqu'à présent jamais écrit de livre. C'est un travail difficile, qui prend du temps et nécessite un type d'attention obsessionnelle qui peut faire fuir les amis et la famille. C'est un processus solitaire. Mais il est également vrai qu'il est impossible d'écrire un livre tout seul. C'est sans aucun doute le cas de celui-ci. Il y a beaucoup de personnes que je devrais remercier de m'avoir aidée dans cette quête qui m'occupe depuis très longtemps, mais il en est certaines sans qui ce livre n'aurait jamais existé. En premier lieu, je tiens à remercier l'incroyable équipe éditoriale de Haymarket Books qui s'est littéralement mise en quatre pour publier ce livre en un temps record. Je remercie tout particulièrement Anthony Arnone et Julie Fain, qui m'ont proposé de l'écrire en décembre 2014. Je ne pensais pas être capable d'endosser un tel projet, ayant tout juste déménagé à l'autre bout du pays pour démarrer un nouveau travail tout en me désolant de quitter Chicago. Mais Anthony et Julie m'ont convaincue que c'était possible, et je les remercie de m'avoir donné cette impulsion. Je dois aussi un immense remerciement au professionnalisme admirable de toute l'équipe de production de Haymarket Books sans qui ce livre ne se serait pas matérialisé. Merci à Sarah Grey, Caroline Luft et Dao X. Tran pour leur travail de correction qui a permis à ma voix de se faire entendre par-delà les coquilles et les virgules mal placées. Eric Kerle et Rachel Cohen ont travaillé patiemment avec moi pour concevoir une couverture puissamment évocatrice du mouvement. Je remercie aussi Rory Fanning, John McDonald, Jim Plank et Jason Farbman qui dirigent l'équipe marketing et ventes.

Ce livre a pu être rédigé relativement vite parce que j'ai passé la plus grande partie de ma vie d'adulte à réfléchir aux questions politiques de la libération noire aux États-Unis. Beaucoup de camarades, de proches et d'amis ont contribué à la profondeur et à la

richesse de mon éducation politique, et ce livre est assurément le produit de nos collaborations et discussions. En novembre 2014, j'ai passé près de huit jours à Cuba à discuter avec mon père du radicalisme noir, des débuts de Black Lives Matter et de l'histoire du mouvement de libération noire. Le projet de publication n'existait pas encore, mais ces débats inspirants et fructueux m'ont aidée à construire ce livre. Les camarades avec qui j'ai partagé des débats et des discussions politiques ces dernières années ont eu une influence importante sur le manuscrit : merci à Brian Bean, Jack Bloom, Elizabeth Breelan-Todd, Jordan Camp, Todd Chretien, Brenda Coughlin, Paul D'Amato, Lichi D'Amelio, Akunna Eneh, Joel Geier, Akua Gyamerah, Jesse Hagopian, Shaun Harkin, Ragina Johnson, Brian Jones, Rebecca Marchiel, Marlene Martin, Joan Parkin, Jasson Perez, Khury Petersen-Smith, Jennifer Roesch, Eric Ruder, Elizabeth Schulte, Lance Selfa, Ashley Smith, Sharon Smith, Todd St. Hill, Lee Sustar et Lee Wengraf.

J'ai aussi grandement bénéficié des éclairages des interlocuteurs et interlocutrices qu'ont été Martha Biondi, Michael Dawson, Megan Francis, Ruth Gilmore, Mariame Kaba, Donna Murch, Tiana Paschel, Barbara Ransby, James Thwinda, Rhonda Williams et Gary Younge.

J'ai également rencontré cette année au département d'études afro-américaines de l'université de Princeton de nouveaux collègues et amis avec qui j'ai eu des discussions et des débats qui ont beaucoup influencé ma manière de réfléchir à la politique et à la libération noires. Je salue particulièrement Eddie Glaude, qui m'a permis de lire son manuscrit portant sur des questions proches de celles posées dans ce livre. Eddie est devenu un grand ami avec qui j'ai eu des discussions très intenses et rafraîchissantes sur le mouvement et la politique en général. Je suis également reconnaissante à Imani Perry et Naomi Murakawa, dont les importants travaux sur la race, l'État, la criminalité et la justice m'ont appris beaucoup et qui se sont toujours rendues disponibles pour parler du monde et des moyens de le changer. Wendy Belcher, Ruha Benjamin, Wallace Best, Josh Guild, Tera Hunter, Kinohi Nishikawa, Chike Okeke-Agulu et Stacey Sinclair font partie de la communauté intellectuelle qui, à Princeton, travaille et intervient sur les questions de radicalisme noir.

Je remercie tout particulièrement Ahmed Shawski et Alan Maass qui ont tous deux trouvé du temps malgré des emplois du temps extraordinairement chargés pour lire et relire ce manuscrit, et dont les remarques et les commentaires ont joué un rôle crucial dans le devenir de ce livre.

Écrire est impossible si l'on n'arrive pas à réfléchir, et je remercie donc chaleureusement Jayne Kinsman de m'avoir aidée à faire taire le brouhaha qui m'encombrait l'esprit, ce qui m'a permis de me concentrer intensivement pendant des jours entiers.

Mes plus grands remerciements vont à ma compagne et meilleure amie, Lauren Flee. Il faudrait des pages entières pour décrire ce que je lui dois, je me contenterai donc de dire que sans le soutien, l'amour, la solidarité et la complicité constants de Lauren, une grande partie de ce qui fait ma vie aurait été impossible, et plus encore l'écriture de ce livre.

Enfin, ce livre est dédié aux survivants et aux survivantes de la violence d'État qui ont donné naissance à ce que je considère être l'évolution la plus importante et la plus enthousiasmante du mouvement noir depuis plus d'une génération. Ce sont souvent celles et ceux qui sont restés pour enterrer leurs morts qui ont insisté pour qu'on n'oublie pas et qu'on continue à lutter pour la justice. Ces personnes ont ouvert une brèche pour nous sortir de la nuit de la terreur et des violences policières. Celles et ceux d'entre nous qui reprennent le flambeau du combat pour la liberté et la justice sont à jamais redevables du courage de ces survivants.

## Introduction : le réveil noir dans l'Amérique d'Obama

1.  
Martin Luther King, *A Testament of Hope. The Essential Writings and Speeches of Martin Luther King, Jr.*, New York, Harper-Collins, 2003 [1969].
2.  
Matt Apuzzo, « Justice Dept., Criticizing Philadelphia Police, Finds Shootings by Officers Are Common », *New York Times*, 23 mars 2015.
3.  
Michelle Alexander, *The New Jim Crow : Mass Incarceration in the Age of Colorblindness*, New York, The New Press, 2012.
4.  
Damien Cave, « Officer Darren Wilson's Grand Jury Testimony in Ferguson, Mo., Shooting », *New York Times*, 25 novembre 2014.
5.  
Krishnadev Calamur, « Ferguson Documents : Officer Darren Wilson's Testimony », National Public Radio, 25 novembre 2014.
6.  
Maya Rhodan, « Read the Full Text of Obama's Speech in Selma », *Time*, 7 mars 2015.
7.  
David G. Savage, « Supreme Court Strikes Down Key Section of Voting Rights Act », *Los Angeles Times*, 25 juin 2013.
8.  
Barack Obama, discours du 18 mars 2008 à Philadelphie.

9.  
Alyssa Davis et Lawrence Mishel, « CEO Pay Continues to Rise as Typical Workers Are Paid Less », *Economic Policy Institute*, 12 juin 2014.
10.  
Antonio Moore, « The Decadent Veil : Black America's Wealth Illusion », *Huffington Post*, 5 octobre 2014.
11.  
Pew Research Center et National Public Radio, *Optimism about Black Progress Declines*, Washington, Pew Research Center, 2007, disponible en ligne sur [Pewsocialtrends.org/files/2010/10/Race-2007.pdf](http://Pewsocialtrends.org/files/2010/10/Race-2007.pdf).
12.  
*Ibid.*
13.  
Stokely Carmichael et Charles V. Hamilton, *Black Power : The Politics of Liberation in America*, New York, Random House, 1967, p. 5-7. Traduction française : *Le Black Power. Pour une politique de libération aux États-Unis*, Paris, Payot & Rivages, coll. « Petite Bibliothèque Payot », 2009.
14.  
Commission Kerner et Tom Wicker, *Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders*, New York, Bantam Books, 1968, p. 10.
15.  
Pew Research Center et NPR, *Optimism about Black Progress Declines*, *op. cit.*
16.  
Patricia Cohen, « For Recent Black College Graduates, a Tougher Road to Employment », *New York Times*, 24 décembre 2014.
17.  
Henry J. Kaiser Family Foundation, « Poverty Rate by Race

/ Ethnicity », site de la H. J. Kaiser Family Foundation, consulté le 18 juillet 2017, disponible sur [Kff.org/other/state-indicator/poverty-rate-by-raceethnicity/](http://Kff.org/other/state-indicator/poverty-rate-by-raceethnicity/).

18.

Jennifer G. Hickey, « Race Gap : Blacks Fall Further Behind Under Obama », *Newsmax*, 8 janvier 2014.

19.

Matthew Desmond, « Evictions : A Hidden Scourge for Black Women », *Washington Post*, 16 juin 2014.

20.

Tami Luhby, « 5 Disturbing Stats on Black-White Financial Inequality », *CNN Money*, 21 août 2014.

21.

Jazelle Hunt, « Black Women Face Challenges in Building Wealth », *Sacramento Observer*, 8 avril 2015.

22.

Kimbriell Kelly et John Sullivan, « In Fairwood, Dreams of Black Wealth Foundered Amid the Mortgage Meltdown », *Washington Post*, 25 janvier 2015.

23.

Nathalie Baptiste, « Staggering Loss of Black Wealth Due to Subprime Scandal Continues Unabated », *American Prospect*, 13 octobre 2014.

24.

Chicago Anti-Eviction Campaign, « #CERD Shadow Report Fact Sheet », 13 août 2014. Disponible sur [Chicagoantieviction.org/2014/08/cerd-shadow-report-fact-sheet.html](http://Chicagoantieviction.org/2014/08/cerd-shadow-report-fact-sheet.html).

25.

Laura Gottesdiener, « The Great Eviction : Black America and the Toll of the Foreclosure Crisis », *Mother Jones*, 1<sup>er</sup> août 2013.

26.

Byron Tau, « Obama : “I’m Not the President of Black America” », *Politico*, 7 août 2012.

27.

Nia-Malika Henderson, « Cousin Pookie Is Back ! And Yes, He Is Still Sitting on the Couch », *Washington Post*, 20 octobre 2014.

28.

Sam Frizell, « Obama : Ferguson Exposed “Gulf of Mistrust” Between Cops and Communities », *Time*, 28 septembre 2014.

29.

Holly Yan, « Ezell Ford : Autopsy of Unarmed Black Man Shot by Police Shows Key Details », CNN, 30 décembre 2014.

30.

Brandon Blackwell, « Cleveland Woman with Mental Illness Died after Police Used Takedown Move, Brother Says », *Cleveland.com*, 14 novembre 2014.

31.

Associated Press, « Police Pushed, Cuffed Tamir Rice’s Sister after Boy’s Shooting, Video Shows », *Los Angeles Times*, 8 janvier 2015.

32.

Radley Balko, « The DOJ’s Jaw-Dropping Report about the Cleveland Police Department », *Washington Post*, 5 décembre 2014.

33.

Martha Biondi, « From Hope to Disposability », *In These Times*, 19 août 2013.

34.

Kevin Johnson, « Holder : Change Laws to Let Ex-Convicts Vote », *USA Today*, 11 février 2014.

## I. Une culture raciste

1.  
Brett T., « Goldie Taylor Lectures Nicholas Kristof for Suggesting Protesters Focus Less on Michael Brown », *Twitchy*, 23 janvier 2015.
2.  
Thomas Jefferson, *Notes sur l'État de la Virginie*, [Paris, 1786], nouvelle traduction de François Specq, Paris, éditions Rue d'Ulm, coll. « Versions françaises », 2015, chap. XIV.
3.  
Barbara J. Fields, « *Slavery, Race and Ideology in the United States of America* », *New Left Review*, n° 1/181, mai-juin 1990.
4.  
Karen Fields et Barbara J. Fields, *Racecraft: The Soul of Inequality in American Life*, Londres, Verso, 2012, p. 134.
5.  
US Congress et alii, *The ISIS Threat : The Rise of the Islamic State and Their Dangerous Potential*, Providence, Providence Research, 2014.
6.  
Frank Main, « Treasure Trove of Memos Shows Emanuel's Politics in White House », *Chicago Sun-Times*, 20 juin 2014.
7.  
Rahm Emanuel interviewé par Scott Pelley, « Emanuel : Chicago's Escalating Crime about "Values" », *CBS News*, 10 juillet 2012.
8.  
[Sans nom], « Obama Addresses Chicago Violence in Message to Students », *ABC7 Chicago*, 14 août 2012.



9.  
Hal Dardick et Kristen Mack, « Emanuel Admits He Erred on Describing G8, NATO Parade rules as Temporary », *Chicago Tribune*, 3 janvier 2012.
10.  
Terry Blounte, « Foote : Lynch Sends Wrong Message », ESPN.com, 3 février 2015.
11.  
Jonathan Chait, « Barack Obama vs. the Culture of Poverty », *Daily Intelligencer*, 28 mars 2014.
12.  
Institute on Assets and Social Policy, « The Roots of the Widening Racial Wealth Gap », rapport cité par Jamelle Bouie, « The Crisis in Black Homeownership », *Slate*, 24 juillet 2014.
13.  
Patricia Cohen, « For Recent Black College Graduates, a Tougher Road to Employment », art. cit.
14.  
Ta-Nehisi Coates, « Black Pathology and the Closing of the Progressive Mind », *The Atlantic*, 21 mars 2014.
15.  
John Winthrop, cité dans Ronald Reagan, « We Will Be a City upon a Hill », discours lors de la première *Conservative Political Action Conference*, 25 janvier 1974.
16.  
Barack Obama, cité dans Greg Jaffe, « Obama's New Patriotism », *Washington Post*, 3 juin 2015.
17.  
Michael Dobbs et John M. Goshko, « Albright's Personal Odyssey Shaped Foreign Policy Beliefs », *Washington Post*, 6 décembre 1996.
- 18.

Ronald Reagan, « We Will Be a City upon a Hill », discours du 25 janvier 1974. Disponible sur [Reagan2020.us/speeches/City\\_Upon\\_A\\_Hill.asp](https://Reagan2020.us/speeches/City_Upon_A_Hill.asp).

19.

Ta-Nehisi Coates, « Other People's Pathologies », *The Atlantic*, 30 mars 2014.

20.

James Adams, cité dans Jim Cullen, *The American Dream : A Short History of an Idea That Shaped a Nation*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

21.

Hal Draper, « Who's Going to Be the Lesser-Evil in 1968 ? », *Independent Socialist*, janvier-février 1967. Disponible (en anglais) sur [Marxists.org](https://Marxists.org).

22.

Franklin D. Roosevelt, discours du 14 octobre 1936 à Chicago.

23.

David M. P. Freund, *Colored Property : State Policy and White Racial Politics in Suburban America*, Chicago, University of Chicago Press, 2007.

24.

David Harvey, *Villes rebelles. Du droit à la ville à la révolution urbaine*, traduction d'Odile Demange, Paris, Buchet-Chastel, 2015.

25.

Ira Katznelson, *When Affirmative Action Was White : An Untold History Of Racial Inequality In Twentieth-Century America*, New York, W. W. Norton, 2005.

26.

David M. P. Freund, *Colored Property. State Policy and White Racial Politics in Suburban America*, Chicago, University of Chicago Press, 2007 ; Arnold R. Hirsch, *Making the Second*

*Ghetto : Race and Housing in Chicago 1940-1960*, Chicago, University of Chicago Press, 1998 ; Beryl Satter, *Family Properties : Race, Real Estate, and the Exploitation of Black Urban America*, New York, St. Martin's Press, 2009 ; Kenneth T. Jackson, *Crabgrass Frontier : The Suburbanization of America*, New York, Oxford University Press, 1985 ; Kenneth L. Kusmer et Joe William Trotter, *African American Urban History since World War II*, Chicago, University of Chicago Press, 2009 ; Gregory Squires (dir.), *Unequal Partnerships : The Political Economy of Urban Redevelopment in Postwar America*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1989.

27.

Arnold R. Hirsch and Raymond A. Mohl, *Urban Policy in Twentieth-Century America*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1993 ; Gregory D. Squires (dir.), *Unequal Partnerships*, *op. cit.* ; Gregory D. Squires, *Capital and Communities in Black and White : The Intersections of Race, Class, and Uneven Development*, Albany, State University of New York Press, 1994.

28.

N. D. B. Connolly, *A World More Concrete : Real Estate and the Remaking of Jim Crow South Florida*, Chicago, University of Chicago Press, 2014.

29.

Penny M. von Eschen, *Race against Empire : Black Americans and Anticolonialism, 1937-1957*, Ithaca, Cornell University Press, 1997 ; Mary L. Dudziak, *Cold War Civil Rights : Race and the Image of American Democracy*, Princeton, Princeton University Press, 2000.

30.

Cité dans Leon F. Litwack, *How Free Is Free ? The Long Death of Jim Crow*, Cambridge, Harvard University Press, 2009, p. 82.

31.

*Ibid.*, p. 83.

32.

Arnold R. Hirsch, *Making the Second Ghetto*, op. cit., p. 65.

33.

Lyndon B. Johnson, « Remarks to the Members of the U.S. Chamber of Commerce », discours du 27 avril 1964. Disponible (en anglais) sur [www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=26193#axzz2h3amO72U](http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=26193#axzz2h3amO72U).

34.

Alexander von Hoffman, « The Lost History of Urban Renewal », *Journal of Urbanism*, vol 1, n° 3, 1, novembre 2008.

35.

Landon R. Y. Storrs, *The Second Red Scare and the Unmaking of the New Deal Left*, Princeton, Princeton University Press, 2013, p. 2.

36.

*Ibid.*, p. 3-4.

37.

Manning Marable, *Race, Reform, and Rebellion : The Second Reconstruction in Black America, 1945-1990*, Jackson, University Press of Mississippi, 1991, p. 28.

38.

*Ibid.*, p. 31; Penny M. von Eschen, *Race against Empire*, op. cit. ; Nikhil Pal Singh, *Black Is a Country : Race and the Unfinished Struggle for Democracy*, Cambridge, Harvard University Press, 2004.

39.

Karen Ferguson, *Top Down : The Ford Foundation, Black Power, and the Reinvention of Racial Liberalism*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2013.

40.

Cité par Alice O'Connor, *Poverty Knowledge : Social Science, Social Policy, and the Poor in Twentieth-Century U.S. History*, Princeton, Princeton University Press, 2009, p. 117.

41.  
*Ibid.*
42.  
*Ibid.*, p. 117-118.
43.  
*Ibid.*, p. 122.
44.  
Martin Luther King, « I Have a Dream », discours du 28 août 1963. Pour le texte français du discours, lire Martin Luther King, *Je fais un rêve*, Paris, Bayard, coll. « Société », 2013.
45.  
Martha Biondi, *To Stand and Fight : The Struggle for Civil Rights in Postwar New York City*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press, 2003, p. 1.
46.  
Malcolm X et Alex Haley, *L'Autobiographie de Malcolm X*, Paris, Grasset, 1993.
47.  
Malcolm X, « Speech at the Founding Rally of the Organization of Afro-American Unity », New York, 28 juin 1964. Disponible sur [Blackpast.org](https://www.blackpast.org).
48.  
Sur cette question, lire Doug McAdam, *Freedom Summer. Luttres pour les droits civiques, Mississippi 1964*, Marseille, Agone, 2012.
49.  
Jack M. Bloom, *Class, Race, and the Civil Rights Movement*, Bloomington, Indiana University Press, 1987, p. 204.
50.  
Gerald Horne, *The Fire This Time : The Watts Uprising and the 1960s*, Boston, Da Capo Press, 1997.
- 51.

Lyndon B. Johnson, « Remarques à la chambre du Commerce », discours cité.

52.

Daniel Patrick Moynihan, *The Negro Family : The Case for National Action*, Washington, département du Travail, mars 1965, disponible sur [DOL.gov](https://www.dol.gov).

53.

Kenneth Bancroft Clark, *Ghetto noir*, traduction d'Yves Malartic, Paris, Robert Laffont, 1966 [New York, 1965], p. 19-20.

54.

Felicia Ann Kornbluh, *The Battle for Welfare Rights : Politics and Poverty in Modern America*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2007, p. 17-18.

55.

William J. Novak, « The Myth of the “Weak” American State », *American Historical Review*, vol. 113, n° 3, juin 2008, p. 752.

56.

Felicia Ann Kornbluh, *Battle for Welfare Rights*, *op. cit.*, p. 41.

57.

Lyndon B. Johnson, « To Fulfill these Rights », discours à la Howard University, 4 juin 1965. Disponible (en anglais) sur [www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=27021](http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=27021).

58.

[Sans nom], « Negroes, Whites Agree on Riot Victims,” *Boston Globe*, 15 août 1967.

59.

Martin Luther King Jr., *The Essential Martin Luther King, Jr.: « I Have a Dream » and Other Great Writings*, Boston, Beacon Press, 2013.

60.

Philip Sheldon Foner (éd.), *The Black Panthers Speak*, Chicago, Haymarket Books, 2014, p. 51.

61.

Colette Gaiter, « Visualizing a Revolution : Emory Douglas and the Black Panther Newspaper », *AIGA.org*, 8 juin 2005. Disponible sur [Aiga.org](http://Aiga.org).

62.

« The Race Problem: Why the Riots, What to Do ? », éditorial du *New York Times*, 6 août 1967.

63.

« Negroes, Whites Agree », art. cit. ; Louis Harris, « Races Agree on Ghetto Abolition and Need for WPA-Type Projects », *Washington Post*, 14 août 1967.

64.

Commission Kerner, *Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders*, introduction de Tom Wicker, New York, Bantam Books, 1968.

65.

Stan Karp, « Challenging Corporate Ed Reform », *Rethinking Schools*, vol. 26, n° 3, printemps 2012.

66.

Nia-Malika Henderson, « What President Obama Gets Wrong about “Acting White” », *Washington Post*, 24 juillet 2014.

67.

Barack Obama, « Remarks by the President on “My Brother’s Keeper” Initiative », Washington, discours du 27 février 2014. Disponible sur [ObamaWhiteHouse.archives.gov](http://ObamaWhiteHouse.archives.gov).

68.

Département de la Justice des États-Unis, *Investigation of the Ferguson Police Department*, rapport d’enquête, Washington, Government Publishing Office, 2015, p. 77.

## II. Des droits civiques à l'indifférence à la race

1.  
W. E. B. Du Bois, *Black Reconstruction*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 2006, p. 27.
2.  
Josh Levin, « The Real Story of Linda Taylor, America's Original Welfare Queen », *Slate*, 19 décembre 2013.
3.  
Rick Perlstein, *The Invisible Bridge : The Fall of Nixon and the Rise of Reagan*, New York, Simon & Schuster, 2014, p. 662.
4.  
Barack Obama, « Remarks by the President on Economic Mobility », Washington, discours du 4 décembre 2013, disponible sur [ObamaWhiteHouse.archives.gov](http://ObamaWhiteHouse.archives.gov).
5.  
Rick Perlstein, « Exclusive : Lee Atwater's Infamous 1981 Interview on the Southern Strategy », *The Nation*, 13 novembre 2012.
6.  
Rick Perlstein, *Nixonland : The Rise of a President and the Fracturing of America*, New York, Scribner, 2008, p. 277.
7.  
[Sans nom], « Haldeman Diary Shows Nixon Was Wary of Blacks and Jews », 18 mai 1994.
8.  
Martin Luther King Jr., *A Testament of Hope : The Essential Writings of Martin Luther King*, New York, Harper & Row, 1986.
- 9.



Joseph Alito, cité par Michael Lounsbury et Paul M. Hirsch (dir.), *Markets on Trial : The Economic Sociology of the U.S. Financial Crisis : Part A*, Bingley, Emerald Group Publishing, 2010, p. 151.

10. Dan Georgakas et Marvin Surkin, *Détroit : pas d'accord pour crever*, Marseille, Agone, coll. « Mémoires sociales », p. 131.
11. *Ibid.*, p. 135.
12. Michael K. Honey, *Going Down Jericho Road : The Memphis Strike, Martin Luther King's Last Campaign*, New York, W. W. Norton & Co., 2007, p. 497-512.
13. Christian Parenti, *Lockdown America : Police and Prisons in the Age of Crisis*, Londres, Verso, 2001, p. 34.
14. Megan Behrent, « The Source of Union Power », *Socialist Worker*, 9 décembre 2012.
15. [Sans nom], « Nation: The Enduring Mail Mess », *Time*, 30 mars 1970.
16. Lee Sustar, « Black Power in the Workplace », *Socialist Worker*, 22 février 2013.
17. *Ibid.*
18. Barbara Ehrenreich, *Fear of Falling : The Inner Life of the Middle Class*, New York, Pantheon Books, 1989, p. 125.
- 19.

*Ibid.*, p. 121.

20.

George Melloan, « Thoughts on Student Rioting Abroad », *Wall Street Journal*, 19 avril 1968.

21.

Beth Mintz et Michael Schwartz, *The Power Structure of American Business*, Chicago, University of Chicago Press, 1985.

22.

Leonard Solomon Silk et David Vogel, *Ethics and Profits : The Crisis of Confidence in American Business*, New York, Simon & Schuster, 1976, p. 71.

23.

*Ibid.*, p. 48.

24.

Alexander Cockburn et Jeffrey St. Clair, *End Times : The Death of the Fourth Estate*, Oakland, AK Press, 2007.

25.

L. S. Silk et D. Vogel, *Ethics and Profits*, *op. cit.*, p. 64.

26.

Richard Nixon, « Statement about Federal Policies Relative to Equal Housing Opportunity », discours du 11 juin 1971. Disponible sur [www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=3042](http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=3042).

27.

*Ibid.*

28.

United States Commission on Civil Rights, *Home Ownership for Lower Income Families : A Report on the Racial and Ethnic Impact of the Section 235 Program*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1971.

29.

Naomi Murakawa, *First Civil Right : How Liberals Built Prison*

30.

Christian Parenti, « The “New” Criminal Justice System : State Repression from 1968 to 2001 », *Defending Justice*, 2005, disponible sur [PublicEyeNetwork.us](http://PublicEyeNetwork.us).

31.

Omnibus Crime Control and Safe Streets Act [1968], art. 1. Disponible sur [Transition.fcc.gov/Bureaus/OSEC/library/legislative\\_histories/1615.pdf](http://Transition.fcc.gov/Bureaus/OSEC/library/legislative_histories/1615.pdf).

32.

Heather Ann Thompson, « Why Mass Incarceration Matters : Rethinking Crisis, Decline, and Transformation in Postwar American History », *Journal of American History*, vol. 97, n° 3, décembre 2010, p. 731.

33.

Christian Parenti, *Lockdown America*, op. cit., p. 12-13.

34.

*Ibid.*, p. 13.

35.

*Ibid.*, p. 19.

36.

Devah Pager, *Marked : Race, Crime, and Finding Work in an Era of Mass Incarceration*, Chicago, University of Chicago Press, 2008, p. 17.

37.

Heather Ann Thompson, « The Lingering Injustice of Attica », *New York Times*, 8 septembre 2011.

38.

H. A. Thompson, « Why Mass Incarceration Matters », art. cit., p. 708.

39.

Julilly Kohler-Hausmann, « “The Attila the Hun Law” : New York’s Rockefeller Drug Laws and the Making of a Punitive State », *Journal of Social History*, vol. 44, n° 1, octobre 2010.

40.

Madison Gray, « A Brief History of New York’s Rockefeller Drug Laws », *Time*, 2 avril 2009.

41.

*Ibid.*

42.

Département de la Justice des États-Unis – Bureau des statistiques, « Prisoners, 1925-1981 », bulletin du bureau des Statistiques, 1982. Disponible sur [Bjs.gov/content/pub/pdf/p2581.pdf](https://www.bjs.gov/content/pub/pdf/p2581.pdf).

43.

Manning Marable, *How Capitalism Underdeveloped Black America: Problems in Race, Political Economy, and Society*, Chicago, Haymarket Books, 2015, p. 125-126.

44.

Richard Nixon, *Public Papers of the Presidents of the United States : Richard Nixon – 1973*, Washington, Government Printing Office, 1975, p. 164. Disponible sur [Quod.lib.umich.edu/p/ppotpus/4731942.1973.001/218?rgn=full+text;view=image](https://quod.lib.umich.edu/p/ppotpus/4731942.1973.001/218?rgn=full+text;view=image).

45.

Joy Darrow, « Ghetto Housing’s Future », *Chicago Daily Defender*, 23 janvier 1973.

46.

Cité dans l’éditorial, « Mr. Nixon’s Optimism », *The Crisis*, vol. 80, n° 5, 1973.

47.

Alice O’Connor, « The Privatized City: The Manhattan Institute, the Urban Crisis, and the Conservative Counterrevolution in New York », *Journal of Urban History*, vol. 34, n° 2, janvier 2008,



### III. Visages noirs aux cimes du pouvoir

1.  
Conor Friedersdorf, « Freddie Gray Is Only the Latest Apparent Victim of Baltimore Police Violence », *The Atlantic*, 22 avril 2015.
2.  
Sabrina Toppa, « The Baltimore Riots Cost an Estimated \$9 Million in Damages », *Time*, 14 mai 2015.
3.  
Oliver Laughland, « Baltimore Unrest : 49 Children Were Arrested and Detained During Protests », *The Guardian*, 7 mai 2015.
4.  
Jess Bidgood and Sheryl Gay Stolberg, « Mistrial Declared in Case of Officer Charged in Freddie Gray's Death », *New York Times*, 16 décembre 2015.
5.  
Cité par David Jackson, « Obama Stands By the Term "Thugs", White House Says », *USA Today*, 29 avril 2015.
6.  
Cité par Yvonne Wenger and Luke Broadwater, « Mayor Calls on Black Men to Do More to Stop Violence », *Baltimore Sun*, 9 mars 2015.
7.  
[Sans nom], « Cook County Commissioner Wants Shooters Charged as Domestic Terrorists », *CBS Chicago*, 26 mai 2015.
8.  
Kevin Rector, « Baltimore Prosecutor Asked Police to Target Area Where Freddie Gray Was Arrested », *Baltimore Sun*, 9 juin

2015.

9.  
*Ibid.*
10.  
Michael B. Katz, *In the Shadow of the Poorhouse : A Social History of Welfare in America*, New York, Basic Books, 1996, p. 266.
11.  
Michael K. Brown, Martin Carnoy, Elliott Currie, Troy Duster, David. B. Oppenheimer, Marjorie M. Schultz et David Wellman, *Whitewashing Race : The Myth of a Color-Blind Society*, Berkeley / Los Angeles, University of California Press, 2003, p. 74.
12.  
Thomas J. Sugrue, *Sweet Land of Liberty : The Forgotten Struggle for Civil Rights in the North*, New York, Random House, 2008, p. 505.
13.  
William Julius Wilson, *The Declining Significance of Race : Blacks and Changing American Institutions*, 3<sup>e</sup> éd., Chicago, University of Chicago Press, 2012, p. 103.
14.  
Manning Marable, *Race, Reform, and Rebellion : The Second Reconstruction in Black America, 1945-1990*, Jackson, University of Mississippi Press, 1991, p. 148.
15.  
Manning Marable, *How Capitalism Underdeveloped Black America*, *op. cit.*, p. 42.
16.  
Manning Marable, *Race, Reform, and Rebellion*, *op. cit.*, p. 148.
17.  
*Ibid.*, p. 149.
- 18.

Carmen DeNavas-Walt (dir.), *Income, Poverty, and Health Insurance Coverage in the United States*, 2010, Washington, Bureau des statistiques des États-Unis, 2011.

19.

Eugene Robinson, *Disintegration : The Splintering of Black America*, New York, Anchor, 2011, p. 91.

20.

Simeon Booker, « Can Negroes Become Big City Mayors ? », *Ebony*, mars 1966, p. 30.

21.

Göran Hugo Olsson, *The Black Power Mixtape 1967-1975* [DVD], MPI Home Video, 2011.

22.

B. J. Mason, « A Shift to the Middle », *Ebony*, août 1973, p. 82.

23.

Stokely Carmichael and Charles V. Hamilton, *Black Power : The Politics of Liberation in America*, New York, Random House, 1967.

24.

Bayard Rustin, « From Protest to Politics : The Future of the Civil Rights Movement », *Commentary*, février 1965.

25.

Grace Lee Boggs et James Boggs, « The City is the Black Man's Land », *Monthly Review*, avril 1966.

26.

Martin Luther King, *A Testament of Hope*, op. cit., p. 319.

27.

Robert E. Weems, *Business in Black and White : American Presidents and Black Entrepreneurs in the Twentieth Century*, New York, New York University Press, 2009, p. 115.

28.

Richard Nixon, « Bridges to Human Dignity, the Concept », CBS



Radio Network, discours du 25 avril 1968. Disponible sur [www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=123905](http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=123905).

29.

Simeon Booker, « Can Negroes Become Big City Mayors ? », art. cit.

30.

Leonard N. Moore, *Carl B. Stokes and the Rise of Black Political Power*, Urbana / Champaign, University of Illinois Press, 2003, p. 56.

31.

*Ibid.*, p. 55.

32.

*Ibid.*

33.

*Ibid.*, p. 58.

34.

Carl Stokes, cité *in ibid.*, p. 63.

35.

Carl Stokes, cité par Lee Sustar, « Carving a Niche in the System », *Socialist Worker*, 15 mars 2013.

36.

Peniel E. Joseph, *Waiting 'Til the Midnight Hour : A Narrative History of Black Power in America*, New York, Henry Holt, 2006.

37.

Huey P. Newton, « The Black Panthers », *Ebony*, août 1969, p. 110.

38.

Martin Luther King, *A Testament of Hope*, op. cit.

39.

John Conyers Jr., « Politics and the Black Revolution », *Ebony*,

août 1969, p. 165.

40.

*Ibid.*

41.

Alex Poinsett, « The Black Caucus : Five Years Later », *Ebony*, juin 1973, p. 64.

42.

Ossie Davis, cité dans Congressional Black Caucus, *The Black Leadership Family Plan for the Unity, Survival, and Progress of Black People*, Washington, Congressional Black Caucus, 1982, p. 1.

43.

Lee Sustar, « The National Black Political Convention », *Socialist Worker*, 22 mars 2013.

44.

Lance Selfa, *The Democrats : A Critical History*, Chicago, Haymarket Books, 2012, p. 63-84.

45.

Thomas J. Sugrue, *The Origins of the Urban Crisis : Race and Inequality in Postwar Detroit*, Princeton, Princeton University Press, 2005 ; Betsy Leondar-Wright, « Black Job Loss Déjà Vu », *Dollars & Sense*, n° 253, mai-juin 2004.

46.

Betsy Leondar-Wright, « Black Job Loss », art. cit.

47.

Isaiah J. Poole, « Uncle Sam's Pink Slip », *Black Enterprise*, décembre 1981, p. 29.

48.

« Not So Colour-Blind », éditorial de *The Economist*, 3 décembre 2009.

49.

Manning Marable, *How Capitalism Underdeveloped Black America*, *op. cit.*, p. 172.

50.

Fredrick C. Harris, *The Price of the Ticket : Barack Obama and the Rise and Decline of Black Politics*, New York, Oxford University Press, 2012, p. 144-151.

51.

Manning Marable, *How Capitalism Underdeveloped Black America*, *op. cit.*, p. 171-172.

52.

*Ibid.*, p. 171.

53.

Claude Lewis, « Where Are Civil Rights Leaders ? », *Philadelphia Inquirer*, 24 juillet 1989.

54.

Manning Marable, *Race, Reform, and Rebellion*, p. 170.

55.

*Ibid.*, p. 171.

56.

D. L. Chandler, « Little Known Black History Fact : 1980 Miami Riots », *Black America Web*, 11 juillet 2014. Disponible sur [Blackamericaweb.com](http://Blackamericaweb.com).

57.

Victor Perlo, « Carter's Economic Prescription : Bitter Medicine for the People », *Public Affairs*, 58, n° 1, 1979.

58.

Manning Marable, *Race, Reform, and Rebellion*, *op. cit.*, p. 172.

59.

Fredrick C. Harris, *The Price of the Ticket : Barack Obama and the Rise and Decline of Black Politics*, Oxford, Oxford University Press, p. 144.

60.  
*Ibid.*
61.  
Ronald W. Walters, *African American Leadership*, Albany, State University of New York Press, 1999 ; Congressional Black Caucus, *Black Leadership Family Plan*, *op. cit.*
62.  
*Ibid.*
63.  
Congressional Black Caucus, *Black Leadership Family Plan*, *op. cit.*, p. III.
64.  
Ronald W. Walters, *African American Leadership*, *op. cit.*, p. 167.
65.  
Congressional Black Caucus, *Black Leadership Family Plan*, *op. cit.*, p. VIII.
66.  
Adolph Reed Jr., *Stirrings in the Jug : Black Politics in the Post-Segregation Era*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999, p. 106-109.
67.  
*Ibid.*, p. 55.
68.  
Nathan Bomey et John Gallagher, « How Detroit Went Broke : The Answers May Surprise You – and Don't Blame Coleman Young », *Detroit Free Press*, 15 septembre 2013.
69.  
Howard Gillette Jr., *Camden after the Fall: Decline and Renewal in a Post-Industrial City*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2006, p. 111.
- 70.

71.

Mike Davis, *The Year Left 2 : An American Socialist Yearbook*, Londres, Verso, 1987, p. 4.

72.

Juan Gonzalez et Linn Washington, interview de Mumia Abu-Jamal, *Democracy Now !*, 13 mai 2015.

73.

Teka Lark-Fleming, « The Role Black Politicians Play in Systematically Murdering Black People », *Medium*, 22 septembre 2014 ; Département de la Justice des États-Unis, *Federal Cocaine Offenses : An Analysis of Crack and Powder Penalties*, 2002, p. 10-11.

74.

Bill Clinton, « The Freedom to Die », Memphis, discours du 13 novembre 1993. Disponible sur [Blackpast.org/](http://Blackpast.org/).

75.

Jesse Jackson, cité par Bob Herbert, « In America ; A Sea Change on Crime », *New York Times*, 12 décembre 1993.

76.

Jill Lawrence, « Growth Splinters Black Lawmakers – Views Clash as Caucus Doubles in a Decade », *Seattle Times*, 27 juillet 1994.

77.

Karen Hosler, « Black Caucus Yields on Crime Bill », *Baltimore Sun*, 18 août 1994.

78.

Bill Clinton, cité par Dara Lind, « Bill Clinton Apologized for His 1994 Crime Bill, but He Still Doesn't Get Why It Was Bad », *Vox*, 15 juillet 2015.

79.

Eric Lipton and Eric Lichtblau, « In Black Caucus, a Fund-Raising

Powerhouse », *New York Times*, 14 février 2010.

80.

Congressional Black Caucus Foundation, « CBCF Announces \$1 Million Grant from Walmart », *Congressional Black Caucus Foundation*, 9 juin 2015.

81.

Jonathan D. Salant, « Corporations Donate to Groups on Both Sides of Voter-ID », *Bloomberg Business*, 19 avril 2012.

82.

Elijah Cummings, cité par Lauren French, « Black Caucus Stumps Where Obama Can't », *Politico*, 23 août 2014.

83.

Andra Gillespie, *The New Black Politician : Cory Booker, Newark, and Post-Racial America*, New York, New York University Press, 2012, p. 9-45.

84.

Cathy J. Cohen, *Democracy Remixed : Black Youth and the Future of American Politics*, New York / Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 202-232.

85.

Jelani Cobb, « Cory Booker : The Dilemma of the New Black Politician », *The New Yorker*, 22 mai 2012.

86.

Eugene Robinson, *Disintegration*, *op. cit.*, 2011, p. 140.

87.

*Ibid.*, p. 160.

88.

Natalie Moore, « Why Are There Fewer Black Teachers in CPS ? », *WBEZ*, 15 juillet 2015.

89.

Adeshina Emmanuel, « Chicago's Black Unemployment Rate

Higher Than Other Large Metro Areas », *Chicago Reporter*, 16 novembre 2014.

90.

Fran Spielman, « Black Caucus Going to Bat for Rahm Emanuel in Wilson Courtship », *Chicago Sun-Times*, 5 mars 2015.

91.

Matt Sledge, « Chicago's Black Population Dwindles, Census Numbers Show », *The Huffington Post*, 4 août 2011.

92.

Lona Lane, citée par Mick Dumke, « Why Aldermen Are Mum about Chicago's Violence : They're Not Sure What to Say », *Chicago Reader*, 3 juin 2014.

93.

Manning Marable, *Black Liberation in Conservative America*, Boston, South End Press, 1997, p. 151.

## IV. Une justice à deux vitesses

1.  
Amy Goodman, « The American Dream : Living to 18 », *Truthdig*, 6 mai 2015.
2.  
Douglas A. Blackmon, *Slavery by Another Name : The Re-Enslavement of Black People in America from the Civil War to World War II*, New York, Doubleday, 2008.
3.  
Archives du Congrès des États-Unis, « Condition of the South », in *Senate Executive Documents for the First Session of the Thirty-Ninth Congress of the United States of America, 1865-1866*, vol. 1, Washington, Government Printing Office, 1866. Le « code noir » de la paroisse de Saint-Landry est le document n° 35, p. 93-94. Disponible sur [Archive.org](https://www.archive.org).
4.  
George Rutherglen, *Civil Rights in the Shadow of Slavery : The Constitution, Common Law, and the Civil Rights Act of 1866*, Oxford, Oxford University Press, 2013.
5.  
Albert D. Oliphant, *The Evolution of the Penal System of South Carolina from 1866 to 1916*, Columbia, The State Company, 1916, p. 5-9.
6.  
« Convict Lease System », *Digital History*, sans lieu ni date, consulté le 17 juillet 2017. Disponible sur [DigitalHistory.uh.edu](https://digitalhistory.uh.edu).
7.  
Albert D. Oliphant, *The Evolution of the Penal System of South Carolina*, op. cit.



8. Khalil Gibran Muhammad, *The Condemnation of Blackness*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press, 2010, p. 3.
9. David M. Oshinsky, *Worse Than Slavery*, New York, Simon & Schuster, 1997, p. 97.
10. *Ibid.*
11. Evelyn Higginbotham Brooks, « African-American Women's History and the Metalanguage of Race », *Signs*, vol. 17, n° 2, hiver 1992, p. 271.
12. Khalil Gibran Muhammad, *The Condemnation of Blackness*, *op. cit.*, p. 4.
13. Dorothy E. Roberts, *Killing the Black Body : Race, Reproduction, and the Meaning of Liberty*, New York, Vintage Books, 1999.
14. Elaine Lewinnek, *The Working Man's Reward : Chicago's Early Suburbs and the Roots of American Sprawl*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 153.
15. William M. Tuttle, *Race Riot : Chicago in the Red Summer of 1919*, Urbana / Champaign, University of Illinois Press, 1970 ; Charles L. Lumpkins, *American Pogrom : The East St. Louis Race Riot and Black Politics*, Athens, Ohio University Press, 2008.
16. Rose Helper, *Racial Policies and Practices of Real Estate Brokers*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1969.
- 17.

Kevin Boyle, *Arc of Justice : A Saga of Race, Civil Rights, and Murder in the Jazz Age*, New York, Macmillan, 2007, p. 24.

18.

*Ibid.*, p. 111.

19.

Khalil Gibran Muhammad, *The Condemnation of Blackness*, *op. cit.*, p. 258-259.

20.

William M. Tuttle, *Race Riot*, *op. cit.*, p. 4-10.

21.

Arnold R. Hirsch, *Making the Second Ghetto : Race and Housing in Chicago 1940-1960*, Chicago, University of Chicago Press, 1998, p. 65.

22.

Leon F. Litwack, *How Free Is Free ? The Long Death of Jim Crow*, Cambridge, Harvard University Press, 2009, p. 84.

23.

*Ibid.*, p. 85.

24.

« The Race Problem : Why the Riots ? What to Do ? », éditorial du *New York Times*, 6 août 1967.

25.

Commission Kerner, *Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders*, *op. cit.*

26.

James Baldwin, « A Report from Occupied Territory », *The Nation*, 11 juillet 1966.

27.

[Sans nom], « 81 % in a Poll See Law Breakdown : 84 % Feel Strong President Would Help, Harris Says », *New York Times*, 10 septembre 1968.

28.

President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, *The Challenge of Crime in a Free Society*, Washington, Government Printing Office, 1967, p.111. Disponible sur [NCJRS.gov](http://NCJRS.gov).

29.

Christian Parenti, *Lockdown America*, *op. cit.*, p. 15.

30.

Lyndon B. Johnson, « Special Message to the Congress on Law Enforcement and the Administration of Justice », Washington, discours du 8 mars 1965.

31.

Naomi Murakawa, « The Origins of the Carceral Crisis : Racial Order as Law and Order in Postwar American Politics », in Joseph E. Lowndes, Julie Novkov et Dorian Tod Warren (dir.), *Race and American Political Development*, New York, Routledge, 2008, p. 238.

32.

David Alan Sklansky, « Not Your Father's Police Department : Making Sense of the New Demographics of Law Enforcement », *Journal of Criminal Law and Criminology*, vol. 96, n° 3, printemps 2006, p. 1210.

33.

*Ibid.*

34.

*Ibid.*, p. 1224.

35.

Yamiche Alcindor and Nick Penzenstadler, « Police Redouble Efforts to Recruit Diverse Officers », *USA Today*, 21 janvier 2015.

36.

Lisa Bloom, « When Will the U.S. Stop Mass Incarceration ? »,

37.

Ed Vulliamy, « Nixon's "War on Drugs" Began 40 Years Ago, and the Battle Is Still Raging », *The Guardian*, 24 juillet 2011.

38.

Ezra Klein et Evan Soltas, « Wonkbook : 11 Facts about America's Prison Population », *The Washington Post*, 13 août 2013.

39.

University of Chicago Crime Lab, « Incarceration », [sans date], consulté le 3 juin 2015 sur [Urbanlabs.uchicago.edu/labs/crime](http://Urbanlabs.uchicago.edu/labs/crime).

40.

Kevin Phillips, *The Politics of Rich and Poor : Wealth and the American Electorate in the Reagan Aftermath*, New York, Harper-Perennial, 1991.

41.

R. Shankar Nair, « Willie's Got a Lesson for Washington », *Chicago Tribune*, 16 février 1995.

42.

Kevin Phillips, *Wealth and Democracy : A Political History of the American Rich*, New York, Broadway Books, 2003, p. XVI.

43.

Peter Applebome, « The 1992 Campaign: Death Penalty; Arkansas Execution Raises Questions on Governor's Politics », *The New York Times*, 25 janvier 1992.

44.

Ed Pilkington, « Bill Clinton : Mass Incarceration on My Watch "Put Too Many People in Prison" », *The Guardian*, 28 avril 2015.

45.

Radley Balko, « Have Police Departments Become More Militarized Since 9/11 ? », *The Huffington Post*, 12 septembre 2011.

46.  
*Ibid.*
47.  
Associated Press, « Little Restraint in Military Giveaways », National Public Radio, 31 juillet 2013.
48.  
Joseph D. McNamara, « 50 Shots », *Wall Street Journal*, 29 novembre 2006.
49.  
Erica Goode, « Incarceration Rates for Blacks Dropped, Report Shows », *New York Times*, 28 février 2013.
50.  
Mark Berman, « The Breaking Point for Ferguson », *Washington Post*, 12 août 2014.
51.  
Brad Heath, « Racial Gap in US Arrest Rates : “Staggering Disparity” », *USA Today*, 18 novembre 2014.
52.  
*Ibid.*
53.  
Inimai M. Chettiar, « Locking More People Up Is Counterproductive », *The Atlantic*, 11 février 2015.
54.  
*Ibid.*
55.  
Scott Keyes, « It Is Illegal for Homeless People to Sit on the Sidewalk in More than Half of U.S. Cities », *Think Progress*, 16 juillet 2014.
56.  
Jeremy Gorner and Hal Dardick, « No Back Pay for OT in First Year of New Chicago Police Contract », *Chicago Tribune*,

5 septembre 2014.

57.

Laura Sullivan, « Mentally Ill Are Often Locked Up in Jails That Can't Help », National Public Radio, 20 janvier 2014.

58.

Kelley Bouchard, « Across Nation, Unsettling Acceptance When Mentally Ill in Crisis Are Killed », *Portland Press Herald*, 9 décembre 2012.

59.

Bureau of Justice Assistance – Police Executive Research Forum, *CompStat : Its Origins, Evolution, and Future in Law Enforcement Agencies*, 2013. Disponible sur [Bja.gov/Publications/PERF-Compstat.pdf](http://Bja.gov/Publications/PERF-Compstat.pdf).

60.

*Ibid.*

61.

*Ibid.*, p. 27.

62.

Daniel Bergner, « Is Stop-and-Frisk Worth It ? » *The Atlantic*, avril 2014.

63.

*Ibid.*

64.

Marina Carver, « NYPD Officers Say They Had Stop-and-Frisk Quotas », CNN, 22 mars 2013.

65.

Joseph Goldstein, « Kelly Intended Frisks to Instill Fear, Senator Testifies », *New York Times*, 1<sup>er</sup> avril 2013.

66.

Jason Meisner, « Chicago Sued over Police Department's Alleged Stop-and-Frisk Practices », *Chicago Tribune*, 21 avril 2015.

67.

James Q. Wilson and George L. Kelling, « Broken Windows : The Police and Neighborhood Safety », *The Atlantic*, mars 1982.

68.

John H. Richardson, « Michael Brown Sr. and the Agony of the Black Father in America », *Esquire*, 5 janvier 2015.

69.

Matt Apuzzo, Shaila Dewan et Campbell Robertson, « Ferguson Became Symbol, but Bias Knows No Border », *The New York Times*, 7 mars 2015.

70.

Radley Balko, « How Municipalities in St. Louis County, Mo., Profit from Poverty », *Washington Post*, 3 septembre 2014.

71.

Alain Sherter, « As Economy Flails, Debtors' Prisons Thrive », *CBS News*, 5 avril 2013.

72.

Joseph Shapiro, « As Court Fees Rise, the Poor Are Paying the Price », *National Public Radio*, 19 mai 2014.

73.

Alain Sherter, « As Economy Flails, Debtors' Prisons Thrive », art. cit.

74.

Jyoti Thottam, « In Texas, Courts Turn Truancy Cases into Cash », *Al Jazeera America*, 21 mai 2015.

75.

Carla Murphy, « NYPD Officers Do Less ; City's Young Black Men Exhale », *Colorlines*, 9 janvier 2015.

76.

Radley Balko, « U.S. Cities Pay Out Millions to Settle Police Lawsuits », *Washington Post*, 1<sup>er</sup> octobre 2014.

77.

Jonah Newman, « Chicago Police Misconduct Payouts Topped \$50 Million in 2014 », *The Chicago Reporter*, 25 février 2015.

78.

David Schaper, « Chicago Creates Reparations Fund for Victims of Police Torture », National Public Radio, 6 mai 2015.

79.

Joel Rubin, « Federal Judge Lifts LAPD Consent Decree », *Los Angeles Times*, 16 mai 2013.

80.

Radley Balko, « U.S. Cities Pay Out Millions », art. cit.

81.

Dana DiFilippo and David Gambacorta, « Civil-Rights Lawsuits against Police Spiked in 2013 », *Philadelphia Daily News*, 30 mai 2014.

82.

Tom McCarthy, « Police Killed More Than Twice as Many People as Reported by US Government », *The Guardian*, 4 mars 2015.

83.

Lire « Ceci n'est pas une bavure », revue Z, n° 8, 2015.

84.

*Ibid.*

85.

Jamiles Lartey, « By the Numbers : US Police Kill More in Days than Other Countries Do in Years », *The Guardian*, 9 juin 2015 ; Matt Agorist, « Police in the US Kill Citizens at Over 70 Times the Rate of Other First-World Nations », *Freethought Project*, 8 janvier 2015.

86.

Rob Barry et Coulter Jones, « Hundreds of Police Killings Are Uncounted in Federal Stats », *Wall Street Journal*, 3 décembre 2014.



87.

Ryan Gabrielson, Ryann Grochowski Jones et Eric Sagara, « Deadly Force, in Black and White », *ProPublica*, 10 octobre 2014.

88.

Rebecca Leber, « Police Officers Are More Likely to Shoot Black Men, Studies Suggest », *New Republic*, 12 août 2014.

89.

Ryan Gabrielson and Ryann Grochowski Jones, « Answering the Critics of Our Deadly Force Story », *Pro Publica*, 24 décembre 2014.

90.

David Jackson, « Obama Task Force Urges Independent Probes of Police Killings », *USA Today*, 2 mars 2015.

91.

David A. Graham, « Walter Scott Shooting : Statistics on North Charleston Police Stops, Police Homicides, and Officer Convictions », *The Atlantic*, 8 avril 2015.

92.

Base de données en ligne actualisée depuis le 1<sup>er</sup> juin 2015 : « The Counted : People Killed by Police in the United States in 2015 », site du *Guardian*, consulté en juillet 2017. [Disponible sur [TheGuardian.com](http://TheGuardian.com).]

93.

Jeff Brady, « Obama: Camden, N.J., Police a Model for Improving Community Relations », *National Public Radio*, 22 mai 2015.

94.

Kate Zernike, « Camden Turns Around with New Police Force », *New York Times*, 31 août 2014.

95.

American Civil Liberties Union, « Policing in Camden Has

Improved, but Concerns Remain », communiqué de presse,  
18 mai 2015.

96.

*Ibid.*

## V. Barack Obama : la fin d'une illusion

1.  
Ted Poe, « Dear Mr. President : A Letter from Ted Poe », *Riverfront Times*, 1<sup>er</sup> décembre 2014.
2.  
Daniel Schorr, « A New, “Post-Racial” Political Era in America », National Public Radio, 28 janvier 2008.
3.  
« Barack Obama’s New Hampshire Primary Speech », *New York Times*, 8 janvier 2008.
4.  
David Corn, « “Black and More Than Black” : Obama’s Daring and Unique Speech on Race », *Mother Jones*, 18 mars 2008.
5.  
Barack Obama, Philadelphie, discours du 18 mars 2008, publié par le *New York Times*.
6.  
Cathy J. Cohen, *Democracy Remixed : Black Youth and the Future of American Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 118.
7.  
Julian Borger, « Jeb Bush Blamed for Unfair Florida Election », *The Guardian*, 6 juin 2001. [ndt]
8.  
Cathy J. Cohen, *Democracy Remixed*, op. cit., p. 110
9.  
Harry Belafonte et Danny Glover, « Belafonte and Glover Speak Out on Katrina », AlterNet, 22 septembre 2015.

10.  
Cathy J. Cohen, *Democracy Remixed*, op. cit., p. 159.
11.  
Young Jeezy, « My President is Black », in *The Recession*, Atlanta / New York, CTE World / Def Jam Recordings, 2008.  
[nde]
12.  
Khari Mosley, « Vote for Hope », *Pittsburgh Post-Gazette*, 2 novembre 2008.
13.  
Dan Martin, « Impassioned Words from Jay-Z in Support of Obama », *The Guardian*, 5 novembre 2008.
14.  
Bureau des Statistiques des États-Unis, « Voter Turnout Increases by 5 Million in 2008 Presidential Election », communiqué de presse.
15.  
*Ibid.*
16.  
Mary McGuirt, « 2008 Was Year of the Young Black Voter », *ABC News*, 21 juillet 2009 ; Cathy J. Cohen, *Democracy Remixed*, op. cit., p. 172.
17.  
Allison Samuels, « Black Voters Turn Out in Big Numbers for Obama », *Daily Beast*, 6 novembre 2012.
18.  
[Sans nom], « Most Blacks Say MLK's Vision Fulfilled, Poll Finds », CNN.com, 19 janvier 2009.
19.  
Ellis Cose, « Meet the New Optimists », *Newsweek*, 15 mai 2011.
- 20.

*Ibid.*

21.

James Verini, « Is There an “Obama Effect’ on Crime” ? », *Slate*, 5 octobre 2001.

22.

William Douglas, « Obama Effect ? Blacks Optimistic in Spite of Economic Struggles », *McClatchy DC*, 26 février 2009.

23.

John McWhorter, « Racism in America Is Over », *Forbes*, 30 décembre 2008.

24.

George E. Condon Jr., « Has President Obama Done Enough for Black Americans ? », *The Atlantic*, 5 avril 2013.

25.

Chika Oduah, « Poll : Black Americans More Optimistic, Enthused about 2012 », *The Grio*, 7 novembre 2011.

26.

Vann R. Newkirk II, « The Dream That Never Was : Black Millennials and the Promise of Obama », *Gawker*, 1<sup>er</sup> décembre 2014.

27.

*Ibid.*

28.

Vincent Fort, cité par Sherry Wolf, « Why Did Obama Let Troy Die ? », *Socialist Worker*, 22 septembre 2011.

29.

Greg Bluestein, « Obama Silent as US Murders Troy Davis », *Common Dreams*, 21 septembre 2011.

30.

Joy Freeman-Coulbary, « Obama Silent on Troy Davis », *Root DC*, 26 septembre 2011.

31. Gene Demby, « The Birth of a New Civil Rights Movement », *Politico*, 31 décembre 2014.
32. Will Russell et Doug Singsen, « A Spotlight on Wall Street Greed », *Socialist Worker*, 28 septembre 2011.
33. Chika Oduah, « Poll : Blacks Back “Occupy”, Want Obama to Be Tougher on Wall Street », *The Grio*, 9 novembre 2011.
34. « We Have to Win Justice for Trayvon », éditorial du *Socialist Worker*, 21 mars 2012.
35. Eric Ruder, « Trayvon Martin Woke Us Up », *Socialist Worker*, 19 juillet 2013.
36. Keeanga-Yamahtta Taylor, « The Terrorists in Blue », *Socialist Worker*, 30 juillet 2012.
37. Lizette Alvarez, « Zimmerman Case Has Race as a Backdrop, but You Won’t Hear It in Court », *New York Times*, 7 juillet 2013.
38. Barack Obama, communiqué de presse de la Maison-Blanche, 14 juillet 2013.
39. Eric Ruder, « Trayvon Martin Woke Us Up », art. cit.
40. Mychal Denzel Smith, « How Trayvon Martin’s Death Launched a New Generation of Black Activism », *Nation*, 27 juillet 2014.
41. Alicia Garza, « A Herstory of the #BlackLivesMatter

Movement », *Feminist Wire*, 7 october 2014.

42.

*Ibid.*

43.

Mychal Denzel Smith, « How Trayvon Martin's Death Launched a New Generation of Black Activism », art. cit.

44.

*Ibid.*

45.

Barbara Liston, « Dream Defenders Leader Headed to D.C. », *Huffington Post*, 24 août 2013.

46.

Jennifer Kay, « Trayvon Martin's Mother Says Zimmermann Got Away with Murder, *Huffington Post*, 25 février 2015.

## **VI. Black Lives Matter : plus qu'un moment, un mouvement**

1.  
Cassandra Johnson, citée par Michelle Dean, « “Black Women Unnamed” : How Tanisha Anderson’s Bad Day Turned into Her Last », *The Guardian*, 5 juin 2015.
2.  
John H. Richardson, « Michael Brown Sr. and the Agony of the Black Father in America », *Esquire*, 5 janvier 2015.
3.  
Kristin Braswell, « #FergusonFridays : Not All of the Black Freedom Fighters Are Men : An Interview with Black Women on the Front Line in Ferguson », *The Feminist Wire*, 3 octobre 2014.
4.  
Charles P. Pierce, « The Body in the Street », *Esquire*, 2 août 2014.
5.  
Mark Follman, « Michael Brown’s Mom Laid Flowers Where He Was Shot – and Police Crushed Them », *Mother Jones*, 27 août 2014.
6.  
John H. Richardson, « Michael Brown Sr. », art. cit.
7.  
Amnesty International USA, « On the Streets of America : Human Rights Abuses in Ferguson », 24 octobre 2014.
8.  
Dan Burns et Megan Davies, « In Riot-Hit Ferguson, Traffic Fines Boost Tension and Budget », Reuters, 19 août 2014.



9.  
Anna Brand and Amanda Sakuma, « 11 Alarming Findings in the Report on Ferguson Police », *MSNBC*, 4 mars 2015.
10.  
Jon Schuppe, « U.S. Finds Pattern of Biased Policing in Ferguson », *NBC News*, 3 mars 2015.
11.  
Nathan Robinson, « The Shocking Finding from the DOJ's Ferguson Report That Nobody Has Noticed », *Huffington Post*, 13 mars 2015.
12.  
Joel Anderson, « Ferguson's Angry Young Men », *BuzzFeed*, 22 août 2014.
13.  
Johnetta Elzie, « When I Close My Eyes at Night, I See People Running from Tear Gas », *Ebony*, septembre 2014.
14.  
Joel Anderson, « Ferguson's Angry Young Men », art. cit.
15.  
Jon Swaine, « Ohio Walmart Video Reveals Moments Before Officer Killed John Crawford », *The Guardian*, 24 septembre 2014.
16.  
Josh Harkinson, « 4 Unarmed Black Men Have Been Killed by Police in the Last Month », *Mother Jones*, 13 août 2014.
17.  
Darnell L. Moore, « Two Years Later, Black Lives Matter Faces Critiques, but It Won't Be Stopped », *Mic*, 10 août 2015.
18.  
Associated Press, « Five Arrested in Ferguson after Protests Break Out over Burned Memorial », *The Guardian*, 12 août 2015.

19. Trymaine Lee, « Why Vonderrit Myers Matters », *MSNBC*, 18 octobre 2014.
20. [Sans nom], « Ferguson October: Thousands March in St. Louis for Police Reform and Arrest of Officer Darren Wilson », *Democracy Now !*, 13 octobre 2014.
21. Donna Murch, « Historicizing Ferguson », *New Politics*, vol. XV-3, n° 59, été 2015. Disponible sur [Newpol.org](http://Newpol.org).
22. Lilly Fowler, « Al Sharpton Arrives in St. Louis, Seeking Justice for Michael Brown », *Saint Louis Post-Dispatch*, 12 août 2014.
23. « Rev. Sharpton Preaches Truth and Action at Michael Brown, Jr. Funeral », *Daily Kos*, 25 août 2014.
24. Joel Anderson, « Ferguson's Angry Young Men », art. cit.
25. Erica Ritz, « Jesse Jackson Cornered by Angry Ferguson Protesters : "When You Going to Stop Selling Us Out ?" », *Blaze*, 22 août 2014.
26. Kristin Braswell, « #FergusonFridays », art. cit.
27. Matt Pearce, « "Ferguson October" Rally Highlights Divide among St. Louis Activists, *Los Angeles Times*, 12 octobre 2014.
28. Kristin Braswell, « #FergusonFridays », art. cit.
29. Ella Baker, « Bigger Than a Hamburger », *Southern Patriot*,

18 juin 1960. Disponible sur [Historyisaweapon.com/defcon1/bakerbigger](http://Historyisaweapon.com/defcon1/bakerbigger).

30.

Britni Danielle, « “Say Her Name” Turns Spotlight on Black Women and Girls Killed by Police », *Take Part*, 22 mai 2015.

31.

Amanda Sakuma, « Women Hold the Front-Lines of Ferguson », *MSNBC*, 12 octobre 2014.

32.

Kristin Braswell, « #FergusonFridays », art. cit.

33.

Stephen Bronars, « Half of Ferguson’s Young African-American Men Are Missing », *Forbes*, 18 mars 2015.

34.

David Leonhardt, Kevin Quealy et Justin Wolfers, « 1.5 Million Missing Black Men », *New York Times*, 20 avril 2015.

35.

Kristin Braswell, « #FergusonFridays », art. cit.

36.

Katherine Mirani, « Nurturing Black Youth Activism », *Chicago Reporter*, 6 octobre 2014.

37.

Alicia Garza, « A Herstory of the #BlackLivesMatter Movement », *Feminist Wire*, 7 octobre 2014.

38.

« Transcript : Obama’s Remarks on Ferguson Grand Jury Decision », *Washington Post*, 24 novembre 2014.

39.

M. David and Jackson Marciana, « Tanisha Anderson Was Literally Praying for Help as Cops Held Her Down and Killed Her », *Counter Current News*, 28 février 2015.

40. Fredrick Harris, « Will Ferguson Be a Moment or a Movement ? », *Washington Post*, 22 août 2014.
41. Ferguson Action, « Breaking : Ferguson Activists Meet with President Obama to Demand an End to Police Brutality Nationwide », communiqué de presse, 1<sup>er</sup> décembre 2014.
42. Tanya Somanader, « President Obama Delivers a Statement on the Grand Jury Decision in the Death of Eric Garner », communiqué de presse de la Maison-Blanche, 3 décembre 2014.
43. Kirsten West Savali, « The Fierce Urgency of Now : Why Young Protesters Bum-Rushed the Mic », *Root*, 14 décembre 2014.
44. Darryl Fears, « Thousands Join Al Sharpton in “Justice for All” March in D.C., » *Washington Post*, 13 décembre 2014.
45. Al Sharpton, « It’s Been a Long Time Coming, But Permanent Change Is Within Our Grasp », *Huffington Post*, 15 décembre 2014.
46. Azi Paybarah, « Amid Tensions, Sharpton Lashes Out at Younger Activists », *Politico*, 31 janvier 2015.
47. Marcia Chatelain, « #BlackLivesMatter : An Online Roundtable with Alicia Garza, Dante Barry, and Darsheel Kaur », *Dissent*, 19 janvier 2015.
48. Azi Paybarah, « Amid Tensions, Sharpton Lashes Out at Younger Activists », art. cit.
- 49.

Ferguson Action, « About This Movement », communiqué de presse, 15 décembre 2014.

50.

Tim Mak, « Capitol Hill's Black Staffers Walk Out to Do "Hands Up, Don't Shoot !" », *Daily Beast*, 10 décembre 2014.

51.

Nicole Mulvaney, « Princeton University Students Stage Walkout in Protest of Garner, Ferguson Grand Jury Decisions », *NJ.com*, 4 décembre 2014.

52.

White Coats 4 Black Lives, « About », [sans date], consulté en juillet 2017. Disponible sur [www.whitecoats4blacklives.org/about](http://www.whitecoats4blacklives.org/about).

53.

Malaika Fraley et Gary Peterson, « Bay Area Public Defenders Rally for "Black Lives Matter" », *San Jose Mercury News*, 18 décembre 2014.

54.

Marcia Chatelain, « #BlackLivesMatter : An Online Roundtable », art. cit.

55.

Jill Colvin, « Hillary Clinton Denounces Torture, Says Black Lives Matter », *Huffington Post*, 16 décembre 2014.

56.

Nia-Malika Henderson, « "Black Respectability" Politics Are Increasingly Absent from Obama's Rhetoric », *Washington Post*, 3 décembre 2014.

57.

Noah Berlatsky, « Hashtag Activism Isn't a Cop-Out », *The Atlantic*, 7 janvier 2015.

58.

*Ibid.*

59. Barbara Ransby, « Ella Baker's Radical Democratic Vision », *Jacobin*, 18 juin 2015.
60. Danny Katch, « #BlackLivesMatter Looks to the Future », *Socialist Worker*, 4 février 2015.
61. Darnell L. Moore, « Two Years Later », art.cit.
62. Hill-Snowdon Foundation, « How to Fund #BlackLivesMatter », *Hill-Snowdon Foundation*, 9 juin 2015.
63. Ryan Schlegel, « Why Foundations Should Support July's Movement for Black Lives Convening », *National Committee for Responsive Philanthropy*, 9 juin 2015.
64. Aldon D. Morris, *The Origins of the Civil Rights Movement*, New York, Simon & Schuster, 1986, p. 234-235.
65. *Ibid.*, p. 235.
66. Tanzina Vega, « How to Fund Black Lives Matter », *CNN*, 5 juin 2015.
67. Incite ! Women of Color Against Violence, *The Revolution Will Not Be Funded: Beyond the Non-Profit Industrial Complex*, Cambridge (Mass.), South End Press, 2007.
68. Arundhati Roy, *Capitalism : A Ghost Story*, Chicago, Haymarket Books, 2014, p. 26.
- 69.

Megan Francis, « Do Foundations Co-Opt Civil Rights Organizations ? », *HistPhil*, 17 août 2015.

70.

Cory Shaffer, « Cleveland Group Seeks Arrests of Officers Involved in Tamir Rice Shooting », *Cleveland.com*, 9 juin 2015.

71.

John Kopp, « Hundreds in Philly Rally against Police Violence », *Philly Voice*, 30 avril 2015.

72.

Jasmine Aguilera et Claire Z. Cardona Jasmine Aguilera, « Marches against Police Brutality, for Immigration Reform Take to Downtown Dallas Streets », *Dallas Morning News*, 1<sup>er</sup> mai 2015.

73.

Ferguson Action, « Demands », [sans date]. Disponible sur [Fergusonaction.com](http://Fergusonaction.com).

74.

Hands Up United, « Hands Up », [sans date]. Disponible sur [Handsupunited.org](http://Handsupunited.org).

75.

Black Lives Matter, « Demands », [sans date]. Disponible sur [Blacklivesmatter.com](http://Blacklivesmatter.com).

76.

James Forman, *The Making of Black Revolutionaries : A Personal Account*, New York, Macmillan, 1972, p. 395-96.

77.

Annie-Rose Strasser, « The Majority of Fast Food Workers Are Not Teenagers, Report Finds », *Think Progress*, 8 août 2013.

78.

BYP 100, « Racial Justice Is Economic Justice », [sans date]. Disponible sur [Byp100.org/ff15signup/](http://Byp100.org/ff15signup/).

79.

Gary Kopycinski, « Black Youth Project 100 (BYP100) Declares #BlackWorkMatters at Protests in Chicago, New Orleans & New York City », *E-News Park Forest*, 16 avril 2015.

80.

Peter Waldman, « NAACP's FedEx and Wal-Mart Gifts Followed Discrimination Claims », *Bloomberg Business Week*, 8 mai 2014.

81.

Annie Karni, « Rev. Al Sharpton Gets \$1M in Birthday Gifts for His Nonprofit », *New York Daily News*, 3 octobre 2014.

82.

Owen Davis, « Punitive Schooling », *Jacobin*, 17 octobre 2014.

83.

Jesse Hagopian, « “Why Are They Doing This to Me ?” : Students Confront Ferguson and Walkout Against Racism », *Common Dreams*, 30 novembre 2014.

84.

Valerie Strauss, « Just Whose Rights Do These Civil Rights Groups Think They Are Protecting ? », *Washington Post*, 9 mai 2015.

85.

Alessandro Tinonga, « Black Lives Matter on the Docks », *Socialist Worker*, 30 avril 2015.

86.

Sabah, « Stop Using #MuslimLivesMatter », *Muslim Girl*, 12 février 2015.

87.

Robert D. McFadden, « Whitman Dismisses State Police Chief for Race Remarks », *New York Times*, 1<sup>er</sup> mars 1999.

88.

Frank Newport, « Racial Profiling Is Seen as Widespread, Particularly Among Young Black Men », *Gallup*, 9 décembre



1999.

89.

Dan Zeidman, « One Step Closer to Ending Racial Profiling », *American Civil Liberties Union*, 7 octobre 2011.

90.

Sasha Polakow-Suransky, « When the Profiled Become Profilers », *African America*, 24 novembre 2002.

91.

Ariel Edwards-Levy, « Americans Say Now Is the Right Time to Discuss Racism, Gun Control », *Huffington Post*, 22 juin 2015.

92.

Terrell Jermaine Starr, « New Study : More White People See Systemic Problems in Policing after Freddie Gray, but Racial Gulf Remains », *AlterNet*, 5 mai 2015.

93.

Base de données en ligne actualisée depuis le 1<sup>er</sup> juin 2015 : « The Counted : People Killed by Police in the United States in 2015 », site du *Guardian*, consulté en juillet 2017. [Disponible sur [TheGuardian.com](http://TheGuardian.com).]

## VII. De #BlackLivesMatter à la libération noire

1.  
W. E. B. Du Bois, *Black Reconstruction in America*, New York, Simon & Schuster, 1935, p. 111.
2.  
Stokely Carmichael and Charles V. Hamilton, *Black Power : The Politics of Liberation in America*, New York, Random House, 1967, p. 6.
3.  
*Ibid.*, p. 197.
4.  
[Sans nom], « Malcolm X on Capitalism and Socialism », *Socialist Organizer*, 9 décembre 2008.
5.  
Malcolm X, « Speech at the Founding Rally of the Organization of Afro-American Unity », New York, 28 juin 1964. Disponible sur [Blackpast.org](https://blackpast.org).
6.  
[Sans nom], « Malcolm X on Capitalism and Socialism », art. cit.
7.  
Citée in Jack M. Bloom, *Class, Race, and the Civil Rights Movement*, Bloomington, Indiana University Press, 1987, p. 212.
8.  
Third World Women's Alliance, *Black Women's Manifesto*, Duke University Libraries Digital Collections, 1970-1975, p. 19. Disponible sur [Duke.edu](https://duke.edu).
9.  
Combahee River Collective, « The Combahee River Collective

Statement », avril 1977.

10.

Kathleen Cleaver and George Katsiaficas, *Liberation, Imagination and the Black Panther Party : A New Look at the Black Panthers and Their Legacy*, New York, Routledge, 2014, p. 121.

11.

Black Panther Party, « The Ten-Point Program », 15 octobre 1966, disponible (en anglais) sur [Marxists.org](http://Marxists.org).

12.

Dan Georgakas et Marvin Surkin, *Détroit : pas d'accord pour crever*, *op. cit.*, p. 39.

13.

Tim Wise, « With Friends Like These, Who Needs Glenn Beck ? Racism and White Privilege on the Liberal-Left », 17 août 2010, disponible sur le blog de Tim Wise : [TimWise.org](http://TimWise.org).

14.

Robin D. G. Kelley, *Freedom Dreams : The Black Radical Imagination*, Boston, Beacon Press, 2003, p. 45.

15.

Wayne F. Cooper, Claude McKay : Rebel Sojourner in the Harlem Renaissance : A Biography, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1996, p. 179.

16.

Philip Sheldon Foner and James S. Allen, *American Communism and Black Americans: A Documentary History, 1919-1929*, Philadelphie, Temple University Press, 1987, p. 9.

17.

Lénine, « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », 1916. Disponible sur [Marxists.org](http://Marxists.org).

18.

C. L. R. James, « The Revolutionary Answer to the Negro Problem in the U.S. », juillet 1948, disponible sur [Marxists.org](http://Marxists.org).

19. Karl Marx, *Le Capital*, livre I, VIII<sup>e</sup> section, ch. xxxi, 1867. Disponible sur [Marxists.org](http://Marxists.org).
20. Karl Marx, *Misère de la philosophie*, ch. II, 1847, disponible sur [Marxists.org](http://Marxists.org).
21. Karl Marx [Conseil central de l'Association internationale des travailleurs], « Lettre à Abraham Lincoln, Président des États-Unis d'Amérique », *Der Social-Demokrat*, 30 décembre 1864. Disponible sur [Marxists.org](http://Marxists.org).
22. Karl Marx, *Le Capital*, livre I, III<sup>e</sup> section, ch. x, 1867. Disponible sur [Marxists.org](http://Marxists.org).
23. Karl Marx et Friedrich Engels, « Vers la guerre et la Commune », in *Le parti de classe*, vol II : *Activités et organisation*, Paris, Maspero, « Petite Collection Maspero », 1973. Disponible sur [Marxists.org](http://Marxists.org).
24. Edmund S. Morgan, *American Slavery, American Freedom : The Ordeal of Colonial Virginia*, New York, Norton, 1975, p. 381.
25. Jack M. Bloom, *Class, Race, and the Civil Rights Movement*, p. 20.
26. *Ibid.*, p. 18.
27. Hope Yen, « 80 Percent of U.S. Adults Face Near-Poverty, Unemployment : Survey », *Huffington Post*, 18 juillet 2013.
28. Associated Press, « 4 in 5 Americans Live in Danger of Falling into Poverty, Joblessness », *NBC News*, 28 juillet 2013.

29. Associated Press, « Economic Optimism of Whites in U.S. Lags Blacks by Wide Margin, Analysis Shows », CBS News, 1<sup>er</sup> août 2013.
30. « Distribution of Household Income by Race », *Infoplease*, [sans date], [Infoplease.com](http://Infoplease.com).
31. Danny Katch, « Confronting the Incarceration Nation », *Socialist Worker*, 11 juin 2015.
32. « Distribution of Household Income by Race », *Infoplease*, [sans date], [Infoplease.com](http://Infoplease.com).
33. Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, traduction de P. Fulchignoni, G. Granel, N. Negri, Gallimard, coll. « Bibliothèque de philosophie », tome III, cahier 11, 1978, p. 184-185.
34. Duncan Hallas, « Towards a Revolutionary Socialist Party », 1971. Disponible sur [Marxists.org](http://Marxists.org).
35. Laura Gottesdiener, « 10 Million Americans Have Had Their Homes Taken Away by the Banks – Often at the Point of a Gun », *Alternet*, 1<sup>er</sup> août 2013.
36. Michael C. Dawson, *Blacks In and Out of the Left*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2013, p. 194.
37. Third World Women's Alliance, *Black Women's Manifesto*, *op. cit.*, p. 31.
38. C. L. R. James, « The Revolutionary Answer to the Negro

Problem », art. cit.

DANS LA COLLECTION « **CONTRE-FEUX** »

ALAIN ACCARDO, *Le Petit Bourgeois Gentilhomme. Sur les prétentions hégémoniques des classes moyennes* (2009)

— *Engagements. Chroniques et autres textes, 2000-2010* (2011)

MICHAEL ALBERT, *Après le capitalisme. Éléments d'économie participaliste* (2003)

PERRY ANDERSON, *Comment les États-Unis ont fait le monde à leur image. la politique étrangère américaine et ses penseurs*

(2015) — (avec WANG CHAOHUA) *Deux révolutions. La Chine au miroir de la Russie, 2014* (2014) — *Le Nouveau Vieux Monde. Sur le destin d'un auxiliaire de l'ordre américain* (2011)

PHILIPPE BAQUÉ, *Homme augmenté, humanité diminuée*

(2017) — (dir.), *La Bio entre business et projet de société* (2012)

OLIVIER BARANCY, *Misère de l'espace moderne. La production de Le Corbusier et ses conséquences* (2017)

MICHEL BARRILLON, *D'un mensonge « déconcertant » à l'autre. Rappels élémentaires pour les bonnes âmes qui voudraient s'accomoder du capitalisme* (1999)

JEAN-PIERRE BERLAN (dir.), *La Guerre au vivant. OGM et mystifications scientifiques* (2001)

PIERRE BOURDIEU, *Interventions, 1961-2001. Science sociale et action politique* (2002)

CHARB, *Charb n'aime pas les gens. Chroniques politiques 1996-2002* (2002)

NOAM CHOMSKY, *Guerre nucléaire et catastrophe écologique*

(2014) — (avec EDWARD HERMAN) *La Fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie* (2008)

— *De l'espoir en l'avenir. Propos sur l'anarchisme et le socialisme* (2001) — *Responsabilités des intellectuels* (1998)

MYRIAM COTTIAS (dir.), *D'une abolition l'autre. Textes d'un*

*autre temps pour un débat d'aujourd'hui* (1999)

COLLECTIF, *Citations aux combats* (1999)

DENIS DIDEROT, *Apologies. Apologie de l'abbé Galiani et Lettre apologétique de l'abbé Raynal à M. Grimm* (1998)

THIERRY DISCEPOLO, *La Trahison des éditeurs* (2011)

SOPHIE DJIGO, *Les Migrants de Calais. Enquête sur la vie en transit* (2016)

THOMAS FRANK, *Pourquoi les riches votent à gauche ?* (2018)  
— *Le Marché de droit divin. Capitalisme sauvage et populisme de marché* (2003)

FRONT DE LIBÉRATION DU QUÉBEC, *Manifeste d'octobre 1970* (1999)

JEAN-PIERRE GARNIER, *Une violence éminemment contemporaine. Essais sur la ville, la petite-bourgeoisie intellectuelle et l'effacement des classes populaires* (2010)  
— (avec LOUIS JANOVER), *La Deuxième Droite* (2004)

ROBIN HAHNEL, *La Panique aux commandes. Tout ce que vous devez savoir sur la mondialisation économique* (2001)

JOHN MAYNARD KEYNES, *The End of laissez-faire* (1999)

MARY D. LEWIS, *Les Frontières de la République. Immigration et limites de l'universalisme en France, 1918-1940* (2010)

KARL MARX et FRIEDRICH ENGELS, *Les Grands Hommes de l'exil* (2015)

JEAN-PHILIPPE MELCHIOR, *L'État entre Europe et nation. Petit manuel de sabotage du politique par lui-même* (1999)

JULIAN MISCHI, *Le Communisme désarmé* (2014)

DAVID NOBLE, *Le Progrès sans le peuple. Ce que les nouvelles technologies font au travail* (2016)

GÉRARD NOIRIEL, *Histoire, théâtre et politique* (2009)

ROY PINKER, *Faire sensation. De l'enlèvement du bébé Lindbergh au barnum médiatique* (2017)

YVES SALESSE, *Réformes et révolution. Propositions pour une gauche de gauche* (2001)



DOMINIQUE VIDAL, *Le Mal-Être juif. Entre repli, assimilation et manipulations* (2003) — (avec KARIM BOURTEL), *Le Mal-Être arabe. Enfants de la colonisation* (2005)

LOÏC WACQUANT, *Punir les pauvres. Le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale* (2004)

IBRAHIM WARDE, *Propagande impériale et guerre financière contre le terrorisme* (2007)

*Édition préparée par Marie Hermann, Antoine Lablanche et  
Marie Laigle.*

*Cet ouvrage a été mis en page grâce à des standards Open  
Source assemblés dans la suite logicielle SMAG 0.6*

*Achevé de compiler en juillet 2018 par Xavier Bonnefond pour  
le compte des éditions Agone*

*BP 70071, F-13192 Marseille cedex 20*

*< <https://agone.org> >*

*Distribution Immatériel.fr*

*11, rue Meslay, 75003 Paris*

*< [contact@immatériel.fr](mailto:contact@immatériel.fr) >*

*< <http://immatériel.fr> >*